

Radio-Télévision/Heures locales

De son côté, le président russe e qualifié

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15158 - 7 F

- DIMANCHE 24 - LUNDI 25 OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La poudrière du Cachemire

LE conflit du Cachemira s'achèvera-t-il un jour? Les révoltes et les guerres - y compris les plus longues, comms celles du Vietnam ou l'affrontement Iran-Irek – se sont succédé depuis un demisiècle à travers le monds, la plus récente chassant la précé-dente de la «une» des médies et des précecupations de l'opinion internationale. Mala les srmées indisnne st pakistanaise, qui se sont déjà battues deux fois pour le Cachemire depuis 1947, demeurent face à face dans une atmosphère ten-due. Et les séparatistes musuimans ds cet Etat montagneux continuent de défier des forces de l'ordre Indiennes, au comportement brutal.

Depuis trois ans et demi qu'a repris la révolte des Cachemiris contre New-Delhi, les affrontements et la répression ont fait officiallement plus de 7 000 morts, dont au moins la moitié de civils. Si les séparetietes, éclatés en groupes divers et parfois rivaux - dont certains poussés per un islamisme militant - ne rechignent pas à manier le couteau ou la grenade, les soldats et policiera indiens ont, eux aussi, allègrement violé des droits de l'homme auxquels se réfère la « plus grande démocratie du

On ne règle pes un conflit aussi complexe à coups de fusil ou d'imprécations. Il faudra bien, un jour, qu'Indiens et Pakistanais reprennent un dialogue qu'ils avalent entamé, en 1972, à Simia. Maie, cette pour donner un os à ronger aux éléments les plus chauvins de leur électorat respectif.

Islamabad se dit prêt à discuter sur l'avenir du territoire, mais pas sur l'eppul apporté par ses services apéciaux su « terrorisme » cechemiri, et souhaite une Internationelisation du problème dont le Pakistan a tout à gagner. New-Delhi se raccroche au statu quo, refusant tout recours aux Nations unles, qui ont pourtant voté, en 1948 et 1949, des résolutions sur l'autodétermination du Cachemire.

a take distri

11.10

The state of the

1000

 $(g_{ij})_{ij} \in \mathcal{F}^{(ij)}(\mathcal{F}^{(ij)}(\mathcal{F}))$

, - t

 $(4-\epsilon) = q = (-4)(2k-2)$

Burn Burn School

4 1 2 7 1 97

AUJOURD'HUI, tout en utilisant les tribunes à leur dispo-sition, le Pakistan veut donner l'impression qu'il a pris ses distances evec les séparatistes. de peur d'être quelifié par les Etats-Unia d'Etat « terroriste ». Les excellents rapports entre Benazir Bhutto, le nouveau premier ministre pakistanaie, et ses militaires devralent pernationaliste à Islamabad,

Il n'en est pas de même en inde, où le gouvemement de Narasimhs Rao attend avec snxiété la résultat d'élections dans quetre Etats où las hindouistes du BJP sont puissants et pourraient tirer avantage de tout signe de « falblesss » du pouvoir. La dérive confessionnelle en inde depuis les affrontements antre hindous et musulmans eutour du sanctualre d'Ayodhya n'incite guère à l'optimisms. Mais, pour espérer faire dispareître la poudrière cachemiris, indiens et Pskistanais devront se préoccuper de ce qui les rapproche plus que de ce qui les oppose.

Première étape d'une éventuelle extension de l'OTAN aux pays de l'Est

Moscou approuve l'offre américaine de «partenariat pour la paix»

Le secrétaire d'Etet américain Warren Christopher a confirmé vendredi 22 octobre à de « sensationnelle » le proposition des Etats-Unis à Boris Eltsine.

de notre correspondant

éprouve les moindres états d'âme à l'égard des méthodes politiques de Boris Eltsioc, elle les cache admirablement bien. En visite à Moscou moins de trois semaioes

après l'assaut contre le Parlement

russe, le secrétaire d'Etat Werren Christopher a déversé uoe eva-

lanche de complimeots sur les

dirigeants du Kremlin, évoqué sa «fascinante» eotrevue evec Boris

Eltsioe, et déclaré que sa visite, event même d'être terminée, « avait dépassé toutes ses espé-

Transporté en hélicoptère dans

une « résidence » du président

russe (une ancieone villégieture de chasse des dirigeants soviéti-

rances ».

Si l'edministratioo américaine

Moscou le projet du président Bill Clinton de Etats-Unis d'essocier les peys d'Europe se rendre en Russie dans le courant du mois centrale et orientale, ainsi que la Russie, à un de janvier. M. Christopher e souligné à cette « partenariat » evec l'OTAN qui comporterait occesion le soutien eens résarva des notamment des menœuvres militeires ques, à une ceotaine de kilomè-

tres eo oord de Moscou), le secrétaire d'Etat a immédiatemeot feit part à M. Eltsioe de l'« admiration » qo'éprouvait le président Clintoo pour les actions entreprises par le président russe et pour soo « courage », ce der-oier répoodant que le présideot américaio éteit celui des dirigeants occidentaux qui lui evait manifesté « le soutien le plus

Dans ces conditions, la confirmation d'une prochaine visite de M. Clinton à Moscou s'imposait. Elle sura lieu à la mi-janvier, à uoe dete qoi reste à préciser, mais qui se situera après le sommet de l'OTAN prévu pour les 10 et 11 du même mois, M. Christopher e ejouté que la veoue du président américain

serait une manière éloquente de saluer le fait que « les Russes ont choisi la démocratie contre les

Les conversations do secrétaire d'Etat à Moscou oot permis de réaliser des progrès « sur divers fronts» – y compris à propos de l'attitude à observer à l'égard de le Libye, e indiqué M. Christo-pher (eo revanche, la guerre en Yougoslavie o'a même pas été mentionnée dans les déclarations publiques des respoosables). Cependant, le point le plus nouveau semble être l'accueil réservé par la Russie aux dernières idées avancées par l'OTAN concernant sa politique à l'égard de l'Est.

> JAN KRAUZE Lire la suite page 5

Prédire la maladie

La mise au point d'un test de la chorée de Huntington illustre l'urgence du débat sur la bioéthique face aux progrès de la médecine prédictive

n'est que ruine de l'âme » : rarement dens l'histoire de la médecine le célèbre adage de Rabelais avait trouvé un tel terrain de mise en application. Rarement, euparevent, s'était problàme das conséquences psychologiques et socialas d'une evancée de le connais-

De quoi s'agit-il? Au moyen d'une technique - la PCR (polymerase chain reaction) - qui a valu cette ennée la prix Nobel de chimie à son inventeur, Kary Mullis (le Monde du 20 octobre), il est eujourd'hui possible d'indiquer à une personne qui le ecuhaite el elle ve, dene quinze ou vingt ena, être atteinte d'une des plus graves maladles dégénératives hérédi-taires : le chorée de Huntington. C'est ce que vient de confirmer une équips de chercheurs anglels dingée per le professeur Peter Harper (Insti-tut de génétique médicale, Uni-vareity of Welee, College of Medicine, Cerdiff) dens une étude publiée per le ravue Lancet (datée 16 octobre), Un

test génétique, pratiqué à partir d'un simple échentillon de sang, suffit pour qu'une personne qui e dans sa famille un parent atteint de cette maladie apprenne qu'elle est, elle aussi, condamnée à mort. On imagine sans mai l'impect que l'an-nonce d'un tel résultet peut avoir sur un individu.

Tout e commencé en 1983, lorsque l'équipe du profeeseur James Gusella (Massachusetts General Hospital, Boston) e publié dans le revue eclentifique Nature un erticle révélent qu'elle était pervenue à identi-fier le région chromosomique Impliquée dans cette meladie héréditaire incurable, caractérisée cliniquement par le survenue de mouvements enormaux et de troublee psychiatriques et comportementeux, il fellut encuite ettandre dix ens pour qu'une équipe constituée sous l'égide du Huntington's Disease Collaborative Research Group parvienne, eu terme d'une extraordinaire anquête, à isoler la gène responseble de la maladie, eltué eur le chromosome 4.

> FRANCK NOUCHI Lire la suite page 12

COMMENTAIRE

L'accord salarial dans la fonction publique et la poursuite du conflit d'Air France

Plier sans renoncer

Un eccord à l'arraché dena la fonction publique. Una négoclation sur la corde raide à Air France, menée directement per la puissance publique. Dena la nuit du vendredi 22 eu semedi 23 octobre, Edouard Balladur, qui avait souhaité jeudi à Poitiers que le conflit d'Air France cesse au plus vite, est pessé à l'ecte. Confronté à une aituation économique difficile, alors que de nombreux dirigeants d'entreprise ne cachent pas leur scepticisme sur la réalité de la reprise en 1994, et à un chômage qui risque encore de battre des records event qu'une hypothétique croissance permette d'en réduire la progression, la premier ministre e tenté de mettre fin à un conflit social d'autant plus dangereux qu'il est lourd de conséquences économi-

l'étranger l'image de la France, et 16 septembre par l'hôtel Matifait le nécesseire pour que de nouveaux feux ne a'allument pas dans la fonction publique.

La situation n'est pas sans rappeler la fin de l'année 1986 - la récession en moine, - lorsque, pleine cohabitation, elors beaucoup plus conflictuelle, le gouvernement avalt essayé de mettre fin à une grève de la SNCF plus dure et plus longue encore que celle d'Air France, et avait eussi tenté – en vain – d'aboutir à un accord salarial dans la fonction publique. Pour M. Balladur, l'exercice ressemble à la quadrature du cercle. Il ne pouveit pas donner l'impression de gommer la rigueur qu'il préconise sur le plan salarial pour l'ensemble des salariés en lachant trop aux fonctionnaires. Il lourd de conséquences économi-ques aérisuses et écorns à la « préoccupation » exprimée la

gnon devant «l'accumulation des plens eocleux dens plusieurs entreprises du secteur privé mais aussi du secteur public», plans que dans le demier cas les pouvoirs publics eveient perfoie contribué à... durcir, revenir complètement eur le plan d'économies d'Air France, sous peine de voir les salariée d'eutrea entreprises publiques soumises à des meaures de redreasement, comme la SNCF per exemple, e'engouffrer dens le brèche et réclamer pour eux, forts du succès des personnels au sol de le compagnie aérienne, des disposi-tions eussi avantageuses. M. Balladur deveit elnsi plier sane renoncer, céder tout en meintenant le cap. Un défi redoutable.

MICHEL NOBLECOURT Lire la suite page 15



Le dalaï-lama en France

Le dalaTiama est attendu à Paris, dimanche 24 octobre, pour aon huitième séjour en France, où il devrait rester juequ'su 14 novembre. Le chef spirituel et politique en exil des Tibétains sera reçu tundi à l'Académie française. Il rencontrera ensuite les maires de Granoble, Bordeaux et Toulouse, donnera des conférences, ainsi que dea enseignements religieux dans cas villes, où sont implantés des cantres bouddhistes. Il se rendra également les précédentes, contestée par Lourdes. Cette visite ast, comme les précédentes, contestée per la Chine – qui occupe le « toit du monde » – et qui e'oppose à ce que le dalai-lama soit reçu par des personnalités officielles.

PS: le congrès de l'unité

Le congrèe du Parti socialiste, réuni vendredi 22 octobre au Bourget jusqu'à dimanche, e accueilli avec satisfaction le message que lui e adressé François Mitterrand. Michel Rocard, qui devait être élu premier secrétaire samedi sprès-midi, avait rendu, auparavant, un hommage appuyé eu chef de l'Etat, qu'il devrait rencon-trer la semelne prochaine. Le geste de M. Mitterrand Indique, outre une amélioration de ses relations avec le parti qu'il dingea cutre une amesoration de ses retations avec le parti du si cinges pendent dix ens, la volonté de reppeler son appartenance eu camp des «forces de progrès» et sa fidélité à «la cause de ceux qui travaillent, de ceux qui souffrent». Le congrès e commencé à réfléchir, d'autre part, sur les contours futurs de la gauche.

Nicolas Sarkozy invité du « Grand Jury RTL-le Monde»

Nicolas Sarkozy, ministre du budget, porte-parole du gouver-nement, sera l'Invité du « Grand Jury RTL-ie Monde», dimanche 24 octobre, à parir de 18 h 30. Le débat aura pour thème : «Le

gouvernement face eux défis économiques et sociaux». L'émission est également diffusée sur la chaîne câblée Paris-Première, le même jour, de 20 heures à 21 heures.



La fin du pétrole à bon marché

par Philippe Simonnot

E mercredi 17 octobre 1973, à Koweit, une poignée d'hommes, dont le moitié sont vêtus de djellabas, s'enferment dans la minuscule salle de conférences d'un immeuble modeste pendant plusieurs beures consécutives. Le jeune du ramadan n'est rompu qu'à 17 heures. « Nous allons prendre maintenant notre petit déjeuner », disent en souriant certain d'entre eux en sortant du conclave. D'eutres, discrètement, se rendent à la prière. L'atmosphère est, somme toute, bon enfant, surtout au regard du drame sengiant qui se joue à la même heure dans le Sinaï et sur le Golan, où la « guerre d'octobre » fait rage depuis plusieurs jours entre Israel et ses voisins arabes.

La discussion reprend, toujours à huis clos. A 20 beures, enfin, est annoncée la nouvelle qui stupétie le monde entier: « La production du pétrole brut arabe sera réduite de 5 % chaque mois jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien dient été restaurés. » Un événe-ment que même les experts les plus pessimistes n'svaient osé prévoir : l'« arme du pétrole e est dégainée, alors même que la bataille de chars et de missiles continue à faire rage.

Au moment même où les ministres annoncent leur décision, la télévision koweïtienne diffuse le discours d'Anouar El Sedate, prononcé la veille devant l'Assemblée nationale égyptienne. Sans doute le reïs sait-il déjà qu'il ne gagnera pas la guerre. Mais il a gagné une bataille, et cette victoire suffit à effacer des décennies d'humiliation de la « nation arabe ». Il sait eussi qu'il peut compter sur l'arme du pérole, car le successeur de Nasser, en qui l'Occident découvre, sprès l'avoir snobé, un formi-dable stratège, a combiné à l'evance le coup qui frappe aujourd'bui l'économie mondiele. Coup d'autant plus redoutable qu'il se combine à la déci-sion prise la veille dans ce même Koweit, de quasiment doubler le prix du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (1).

Ce double coup qui renversait brutalement le table du jeu pétrolier mondial était-il prévisible ? Il est facile *a posteriori* de l'affirmer, et de se scandali-ser de l'aveuglement des gouvernements occidentaux qui du jour eu lendemain se retrouvaient pris

De fait, seulement un mois plus tôt, le 13 septembre, un personnage aussi considérable que George Shultz, secrétaire américain au Trésor, pouvait se permettre de déclarer urbl et orbi : « Nous avons un peu calmé les rodomontades des produc-teurs arabes de pètrole en leur faisant valoir que les Etats-Unis prévoient de développer puissamment les ressources énergétiques intérieures. » Sans le dire explicitement, le grand argentier américain répondait au roi Fayçal en personne, qui avait osé décla-rer que « le total soutien de l'Amérique au sionisme et sa position défavorable aux Arabes nous rendent extremement difficile de continuer à lui fournir du pétrole ». Même venant d'un fidèle anni des Etats-Unis, le message de Feyçal n'était tout simplement pas crédible tant que les chars égyptiens n'auraient pas franchi le canal de Suez. Il était pourtant relayé par les grandes compagnies américaines opérant en Arabie saoudite. Ainsi le 26 juin 1973, Otto N. Miller, PDG de la Standard Oil of California, écrivait à ses actionnaires et ses employés - quelque 300 000 personnes – pour leur suggérer de plaider sntour d'eux «la cause des aspirations des peuples

arabes et les efforts de ceux-ci pour rétablir la paix au Moyen-Orient ». Mais cette démarche fut interprétée comme du vulgaire lobbying.

Le traumetisme du 17 octobre 1973 a fait oublier que l'expression « crise pétrolière » ne date pas de ce jour dramatique. Depuis le début de la décennie, le marché de l'or noir donnait des signes croissants de nervosité. De 1970 à octobre 1973, le prix du baril (2) evait augmenté de 50 %, et cette hausse faisait pousser des cris d'orfraie eux experts occidentaux les plus chevronnés. Pourtant, le prix de référence du baril n'était encore qu'à 2,60 doilars! Que se passait-il?

Tout simplement un déséquilibre grandissant entre la demande et l'offre. Depuis des décennies, le prix du pétrole était calé sur le coût de production prix din petrole était cale sur le cout de production dans le golfe Persique, soit 10 cents américains par baril. A ce niveau, il stimulait la consommation d'bydrocarbures et décourageait le développement de le production d'or noir eilleurs que dans le Golfe. De 1960 à 1972, la demande pétrolière occidentale était passée de 19 millions de barils/jour à 44 millions, le supplément de consommation étant estifeit pour l'essentiel par le pétrole du Moyen. satisfait pour l'essentiel par le pétrole du Moyen-Orient. L'économie occidentale dépendait ainsi de plus en plus de cette région névralgique.

Royalties et «prix affiché»

Le déséquilibre était encore aggrave par les premières manifestations du mouvement écologique, surtout sux Etats-Unis (en 1970, la Journée de la Terre vit défiler cent mille personnes sur la Cinquieme Avenue à New-York). Cette pression des «environnementalistes» entraîna, d'une part, un nouvel accroissement de la demande de pétrole, préféré au charbon beauconp plus polluant. D'autre part, elle opposa un obstacle supplémentaire eu développement de l'offre en obligeant à renoncer au pétrole de l'Alaska; l'oléoduc qui devait acheminer le pétrole du Grand Nord faisant courir à la «nature» des risques jugés inacceptables.

Le marché de l'or noir commença à basculer pour de bon lorsque les Etats-Unis, à l'époque la première puissance pétrolière du monde, furent obligés de recourir de manière croissante à l'importation. Celle-ci etteignit en 1973 le niveau colossal de 6 millions de barils par jour (l'équivalent de 300 millions de tonnes), alors qu'au même moment l'extraction de l'or noir du sol américain plafonneit au niveau atteint en 1970.

Cette entrée massive des États-Unis sur le marché pétrolier eut pour conséquence non seulement de tendre les prix, mais aussi de gater les relations entre les grandes compagnies et les Etats où elles opéraient. En principe, dens le régime de concession qui était encore en vigueur, e était la compagnic exploitante qui décidait, en fonction de la conjoncture, du prix et des quantités de pétrole qu'elle extrayait du sol. L'Etat bôte se contentait de toucher au passage des royalties, ainsi que des impôts sur les bénéfices de la compagnie.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, fondée en 1960, svait obtenu d'entrée de jeu que les revenus fiscaux des Etats-membres fussent mis à l'abri des fluctuations du marché. Le système mis en place par l'OPEP, en accord avec les compagnics, était simple : royalties et impôts étaient calculés à partir d'un prix du pétrole fixe, dit posted price (prix affiché). Le risque du marché était ainsi entièrement supporté par les compagnies. Le décor changea du tout an tout lorsque les



La réunion de l'OPEP du 17 octobre 1973. En fin de journée est annoncée une nouvelle qui stupéfie le monde entier : la production de pétrole brut arabe sera réduite de 5 % chaque mois.

pression du déséquilibre décrit plus haut entre l'of-fre et la demande. A ce moment, les compagnies supportaient des royalties et des impôts inférieurs à ce qu'ils auraient été si les prix affichés eveient suivi les prix du marché dans leur hansse. Les compagnies virent ainsi sugmenter lenra profits, alors même que les revenus des Etats pétroliers stagnaient. L'OPEP était prise eu piège de la protection qu'elle aveit elle-même mise en place. Et à mesure que les prix de l'or noir s'orientaient à le hausse, les Etats pétroliers prirent de plus en plus conscience des inconvénients du filet de sécurité qui les empêchait de profiter de le formideble aubaine qui se profilait à l'horizon.

L'inflation qui sévisssait dans les pays industrialisés était un autre motif d'inquiétude pour les Etats de l'OPEP, qui craignaient, à juste titre, de voir leurs revenus érodés par la hausse des prix des produits qu'ils importaient de l'Occident. Le 15 février 1971, ils obtinrent des compagnies l'enga-gement d'une augmentation du prix affiché de 2,5 % par an (ce qu'on a sppelé les «accords de Téhéran»). Mais là encore, ils curent vite l'impression d'avoir été floués, l'inflation occidentale étant deux à trois fois supérieure au rythme d'indexation retenue, En outre, Ricbard Nixon décideit le 15 août 1971 d'en finir avec la convertibilité-or du dollar et de laisser flotter ce dernier. Il s'ensuivit une dévaluation de facto du billet vert.

Termer le robinet du Golfe

Aussi, durant les mois qui précédérent le double coup des 16-17 octobre 1973, indépendamment de ce qui se tramait au bord du canal de Suez, de laborieuses négociations s'étaient engagées entre les compagnies et l'OPEP pour renégocier les « accords de Téhéran ». Un round ultime avait eu lieu à Vienne (Autriche) le 8 octobre, au suriendemain du lancement de l'offensive égyptienne. Il s'était termine par un fiasco. Huit jours plus tard, à Koweit les Etets pétroliers décidaient unilatéralement de faire passer le prix affiché du pétrole de 3 à 5,12 dollars. Quent à l'embargo, il ne visait pas sculement à nuire aux amis d'Israel. En déséquilibrant un peu plus le rapport entre la demande et l'offre, il garantissait que la nouvelle et brutale

prix du marché commencèrent à monter sous la hausse des prix serait ratifiée par le marché. L'OPEP evait trouvé le troc : dans la situation du marché mondial, il suffisait de fermer le robinet du Golfe pour faire monter les prix. Un jeu d'enfant!

> La révolution pétrolière était complète puisque les Etats de l'OPEP s'étaient rendus maîtres à la fois des prix et des quantités du pétrole extrait. La voie était grande ouverte pour d'autres hausses, et l'on ne tards pas à le vérifier. Fin décembre à Téhéran, le chah d'Iran faisait admettre par l'OPEP un nouveau doublement du prix affiché du pétrole - 11,651 dollars par baril - complétant ainsi ce que l'on a appelé ensuite le «premier choc pétrolier». En 1980, la révolution iranienne causerait le deuxième choc en faisant passer le baril au-dessus de 30 dollars.

Le coup d'octobre 1973 evait par ailleurs déclenché d'autres forces dont les ministres de l'OPEP étaient beaucoup moins conscients : les forces du marché allaient jouer evec le pétrole cher comme elles avaient joué avec le pétrole bon marché, mais en sens inverse. Du côté de l'offre, le développement de le production pétrolière hors de l'OPEP serait formidablement encouragé, mais aussi la recberche de sonrces d'énergie non pétrolières : charbon, nucléaire, bydraulique, soleire, etc. Du côté de la demande, le consommation pétrolière serait entravée, mais aussi la consommation d'autres sources d'énergie, le prix du pétrole servant de référence à l'ensemble des tarifs énergétiques. Au total, la croissance de l'économie mondiale serait non seulement ralentie, meis aussi, à taux égal, moins gourmande en énergie et particulièrement économe en pétrole.

griege grante bie marche

galaxie e 💮 🕶 🕬

the first to the first the

200 to 3 73 \$6 4

0.5

. - -- 7

200 (00)

1 250

1 3

1.75 v. I

1-44

12.5

PIRES

.

1. 12.3 · ·

100

15.

A

ntela visite

M Boultes Gladia

3-1-1

Para a Masso

200 (200) 200 (200) 200 (200) 200 (200) 200 (200)

45042 Congress of the 600

The second second

20 14.2 (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2) (14.2)

A Total Control of the Control of th

ing BA

estations of northite

The second secon

6" - 44-" 15 **(**44

· 0100m.84

79

A SHOOL Spe

Fire simple

111 ma (c.

\$40.5

11 N #4 4 3-1-2774 11000000 هيون در در ۳

n ton h

Marie arrigant

acqui

- Hallan

pas soment

Ces forces out si bien joué pendant vingt ans qu'elles out ramené en 1993 le prix de l'or noir, en termes réels, à sa valeur de 1973. A tel point que l'on redoute aujourd'bui un troisième choc perrode demand L'histoire du pétrole est un perpétuel recommencement!

L'OPEP compend à l'époque onze pays: Venezuela, Iran, Irak, Arabie saoudite, Koweit, Qutar, Abu-Dhabi, Libye, Algérie, Nigeria, Indonésie.

(2) Le baril équivaut à 158 984 litres (42 gallons américains), due production de l'million de barils par jour correspond à i0 millions de tonnes par au.

ANDRÉ LAURENS

*LIVRES POLITIQUES

"GRAND JURY" Sous la direction RTL-Le Monde

NICOLAS

PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE) RICHARD ARZT (RTL)

18 H 30 EN DIRECT

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLEE PARIS-PREMIÈRE

La france de 1914 à nos jours

de Jean-François Sinnelli, en collaboration avec Robert Vandenbussche et Jean Vavasseur-Desperiers. PUF. coll. «Premier cycle»,

498 pages, 145 F.

A connalesance de l'hietoire proche, celle à laquelle se mêlent encore, mele de moins en moine en remontant dens le temps, les souvenirs de famille, reste fioue, partielle et subjective. Elle s'sc-croche à des récits, maintes fois entendus, d'aïeule qui ont vêcu le Première guerre mon-diale, les tranchées, les gaz, la grippe eepsgnole; elle se concrétise dans de curieux objets d'omement, telles ces douitles d'obus devenues vases de cuivre sur les cheminées ou dans lee grenlers; elle prend forme dans l'Illustration st plus tard dans Paris-Match, einsi que dans les photos des années 30 sur lesquelles nos maras, ou nos grand-mères, cachent sous daa chapeaux-clochea des coupes à le gerçonne; elle rebondit à la faveur d'événements du jour qui trouvent des précédents dans le passé : l'explosion du Front populaire ou cella da Mai 1968, les combats de la Résistance ou les guerres coloniales, les scandales qui ont marqué les autres Républiques.

De temps en temps, un livre, un film, replonge le grand public d'aujourd'hui dans ce qui faisait l'actualité d'hier. C'est ainsi que l'on passe, dans la désordre, du régime de Vichy à le colonie frençaiee d'Indochine, d'un l quent pas. Dana moins de troie

De naguère au présent

témoignage de ce que fut l'anti-sémitieme orgenisé juequ'eu niveau des enfants eu récit d'un krach finencier sous Is Troisième République.

Bisn sûr, l'histoire contemporeine eet eneeignée dans les écoles, mais c'est à grands traits st prudemment; l'impression demeure que l'ennée scoleire est toujours trop courte pour pouvoir en terminer evec le programme du demier chapitre d'un récit commencé avec nos ancêtres les Gaulois. En bien, il n'y e plus lieu de subir ce sentiment de frustration | Le volume que publient les PUF, dens le collection (Premier cycle », sur la France de 1914 à nos jours, sous le direction de Jean-Francois Sinnelli, en colleboration avec Robert Vandenbussche et Jean Vavaeseur-Oesperriers, permet de l'effacer.

Dans l'esprit des auteurs, ce livre concernant les huit décen-nles d'histolra proche set d'abord destiné à l'usage des jeunes générations, maia ceux qui lee ont vécuee, eu moina partiellement, seront tentés de s'y référer chaque fois qu'il s'interrogerom sur le puzzle de leur pessé collactif. Voile un bon moyen de s'y retrouver, de comprendre ce qui a pu échap-per à notre entendement ou à notra connaiasance, de donner un canevas à sa mémoire, en le redecouvrant eoue la vision globale st distanciée de l'historien.

Les occasiona de questionner ce passé non refermé ne manbre célébrera la fin de la guerre de 1914-1918, dont le manuel reppelle qu'elle e commencé comme « un gigantesque jeu de manœuvres » avant de se terminer sur une non moins gigantesque ssignée démogrephique. Elle e aussi marqué la fin de la société des rentiers et conforté le modèle républicain qui prolon-gere eon âge d'or jusqu'eux ennées 30, «eu point d'evoir constitué à estre époque une eorte d'écosyerame sociel ». L'adhésion au projet républicain coîncids evec le montée en puiesence des clesses moyennee jusqu'à ce qus la ense économique, sociele et morele des années 30 vienne

La crise, voici qui nous renvoie à l'ectuelité : celle qui e éclaté le vendredi 29 octobre 1929 à la Bourse de New-York a touché tardivement la France. où pourtant la conjoncture s'était précocement retournés; elle a eu des effets moins messife, mais, an revanche, le dépression e pereisté plus dura-blement qu'ailleurs, an raison, explique notre menuel, de le politique suivie par les différents gouvernements (protectionnisme, réduction de l'offre inté-rieure, refus da dévaluer, déflation). Diable I

bousculer cette harmonie.

Les années 30 out d'autres caractáristiquas : elles amorcant, avec le cinéma et la presse mais, surtout, la radio, la montée de la cultura de masse qui connaîtra un autre esaor I saisir.

dans les années 60; elles enregistrent un baeculement démographique, qui ee poureuivre tràs lentement, eu profit dee populations urbeines et aux dépens de la domination rurale : ellee voient grandir le rôle des intellectuels, qui ee déterminent par repport aux idéologies en . vogue, le communisme et le fascisms.

Veut-on situer le régime de Vichy? Pae de problàme. Le mendésisme? Il est enelysé dans see succèe comme dens son échec, st dena eon paradoxe car, en voulant moderniser la République, Pierre Mendàe France «prépare une démarche que Charles de Geuile reprend quelques ennées plue rard ». bien que, est-il rappelé, le premier n'ait pas epprouvé les institutions mises en œuvre par le second.

Cette hietoire proche de la France se poursuit jusqu'à nos iours, vie lee strente gloneuees». Mai 68 et la présidence de Frençoie Mitterrand. Lorsqu'il y a matière à débet, comme pour 1968, les auteure reviennent eur les interprétatione qui ont été donnéee des événemente et les complètent par les enseignements que des études ultérieuree ont pu fournir. Le manuel se termine par un chenitre consacré à l'évolution de la société française depuis la miliau dee ennées 70, see crises et les questions qu'elles posent, puieque c'ast d'abord l'histoire de cette société, dans se complexité et sa globalité. que les hietoriene ont voulu





■ UNE INCONNUE - D'après tous les sondages, le Parti libéral de Jean Chrétien devait remporter les élections générales canadiennes du lundi 25 octobre. La seule inconnua est da savoir ai M. Chrétien pourra formar un gouvernament majoritaire ou

■ RÉGIONALISMES - Tout dépendra de la force qu'affirmeront deux partis régionalistes. nouveaux venus sur la scèna fédérale : le Bloc québécois (indépendantiste) de Lucien Bouchard, en lice dans la seule province francophone, et le Reform Party de Preston Manning (ultraconservateur), présant dana

■ USURE - Les conservateurs, au pouvoir depuis neuf années. seraient relégués au quatrièma rang, selon les sondages.

CANADA

10 oovembre. Bien qu'achetés par tuerait « une violation des droits de

Les libéraux de Jean Chrétien devraient remporter les élections générales du 25 octobre

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial Les paradoxes oe manqueot pas ponr les élections fédérales canadiennes du 25 octobre. Jean Chrétien, ebef du Parti libéral, héritier politique de Pierre Elliott Trudean et, comme lui, défenseur de le cause fédéraliste, est presque assuré, en raisoo de soo avance dans les soodages, de deveoir le procheio premier ministre. Mais ce Québecois qui met de le acquettere à code met de le coquetterie à parier

Canada anglais, principalement à Les libéraux s'etteodeot eo effet à une déroote eu Qnébec,

où une soixantaine des soixante-

anglais evec un fort accent fran-

çais devra sa victoire... eu

vince envoie à Ottawa pourraient appartenir eu Bloc québécois de Lucien Bouchard, une formation indépendantiste de création récente. M. Chrétien n'est même pas assure d'obtenir un siège dans sa Mauricie natale, sur le rive nord du Saint-Laurent.

Il est déjà étonnant que Jean Chrétien soit tellement populaire en Ontario – la grande provioce englopbone, qui détient quatre-viogt-dix-ocuf sièges eu Perle-ment fédéral – et si peu au Québec. Mais la situation est rendue plus coofuse encore par l'effoodrement du Parti conservateur, au pouvoir à Ottawa depuis 1984. Il se pourrait fort bien que les conservateurs n'arrivent pas en deuxième positioo. Il revieo-

drait alors eu Bloc québécois, un perti qui cherche à séparer le Québec du reste du Canada de former l'opposition officielle, à moins que cette tâche n'incombe au Reform Party de Prestoo Manoing, une formatioo populiste de droite presque unique-ment basée dans l'ouest du pays.

Risque de « désintégration » dn pays

L'unité du Canada, qui, il est vrai, a connu dans le passé des turbulences comparables, devrait dooc être mise à rude épreuve daos les moia qui vicocent. Un premier ministre presque entière-ment rejeté par sa province d'origioe, des teodooces ceotrifuges eussi bieo eo Québee que daos l'Ouest et enfin, pour couroocer

propriété» et «une action

extrêmement sérieuse», e souligné

le porte-parole de l'ambassade amé-

Dans l'hypothèse oò les mili-

taires empêcheraient le retoor du

président Aristide le 30 octobre,

Haiti. Parmi les mesures à l'ébide,

figure notamment la suspension des

été menacé de mort et avoir

échappé de justesse à une tentative

gelés aux Etats-Unis.

que canadienne.

eune d'evoir, du même coup, veillé à la révision de la Loi fon-damentale, qui oe fait oulle part meotion de leurs partieularités. ce resseotiment s'est eocore aggravé lorsque M. Chrétien, à l'époque dans l'opposition, a manifesté en juin 1987 son refus de l'accord du Lac-Meech, qui, a finalement été rejetée, comme la suivante.

ricaine. Celle-ci a rendu publique uoe première liste de quarante et Le fait que les anglophoces adorent epparemment l'allure un peo rustique de M. Chrétieo, une personnes et de trente-quatre institutions dont les avoirs ont été qu'ils jugent typiquement québécoise, ejoute encore à l'animosité d'une graode partie des Québé-cois à soo égard. L'iotéressé eo est conscieot. Tantôt il s'iodigne comme le prévoit l'accord, la com-munauté internationale envisage de et tantôt il bausse les épaules, ce qui, évidemment, n'arrange rien. durtir encore les sanctions contre «S'il a existait pas il faudrait l'inrenter, c'est notre épouvantail et il est bien utile», nous confiait un militant iodépeodantiste, liaisons aériennes, a t-on appris de bonne source.

Les menaces de bandes armées continuent d'entraver le boo fonctionoement du Parlement. Samuel Milord, un député favorable au président Aristide, e dû se réfugier dans une ambassade après avoir

JEAN-MICHEL CAROIT

PÉROU : un encien ministre de l'Intérieur condamná à aix ans da prison. - Agustin Mantille Cempos, qui fut l'influent ministre de l'iotérieur du présideot Alan Garcia (1985-1990), a été condamné, vendredi 22 du « coup d'Etat civil » du présio'eient pas la majorité absolue enx Communes et soient dooe cootraints de former uo gouvernement minoritaire, avec l'instabilité que cela implique. On com-prend que M. Trudeau évoque le danger d'une « désintégrotion du Canada », que fait peser, seloo lui, lo montée en puissance de M. Bouchord. Et aussi que M. Campbell, premier ministre conservateur sortant, parle d'une «italianisation» de la vie politi-L'impopularité de M. Chrétieo

dans sa provioce natale a des ceuses aocieones. Lorsqu'il epparteoait au gouvernemeot de M. Trudeau, il o participé en 1981 à ce qo'on eppelle iei le «rapatriement» de le Coostitutioo canadicooe, laquelle n'était jusqu'alors qu'uoe loi du Perle-meot de Londres datant de 1867. Les Québecois lui ont gardé ranpour le première fois, prévoyait d'accorder au Québec le statut de « société distincte ». Cette entente

La mauvaise campagne de M= Campbell

en faveur du Bloc québécois est evant tout un vote de protestetioo eo reisoo de le mauvaise situation économique du Québec et qu'il oe signale pas la cooversion d'une majorité des habitants de la province à la cause de l'in-dépendance. Un sondage récent lui donne raison : environ 20 % des électeurs potentiels du Bloc se disent fédéralistes.

La grande surprise de ces dernières semaines a été la très mauvaise campagne meoce per M. Campbell. Le première femme premier ministre de l'his-toire du Canada bénéficiait d'un considérable capital de sympathie lorsqu'elle a remplacé Brian Mul-rooey eo juin dernier, mais, looviee en politique, elle a cru que les Cenadicos lui seraicos recoooaissants de soo « parler vrai ». Ils n'ont au contraire guère apprécié qu'elle leur dise que le ehômage était une sorte de calemité naturelle cootre laquelle les gouvernements ne pouvaient rien et qu'il oe diminuerait pas, selon toute vraisemblance, d'ici à l'an

Les chefs des partis o'ont manifestemeot pas la cote en ce momeot au Canada. Kim Campbell pourrait ne pas retrouver son siège à Vancouver, en Colombie-Briseooique. Et Audrey McLaughlio, ebef du Nouveau Parti démocratique (social-démocrate), eo chute libre dens le pays, est, elle aussi, en difficulté dens sa eirconscriptioo du Yukon.

M. Chrétien s'est attiré des appuis euprès des anglopbones de l'Ootario par ses rétieeoees à 'egard de l'Accord de libre écbenge nord-américain (ALENA), qui doit créer, à partir du la janvier prochaio, un merché commun entre les Etats-Unis, le Cenade et le Mexique. Les Ootariens redoutent que l'ouverture des frootières avec le Mexique oe leur eolève des emplois industriels. Là encore, M. Chrétieo n'a pas craiot de mécontenter les Québécois, plutôt favora-bles à l'ALENA. Le chef des libéraux a mené campagne sur les thèmes traditioocels de soo parti : défense du système de protection sociale et d'assurancemaladie, rôle eccru du gouvernement fédérel dans la relaoce de l'économie, ootammeot par un progremme de grands trevaux publics. Il a évidemment profité du fait que les conserveteurs oot été au pouvoir tout au long de la plus dure récession que le pays ait coooue depuis la secoode guerre mondiale.

Ce o'est oullemeot une vague d'eothousiasme qui pousse M. Chrétieo vers le pouvoir, maiotenir l'unité du pays. Leur démarche, qui eonsiste à faire élire un Québécois à le tête du Canada, oe manque pas de subtilité. L'Ouest est plus réservé, qui s'epprête epparemment à voter massivement pour le Reform Party, qui e fait campagne contre Ottawa, cootre l'immigration et, implicitement, contre le Québec, où il oe présente aucun candidat. Même si M. Bouchard affirme vouloir que « le Parlement d'Ottawa fonctionne » eo atteodant d'obtenir l'iodépendance pour le Québee dans les deux ans qui vienocot, les temps a'annonccot un peu difficiles pour le futur premier ministre du Canada

DOMINIQUE DHOMBRES

La pénurie de carburant crée de nouvelles tensions entre l'armée et le gouvernement

La stricte application de l'embargo pétrolier fait durement aentir sea effets en Heitl, où une nouvelle épreuve de forca oppose le gouvernement constitutionnel aux militaires eu sujet du contrôle des stocks de carbu-

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Les maisons mères des trois compagnics pétrolières opérant en Haiti (Esso, Shell et Texaco) ont ordonné: à leurs filiales de suspendre les ventes à la pompe. Dès vendredi 22 octobre, la plupart des stations-service étaient fermées. Dans l'une des rares stations encore ouvertes, rue Capois, dans le centre de Port-au-Prince, les des dizaines de «tap-taps», les camionnettes qui assurent le transport publie, étaient immobilisés besoios du pays jusqu'ao

REPÈRES

Le président

CENTRAFRIQUE

Ange-Félix Patassé

Ange-Félix Petaesé, élu préei-

dent le 19 aaptambre, e prêté

sermant vendredi 22 octobre,

davanant la quatrièma chaf

d'Etat du Centrafrique, maia la

premier è erriver eu pouvoir eu terme d'un procasaus électorel

Le nouveau président n'e pas

encora désigné aon premiar

ministre. Lors de la proclamation

da sa victoire, M. Patassé avait annoncé son imention da consti-

tuer un gouvernament de large union netionala. Dapuie catta dete, il poursuit saa consulta-

tions. Son parti, le Mouvement

pour la fibération du peuple centrafricain, ne diapose qua d'une majorité relative, avec 34 des 85 siègea au Parlement. – (AFP.)

Manifestations d'hostilité

Le aecréteira général dea Nationa unies a justifié, vendredi 22 octobre, au visita-éclair, le

jour même, an Somalie, par son « davoir de manifeeter [sa] soli-danté à l'égard du personnel de

l'ONUs et da «parlar à tout la

monde». Intarrogé, lors d'une

conférence de presse réunie à

Neirobl, sur les manifestationa

que aon voyege eveit provo-

quées sur plece, Boutroa Bou-tros-Gheli a rappelé qu'il evait

déjà connu des situations enalo-

gues, à Sarajevo par exempla,

meis que « la première responsa-

bilité d'un secrétaire général est le moral du personnel de l'ONU».

SOMALIE

lors de la visite

de M. Boutros-Ghali

a prêté serment

Raoul Cédras, a adressé une lettre eu premier mioistre, Robert Malval, l'enjoignant de mettre en place, «dans les meilleurs délais, un plan de gestion de la distribution des stocks». M. Malval a répondu que le gouvernement o'était pas responsable de la réimposition des sanctions. «C'est le non-respect par l'une des parties de l'accord de Governors Island [signé le 3 juillet près de New-York] qui provoque cette situation dramatiques, a-t-il souligné. Il nous a cependant précisé que soo goovernement avait demandé au Couseil de sécurité des Nations unies des mésures d'exception pour le gaz butane et propane, utilisés par la population pour faire

dant en chef de l'armée, le général

La dernière cargaison de proraieot obtenir quelques litres d'es-sence. Un peu plus loin, rue Alerte, eonsommetion d'eoviron eonsommetion d'eoviron 7 000 barils par jour, cet approvisioooement devait couvrir les

avoir passé deux heuree à Berdoa. A Mogadiecio, das can-

taines da partisans du générel

Aidid ont érigé des barricades de

pneus enflammés tandis que des femmes et des enfants mer-chalent dans las russ an eriant

des slogans hostiles aux Nations unles. Des incidents ont aussi eu

lieu à Baidoa où des pierres ont

été lencées sur un groupe de Somaliens vanus eccueillir

M. Boutros-Ghali. - (AFP.)

gouvernementales

reprennent l'offensive

Les forcee gouvemementales

forgiennes ont repris, vendredi

22 octobre, plusieurs positions essentielles qu'elles avaient per-duce ces derniera joure dans

l'ouest du pays face à l'evancée des partisens de l'ancien prési-

dent Zviad Gamsakhourdia. Les

troupea fidèlea au chef de l'État

Edouard Cheverdnadze ont einsi

repris la ville de Samtredia,

nœud ferroviaire situé à une

vinctaine de kilomètres à l'ouest da Koutaïssi, la dauxième ville du

pays, que menacait encore

sérieusamant l'avancéa « zvia-

diste » au milieu de la esmaine.

GÉORGIE

Les forces

gourde, la monnaie locale - les stoeks pétroliers appartienneot aux compagnies de distribution étrangères. Deux d'entre elles, la Shell et la Texaco (dont le réseau de distribution haitien appartient à une société-écran, Green Pound, enre-gistrée aux îles Vierges britanniques) sont de droit britannique. La société contrôlant le réseau Esso est enregistrée aux-Bahames. Durcissement

l'iotermédiaire de le Banque cen-

trale haîtienne - afin de limiter les

effets de la dépréciation de la

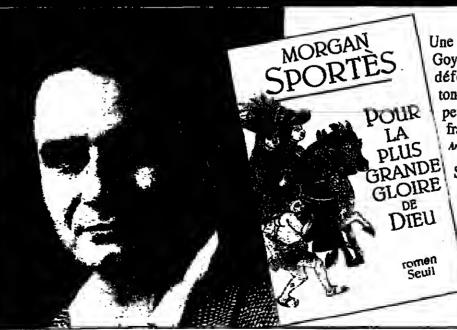
des sanctions? ... Depuis deux ans, une partie des

stocks, la «réserve stratégique», appartient à l'Etat haitien. Elle est conservée dans des réservoirs Fritz Mevz, qui, après avoir sou-tenu le coup d'Etat, affirme s'être rallié eo retour du président Aris-tide. Une éventuelle réquisition des stocks pétroliers par l'armée consti-

M. Boutros-Ghali s'ast randu an Somalia en dépit da l'avia défavorabla des autorités eméricainaa, qui eraignaient que sa visite ne provoque des incidents, comma lora de son précédent voyaga, au mois de février der-Le secrétaire général de l'ONU a passé da courts instents aur l'eéroport de Mogadiscio où il e visité un hôpital militaire, alora qu'il repartait pour Nairobi après

ÉTATS-UNIS : prison à vie pour deux Blancs qui avaient brûlé un Noir. - Mark Kohut, ågé de vingtsept ans, et Charles Rourk, trentetrois ans, out été condamnés, vendredi 22 octobre, par un tribunal de West Palm Beach (Floride) à la prison à perpétuité pour avoir grièvement brûlé un touriste noir, tout en proférant des propos racistes à son égard. Christopher Wilson, un New-Yorkais de trente-deux ans,

octobre, à six ans de prison. Il a été reconnu coupable de « détention illegale d'armes », eu matin dent Alberto Fujimori, le 5 avril avait été arrosé d'essence et brûlé à 40 %. - (AFP.) 1992. M. Mantilla a ioterjeté appel. - (AFP.) MORGAN SPORTÈS

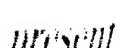


Une fresque où des personnages à la Goya se pavanent devant des glaces déformantes: c'est énorme et tonitruant. Du délire, avec un culot peu commun chez les romanciers français d'aujourd'hui. André Rollin / Le Canard enchuiné

Son sens aigu du grotesque, de la métaphore tient des meilleures traditions littéraires de Cervantes à Céline, mais aussi du trait moderne de la bande dessinée.

Benoît Duteurire / Les Lenres fronçaises

Editions du Seuil



1 present

La longue persévérance du dalaï-lama

Le chef spirituel tibétain, qui séjourne en France à partir de dimanche, incarne un demi-siècle de résistance à Pékin

Commeoeée à l'automne de 1950 - ainrs que les troupes chinoises venaient d'envahir le Tibet sans que les Nations unies émettent la moindre protestation – la traver-sée du désert du dala lama s'accompagne, depuis un lustre, d'un compagne, depais un tustre, d'un intérêt plus actif de par le monde. Le premier signal de eette évolution a été donné par l'ettribution, en août 1989, du prix Nobel de la paix eu chef spirituel et leader politique en exil des Tibétains.

Depuis lors, il e été reçu par maiots grands de ce monde, dont deux présidents américains, George Bush et, plus timidement, Bill Clin-ton, le premier ministre britanni-que John Major, les présidents tcheque Hevel et polonais Walesa, et aussi le pape Jean-Paul II. Eo France, il a eu des entretiens, assez discrets, avec plusieurs ministres socialistes, depuis soo premier voyage en France, en 1982, où Jacques Chirae lui avait offert une reception à la mairie de la capitale.

Bien qu'elles se soient montrées adeptes de le manière forte au Tibet, les autorités chinoises n'oot sans doute jamais été tentées de répéter à l'endroit du quatorzième dalaī-lama le mot de Staline à propos du pape : « Combien de divi-sions?» Elles sont, eu contraire, conscientes de la géne croissante que leur cause la capacité de projection désormais mondiale de celui que ses compatriotes nomment leur «Précieux protecteur». C'est hien pourquoi elles tentent, depuis les années 80, de mettre fin son exil de plusieurs décennies en Inde. Mais, lui offrant de rentrer... en Chine, avec la faculté de visiter de temps à autre le Tibet. Pékin démontre n'avoir pas encore pris la nesure de sa capacité de résistance. forgée dans les épreuves.

«L'accord de libération pacifique »

Il y a dans la vie de Tenzin Gyatso un avant et uo après: la ligne de partage est ee mois de mars 1959 qui vit l'armée chi-noise réprimer à coups de canon le soulevement que son ettitude colonialiste avait provoqué, avant d'annexer de facto le «haut-pays» eu nouvel empire du milieu commu-oiste. Le jeune homme, alors âge laire devait aider tout le monde à nouvel empire du milieu commu-

Jusque-là, Tenzin Gyatso n'avait gnère été, en ses palais d'hiver (Potale) ou d'été (Norbulingka) qu'un écolier très «couvé» puis un roulement lent et obstiné des tamétudiant, doué, en doctrine boud- bours » qui précédaient les soldats. dhiste. En quête de la réincarnation Sinistre accomplissement de la célè-

du «Grand Treizième» dalaï-lama, décèdé fin 1933 après plus d'un demi-siècle d'un règne auréolé par la proclamation (en 1913) de l'indépendance de son pays face à la Chine, un important abbé l'avait «reconnu» au début de 1937, alors âgé de dix-huit mois, parmi une famille nombreuse de modestes paysans d'un village de l'Amdo, province du nord-est du Tibet, selon des critères mêlant les immémoriales croyances du haut-pays dans les songes et les stratégies

Intronisé en 1940, il s'était, selon la régle, plié aux décisions des régents successifs, Reting et Taktra, vrais maîtres, en son nnm, du Tibet. Même la décision d'anticiper de plus de deux ans l'âge de sa majorité, afin qu'il devienne un phare de pouvoir et uo symbole d'unité après l'invasion de son pays, le 7 octobre, ne pouvait guère changer la donne : quel adolescent, comme lui, n'aurait pas davantage ressenti l'angoisse devant les virtua-lités de la situation?

Avant même la proclamation de la République populaire, le 1º octo-bre 1949 à Pékin, Zhude, «patron» de l'armée communiste, evait annoncé l'intection du nouveau pouvoir de réaffirmer sa suzeraincté sur le «Toit du monde», réputée établie ao treizième siècle par les empereurs mongols et renouvelée en 1720 par les empereurs mandchous.

Le dalaï-lama s'éloigna donc de Lhassa début 1951, comme l'avait feit son prédécesseur lorsque des troupes étrangères menacaient la eapitale. Près de la frontière indienne, où il demeura sept mois, il attendit l'issue de la oégociation imposée, à Pékin, par Mao et les siens à des représentants tibétains. Le 23 mai 1951 fut signé le «plan en dix-sept points » dit «accord de libération pacifique».

Sous les debors d'une autonomie interne, ce texte organisait la vassalité du Tibet. Il ne laissa guère de eboix à Tenzin Gyetso, qui dut admettre que son pays n'était plus qu'une «nationalité dans la grande famille de la Mère patrie » chinoisc. L'installation à Lhassa, à partir de fin 1951, d'une garnison (près de

bre prophètie de son prédécesseur, le «Grand XIIIème»: «Sous peu, les communistes seront à nos portes.. Les monastères seront mis à sac... et les moines et les nonnes chassés ou exterminés. Le peuple sera dépouillé de ses droits et de ses biens. Nous deviendrons les esclases de nos envahisseurs et nous errerons comme des vagabonds... Tous les êtres vivants cotoyeront la misère. Le temps s'écoulera lentement, dans une souffrance et une terreur incal-culables.

« Un fonctionnaire chinois »

De fait, les années qui suivirent furent une lente descente à l'abime pour le dalal-lama, que les autorités chinoises, tout d'abord, forcèrent à renvoyer ses principaux ministres et à assumer la responsabilité gouvernementale. Reçn en 1954 à Pékin par Mao, le jeune homme dut cosigner la Constitution chinoise qui entérinait la servitude du Tibet. De soo propre eveu pourtant, il a été e très impressionné par l'idéologie» [communiste]. Ce fils de pauvre estime que marxisme et bouddhisme partagent plus d'une valeur, telle l'importance donnée à l'aintérêt commun de la société ». L'une et l'autre doctrines, dit-il encore, s'intéressent « moins à l'accumulation des richesses qu'au bon usage qu'il faut en faire». Enfin, ce passionne d'horlogerie, de transis-tors, et de photographie, né dans un pays où il n'y evait alors que trois automobiles, s'avoue, un peu naivement, séduit par les réalisations technologiques de la Chine populaire.

Mao en personne annooça an jeune homme la créatioo d'un «comité préparatoire à la région autonome» du Tihet. Tenzin Gyatso en sera fait, peu après, le président, tout nominal : selon ses termes, le «dieu-roi» est devenu aun fonctionnaire chinois. Pourtant, dans l'a immense solitude » où est entré son pays, all croit devoir, en sa qualité de chef d'un bouddhisme oon violent, osciller de la «résistance passive» à la «coopération» afin d'éviter le pire à ses compatriotes.

Or la Chine n'a pas tardé à moncommencé la sinisation et la marxi-La collectivisation des terres y s'acharner sur lui; D'est en ouest, frappe en priorité les mooastères, rècit de ses voyages à travers le propriétaires de vastes domaines, et monde, qui vont s'aeeélérant moines et nonnes, pourtant gens du depuis le milieu des années 80 (1),

peuple, y sont la première cible des nouvelles eutorités. Aussi, dés 1956, une révolte éclate-t-elle dans le Kham. Elle va prendre de l'ampleur, au point de menacer, à partir gagner tout le pays, jusqu'à sa capi-tale, qui se soulève le 10 mars 1959. de 1958, l'armée chinoise, et de

Plus d'un million de morts

A l'époque, Tenzin Gyatso est pris dans une spirale de compro-missions avec l'occupant. Les lettres qu'il échange avec le commissaire politique de l'armée soot assez compromettantes pour que Pékin air l'idée de les publier, plus tard, en vue de le déconsidérer. Pour l'heure, le jeune homme ôte sa bure de bikhshou (moine), revêt un bonnet bordé de fourrure et un uniforme, s'assoit une fois encore sur ce «trône du lion» qui est le sieo et, escorté par quelques dizaines de partisans, quitte silen-cieusement le Norbulingka dans la nuit du 18 mars.

Deux jours après, les Chinois arraquent, au canon, le palais d'hi-ver. Les rues se joocheot d'eu moios 10 000 cadevres. Pékin avoue 87 000 morts dans le pays, pour 1959-1960. Ce o'est qu'un début : la révolution culturelle passera par là, plus dure qu'ailleurs (1966-1976); de famioes en exactions et eo révoltes matées, plus d'un millions de Tibétains mour-

« Un simple moine bouddhiste »

Stupéfaite par le fuite du dalai-iama, la Chine dira qu'il a été enlevé par des «contre-révolution-naires». Quei qu'il en soit, le 31 mars, Tenzin Gyatso arrive en Inde, où le premier ministre Nehru, qui l'evait déjà reçu « avec une douceur particulière» en 1956, lui offre l'asile à Dharmsala, dans les contreforts de l'Himalaya. Le reste est mieux connu. Les titres des chapitres de Au loin la liberté résument ce que fut, ensuite, une vie ne conservant plus de la splendeur d'antan que son armature spirituelle: « Une année de désespoir»: « 100 000 réfugiés » (les Tibétains qui choisiront, sur les pas trer le vrai visage de sa sollicitude Tibétains qui choisiront, sur les pas pour le pays. Si l'occupant s'efforce de teur dalai-lama, de vivre en à la modération à Lhassa, il a déjà Inde et au Népat); « Un loup en robe de moinen, seloo la propasation forces dans l'est du Tibet. gande de Pékin, qui finit par La collectivisation des terres y s'acharner sur lui; D'est en ouest,

ete. Qui est cet homme à présent âgé de cinquante-buit ans, dont la vie publique recouvre déjà plus d'un demi-siècle?

Plutôt grand, assez trapu, le crane presque rasé, un éternel sou-rire derrière ses lunettes de myope, Tenzin Gyatso e pris une épaisseur que laissait peu présager l'adoles-cent timide d'avant 1959. Quarante deux ans de matérialisme chi-nois ne soot pas parvenus à dissoudre eette certitude de la majorité de ses compatriotes, qu'il est l'incarnation de Chenrézi, père et divinité protectrice du heutpays: peuvent en témoigner tous les étrangers qui, à grands frais, ont eu accès à Lhassa ou une des villes ouvertes au tourisme dans les années 80, et qui se sont vu assail-lir de demandes de photos du lea-

Les Tibétains ne se réfèrent à lui comme dalai-lama que devant des étrangers : de fait, ce titre (qui signifie « océan de sagesse ») fut d'abord conféré à la lignée par les Mongols, eu seizième siècle. Aussi, pour les siens, il est Koundoun kla présence», tout simplement On comprend mieux, dès lors, pourquoi il peut dire sans craiote d'être démenti : « Pour un Tibétain, dolai-lama, c'est le Tibet, et la vie

Chef spirituel du Tibet, il n'est pas pour autant un pape : le bouddhisme lamalque compte quatre écoles, et le dalaï-lama o'est que le plus prestigieux des gelougpas (bonnets jounes, allusion à la couleur des ornements liturgiques), Il est.

eo revanehe, le chef politique incontesté du Tibet en exil. Mais il ne s'accroche pas i ses préroga-tives. Dans un Tibet libéré, dit-il :« Je ne participerai pas au bou, un simple moine bouddhiste

CIPLOMATIT

. j «pariena

paix

10000 n e dete p

न्तर्यक्षाः १ मानुः । स्टब्स् स्टब्स् स्टब्स् The same of the same of

Some an exercise per content p

The state of the s

The second of the second of the second of

The first of the said of the s

Ne pas laquartes

kannan ilin da dad

A CO SERVE

1-11-51-51-72-7

^{कार} र एक्क्स्ट्र

les Russes

The state of the s

The decision of the distance of the

49 miles proposition of the second of the se

Against the second seco

A particular to the particular

the first transfer with the second

the property of the second sec

The Property her the less

Z. 13/1

1. e :: 1

Mais comment voit-il, précisé-ment, la libération du Tibet? Dans deux lettres à Deng Xieoping (1981, 1992) dont le Monde a cu communication, il écarte toute idée d'indépendance. Il ne lui rebute pas de répéter, fût-ce « au risque de perdre la confiance du peuple », que l'avenir réside plutôt dans une autonomie en association avec la Chine, Il n'a, pourtant, reçu eucune réponse du maître de Pékin. En attendant, il note avec inquiétude l'afflux massif au Tibet de colons whans, en quoi il voit une tenta-tive de « solution finale graduèe ». JEAN-PIERRE CLERC

(1) Son premier voyage hors de l'Inde a lieu en 1967 (Japon, Thaïlande). Puis, en 1973, il se rend en Europe (Scandina-vie; Rome, oh Paul VI, premier chef d'Etat, le reçoit; Grande-Bretagne, le pays à l'Ouest qui a avec le siens «les llens les plus éroits»); en 1979, il fait sa première visine aux Etats-Unis, et aussi... en URSS (Moscou embarrasse ainsi la Chine); en 1982, il obtient son visa pour Paris.

(2) Conversation avec M. H. Goodman, dans *le Dernier Dalai-lama?*, éd. Claire lomière, 330 p., 178F.

CLES/ Tibet

■ Un Etat. Le Tibet est un Etat établi sur le plateau du Tibet. Selon les enneles tibétaines, le premier roi du Tibet serait monté sur le trône en 127 av. J.-C. L'empire chinols a ennexé le « tolt du mondes eu treizième élècle. La République populaire e réaffirmé sa suzeraineté sur le Tibet, occupé mitrairement en 1950, puls en officlelisent cette demlare par l' « eccord en dix-sept points s imposé en 1951 au dalaHema. w Un territoire. Selon les Tibé-2,5 millions de km² et sa population approchait des six millions en 1949. Selon Pékin, le Tibet ee réduit à une « région autonome », ou Xizang de 1,2 million de km²

avec une population de 2.2 mil-

nationale » tibétaine est officiellement estimée à 3.8 millions d'ames (recensement de 1982), répartie entre plusieurs provincee volsines (Sichuen, Qinghei, Gensu.....

■ Une religion. Le religion dominante au Tibet est le bouddhisme tantrique, ou tamateme, agalement pratiqué en Mongolie.

■ Un chaf. Le chaf spirituel, et temporel, dee Tibétaine, est le dalat-lama. Tensin Gyatso est le intronisé en 1940 et qui s'est enfui en inde en 1959, lors de la répression, par l'ermée chinoise, du soulèvement de Lhassa, réprimé brutalement. Depuie, il e établi son couvernement on exil à Dharmsala lions d'habitanta. La « minorité dans le nord de l'Inde.

Une quarantaine de séparatistes musulmans tués au Cachemire

INDE

NEW-DELHI

de notre correspondant

Une quarantaine de personnes ont été tuées, vendredi 22 octo-hre, dans le vallée du Cachemire au cours de violeots incidents entre les forces de sécurité indiennes et des milliers de manifestants. Ces derniers avaient répondu à l'appel de chefs religieux et de dirigeants politiques locaux pour protester eontre le siège de le mosquée Hazrat Bal, où sont retranchés depuis une semaine une centaioe de militants séparatistes.

Le couvre-feu est imposé depuis le début de cette «crise» dans la capitale d'été du Jammuet-Cachemire, Srinagar, où des mesures des sécurité exception-nelles avaient été prises pour empecher les manifestants de se diriger vers cette mosquée eprès la prière du vendredi. Cioq ou six personnes ont été tuées à Srinagar dans une série d'iocidents avec les forces de l'ordre, qui ont tiré sur la foule à plusieurs reprises. Les heurts les plus sérieux ont espendant eu lieu dans le sud de la vallée, à Biibehara, où une vingtaine de mani-

festants ont trouve la mort. Toute la semaine, les autorités eiviles et militaires ont négocié avee les militaots masqués retraochés à l'intérieur du complexe de l'Hazrat Bal, l'un des lienx saints éminents du Ceehemire : ce monument reoferme un poil de la barbe du Prophète, et il est vénéré par tous les musulmans indiens. Les militants

accepteraient de quitter les lieux eo échange de la garantie de pouvoir gagoer librement le Caebemire pakistanais.

En 1963, la sainte relique evait mystérieusement disparu et de violeotes manifestations aveient eu lieu deos Srinagar. Le poil evait peu après été retrouvé dans des cooditions tout aussi mysté-rieuses... Les eutorités indiennes affirment evoir pris la décision d'encereier l'Hexrat Bal pour empécher les séparatistes de s'emparer de la relique. Cette affelre ne pouvait cependant tomber plus mal pour New-Delhi : elle coıncide en esset avec l'arrivée au pouvoir de Beuazir Bhutto eu Pekistan et avec un forum consacrée à la question cachemirie à Bruxelles. Islama-bad ne s'est pas privé d'exploiter cette crise pour, une fois de plus, donner un maximum de publicité au problème du Caebemire.

Lors de son passage à Nicosie à l'occasion du sommet des pays du Commonwealth (le Monde du 23 octobre), jeudi, M= Bhutto en e profité pour faire une audacieuse enmparaisno entre «la situation au Cachemire, en Somalie et en Bosnie», rapporte le Times of India. Le ministre des finances indien, Man Moban Singh, a, de son côté accusé Islamabad d'empêcher que se créent les conditions fevorables à uoe èventuelle reprise des pourparlers bilatéraux sur une question qui empoisonne les relations entre les deux peys depuis quareote-six

BRUNO PHILIP station de télévision palestinienne,

PROCHE-ORIENT

La fin de la visite à Paris du chef de l'OLP

La France a pris des engagements concrets envers Yasser Arafat

« Je ressens une charge émotionnelle que je ne ressens pas toujours. D'abord l'émotion de voir que ce que nous souhaitions tous est en train de se réaliser sous nos yeux, le miracle de la paix et eussi el'émotion d'être aux côtés d'un homme courageux qui a pris des risques considérables pour aller vers la paix». Uoe fois o'est pas coutume et pour imprimer un accent de siocérité eux engagements concrets pris par la France pour aider les Palestiniens, Alain Juppé n'a pas hésité, vendredi 22 octobre, à sortir des chemins battus du discomme institutionnel cours institutionnel

Lors du diner qu'il offrait en l'honneur de Yasser Arafat, au terme de la visite de ce dernier en rance, le ministre des affaires étrangères a ajouté : « Voire cou-rage, voire clairvoyance, ainsi que celles de MM. Rabin et Pérès» ont permis la conclusion de l'accord sur l'eutocomie des territoires occupés, «qui fait que rien ne sera plus comme avant». Et s'il a rèvé tout haut d'un Proche-Orient prospère, dont les peuples seraient réconciliés, où « les réfugiés et les exilés» retourneraient dans leurs foyers, où les Palestiniens auraient un Etat, il n'en a pas moins rap-pelé que « l'essentiel du travail » ctait encore à venir et que erlen

n'est définitivement gagné». Dans l'immédiat, des initiatives concrètes ont été prises. Un proto-cole d'eccord a été signé entre YOLP et France-2 pour fonder une « avec le soutien des autorités fran-çaises et de la CEE », e précisé Yasser Abed Rabbo, « ministre » de l'information de l'OLP. En outre, Paris interviendra, des le prochain Conseil européen du 29 octobre, auprès de ses partenaires pour que l'aide promise par la CEE soit rapi-

dement mise à disposition. Outre sa cootributioo dans le cadre de la CEE (le Monde du 22 octobre), Paris a défini un programme d'aide humanitaire d'urgence de 6 millions de francs, destiné aux systèmes éducatif, de santé publique, et aux associations caritatives. Enfin un comité bilatéral d'experts se réunira sous huitaine.

pour discuter de l'aide aux territoires occupés. Il sera présidé du côté palestinien par Abou Alaa, l'un des principaux artisans de t'ac-cord d'Oslo. Il n'y a pas que la prospérité économique qui compte, a rappelé Alain Juppé à son hôte. « Nous attendors de vous que vous représentiez au Proche-Orient un nouvel exemple de démocratie», a-t-il dit à Yasser Arafal. Et pour commencer, a commenté en privé un diplomate, un peu moins d'autocratie de la part de M. Arafat lui-même pour que les décisions puissent être rapidement prises et appliquées.

MOUNA NAIM

France 2 va aider les Palestiniens à créer une chaîne de télévision

France 2 et l'OLP vont coopérer en vue de le eréatinn d'une ehaîne de télévision palestinienne. L'accord signé en ce sens, vendredi 29 octobre, au siège de France 2, par Hervé Bourges, président de France-Télévision et Yasser Abed Rebbo, chef du département de l'information de l'Organisation de libération de la Palestine, prevoit que France 2 fournira l'aide nécessaire à la future télévision palestinienne pour l'organisation de ses structures edmioistratives, juridiques et de production. France 2 apportera egalement son soutien pour l'accès aux images d'information internetionales et accueillera des stagiaires.

Cet eccord fait suite à des entretiens entre Yasser Arafat et Hervé Bourges. Une mission d'étude exploratoire, composée de représentants de France 2 et de la SOFRATEV (matériel TV) s'était rendue récemment à Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza à l'initiative du ministère des affaires étrangères.

Le cadeau du général de Gaulle

Depuis plueieurs ennées, Yasser Arafat raconte à ses interlocuteure français qu'il e eur lui une croix de Lorreine. Jecques Chirec e révélé, le 21 octobre, eux membree du conceil netional du RPR, qu'il eveit vu. de see yeux, ce eouvenir que la chef de l'OLP porte à son cou. Au cours de l'entretian que jul eccordé ie maire de Peris, M. Arafat, eelon M. Chiree, e déboutonné la col de sa chemise. Parmi trois pendentifs eu bout d'une chaîne, il m'e montré, dans un cercle, une croix de Lorreine en or, e affirmé la président du RPR. Il m'a dit que e'éreit la général de Gaulla qui la lui aveir donnée en 1970 er que, depuis, il ne e'en était jamais séparé »

Le lendemein, Philippe Séguin e pu, à eon tour, voir le « talisman s eu cou du dirigeant palestinien lora d'un déjeuner qu'il lui e offert à l'hôtel de Lessay. Le précident de l'Assem-blée nationale e précisé que M. Arafat n'avait pae ren-contré Cherles de Gaulle, mais qu'il lui evait écrit, en 1970, pour lui demander cette croix, ainsi qu'un fac-similé de l'Appel du 18 juin. Le générel, a dit M. Séguin. lui a répondu en lui envoyant cau moins ces deux objets».

M. Léotard prône « une attitude nouvelle de la France» dans une OTAN rénovée

« Les participations du ministre de la défense aux réunions de l'OTAN et du chef d'état-major des armées au comité militaire», qui ont cessé depuis que le général de Gaulle e retire les forces françaises do commeodement allié eo 1966, «sont évoquées actuellement par le gouverne-ment » dans le cadre du Livre blanc sur la défense en cours de rédactioo. C'est ce qu'a déclaré François Léotard à l'issue d'une séance de travail svec le secrétaire américain à la défense, Les Aspio, qui était de passage à Paris, vendredi 22 octobre, «La France aura une attitude nou-velle», dans une OTAN rénovée.

« Nous n'avons pas tranché » ces questions, s ajouté le ministre

français de la défense, mais « des propositions seront faites dans les semaines qui viennent ». M. Aspin, de son côté, e parlé de « l'identité européenne de sécurité et de défense », se demandant devant la presse « comment elle pourra se réaliser ». Coocernant l'idée d'un élargissement éventuel de l'OTAN à certains pays de l'Est, M. Léotard s précisé qu'il en est pas possible d'étendre immédiatement les garanties de l'article 5 aux pays de l'Europe ceotrale et orientale. L'article 5 du traité de l'Atlantique-Nord prescrit que toute attaque armée contre un membre de l'OTAN est coosidérée contre une ettaque dirigée contre l'ensemble des par-tenaires.

Un «partenariat pour la paix»



Suite de la première page

A en croire M. Christopher, ce nouveau concept de « partenariat pour la paix » aurait recu le « soutien enlhousiaste» des Russes. M. Eltsine lui-même l'aurait jugé «sensationnel», selon un haut responsable américoin. L'a enthousiasme » maoifesté par une Russie qui, sans s'y opposer formellement, a exprimé de fortes réticences à uoe adhésioo des pays de l'Est européen au pacte atlantique, risque d'accroître les doutes courris dans ces mêmes pays quant à l'intérêt présenté par le nouveau coocept de «partena-riet». D'eprès le proposition qu'ont présentée ces derniers jours plusieurs responsables américains, il s'agirait d'une sorte de salle d'ettente où seront servis un certaio nombre d'amuse-gueule, en particulier des « entraînements conjoints » cotre l'OTAN et les pays de l'Est.

Ne pas inquiéter les Russes

Le secrétaire d'Etat o'e d'ailleurs paru faire aucuoe différence entre Moscou et les anciens « pays satellites » de l'Est européen, qui, si l'on s'en tient à ses déclarations publiques, seraient traités exactement sur le même pied. Le « partenariat pour la paix », première étape d'une « éventuelle extension de l'alliance » est en effet ouvert et à la Russie et à tous les autres pays de l'Ests. Le souci de ne pas inquiéter les Russes est donc poussé très loin, alors même que nombre de responsables de l'OTAN jugent que, si uoe exten-sion de l'organisation à certains pays de l'Est est envisageable à terme, une adhésion de la Russie significrait la dissolutioo pure et

simple de l'alliance. En butte à de multiples critiques suscitées par une politique étrangère souvent jugée amorphe, hésitante et brooillonne, l'edmioistration américaine paraît en tout cas décidée à se raccrocher à l'une des seules positions sur lesquelles elle n'e jamsis varié : le soutien, en toutes circonstances, à

Quand on a demandé M. Christopher pourquoi il n'avait pas jugé utile de rencontrer des porte-parole d'autres tendances politiques russes, il s'en est tiré par une pirouette, expliquant que, «dans la mesure où il avait bien compris», le premier ministre et le mioistre des affaires étrangères seraient candidats aux élections sur des listes différentes, et que donc il avait bien rencontré des représentants de différeoces teodances (M. Tchernomyrdice est supposé proche du parti eltsinien «modéré» récemment créé en vue des élections, M. Kozyrev spparteoant hi au camp radical du «Choix de la Russiew). De la même manière à un journaliste qui lui demandait comment il concevait des électioos démocratiques avec une télévision sous le contrôle total du pouvoir, M. Christopher e répoodu avec oo certaio agacement eo feisaot état des assurances données par M. Eltsine quant à la liberté du scrutin.

Le meilleur moment de la conférence de presse fut cependant l'intervention d'un reprétant de la Pravda - désormais interdite de parution, - qui, dans un superbe américain, s demandé su secrétaire d'Etat si les événemeots du début octobre étaient conformes à sa cooception de la démocratie. L'ambassadeur des Etats-Uois, Thomas Pickering, e'étouffeit de rire, mais c'est le mioistre russe des affaires étrangères, M. Kozyrev, qui a repondo eo des termes oo pen sibyllins : «Le fait que la Pravda demande aux Américains de soutenir la démocratie parle pour lui-même.»

JAN KRAUZE

M. Ballsdur à Moscou les 1et 2 novembre. - Le premier mioistre, Edouard Balladur, effectuera une visite officielle à Moscou les 1" et 2 oovembre. Il s'y entretiendra avec le président Boris Eltsine aiosi qu'evec le chef du gouvernement russe, Vietor Tchernomyrdine, précise MetiEUROPE

ITALIE

Le chef d'état-major des armées a démissionné

Le malaiss qui affecte depuis plusieurs jours l'institution militaire italienne a'set sncore accru, vendredi 22 octobre, avec la démission du chef d'état-major des armées, le général Goffredo Canino.

de notre correspondante Une bombe, mystérieuse et sans victime, au tribunal de Padouc le matin; la démission du chef d'état-major des armées, le général Goffredo Canico, l'après-midi: Conteco Cantos, l'apres-mar; l'Italie, qui ne vit déjà plus depuis cinq jours que suspendue an souf-fle de vie du metteur en scène agonisant, Federico Fellini, s'est agonsant, recerto reinni, 5 car enfoncée encore un peu plus, ven-dredi, dans l'incompréhension et la frustration qui ont caractérisé ces derniers jours.

Après la série de scandales et de demi-révélations (tentative de coup d'Etat, trafie d'armes, etc.) qui oot conduit à des sanctions dans l'armée et à la mise en œuvre d'une réforme dranique des services secrets, la démission du général Canino traduit un mouvement de découragement et de mauvaise bumeur de la part de militaires qui se sentent un peu trop utilisés comme paravent - ou paratonnerre? - de certains calculs

En témoigne l'oraison funèbre destinée au général, evec sa légè-reté habituelle, par l'idéologue de la Ligue lombarde, le professeur Gianfranco Miglio: «Il n'y a pas

de forces en Italie, encore moins armées, nous pourrions être envohis par la République de San-Marin ou la principauté de Monaco. Alors qu'un général s'en aille ce n'est qu'une banane de moins dans une qu'une ouraire de moins une république bananière... » En un mot, un climat « trouble et préoccupant » comme le dénonce le secrétaire du PDS (ex-PCI) Achille

Le conseil des ministres s'est réuni tard dans la soirée à Rome, réuni tard dans le soirée à Rome, vendredi, pour examiner le situation dans les forces armées et procéder an remplacement du général Canino par le général Bonifazio Incisa di Camerana, âgé de cioquante-oenf ans, qui commandait depuis 1992 la région militaire du Nord-Ouest.

Le nouvel assassin d'Aldo Moro

Jeudi, selon un rituel désormais aussi établi que discret, le juge Antonio Di Pietro s înterrogé pendant plus de quatre heures, et pour la troisième fois, l'ex-secrétaire du Parti socialiste, Bettino Craxi, à Rome. Après quoi, le juge est parti pour Milan, emportant evec lui une viogtaine de feuillets bieo remplis. D'après certaines indiscré-tions, y figuremient des noms mais eussi des détails sur les grosses entreprises italiennes ainsi que sur «tous» les partis politiques, sans oublier, évidemment, le PDS.

Au même moment, à défaut de se voir expliquer les ambiguités du présent, les Italiens ont été confrontés, une nouvelle fois, aux

mystères du passé, en l'occurrence, ceux qui entourent l'enlèvement et l'assassinat du présideot de la Démocratie chrétieooe, Aldo Moro, en 1978. Et là, justement, quelque chose vient peut-être de s'éclaireir. Selon l'ex-membre des brigades rouges, Adriana Faranda, il y amait bien eu un « quatrième » homme dans l'appartement de la rue Montalcini transformée eo mer Montanan transformee eo « prison du peuple », où était détenu Aldo Moro, en plus des trois « brigadistes » déjà identifiés, Mario Moretti, Prospero Gallinari, Anna Laura Braghetti.

De plus, ce serait ce fantomatique «quatrième», Germano Maccari, parfois évoqué sous le nom ds « l'ingénieur Altobelli» qui eurait tiré sur le leader de lo Démocratie chrétieur le ne et oon Prospero Gallinari, le «brigadiste» actuellement emprisonné et tenu pour l'assassin de Moro.

Au dernier moment, Gallioari aurait « craqué» et se scrait mis à pleurer. Alors, avec Moretti, Maccari aurait empoigné, qui la petite mitraillette, qui le pistolet de calibre neuf qui ont servi à tuer Moro. C'est du moins ce qu'a raconté eux juges romains, eu terme d'un dramatique interrogatoire, Adriana Faranda, décidée à parler. En revanche, les trois pro-tagonistes de l'enlèvement et l'assassin présumé soot restés muets, pen décidés à collaborer avec les juges qui les ont interrogés. Cette nouvelle version, quinze ans après les faits, est-elle enfin la bonne?

tères passés, oo spprenait au même moment qu'une commissioo rogatoire venait d'être envoyée en Suisse, à Genève, pour enquêter sur un coffre de la Banque Paribas, où se trouveraient six mille milliards de lires (environ 20 milliards de francs) «confiés» à un financier vénézuélico, par un groupe d'hommes d'affaires, dont Roberto Calvi, la veille du jour où le président de le Banco Ambrosiano e été retrouvé, le 18 juio 1982, peodu sous un poot, à

MARIE-CLAUDE DECAMPS

GRÈCE : élection du président du Parlement. - Apostolos Kaklamanis, einquaote-sept ans, l'un des ténors du Pasok, le Parti socialiste vainqueur des élections du 10 octobre, e été élu, vendredi 22 octobre, président du Parlement grec par 165 voix sur 300. Sur les cent soixante-dix députés doot dispose le Pasok à la Chambre, un était absent et quatre oot voté blanc ou nul. Les socialistes. qui disposaient de cent soixante et onze sièges après les élections, en oot, pour le momeot, perdu un : uo recours iotroduit par la Nouvelle Démocratie (ND. conservateur), battue à ces élections, s été accepté par le Cour électorale. Les amis de Constantin Mitsotakis gagnent donc un siège, au Pirée, et passent de cent dix à ceot onze députés. Pour sa part, Comme pour mieux embrouiller le Pasok a déposé trois rect cet inextricable échevean de mysle Pasok a déposé trois recours,

LOIN DES CAPITALES

de notre envoyé spécial OMBIEN de fois a-t-il été dit que 1992 ne serait pas 1929, que l'Exposition universalle de l'en dernier ne suivrait pas les traces de l'exposition ibéroaméricaine - juste avant la grande dépres-sion - qui fut un échee? Entre 1929 et 1992, il n'y s que deux chiffres inversés, meis surtout des risques de fortes similtudes, quant à l'ampleur de la crise économique, et en fin de compte une différence de taille. L'Expo 92 fut un succès.

La difficulté est maintenant de faire fructifier catte réussite, afin que ces six mois de «fêtes andalouses» n'eient pas été qu'une parenthèse. C'est là que les lendemains que l'on annoncait prometteurs deviannent quelque peu décenchentés et que le goût d'amertume de 1929 s'installe dene le bouche.

Lorsque, le 12 octobre 1992, les portes de l'Expo se sont farmées derrière les 15,5 millione de visiteurs, eur des gerbee de feux d'artifice, les vingt-cinq mille employés se sont vite rendu compte que la seule porte qui leur était désormais ouverte éteit celle du chômege. Des plaisantins sysient placardé sur le porte de l'INEM (équivalent de l'Agence nationale pour l'em-ploi) un autocollant publicitaire de l'Expo : « Tienes que venir» (« Tu dois y aller»). Plus d'Expo, plus de boulot.

Décidément, Séville n'a pas de chance, et le tramplin constitué par l'important inves-tissement réelisé à cette occasion pourra difficilement être mis à profit, pour cause de crise mondiale. Comme le dit en plaisantant Rafeel de la Cruz, président de Cartuja 93, la société contrôlée à 51 % par l'Etat, dont l'objectif est d'assurer un devenir aux 215 hecteres de l'ile de la Cartuja : « Dens trente ens, lorsque Séville organisera une manifestation mondiale, chacun seura que la crise n'est pas loin. >

Le meire, Alejandro Rojas-Marcos, n'e pas l'intention d'ettendre aussi longtempe puisqu'il estime que faire de Séville une ville clympique en l'en 2004 est un objectif par-faitement « etteignable ». Cela permettrait peut-être de mattre un terme à cette maudite fatalité et d'utiliser une nouvelle foie le capital investi pulsque, pour le moment, il est plutôt en sommeil. Il n'est pas interdit eu maire de rêver, mais il faut d'abord trouver une utilisation à toute l'infrastructure et au potentiel installés sur catte île, à le chartreuse (cartuia) rénovée qui e servi de rési-dence à Christophe Colomb et où il a préparé son quatrième et dernier voyage.

Aujourd'hui, un en eprès l'Expo, le site est partagé en trois zones : edministrative, ludique et scientifique. Le parc ludique composé des anciens pavillons thématiques et des pavilions des communautés espagnoles sutonomes, situés eutour du lec, a ouvert ses portes le 5 juin. Depuis, deux millions et demi de personnes se sont rendues dans ce qui est devenu un nouveau centre d'attrac-

tions de Séville, le carrefour de la jeunesse. qui s'y retrouve en fin de semaine dans las bars et les discothèques ou pour assister à des spectacles.

été séparé du reste du site par une énorme barrière dernière lequelle les pevilions conservés attendent qu'on leur trouve une destination. Tel celui de la France, qui, donné à l'Espagne, est ectuellement muré dens ees miroitements gris sans que l'on sache quand et comment il sera réutifisé.

Musions perdues

Cà et là, entre les pevillons eilencieux. sont epparues lee taches de sable jeune aissées per ceux qui ont préféré partir sans leisser de trace, einon celle d'un espece vide, dont l'herbe hésite encore à prendre possession. Les evenues sont désertes, les poutiques vides et les veponsateurs d'eeu en congé. Jeudi soir 14 octobre, la vie est soudain revenue dane un petit coin : fleurs. discours et jets d'eau pour l'inauguration da Technologica, centre pour la quelité et la fiabilité des composants électroniques.

Il s'agit de le sixième eociété à élire domiclie dans le nouveau centre technologique et scientifique de la Cartuja. Au total, trentequetre entreprisee ont donné leur eccord



pour e'installer dans cette enceinte qui leur offre, outre des evantages fisceux importents, des moyens technologiques d'avent-gards pour développer leurs recherches.

Ineuguré le 12 octobre, parmi les cris d'indignation des Sévillans contre Manuel Chaves, président de le junte (gouverne-ment) d'Andelousie, en reterd pour cette occasion, le perc technique et scientifique est une œuvre de longue haleine, comme le reconnaît Rafael de le Cruz. ell faut être réaliste, dit-il, le moment n'est pas bon, mais nous ne l'avons pas choisi. » Ce Catalan estime qu'il faudra près de dix ans pour que le projet « vienne à meturation ».

En attendant, les Sévillans devront vivre

avec leurs illusions perdues et continuer de faire la queue devant les banques pour toucher leurs ellocations-chômage. Depuis le fin de l'Expo, le nombre de ssns-emploi, d'un peu plus de vingt mille. A la fin du deuxième trimestre de cette snnée, 31 % de la population active était sans travail.

Ca qui fait dire à Candido Menez, secrétaire général de l'Union générale des traveilleurs (UGT), que, si l'Expo s été « positive » pour la création d'infrastructures fondamenteles à Séville et dens sa région, elle e égelement engendré des effets pervers. comme le renchérissement du coût de le vie, et surtout n'e pes permis le création d'emplois. «Une bulle, une belle fête sans rstombées », dit ce eyndicaliste, qui craint que l'Andelousie, désormaie servie, pesse en queue des priorités. «L'Expo ne peut être utiliaée comme un alibi car il reste besucoup à faire », conclut Candido Monez. qui considère que la spéculation e joué un rôle trop important.

Du côté official, eu ministère de l'économie et des finences, le escrétaire d'Etat Francisco Ferraro Gercie ineiste beeucoup sur les effets positifs, faisent remerquer lui eussi que le retard de l'Andalousie et de Séville ne peut être comblé par le bieie d'une Exposition universelle. Ce ne fut qu'un point de départ, qui e permis de mettre en place un cadre qu'il faut désormeis utiliser et rentabiliser. Pour le moment, mille cinq cents personnes sont employées sur la eite. Les prévieions cont de l'ordre de trente mille. Pour quand? Arturo Moya, pré-sident de la chambre de commerce, estime que, tout en ayant été un succès pour l'Espagne, l'Expo «n'a pas su ou n'e pas voulu consolider l'initiative privée».

Et pourtant, on en s vu lci, des investis seurs privés, notamment dens l'hôtellerle, eppâtés par les profits, qui ont construit à tour de brae et ont fait valser les prix I Un en après, les résultats sont plutôt gris. La capacité hôtslière, qui était passée en une seule année de dix-neuf mille six cents lits à trente un mille six cents, s'est révélée tout à fait surdimensionnée. Quatre hôtels ont dû fermer leurs portes. Un eutre ve être transformé en hôpital. Un cinquiàme, Principe de Asturias, établissement luxueux de trois cents chembree jouxtent le eite de l'Expo, est actuellement mis eux enchères.

Comme un malheur n'errive jamais seul, la saison touristique 1993 n'e pas été bonne. il y eut bien sûr ie phénomène ; « Séville on connaît déjà », meie eurtout : «L'emeque, on connaît eussi ». Alors, il ne reste plue aux Sévillans qu'à ettendre des jours meilleurs. Le fetalisme, en Andelousie, on connett. il euffit d'ettendre que le chence tourne. Après des années de sécheresse, cet automme, il ne cesse de pieuvoir...

MICHEL BOLE-RICHARD

BOSNIE

Les Musulmans sécessionnistes de Bihac s'allient avec les Serbes et les Croates

Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et Fikret Abdic, le leader musulman sécessionniste de la région de Bihac, a annoncé vendredi 22 octobre à Belgrade le président de Serbie Slobodan Milosevic, La veille, M. Abdie evait signé un accord à Zagreb avec le leader des Croates de Bosnie Mate Boban.

Président de la « région autonome de Bosnie occidentale» autoproclamée en septembre (deux eent dix mille habitants), M. Abdic apparaît de plus en plus comme l'homme que pous-sent les Serbes et les Croates afin que le président Izetbegovie ne puisse plus prétendre représenter tous les Musulmans de Bosnie.

ALLEMAGNE : lea libéraux contre Steffen Heitmann - Le Parti libéral (FDP), membre de la coalition au pouvoir, préférera soutenir lors de l'élection du président de la République par un collège de grands électeurs, prévue en 1994, le candidat de l'opposition sociale-démocrate (SPD). Johannes Rau, plutôt que celui du chancelier Helmut Kohl, Steffen Heitmann, a déclaré, vendredi 22 octobre, le secrétaire général du FDP, M. Heitmann, un théologien est-allemand devenu ministre de la justice de Saxe (ex-RDA), s'est attiré des critiques pour ses déclarations sur le régime nazi, la femme au foyer ou l'immigration. - (AFP.)

Libération de cinq skinheads. --Un tribunal de Magdebourg, dans l'est, a libéré, vendredi 22 octobre, cinq skinheads qui avaient été condamnés en pre-

Un «accord de paix durable» a Fikret Abdie avait approuvé le été signé entre le leader des plan de paix Owen-Stoltenberg. «La moitié du territoire de l'ancienne Bosnie-Herzegovine est aujourd'hui en paix. J'espère qu'il ne faudra pas attendre très longtemps pour voir s'installer une paix juste dans toute l'ex-Bosmes, a déclaré Slobodan Milosevic, entouré par MM. Karadzic et Abdic, à l'issue d'une rencontre de plus de deux heures à la présidence de Serbie.

> M. Milosevic a, en outre, indiqué avoir été en contact téléphonique «ces derniers jours » avec M. Izetbegovie, lord Owen et Thorvald Stoltenberg pour relancer le processus de négociations interrompu après le rejet do plan par les Musulmans fin septembre. - (AFP.)

mière instance à des peines de prison ferme, pour avoir participé à une attaque au cours de laquelle un punk avait été tné en mai 1992. Les magistrats ont décidé en appel d'assortir du sursis les peines de dix à vingt mois de prison ferme prononcées il y a un an par un autre tribunal.

RUSSIE : les élections locales euront lieu entre décembre et mars, - Le président russe Boris Eltsine a émis, vendredi 22 octobre, un décret ordonnant la tenue d'élections pour le renouvellement des organes représentatifs locaux entre décembre 1993 et mars 1994 dans les régions, districts et villes de Russie. Les législatives ainsi qu'un référendum sur la nouvelle Constitution doivent se tenir le 12 décembre et l'élection présidentielle anticipée a été fixée par le président russe au 12 juin 1994. - (AFP.)

AFRIQUE

Des réfugiés hutus font état de massacres après le coup d'Etat contre le président Ndadayé

Burundi

Des milliers de Burundais se sont réfugiés au Rwanda depuis le coup d'Etat de militaires tutsis contre la réglme du président hutu Melchior Ndadavé jeudi 21 octobre. Des témoins font état de massacrea, alors que le pays reste coupé du

KANYARU

(poste frontière Rwanda-Burundi) de notre envoyé spécial

Le cadavre d'un jeune homme, les bras liés derrière le dos, roule dans les eaux boueuses de l'Akanyaru, qui marque la frontière entre le Rwanda et le Borundi. Son visage apparaît un bref instant à la surface, suscitant des ricanements parmi les badauds sur la berge rwandaise. « Ils ont reconnu un Tuts! » dit Jean-Paul, notre guide, pour expliquer la réaction de la foule. « Quand les paysans hutus tombent sur un Tutsi isolé, ils le ligotent et le jettent dons la rivière » ponrsnit Jean-Panl, comme s'il s'agissait d'une «tradition» des que les tensions etbniques resurgissent au Burundi entre Hutus (85 % de la population) et Tutsis.

Le renversement, jeudi 21 octobre, de Melebior Nda-dayé, premier président butu de l'histoire du pays, démocratiquement élu le la juin dernier et dont la mort n'était pas confirmée officiellement samedi matin, malgré la multiplication d'informations concordantes - a suscité de nouveaux massacres, après ceux de 1988 (entre cinq

mille et vingt-cinq mille morts selon les sources) et ceux de 1972 (plus de cent mille morts).

Au poste frontière de Kanyaru-Haut, les réfugiés racontent que l'armée a déjà commencé à massacrer les intellectuels et les fonctionnaires de Kayanza, à 20 kilomètres d'iei. « Dans un premier temps ils ont regroupé tous les Tutsis dans les casernes pour les mettre à l'abri, déclare l'un d'eux, puis ils ont commencé à éliminer l'élite hutu. On m'a même parlé d'un Hutu, membre influent de l'UPRONA (l'ancien parti au pouvoir) qui avait trouvé refuge parmi les Tutsis mais qui a été rejeté dans la rue par les militaires.»

Formation d'un gouvernement en exil

A 3 kilomètres du poste frontière, côté burundi, plusieurs arbres abattus en travers de la route bloquent la eirculation. Quelques villageois bilares agitent les bras en signe de victoire. Est-ce la résistance que le gouvernement renversé a appelé de ses vœux? Selon plusieurs témoignages, la majorité des réfugiés sont des femmes et des nfants alors que les bommes eraient restés au Burundi pour

se battre.
Ancune nouvelle ne parvient de la capitale, qui serait totale-ment isolée par les putschistes. D'après la délégation du Comité international de la Croix-Rouge, qui a obtenu l'autorisation de circuler à Bujumbura, les bôpitaux n'ont pas besoin de médicaments « Qu'est-ce que ça'

veut dire, s'interroge un expatrié de Kigali, il n'y a pas de blessés parce que le coup d'Etat n'a pas été sanglant, ou parce qu'on ne compte que des morts?». Le responsable de la Croix-Rouge su Rwanda a annoncé vendredi que trente-cinq mille Hutus du Burundi avaient franchi la frontière avec le Rwanda.

Dans la capitale rwandaise, 'où une manifestation contre le renversement du président Ndadayé a eu lieu vendredi, on s'attend à une réaction plus importante de la population, voire du gouvernement. Le ministre burundais de la santé, le D' Jean Minani, en visite au Rwanda au moment du coup d'Etat, a annoncé samedi, sur les ondes de la radio rwandaise, le transfert à Kigali du gouvernement légal burundais « provisoirement en exil». Il a encore lancé un appel an Conseil de sécurité des Nations unies pour aider au rétablissement des institutions démocratiques du Burundi,

JEAN HÉLÈNE

L'Egypte va entreprendra des contacts au Conseil de sécurité. - L'Egypte, dont le chef de l'Etat, Hosni Monbarak, préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine (QUA), va prendre des contacts auprès du Conseil de sécurité afin de remédier à la situation au Burundi, a annoncé vendredi 22 octobre le ministère égyptien des affaires étrangères. - (AFP.)

L'ancien dissident Abbas Koty a été tué

 $\frac{d}{d} \sqrt{d} e^{-\frac{1}{2} \frac{d}{d}}$

r

grands in 1945

with the second second

grand and a second

. ₁780 - 141 - 15 - **A**

The state of the s

State of the state of

The state of the s

<u>।</u> ज्ञानिक विकास स्थापन विकास स्थापन

No.

A Tributa of the

man and a second

personal and an entired p

ale secret

est dan

12.2

44

1

1999 T.

1.77

.

A 4 1 97 14

the following

Mary 1981

100

in the State

1150

1 . 4 . 11 . 12

ाम जम हाँद

er sammerel

the market

anto-

To Steam a

to the pay

 $\operatorname{Nepl}_{\mathcal{A}}(\mathfrak{f}_{\mathcal{O}_{X}})$

The form

the man

MINTHUN

Pal d Eta:

Jim R. L.

Table 1

Mrs. Co

The en prominer

Mr. derry

 $\|f_{\theta_{i,p}}\|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N})}$

 $({\rm Map}_{\rm BH, HI, N})$

Siellers generanes du Leite

of Pactonian's true !

tit die ter

An action of the Alleanne of the American

and former of any state of

der demission and artificial

There is an efficient to the state of the st

in he la transfer of the state of the state

from the fact that the

Property Control of Control

Alexander Control

deferrancing sing

Salar Salar

the first the same age

Marie de la companya de la companya

on a second length Males on the dealers

Maries 110 Comments of the Com

the water to be the fig.

~ ¥*.

1000

11.50%

1912

. 4

7 -1 -1

August 1

g(t)

111

TCHAD

au moment de son arrestation

L'ancien chef de guerre dissident, Abbas Koty, qui était récemment rentré au Tchad, a été tué, vendredi 22 octobre, a N'Djamena, et plusieurs de ses proches ont été arrêtés, a annoncé, samedi, le gou-vernement. Selon les autorités locales qui ont instauré un couvre-feu de 23 heures à 5 heures locales sur tout le territoire, M. Koty se serait opposé aux forces de l'ordre venues l'arrêter après la découverte d'une tentative de coup d'Etat dont

il aurait été le maître d'œuvre. Samedi matin, le calme régnait dans la capitale. La population vaquait normalement à ses occupations et les forces armées n'étaient pas visibles dans les rues. Vendredi après-midi, quelques coups de seu avaient été entendus dans le quartier où résidait M. Koty depuis son retour au. Tebad. Des mouvements de troupes inhabituels avaient aussi cu

Dans un message à la population, le gouvernement a déclare que « tout sera mis en œuvre pour sauver le processus démocratique» en cours dans le pays. Les autorités locales ont affirmé avoir été informées depuis « quelque temps » de « rumeurs persistantes » sur l'imminence d'un coup d'Etat. Après investigation, les forces de l'ordre auraient découvert des « pièces à conviction » sur les préparatifs de ce coup de force et auraient alors vouln procéder à l'interpellation des comploteurs qui auraient refusé d'obtempèrer.

Ancien ministre et chef d'état-major du président Idriss Deby, le colonel Koty, était entré en dissidence au mois de juin 1992, après avoir été accusé d'être impliqué dans une tentative de coup de

force. Transporter of the M. Koty était rentré, le 17 août, à N'Djamena, après avoir signé, à Tripoli en Libye, un accord avec des émissaires du chef de l'Etat. Le 16 octobre, il en avait signé un second qui prévoyait la transformation de son mouvement, le Comité national de redressement (CNR), en parti politique, et le regroupement de ses partisans dans l'est du pays en vue de leur intégration

dans l'armée nationale. - (AFP.)

ANGOLA: intensification des mouvements de troupes. - Le représentant spécial des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, a confirmé, vendredi 22 octobre à Luanda, une intensification des « mouvements de troupes », du côté des forces armées angolaises comme de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) dans différentes régions du pays, Alors que l'ONU a pu reprendre cette semaine sa distribution d'aide bumanitaire sur tout le territoire, ces informations ont ravivé les craintes d'une recrudescence de ia guerre civile. - (AFP.)

NIGER : dix militants de l'opposition condamnés à trois ans de prison. - La radio nationale a annoncé, vendredi 22 octobre, la condamnstion à trois ans de prison de dix militants du Mouvement national ponr la société ue développement (MNSD), exparti unique, opposition), à Maradi, dans l'est du pays pour avoir molesté le maire d'une commune de la région. - (AFP.)

ZAĪRE: manifestation d'opposanta devant l'ambassade de France à Bruxelles. - Une soixantaine de Zaīrois opposants au régime du président Mobntu ont manifesté, vendredi 22 octobre, devant l'ambassade de France en Beigique pour dénoncer « l'attitude complice » de Paris vis-à-vis du chef de l'Etat zaïrois. De son côté, la presse d'opposition a accentué ses attaques contre la France, en l'accusant de préparer « l'assassinat » d'Etienne Tshisekedi. François Mitterrand avait affirmé, à l'issue du récent sommet de la francophonie, à Maurice, que Paris ne reconnaissait « personne » des deux gouvernements qui se disputent leur légitimité au Zaïre, celui de Faustin Birindwa, nommé par M. Mobutu, et celui de l'opposition conduit par M. Tshisekedi. -

Naissances

ont la grande jnie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Arthur,

te 18 octobre 1993.

Autosy et Sabine LAGOUTTE.

57, rue de Turenne. 130, boulevard Delebecque. 59503 Douai

Mariages

M. et M- Robert MENSA, M. et M -- Henri ROSSILLI ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Philippe et Sylvie

qui aura lieu le 23 nombre 1993, à 11 h 30, à la mairie du Perreux (Val-

Anniversaires de mariage

François-Gaël, Jean-Christophe Anne-Bérénice et Fabio, Claire-Marine, Pierre-Antoine et Anne, nvec Thiband, Antoine, Hubert et Marie,

se rejoignent pour souhaiter un joyeux trente-quatrième anniversaire de

> Double-Duc et à la Double-Duchesse de TRIBULE-ET-LILAS.

Décès On nous prie d'annoncer le décès

Edmond BENOIST, avocat à la cour honorais DES droit public,

qui fui, un temps, responsable des itations juridiques an ministère de l'intérieur pour le personnel de la

Les absèques ont eu lieu, en tante simplicité, en la chapelle de la rési-Martin-d'Ablois (Martie), et l'inhumatinn à Versailles, dans le cavean de

Ultime volunté du défunt : il n'y anna pas d'envoi de faire-part.

- Le conseil d'administration, L'ensemble du personnel Et les anciens de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gasleur directeur général adjoint,

François-Régis BOURLA, ingénieur civil du génie rural, valier de l'ordre national du Mérite,

survenu, dans sa soixante-deuxième année, vendredi 22 octobre 1993, à l'hôpital de Tarbes (Hautes-Pyrénées).

Les nàsèques auront lieu landi 25 octobre, à 14 heures, à Pressignac-Vicq (Dordogne), dont François-Régis Bourla était maire depuis 1989. - M= Odette Carré.

son épouse, Catherine et Philippe, ses enfants, Alexis, Alice, Jessica et Clotilde,

ses petits-enfants, Et toute la famille, out la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert Fernand CARRÉ, ancien professeur à l'ENSET prisonnier de guerre oflag XVII A,

survemu le 20 octobre 1993. Les obsèques auront lieu le lundi

25 octobre, à 14 heures, à Onzain (Loir-et-Cher).

8, domaine de la Butte-à-la-Reine, 91120 Palaiseau.

- M- Michel Dupuy, son épouse, Charles, Sabine, Lucile et Corinne Dupuy, ses enfants, M. et Ma Jacques Dupuy.

Olivier Dupuy, ses frères et sa belle-sœur, sa belle-mère, Vincent, Samuel et Aurore Dupuy, Fanny et Liova Jedlicki, Axel Legrand, ses petits-enfants,

ure Mounie Catherine, Chantal et Jean-Marc ses nièces et son neven ont le douleur de faire part du décès, à l'issue d'une longue maladie, de

Michel DUPUY. ancien élève de l'Ecole polytechni ancien ingénieur géographe, ancien maître de recherche à l'Institut français du pétrole,

survenn à Paris, le 21 octobre 1993, à l'âge de soixante-quatorze ans.

L'Incinération aura lieu le mercredi 27 octobre, à 14 b 15, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris-20. CARNET

Gilles DUSEIN, danseur, amateur d'art, galeriste, est mort du sids, le 20 octobre 1993.

Ses cendres seront dispersées au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le mardi 26 octobre, à 12 h 30. D'éventuels dons ponrront être dressés à Act Up-Paris.

Ni flears, ni pleurs, ni couronnes. (Le Monde du 23 octobre.)

 M= Georges Gontier,
 née Marie-Louise Gorlier, son épouse, Janine Ribon, Jacques Ribon,

on gendre, Olivier Ribon. Christophe Ribon, Pascale et Vincent Berger, Toute sa famille. Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges GONTIER. survenu le 19 octobre 1993, dans sa

La cérémonie religieuse a en lieu le samedi 23 octobre, en l'église Sainte-Anne, à Masseille.

Cet avis tient lieu de faire-part, 8, allée Callelongue, 13008 Marseille.

- Grenoble. Voreppe. Paris.

M= Germaine Malevergne, M™ Jacqueline Malevergne, Emeric, Sophie, Valérie, Laurent,

Remi, ses enfants, Zoé, Salomée et Jaicy, ses petites-filles, Odile Bourgest, sa compagne, Claude Malevergne,

son frère, Jacqueline Romero 58 SC Les familles Malevergne, Bourgest, Elliot, Joly, Parents et amis

ont la douleur de faire part du décès de M. René MALEVERGNE. Une cérémunie religieuse sera célé-brée le landi 25 octabre 1993, à 16 h 15, en l'église de Voreppe.

Condoléances sur registres.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

- M- Monique Platet, M- Du Mouza, sa belle-sœur, font part du décès de

M. Jean-Louis PLATET, chevalier dans l'ordre de l'Economie nationale,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Selon la volonté du défunt, les obsèques civiles auront lien au cimetière des Essarts-le-Roi (Yvelines), le lundi 25 octobre 1993, à 14 h 30.

12 B, rue René-Mouchotte, 44200 Nantes.

- M= Francis Puech,

M. Jean Puech, Ma André Puech, es frère et belles-sœurs M. et M= Bernard Momme M= Odile Puech,
M. et M= Bertrand Puech, leurs enfants et petits-fils, M. et M= Gérard Bauer et leurs fils,
M. Nicolas Puech,
M. et M= Thierry Harth
et leurs filles,
M. et M= Herbort Knell,
leurs enfants et petit-fils,
M. et M= Estraciae Zeller

M= Françoise Zeller et ses enfants, M. et M= Brano Stahly, leurs enfants et petites f Me Christine Puech et sa fille, M. et M= Ronald Sportes et leurs fils,
M. et M. Patrick Robbe
et leurs filles, ses neveux, petits-neveux et arrière-pe tits-neveus,
Les familles Coustère et Bernard,
out la tristesse de faire part du décès de

Mª Marcelle PUECH, lée à Dieu, le mercredi 20 octobre appelée à Dieu, le mercreur 20 993, dans sa quatre-vingt-seizième

La cérémonie religieuse aura lieu le nardi 26 octobre, à 15 beures, au tem-se de Salies-de-Béarn.

L'inhumation aura lieu le jeudl 28 octobre, à 16 heures, au cimetière protestant de Nimes.

« Almez-vous les uns les autres comme je vous al almés. »

15, rue Théodule-Ribot, 75017 Paris. 90, rue d'Assas, 75006 Paris.

- Les familles Toledano, Elmalek, Wasserman, Hazan, Meyer, Fisbar, Klein, Mrejen, ont la douleur de faire part du décès de

Ma veuve Rabbi Ydidia

TOLEDANO, née Simba Mrojes mère de M. Jacques Toledano

Les obsèques auront lieu le lundi 25 octobre 1993, à 14 beures, à Jéruss-

M. Jacques Toledano, Villa Montmorency, 10, avenue des Tilleuls, 75016 Paris. - M= Simone Vallat-Gery, son éponse, Daniel et Danièle Vallat,

Joel et Denise Vallat. es enfants, David, Carol, Guillaume, Julie, Thoont la tristesse de faire part du décès de M. Laurent VALLAT,

survenn le 18 octobre 1993, à Saint-Etienne, dans sa quatre-vi

Les funérailles ont en lieu dans l'inti-mité familiale. Messes anniversaires

M. Alein GUIOT nous e quittés hrutalement le 29 octo-bre 1992.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le vendredi 29 octobre 1993, à 8 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

Et de ses amis. " Cropez dans vos rêves et vos rêves deviendront réalité. " **Anniversaires**

Jacques DELACAMPAGNE. disparaissait an terme d'une longue maladie.

- Le 24 octobre 1991.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ant connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

> THESES Tarif Étudiants 60 F la ligne H.T.

Michel Rocard et François Mitterrand prêchent l'unité par l'exemple socialiste du Bourget, vendredi

François Mitterrand peot enenre faire vibrer une salle socialiste. Il n'en était plus sûr. S'il a bésité jusqu'à jeudi dernier à maintenir la tradition de snn « message d'amitié » ou congrès socialiste, ce n'est pas parce qu'il imaginait pouvoir jouer une énième fois avec les nerfs de Michel Rocard, mais, tnut simplement, par crainte que son propos ne provoque quelques chahuts dans les rangs.

Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Mauroy, Claude Estier, Louis Mermaz, qui, tous, ont été reçus longuement cette semaine à l'Elysée, peuvent en témnigner : le chef de l'Etat o'était pas tranquille. Il n'a pas onblié la froi-deur que la simple évocation de son nom rencontrait lors des états généreux socialistes de Lyon, en juillet dernier. Ce souvenir personnel de lendemain de débâcle lui laissait des doutes sur l'opportunité de se signaler à l'attention des militants du Bourget. Ses visiteurs durent s'employer pour le persusder que cette page-là aussi était tournée, que la poussée de fièvre antimitterandiste dans ce parti était retom-

votre histoire, ayez foi en vous-

mêmes ou, plutôt, en votre vocation,

qui est de servir, d'abord et toujours,

la cause de ceux qui travaillent, de

ceux qui soussrent, de ceux qui

» Vous disant cela, je crois res-

pecter mes devoirs à l'égard des

Français, de tous les Français, de

quelque origine, de quelque opinion

qu'ils soient. Je le leur dois. Mais ils

m'ont élu président de notre Répu-

blique en sachant que je suis,

clair entre nous. C'est pourquoi je

vous adresse ces væux en ce jour

solennel. Chers amis, n'oubliez

jamais qu'au-delà des légitimes dif-

férences le secret des succès futurs

est dans votre unité. Je garde, quant

à moi, le souvenir fort et précieux

des dix années passées à votre tête.

Personne ne manquait alors. Eh

bien! que personne demain ne s'ab-

seme de l'œuvre qui nous attend.

Bon travail au Bourget!»

vous, socialiste. Tout est

1971 -

Cette oppréhensing secrète du président de la République peut expliquer que sun message, lu vendredi 22 octobre au début du congrès avec tnute la sniennité nécessaire, ait donné le sentiment d'avoir été pesé au trébuchet de l'histoire, du socialisme et de ses pompes. Jusqu'à cette petite correctinn manuscrite de dernière minute, mais bien significative du souci de l'expéditeur de s'associer activement à l'entreprise de restauretino de la gauche déclenchée par ce congrès. « Que personne, demain, ne s'absente de l'aurre qui vous attend l'», evait-il écrit. « Que personne, demain, ne s'absente de l'œuvre qui nous attend!», a-t-il corrigé. Une petite rature, un changement de consonne qui signale peut-être, subrepticement, à lui seul, le changement d'état d'esprit de M. Mitterrand, plns exaspere qu'no ne le croit par la cohabita-tion à la mode balladurienne et de nouveau désireux de retrouver ses appuis à gauche.

Son oppel à l'unité du parti, au devoir de fidélité « aux engagements » et « au choix » d'Epinay, sa façon de rappeler qu'il est et reste, comme eux, socialiste, ce

gauche, a été longuement applaudi par les congressistes du Bnurget. « Assumez votre his-toire!» « Ayez foi en vous-mêmes!» Ces exhortations nnt été quasiment reçues enmme paroles célestes par des socialistes semblant retrouver la fni des catacombes. Michel Rocard, qui, quelques instants plus tôt, dans son discours d'acencil, avait, presque mnt pnur mnt, tenn le même langage mnhilisateur et qui, par trois fois, s'était fait un devoir d'invoquer l'œuvre de François Mitterrand dans la lignée de celles de Jaurès et de Blum, s'en est montré ravi, voire soulagé. Le message est «inhabi-tuellemen: chnleureux», confiait-il. Il s'inscrit, en tont cas, parfaitement dans le décor apaisé de ce début de congrès.

Une election confortable

La semaine procheine, M. Rocard devrait être reçu par le président de la République, qu'il o'a plus croisé depuis les funérailles de Pierre Bérégovoy. L'Elysée evait tnujonrs laissé entendre que la rencontre se

message écrit à la belle encre de ferait quand les affaires dans le parti seraient « nnrmalisées », autrement dit quand M. Rocard serait afficiellement élu premier secrétaire du parti. Ce devait être fait samedi après-midi. Le succès de la motion A de la direction du parti (82,27 %) laissait présager une élection confortable pour le maire de Conflans-Sainte-Honorine, lequel, prudent, considérait toutefnis, en privé, qu'un score de 60 % serait déjà un succès parlant. Les promesses de l'Elysée seront done tenues, et cela ne pourra que contribner eu retour eu calme, perceptible à tous les étages du PS.

L'ancien premier secrétaire d'Epmay et de Metz recevra le nouveau premier secrétaire du Bourget, et il est probable que les deux bnmmes s'ettarderont moins sur leurs humeurs respec-tives que sur ce qui semble être redevenu, comme en 1971, comme en 1981, le point numéro un de la stratégie de reconquête du PS: la mobilisation de toutes les farces de gauche. Une phrase du message de M. Mitterrand résume parfaitement cette ambition : «L'important est de vous snvoir fidèles à nos engagements (...) ofin que le parti

que nous avons construit demeure l'axe de rassemblement des forces populaires, des forces de progrès ». L'heure de ce rassemblement a déjà sonné au PS, même si, par calcul stratégique, elle n'est pas proclamée sur le toit du congrès.

Le rapport présenté par l'an-cien député de Paris Jean-Chris-tophe Cambadéns, chargé de le préparation des « assises de le traosformatino sociele», confirme que les manœnvres ne traînent pas. e Toutes les forces politiques et sociales qui irriguent la gauche se sont mises en cause, s-t-il dit. Le mouvement que nous avons connu, que nous avons commence à exprimer dans les états généraux du PS et qui l'a sauvé, se cherche dans toutes les outres forces (...). Toutes les familles qui se réclament de lo transformation de la société sont entrées en mouvement, toutes les familles sont en train de se redéfinir plus rapidement que l'on pouvait le penser. Et les axes de cette redefinition sont profonds. Ils

Les quatre pôles

gent souvent. »

divergent parsois, mais ils conver-

Ce repport présente, noir sur blane, les quetre « pôles » d'ancrage de cette stratégie de ras-

Il y e d'abord la emouvance républicaine civique», composée notamment des anciens ministres dits de la société civile et des radicaux de gauche. Bien décidé maintenant à emmener la liste du PS aux élections européennes, M. Rocard se fait fort, par exemple, d'y associer Bernerd Kouchner, et ses proches ne dissimulent pas que tont ce qui est mauvais pour Bernard Tapie est boo ponr les retrouvailles evec le MRG...

Ensuite vient le « mouvonce écologiste » : eoregistrant « la naissance d'un libertarisme écologique» à Génération Ecologie et celle d'« un réformisme écologique » chez les Verts, le PS ne sons-estime pss la difficulté, a même si l'opposition à Edouard Balladur est une idée qui fait son chemin ».

Puis la « mouvance commu-niste »: le PS semble, aujour-d'hui, fonder beaucoup d'espoirs sur la successinn de Georges Marchais. « Le changement de direction, combine à l'abandon du centralisme démocratique, générera probablement des ottitudes nouvelles, déclarait vendredi

Selon les résultats définitifs, proclamée vandredi 22 octobre, la motinn A, signée per les rocardiene, las jospinistee et les fabiusiena, e obtenu 53 341 voix (82,27 %), contre 7 220 (11,14 %) à le motion B de Jeen Poperen et 4 278 voix (8,60 %) à la motion C da Louia Mermez 68 193 militents ont pris pert au vote, soit une pertielpation de 50,83 % des 134 150 actiérents à jour de cotleation, salon les chiffres de la direction du Perti-socialiete: Las deux motions minoritaires ont rafusé d'entériner ces résultats, en raison de différende sur le scora de certaines fédé-

68,96 % daa partisans da la mation majoritaire se sont prononeés pour une pratection auropéenne contre le «concurrance déloyale » das peys du tiere-mande, tendis que 31,04 % d'entre eux ont choisi de dénoncer camme « suicidoire » toute « tantation protectionniste». Ila se sont divisés presque égelement antre lee trois textes pronent des conceptions plus ou moins fédérales de l'Europe (un peu plus de 33, % chacun). Au chapitre des Institutions, motion A ont préconisé un simpla toilettage das Institu-

63,04 % des partisans de la tions de la V. République, cond'une « VI» République » et 13,94 % pour l'instauration d'un régima présidantiel. Enfin, pour les élections législatives, un mode de scrutin mejnritaire, evec ajout d'una soixantelna da siègas pourvus à la proportionnelle, e été préféré per 54,22 % dea volx à un serutin mixte (26,84 %) ou intégrelement proportionnel

(18,94 %).

Les votes des militants

rations, dont le Heute-Seone

Pour ea qui ast des différantes «options» programma-tiques ouvertes dens la texte de la motinn A, les militents qui ont epporté leur suffrage à cetta motion ont vnté à 60,11 % pnur una réduction du temps de travail accompagnée évantuellemant d'una bsiese de certaine saleires, contre 39,89 % hostilee à touta baissa des salairea;

Estimant déjà « dissuasif » le dispositif en vigueur

Les associations de défense des droits de l'homme condamnent la réforme de l'asile politique

La Commission de sauvegarde du droit d'esile (CSDA), qui regroupe la plupart des associe-tions de défense des droits de l'bomme et des syndicats de gauche, a publić, veodredi 22 octobre, une lettre ouverte aux parlementaires, dens laquelle elle affirme que le projet de révision de la Coostitutioo « n'est pas occeptoble ».
e Outre lo charge symbolique attachée à cette révision, celle-ci nurnit pour effet, en limitant considérablement lo portée du préambule [de la Constitutioo], de rendre encore plus dissuasif le dispositif français en matière de droit d'asile», lit-on dans ce

« Nous n'neceptons pas qu'il soit ainst fait bon morche du droit des gens et de leur besoin de protection. Nous avons une outre idée de lo France et de ses devoirs que celle qui conduit à protester contre les atteintes aux droits de l'homme, pourvu que ceux qui en sont les victimes restent ou-delà de nos frontières ». écrivent les signataires de cette lettre, parmi lesquels on trouve la section française d'Amnesty International, France-Terre d'asile, la Ligue des droits de l'bnmme, la CIMADE, le MRAP, le Syndicat de la magiset de soutieo sux traveilleurs

laquelle la révisioo constitutionnelle permettraît de s'opposer à une immigratino massive, la Commission de sauvegarde rappelle que les demandeurs d'asile se prévalant du préambula de la Constitution a sont très peu nombreux ». « Ce serait pour leur foire barrage que le Parle-ment serait réuni en Congrès pour modifier notre charte fordamentale! Il ne faut pas être dupes : le débat actuel, présenté comme une nécessité juridique, o un tout autre enjeu», affirme la CSDA, en rappelant que 19 millions de réfugiés étaient recensés dans le moode, alors que la France o'avait reçu que moins de trente mille demandes, co 1992, et l'Europe de l'Ouest, sept cent mille ou total.

Pour sa part, la section francaise d'Amnesty Internetinnal appelle les parlementaires « à ne pas voter ce projet de loi constitutionnelle s'ils n'obtiennent pas les garanties suffisantes que l'applicotion des accords de Schengen n'entroinera pas le renvoi d'étrangers dans des pays où ils risquent d'être emprisonnes pour exécutés ou de e disparaître ». Le Mouvement contre le recisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) dénonce « l'hypocrisie du débat actuel sur le droit d'astle», car, selon iui, «le dispositif actuellement en vigueur, loin d'être une passoire, est une rigoureuse forteresse ».

Avec d'eutres organisations, le MRAP appelle à une manifestation le jour du débat à l'Assemblée nationale, le 27 octobre, à 18 heures, au départ de la place Saint-Germain-des-Prés.

Une lettre de Roland Gaucher

Après la publication, dans le Monde, d'un orticle intitulé «Le procès de Rnland Gaucher contre le Monde, l'hanneur et la bonne for », Rolond Gaucher nous écrit :

Dans votre numéro du 18 septembre 1993, vous écrivez que la cour d'appel, dans son errêt dn 16 septembre, a indiqué ceci : e Roland Gaucher (...) n'o jomais dénié êire l'auteur de multiples documents produits leurs convictions ou leur origine, aux débats, par lesquels il s'était

fait (...) un agent recruteur actif pour les brigades SS.»

Je m'inseris en faux contre cette assertinn : je n'ai jamais été l'auteur d'un seul document dans lequel je me serais fait un egent reeruteur ectif pour les brigades SS. Une des raisoos étent que je n'eorais jamais appelé à eller se battre là où je ne me battais pas moi-même.

Le Mosde u'a fait que reprendre les termes de l'arrêt de la cour d'appel, contre lequel M. Gaucher ne s'est pas

de bons points à distribuer, mais nous ovons à monifester noire intéret (...), car il est vrai que la controverse ouverte par le congrès de Tours n perdu de son sens.» L'idée d'un congrès de Tnurs à l'envers commencerait-elle à faire

Il y a, enfin, le pôle du « mouement social ». Les experts socialistes ont beaucoup rencontré les syndicats, ces derniers temps, et ils nnt même repris langue avec la CGT. « Tout démontre, conclut le rapport Cambadélis, une prise de distance vis-à-vis du gouverne ment, qui, combinée à un décrochage social, peut être un puissant levier pour porter une alternative nouvelle. » Misant sur un « retour des syndicats », mais n'ignorant pas leur refus « d'ètre chapeautes par un parti politique », les diri-geants socialistes s'avancent sur ce terrain avec la plus extrême

Si, comme l'espère anjourd'hui Michel Rncard, cette nouvelle stratégie de le main tendue, excluant délibérément des centristes sous ettraction balledurienne, enregistre des progrès rapides, elle trouvera une première concrétisation evec l'orga-nisatinn, vraisembleblement à partir de janvier et snus la res-ponsabilité de Lionel Jospin, des assises dites de la transformatinn sociale, mais qui, en réalité, seront fractionnées autour de plusienrs thèmes forts : l'emploi. l'Europe, les banlieues, etc. Le plus dur sera de persuader les partenaires potentiels que e'est bien leur voix que les socialistes veulent entendre et non, simplement, leurs voix qu'ils veulent

DANIEL CARTON

CLES/ Statuts

m La premier secrétaire du perti. Comme l'a décidé le congrès extraordinaire de Bordeaux, en juillet 1992, le premier secrétaire du Parti sociali désormais élu directament par plus per le comité directeur composé è la proportionnelle des motions. Devaient voter, samedi 23 octobre, à bulletin secret, les 638 délégués tituleires partieipant au congrès du Sourgat, désignés par chacune des fédé-rationa départamentales. Michel Rocard davait êtra élu pour un mandat de trois ans.

■ Le conseil national. Véritable « parlement » du parti, le consei national, qui remplace dorénavant la comité diracteur, est composé différammant da celui-ci. Ses 204 membres désignés à la proportionnelle, sur la base des résultats obtenus dans laa votaa daa militants, par les troia motions soumiaaa au congrès, devalent être élus dimeneha. S'y ajouteront laa 102 premiers secrétaires fédé-raux qui, dans quelques jours, saront, pour le première foia aussi, ékia directament par las militants dans les départements. Autre nouveauté : ea conseil national aera impérativamant composé da 30 % da fammaa. Son installation officielle se fera le 4 novembre.

·m Le bureau exécutif. Le bureau exécutif, organa de décision du PS, as réunit cheque mercredi autour du premlar secrétaire. Il comprend vingt-sept mambres titulaires et treize suppléants. tous choisis au aein du consail national à la proportionnelle des motions. Les motions minoritaires y sont donc représentées.

. Le secrétarist national. C'est l'organe exécutif du perti. Ses membres sont désignés directe-ment per le premier secrétaire et appartiennent exclusivement à la majorité. Disparu depuis le 4 avril damlar avec le miea en place d'una direction proviecire, la accrétariat national réapparaîtra le 4 novembre prochain. Il était composé, superevent, de 13 membras, plus la porte-pa-rola et le premiar secrétaire. Il devrait être élargi à 25 membres, qui euront à se partager la res-ponsshilité de six nouvaeux départemanta : relatione exté-rieures, fédérations-formetion, communication, relations internationales, actinn économique-emploi-emreprisea, action eociele éducation-cadre de vie.

To hall a del 22 octobre, a été chaleureusement accueilli. Son appel à l'unité an women était en parfaite harmonie avec celui qu'avait lancé, auparavant. Michel Rocard. Le chef de l'Etat, qui devrait recevoir la semaine prochaine le nouveau premier secrétaire du PS, a corrigé au dernier moment son texte, remplacant «vous» par «nous» dans la phrase : « Que personne, demain, ne s'absente de l'œuvre qui nous attend is PARI SUR LE BALLADURISME.

and display

Les socialistes préparent déjà les futures «assises de la transformation sociale ». dont Lionel Jospin doit assurer la direction et Jeen-Christophe Cambadélis l'organisation. Ce dernier a passé en revue. devant les congressistes, les affiés potentiels du PS, en insistant sur les changements qui pourraient intervenir eu PCF et sur les chances de renaissance du syndicalisme grâce à l'action persévérante... du gouvernement

■ UNE CONSONNE QUI CHANGE

TOUT. Le message edressé par

François Mitterrand au congrès

Le message du président de la République

«Le secret des succès futurs est dans votre unité»

creent.

Voici le texte intégral du mes-sage de François Mitterrand oux constitue votre identité, assumez

« Chers amis, écrit le chef de l'Etat, je n'ai jamais manqué d'adresser un message d'amitié, de volonté et d'espoir aux socialistes reunis en congrès national. l'agistie même aujourd'hui et le fais de grand cœur, L'important pour moi n'est pas de sayoir qui vous choistrez pour assurer votre direction. De cela, vous êtes seuls juges, et je sou-haite pleine réussite à ceux que vous en chargerez. L'important est de vous savoir fidèles à nos engage-ments ou choix qui fut et demeure le nôtre depuis Epinay-sur-Seine, afin que le parti que nous avons construit demeure l'axe du rassemblement des forces populaires, des

forces de progrès. » Soyons siers de ce que nous avons accompli, ayons conscience de ce qui ne l'o pas été et travaillons pour corriger les erreurs et les insuffisances! Le changement est la loi de toute société. Procédez à cet examen sans crainte de déranger ou de CONTENTIEUX: deux

Andre 1770

4 - 127

conseillars généraux du Loiret sont sanctionnés per le Conseil d'Etat. - Le Conseil d'Etat e confirmé, mercredi 20 octobre, on jugement du trihunal admioistratif d'Orléans

du 30 décembre 1992 déclarant deux eooseillers généraux du Loiret démissionnaires d'office et inéligibles pour un su (le Monde du 7 janvier dernier). Il s'agit de Jacques Ferling, vice-président (UDF-PR) du conseil général, et Yven Sorgoiard (RPR). Réclus tous deux eu premier tour des électinos cantonsles de mars 1992, ils n'evsient pas déposé dans le délai imparti leurs comptes de campagne devant la commission nationale des comptes et des fmancements politiques. Leurs cantons respectifs seront pourvus lors des élections cantoneles

de mars 1994.

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIM-PLIFIÉE: adoption à l'unanimité eu Sénat. - Le Sénat a adopté en première lecture, et à l'unanimité, jeudi 21 octobre, après l'evoir modifié, le projet de loi eréant le société par actions simplifiée. Seuls les communistes se sont abstenus. Ce texte, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture le 11 juin dernier, crée une troisième forme de société par actions, à côté de la société anonyme et de la commandite par actions. Selon Pierre Mchaignerie, ministre de la justice, ce texte devrait permettre d'éviter que des entreprises n'installent leurs filiales ou holdings à l'étranger pour éviter les rigidi-tés du régime des sociétés ano-

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 22 octobre, les crédits du budget du ministère de la coopération, qui a'élève-ront, an 1994, à 7,77 milliards de france, soit une diminution de 3,7 % par rapport à 1993. Plusieurs députés ont protesté contre le manque de transparence des aides publiques aux pays en voie de développement.

Ouel est l'interlocuteur, au sein de l'exécutif, lorsque l'nn s'intéresse à la politique française de coopération? En achevant la discussion sur cette question, la quinzaine de députés qui assistaient, vendredi 22 octobre, au débat de routine auguel donne lieu l'adoption du budget de coopération, n'ont pas dérogé à la règle. «L'an

dernier, nous avions voté un amen-dement demandant que les parlementaires disposent, avant la discussion budgetaire, d'un tableau cussion ouagetaire, a un taoieta récapitulatif des aides publiques de l'Etat, a rappelé Serge Janquin (PS, Pas-do-Calais). Nous n'avons pas eu ce document.» Cet amendement avait été annulé, en effet, en deuxième lecture. Le rapporteur spécial de la commission des finances, Jean-Pierre Thomas (UDF, Vosges), l'a redéposé cette

La discussinn sur cet amendement, anecdotique en apparence, est en réalité symbolique du dysfonctionnement de la politique française de coopération : le budget du ministère concerné est de 7,7 milliards de francs, alors que l'aide publique au développement (APD) s'élève, annuellement, à 38 milliards de francs. «Le ministère

Un renversement de jurisprudence

Le Conseil d'Etat s'accorde le droit de contrôler les refus d'extradition

Le Conseil d'Etat a annulé, le 15 octobre, l'acte gouvernemental refusant à Hongkong l'extradition d'un Malaysian accusé d'un gigantesque détournement financiar. Ce faisant - et contrairement à sa jurisprudanea traditionnelle -, il a accapté de contrôlar ce qu'il considérait, jusqu'à maintenant, comma relevant des prérogatives diplomatiquas du gouvernement, seules les acceptations d'extradition pouvant être soumises a son contrôle. Il a aussi admis, pour la premièra fois, qu'un Etat étranger saisisse la justice administrative d'una décision ministérielle française.

Rais Saniman laissera son nom dans l'histoire juridique française. Le cas de ce Malaysien, habitant actuellement en France, poursuivi par la justice de Hongkong pour le détournement de plusieurs cen-taines de millions de dollars américains, a été, en effet, l'occasion d'un double renversement de jurisprudence du Conseil d'Etat.

Agissant au nom de cette colonie royale, le Royaume-Uni avait demandé l'extradition de M. Saniman. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait certes, en navembre 1987, donné un avis défavorable, ce qui lie le gouvernement, mais, saisie de nouveaux éléments, celle de Versailles avait donné son accord en octobre 1990, accord validé par la Cour de cassation le 12 mars 1991. Pourtant, par lettre du 20 mars 1992, le ministre des affaires étrangère alors Roland Dumas, a refusé l'extradition de M. Saniman, qui depuis juin 1990, n'est plus en prison. C'est cette décision qu'ont contestée le gouvernement britannique et celui de Hnng-kong devant le Conseil d'Etat.

«L'ordre pénal international »

La réponse à leur demande aurait pu être, brutalement et nt, «non», cela pour deux raisons. Jusqu'à maintenant, le Conseil d'Etat s'interdisait de contrôler les refus d'extradition, alors qu'il a le droit de censurer des décrets satisfaisant à une demande d'un gnuvernement étranger, puisqu'il y a risque de mise en cause de la liberté individuelle. Il s'agit du respect de la traditionnelle théorie des « actes de gouvernement», des actes qui doivent échapper à toute surveillance de la justice administrative. Dans ce genre de dossier, il était estimé qu'il ne fallait pas limiter la liberté des ministres d'user de ce qui était considéré comme un des instruments de leur action diplomatique,

Cette théorie a vu son champ, petit à petit, se restreindre. L'assemblée du contentieux, sous la présidence de Marceau Long, a accepté, le 15 octobre, de ne plus l'appliquer au refus d'extradition, suivant ainsi la suggestion de Christian Vigouroux, soo commis-saire du gouvernement (membre du conseil qui ne parte qu'en son nom propre). Celui-ci a surtout

de la nature de l'extraditinn dans les relations internationales.

De nombreuses conventions internationales comme, par exemple, celle qui lie les pays européens depuis 1957, montrent que l'extraditinn n'est plus tant considérée comme un acte de souveraineté que comme un acte de juridiction imposant la motivation des refus. C'est ce qui fait dire à M. Vigouroux que se construit progressive-ment « un ordre penal international», impliquant que «le droit de punir ne soit pas mis en échec à la frontière», puisqu'il s'agit de mettre en œuvre «l'entraide pénale, la butte contre la criminalité, le terrorisme et la grande délinquance ». Dans cette logique, le refus d'extrader doit être contrôlé, car il est une anomalie par rapport aux obligations contractées par la

Voilà pourquoi un premier «nnn», espéré par le gouvernement trançais, est devenu un «oni» à celui de Sa Très Gracieuse Majesté. Il y avait une deuxième raison pour que la réponse soit finalement négative. Jamais, jusqu'à maintenant, il n'avait été admis que, dans des dossiers de ce genre, un Etat étranger demande à la justice de trancher un différend avec le gouvernement français. Etait ainsi respectée ortre autre vieille théorie juridique de «l'immunité des Etats» pour leurs actes de souveraineté, théorie que formule la doctrine en écrivant : «Les tribunaux français n'ont pas à se faire le bras d'un souverain étranger.»

Cette règle a déjà commencé à être écornée, untamment quand l'Etat étranger ne fait que demander l'application du droit français. M. Vigouroux, suivi tà aussi par l'assemblée du Conseil d'Etat, souhaite qu'elle ne soit plus respectée quand il s'agit du contrôle de l'ac-ceptation ou du refus d'une extradition. Pour appuyer son raisonnement, il observe qu'il en va ainsi dans de nombreux pays étrangers, la France ayant elle-même usé de ce droit aux Etats-Unis. Si une telle évolution n'était pas acceptée, aucune instance judiciaire ne pourrait contrôler la justification d'un refus d'extradition, ce qui serait contraire à « l'ordre pénal interna-tional ». Ce second changement de jurisprudence est la conséquence

du premier. Ces deux obstacles levés, il ne restait plus au Conseil d'Etar qu'à constater que le gnuvernement français avait commis «une erreu de droit » en s'appuyant sur l'interdiction d'extrader émise par la chambre d'accusation de Paris pour refuser de suivre l'avis favorable de la chambre de Verseilles alors que celle-ci s'appuyait sur «des faits nouveaux». Le gouvernement britannique va donc pouvnir déposer une nouvelle demande, que Paris ne pourra pes rejeter pour les motifs que vient de censurer la juriction administrative. A supposer qu'il n'ait pas cessé de se soumettre au contrôle judiciaire qui lui avait été imposé, M. Saniman est, de nnnveau, mensoe d'extradition.

de la coopération a géré 14,7 % de l'aide publique en 1991, le reste se décomposant, pour l'essentiel, entre décomposant, pour l'essentiel, entre le Trésor (57, 1 %), le Quai d'Orsay (8,7 %), le ministère de l'éducation nationale (8,4 %) et le ministère de la recherche (7,7 %) », a indiqué Henry Jean-Baptiste (UDF, Mayotte) dans son avis an nom de la commission des affaires étran-

Les chiffres de 1991 sont les derniers qui aient été transmis aux élus, alors que le tablean récapitulant la part des différents minis-tères est indispensable à la compréhension du dossier. Se faisant sans l'avouer - l'invocat de la direction du Trésor, le ministre de la coopération, Michel Roussin, a néanmoins émis un avis défavorable à amendement en faveur d'une plus grande transparence, qui, la discipline de vote du RPR aidant, n'a pas été adopté. Les parlementaires en seront pour leurs frais : l'opacité restera de mise.

Une « étonnante complexité »

Comme chaque année, l'adop-tion de ce budget a donc donné matière à discussion sur la réforme de la politique française de déveoppement, a depuis trente ans préconisée», comme le rappelle un rapport du Commissariat du Plan rendu public jeudi (1). «Le dispo-sitif actuel, dans son étonnante complexité, reflète un fragile équilibre où chacun redoute de perdre au changements, souligne ce rapport, seinn lequel, « dans le consensus qui semble se dessiner, il revien-drait à une agence publique auto-nome de décider et de gérer les aldes au développement».

M. Roussin a rappelé qu'il n'est pas favorable à ce projet d'agence, véritable «serpent de mer», et a amunet la mise en place d'un groupe de travail sur la rationalisation des réseaux à l'étranger de

rendues à la fin de l'année. MARIE-PIERRE SUBTIL (1) Développement : de l'aide au parte-nariat ; Commissariat général do Plan, la Documentation française, 120 finnes. Forte augmentation des crédits

ses services et de ceux de la Caisse française de développement (CFD,

organisme de financement des

dons et prêts de l'Etat). Fant-il y

voir les prémices d'une nouvelle

répartition des tâches entre les deux administrations? «Il faudrait

que les dons qui relèvent de déci-

sions politiques soient gérés non pas par la CFD, qui est une ban-

que, mais par le ministère de la

coopération», a affirmé, au cours

d'une rencontre avec la presse, le

rapporteur, M. Thomas, se faisant

l'écho d'une préoccupation du cabinet du ministre.

son rapport écrit, que «les inflexions qu'entend imprimer le

gouvernement ne se sont pas encore entièrement traduites sur le plan

budgétaire», puisque le Fonds d'aide et de coopération, qui

représente le quart du buget du

ministère et qui permet de finan-cer des projets, subira, l'an pro-

chain, une diminution de 4,1 %. «Cette diminution intervient à un moment où la part des dépenses de

soutien financier garde sa préémi-nence au sein de l'APD», regrette

Plusieurs députés se sont alar-

més, aussi, de la diminution des crédits alinués aux organisations non gouvernementales (ONG), un

des chapitres faisant apparaître

une chute de 87 % de leur budget.

Ce à quoi le ministère rétorque

que les crédits en question ne cor-

respondent qu'au financement des

opérations de sensibilisation de l'npininn publique française.

M. Roussin o'en a pas moins annoncé qu'une réflexion est en

cours au sujet des ONG, réflection dont les conclusions devraient être

ran UDF.

M. Jean-Baptiste observe, dans

Les députés ont examiné, vendradi 22 octobre, les crédits destinés à l'aménagement du territoire, qui ne seront soumis au vote qu'après la discussion da ceux du ministère de l'Intérieur, prévue le 2 novembre. Les dépenses ordinaires et crédits de palement s'élèvent à 2,3 milliards de francs, soit une augmentation de 21,3 % par rapport au budget initial de 1993. Les movens de fonctionnement,

dotés da 104,3 millions de francs englobent une dotation exceptionnelle de 9,63 millions. au titre du « débat national » sur l'aménagement du territoire. Mettre les actes en accord avec

les discours : en faisant bénéficier l'aménagement du territoire de la plus forte augmentation de cré dits recensée dans le projet de budget, le gnuvernement entend manifester que ce dossier est bien une «priorité nationale», comme l'a répété Daniel Hoeffel, minis-tre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales. S'il en a convaincu sa majnrité, les socialistes et les communistes, en revanche, sont sceptiques. Pour Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), la politique ginbale du gnuvernement «accroissant les inégalités», celle spécifique de l'aménagement du territnire ne pent avoir d'sntre finalité que de « répartir la pénu-rie ». Quant à Jesn-Pierre Kucheida (PS, Pas-de-Calais), il juge ce budget « mystificateur et en trompe-l'eil » car il doute, par exemple, que la prime d'aménaement du territoire, en progression de 68 %, soit intégralement dépensée dans l'année à yeoir. Au passage, même si son collègue socialiste du Nord, Bernard Derosier, se félicite de « la bonne idee » d'un débat national. M. Kucheida regrette que, à cette occasion, les parlementaires ne soient pas coeviés, au niveau régional, à participer aux réu-

Pour satisfaite qu'elle soit, la THIERRY BRÉHIER | majorité a quelques soucis. Ainsi,

pour l'aménagement du territoire Jean-Jacques de Peretti (RPR, Dordogue), rapporteur de la commission des finances, a réclamé une simplification des procédures d'attribution des financements, nécessaire selon lui pour que « les acteurs du développement local [ne] passent [pas] plus de temps à rechercher les moyens de financement adaptés à un projet qu'à l'élaboration du projet lui-même». Comme Arsène Lux (app. RPR, Meuse), rapporteur pour avis de la commission de la productinn et des échanges, il a suggéré que le comité interministériel pour l'aménagement du ter-ritoire (CIAT) devienne une structure permanente, placée sous la responsabilité de la DATAR

territnire et à l'action régionale). Les services publics en zone rurale

(délégation à l'aménagement du

Préoccupatinn plus concrète, le maintien des services publics en zone rurale : en réponse à Pierre Hériaud (UDF, Loire-Atlantique) soucieux de vnir maintennes les lignes ferroviaires secondaires, M. Hoeffel a confirmé que la SNCF se duit de respecter le moratoire décidé par le gouvernement. De même, à ceux qui réclament la poursuite de la politique de délocalisation, il a pré-cisé que le deuxième train de décisions sera arrêté au début de 1994, mais avec une concertation au sein des services et entreprises concernés et avec les villes d'accueil, parmi lesquelles ne figureront pas seulement des métropoles régionales, mais, aussi, des

villes moyennes. Pour le gouvernement comme pour les parlementaires, le budget de 1994 n'est que l'indication d'une direction. « De l'audace! », ont réclamé plusieurs intervenants, dont Patrick Ollier (RPR, Hautes-Aipes). Ils en jugeront au rendez-vous du printemps prochain, quand il s'agira de discuter du projet de loi d'orientation des-tiné à dessiner «la France de

ANNE CHAUSSEBOURG

COMMUNICATION

Hostiles à un projet de loi sur la presse

Les journalistes égyptiens se mobilisent contre le gouvernement

La plupart des journalistes men » sont en effet des fonctionégyptiens sont actualiament ilisés pour s'opposer à un projet de loi qu'ils considérent comme a portant atteinte à la liberté de la presse». Près d'un millier de membres du Syndicat des journalistes, toutes tendances confondues, ont tenu une conférenca, marcredi 20 octobre, pour protester con-tre ce qu'ils estiment être cune tentative de mainmise gouverementale».

LE CAIRE de notre correspondant

Le projet de loi qui provoque la colère de la majorité des journalistes égyptiens a été dévoilé, le 5 septembre, dans les colonnes du quotidien d'opposition libé-rale Al Wafd. Ce texte prévoit notamment que l'accès à la profession, e'est-à-dire au Syndicat des journalistes, se fasse désor-mais à travers le erible d'une commissinn composée de quatre journalistes et - nouveauté - de deux professeurs de la faculté d'information. La loi prévoit égaement la division des jnurnalistes en trois catégories : « A », «B» et «C». Au bout de cinq ans, les «C» pourraient devenir des «B» à condition d'obtenir d'abord l'aval de leur rédacteur en chef. Ils devraient ensuite soumettre un dossier comprenant leurs écrits et leurs « recherches » à une commission composée, elle aussi, de journalistes et de profes-seurs. L'opération se répèterait au bout de six ans pour les journalistes aspirant à appartenir à la classe « A ». En cas de refus du dossier de promotion, le rédac-teur en chef pourrait transférer le journaliste à des tâches adminis-

Affaihlir les extrémistes

Les journalistes, et notamment les plus jennes, estiment que l'instauration d'un tel « ordre» aboutirait à les « réduire en esclavage » en donnant aux hiérarques des journaux une sorte de « droit de vie ou de mort » sur les rédacteurs. La majorité des quatre mille membres du Syndicat des journalistes travaillant pour les organes de la presse étatique, cela signifierait que l'avenir profes-sionnel de chacua d'eux dépendrait entièrement des autorités gonvernementales, qui disposoraient légalement du pouvoir de frapper d'ostracisme les journa-listes politiquement « indéstra-bles ». Mais cela permettrait aussi les ». au pouvoir exécutif de cootrôler la presse d'opposition. Les uni-versitaires qui scraient appelés à sièger aux commissions d' «exanaires d'Etat.

Les journalistes reprochent d'autre part au projet de loi d'ouvrir les portes de leur syndicat télévision ». Les médins audiovisuels constituant un monopole d'Etat, le gouvernement disposerait d'un point d'appui supplémentaire grace au millier d'employés de la radia et de la télévision qui représenteraient alors 20 % des membres du syndicat. Un des doyens de la presse égyptienne, Mnustaphn Amin, emprisonné sous Nasser et libéré par Sadate, s'est élevé, en particulier, contre l'un des articles du projet de loi qui veut interdire l'entrée du syndicat à ceux qui ont été condamnés pour « crime portant atteinte à l'honneur » même s'ils unt été blanchis par

Les re

OHL :

parties of the original

 $\frac{1}{2}B^{2}$. $\frac{1}{2}B^{2}$

्राह्म अर्थ कर विशेष्ट

* Lat. 1

GA CAC BAR

None of the last o

But the second of

Parameter as

garanni madre

The second second

garmania a e su 🐴

Barrie Britis Arma

But we want

9.5 かかい ター 19**86**

1572 1 1 2 2 1 2 5 3727

erri Bras

A 1997 (\$1)

- dring (fe

and the Colorest

Burney Bur

The term of the country

7 was 10 mg. 10 ags

Marie West

in the Gran

Trong to the same

The state of the state of the CI

Supplied of a boundaries of the

Stee Tours ... Const. deput

Sen tudindina con chita in ben

San Programme day and age

la dante i iani do

diente de la constant de la constant

State into the me familie

The street of the street of the

ed see The second Charles

and the beautiful white site.

the course of the same and the

dan he director corre

Marie 19

de filteren Bergeren de de Culture Schauer de Culture

ada mine de la contra de contra

animatic

A Company

All the state of t

Selection of the laws

And the second of the second o

Control of the state of the sta

Condition of the Land

Sold and the state of the state

Both the state of the state of

All the Commence of

. . .

· · · · :

-1

gertagen in Artist in the

 $(a^{\frac{1}{2}})^{\frac{1}{2}}(a^{\frac{1}{2}})^{\frac{1}{2}}(a^{\frac{1}{2}})^{\frac{1}{2}}(a^{\frac{1}{2}})$

t part rainer andat

With A

une seconde instance. Antre cause de mécontentement, la réduction des garanties syndicales en cas d'arrestation d'un journaliste accusé de « délit d'opinion ». Ce sujet est d'autant plus actuel que cinq journalistes ou éditorialistes du bi-hebdomadaire d'opposition islamiste «Al Chaab» ont été interpellés, il y a deux semaines, par le parquet supérieur de la sécurité de l'Etat à cause de leurs écrits jugés « favorables aux idées des extrémistes » musulmans.

Enfin, la colère des journalistes tient également au fait que le projet gouvernemental priverait leur syndicat de la source de financement que représente jus-qu'à présent le prélèvement d'une partie des recettes publicitaires.

Au terme de sa réunion du 20 octobre, le syndicat a diffusé un communiqué, signé par près du quart de ses membres, pour rejeter « totalement » ce projet et réclamer une plus grande liberté pour la presse, que ce soit au niveau de l'expression ou de la création de nouveaux journaux. Le gouvernement met en avant, pour sa part la accessité d'affai-blir la presse islamiste qui, depuis le début de la confrontation entre les forces de l'ordre et les extrémistes musulmans, il y a dix-huit mois, se mantre virulente à l'égard du régime de M. Moubarak. La chute des revenus du tourisme à la suite des attentats perpétrés par les intégristes, l'assassinat de près d'une centaine de policiers et de coptes. le ternissement de l'image du pouvoir présidentiel à l'étranger, tout cela est à l'origine de ce texte. Mais ses auteurs risquent d'avoir beaucoup de mal à le faire accepter par le Parlement. Une tentative similaire avait été faite sous Sadate, mais le gouvernement svait du faire marche

ALEXANDRE BUCCIANTI

sur un même réseau ». Pour M. Vallance, l'interdiction faite

actuellement à British Telecom et

à son concurrent Mercury de

transmettre des images télévisées

risque de handicaper cruellement

En demandant un assouplissement de la législation

British Telecom veut attaquer le marché de la télévision interactive Bell Atlantie et TCI font bis- vices téléphoniques et télévisuels

quer British Telecom. L'opérateur britannique, qui souhaite offrir des services vidéo à la demande via son réseau téléphanique en Grande-Bretagne, a décidé de mettre la pression sur l'OFTEL -l'organisme chargé de la tutelle du secteur nutre-Manche - ponr obtenir un assouplissement de la législation en sa faveur.

la BBC TV, jeudi 21 octobre, Ian Vallance, le patron de BT, citant en exemple le rapprochement projeté entre Bell Atlantic et TCI (le Monde du 15 octobre), a estimé « logique de transmettre les ser-

sous le titre « le Mexique pacifi-

les deux opérateurs. « Les pouvoirs publics ont pris la meilleure décision possible sur le moment. Aujourd'hui, tout cela doit être réétudié», a-t-il déclaré. Dans une interview diffusée par BT redoute avant tout de voir sa clientèle d'abonnés (20 114 000 lignes chez les particuliers) séduite par les câblo-opérateurs qui peuvent, depuis 1991, offrir des ser-

vices téléphoniques. PRIX DE JOURNALISME : le Mexique parus en français, en prix Plume d'argent décerné à anglais, en allemand, en espagnol Jean-Claude Buhrer. - Le prix ou en italien. Pluma de plata (Plume d'argent), décerné au meilleur reportage touristique sur le Mexique par le ministère du tourisme mexicain.

DÉCODEURS : Eurodec crée une filiale américaine. - Eurodec, la filiale industrielle de Canal Plus et vient d'être décerné, pour 1993, à de la Sagem qui produit des déconntre collaborateur Jean-Claude deurs de télévision, vient de créer Buhrer pour un article paru dans une filiale aux Etats-Unis, bantisée Divicom. Celle-ci doit développer « le Monde sans visa » du 19 juin un système encodeur-décodeur que ». Le prix Pluma de plata est pour la télévision numérique, basé accordé, depuis 1976, aux meilleurs sur la norme internationale comptes rendus de voyages au MPEG2,

Les régisseurs d'un journal électoral de M. Noir ont comparu devant la cour d'appel de Lyon

Quatre hommes d'affairea chargés de la régie publicitaire du périodique lyonnais J'habite ont comparu les 29 septembre et 22 octobre devant la quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon, présidée par Domi-nique Dulin, sur plainte de Michel Nolr, qui était, en 1984-1985, directeur de ce journal électoral, mais aussi adjoint au maire de Lyon et président départemental du RPR. M. Noir a estimé à l'automne de 1985, après une ennée d'epplieation du contrat de régle conclu avec l'Agence internationele de publications (AIDP), que les démarcheurs, Aymé Haddad, Sidney Lellouch, Léon Sillam et leur employeur. André Cohen, ont effectué des « manœuvres frauduleuses » et utilisé de faux accréditifs efin d'obtenir la confiance des annonceurs.

. . .

100

2012

de notre bureau régional

L'affaire n'aure pu être évoquée sur le fond que huit ans après les faits. La première instance, suivie de recours, n'a eu licu qu'en octohre 1992. Elle fut surtout consacrée à un débat de procédure, car la défense demandait l'annulation de l'instruction en estimant que la Cour de cassation aurait du être saisie dès lors que l'un des protagonistes de cette affaire, André Cohen, evait eité le nom d'élus comme ayant bénéficié de ses largesses. Il s'agissait de MM. Noir ct Jean-Pierre Pierre-Bloch; : 2: l'époque adjoint (UDF) au maire de Paria (1): Les retards se sont accumules ensuita et le dossier contient 'même une étonnante note manuscrite du magistrat insi« De mars 1987 (délivrance de In commission rogatoire) à septembre 1987 (ordonnance de soit communiqué), le parquet nous n demandé de surseoir à l'nudition de Jean-Pierre Pierre-Bloch par la police judiciaire (consigne de la Chancel-lerie). »

A propos d'André Cohen, la police et la justice suront donné d'abord l'impression de faire dili-gence: le 28 mars 1986, une information judiciaire était ouverte au cahinet du juge Jscques Chauvot. Ce magistrat était salsi douze jours après des élec-tions législatives qui evaient vu la victoire de la droite et devaient être suivies de la nomination de M. Noir au ministère du commerce extérieur. Le 10 avril, une inculpation était signifiée gérant d'AIDP, qui fut placé en détention provisoire pour près de deux mois. L'inspecteur de police judiciaire Guy Sens, chargé de l'enquête, e accumulé cent trentesept procès-verbaux, pour la plu-part à charge contre André Cohen. Selon son rapport de synthèse de septembre 1986, le montant des encaissements aurait atteint, à Paris et à Lyon, 5,166 millions de francs pour un total d'impayés de l'ordre de 1,07 million de francs.

> Onze fidèles « cotisantes »

Durant la première partie de l'audience, le 29 septembre, le cour d'appel n'evait eu le temps d'entendre qu'un seul des cinq evocats de la défense et, après huit heures de débats, elle s'était prononcée par un «renvol en continuation. La se trouve qu'avant la seconde partie de l'audience le parquet de Lyon e rendue publique beilMonde du 15 octobre) l'ouverture d'une informetion judiciaire visant les tructeur, datée du 14 août 1992 : comptes bancaires de Michel Noir et de l'association J'hehite, pour des faits constatés entre 1987 et 1993. Cette information s'ouvre contre X..., sous les chefs d'abus de confiance, d'escroquerie, de recel et de complicité de ces

Selon la défense, onze des entreprises ayant «cotisé» pour le Thabite des années 1984-1985 figurent à nouveau sur la liste de vingt-trois raisons sociales, récemment adressée par le juge d'ins-truction lyonnais Philippe Cour-roye, au parquet de sa ville, dans l'instruction de l'affaire Noir-Botton. Durant ce laps de temps, les onze «cotisantes» apparues auparavant dans les registres d'AIDP ont encore versé une ohole de 1,7 million de francs, deux fois plus qu'elles n'accordèrent en per-aonnel eommercial d'André Cohen. Or, d'entrée de jeu, les avocats d'André Cohen avaient demandé en vain à la cour d'appel d'ordonner un supplement d'information sur les comptes de J'hobite, pour la période 1984-1985,

Les conseils de MM. Cohen. Haddad, Sillam et Lellouch ont d'abord sollicité l'application de la convention des droits de l'homme sur le « délai raisonnable » du prononcé des décisions de justice. Par surcroît, ils reven-diquent le bénéfice des lois d'am-nistie de 1988 et 1990 sur les délits commis pour le finance-ment des campagnes électorales et de l'activité régulière des partis politiques. Durant la seconde partie de l'audience, l'un d'entre eux est allé jnsqu'à réclamer « une relaxe pure et simple, l'enquête de l'Inspecteur Sens oyant été parti sone et sommaire ». En effet, le dossier contenait, des le début, le contrat de régie signé par M. Noir, prévoyant que les démarcheurs pourraient utiliser des accréditifs et encaisser les chèques eu nom de J'habite, afin de

simplifier les choses. Il a abondamment cité une lettre du 12 mars 1985 dans laquelle le futur maire de Lyon demandait à connaître, chaque sin de semaine, les personnes ou entre-prises ayant donné leur accord de publicue et les différents montants, aident et que vous approchez en

Quatre ans avant d'entrer en vainqueur à l'hôtel de ville, M. Noir a-t-il été victime d'une bande d'aigrefins ou les prévenus pouvaient-ils se prévaloir d'une forme de consentement? Mª Alain Jakubowicz, avocat de M. Noir et, par ailleurs, adjoint au maire de Lyon, chargé dn respect des droits, a admis « une faiblesse au niveau de l'instruction » mais soutenu que le premier magistrat de Lyon a vu donner de lui-même «une image intolérable», justifiant une constitution de partic civile et une demande de dommages et intérêts.

Bien que son mandataire, Jean de Chaignon, à l'époque trésorier de la fédération du Rhône du RPR, ait reconnu avoir touche 200 000 francs en espéces, M. Noir a demandé réparation. Aucune des entreprises sollicitées par les démarcheurs d'AIDP n'a finalement jugé utile d'invoquer un préjudice. L'avocat général Didier Boccon-Gihod a requis, contre André Cohen et ses comparses, des peines de dix-huit mois à quatre années d'emprisonnement avec sursis et des peines d'amende edaptées à leur niveau actuel de revenus.

Arrêt le 15 décembre.

GEBARD BUETAS

.(1) Cchil-ci a bénéficié d'une amnistie. Le 20 juin 1990, il avait reconnu comme « vaisemblable» qu'il-ait bénéficié, de la-pert d'AIDP, du versement de 2,7 mil-lions de francs pour le financement de la

L'affaire Noir-Botton

Une lettre du maire de Lyon

Nous avons reçu de Michel Noir une lettre qu'il nous demonde ed'insérer à la suite de vos deux articles des 17 et 18 octobre qui me mettent on eause d'une menière inaeceptable puisque votre journal va même jusqu'à titrer vendredi : « Michel Noir poursuivi pour abus de confiance et escroquerie», ce qui, vous le savez hien, est inexact, une information étant simplement ouverte contre X....

De quoi s'agit-il?

1) Rappelons simplement ici le combat ouvert que mêne, depuis qu'il est poursuivi, Pierre Botton à mon encontre, sans qu'il soit nécessaire d'insister davantage. Il y a quatre ans et demi que

j'ai rompu avec cet homme qui, après être entré dans ma famille, avoir épousé ma fille et nous evoir couverts de cadeeux, est apparu comme un homme indéficat et s'est déclaré mon ennemi. Après s'être présenté sans suc-

cès aux élections à Lyon en 1991 sous l'égide du RPR, il a tenté de sc reccrocher à moi en faisant valoir que les prélèvements commis dans les comptes de aes sociétés l'sureient en partic été dans l'intérêt personnel et du financement des activités politiques du maire de Lyon, à seule fin de bénéficier d'une amnistie.

J'si done été mis en exsmen pour recel d'abus de hiens sociaux sur le soupeon, ainsi eréé, d'avoir bénéficié en connaissance de cause des lar-

gesses de ce gendre. L'instruction étant terminée,

demande de non-lieu. 2) Cette sffaire doit done s'éteindre pour cc qui me concerne, meis elle rehondit. Pourquoi?

La nouvelle poursuite qui vise mes comptes personnels, ceux de mes campagnes et de mes ectivités politiques, est largement ins-pirée par les déclarations hostiles

et accusatrices de Pierre Botton la décision politique de donner sceaux hien imprudent, que je lors de l'instruction de son des instructions écrites en paraffaire.

Suivant en cela les pratiques fréquentes de nombre de ses collegues, le juge d'instruction, en dehors du cadre de travail qui lui était fixé par le parquet notam-ment au regard de la prescription, s'est empressé de faire, à l'occasion de l'affaire Botton, un audit de ma situation personnelle ct du financement de mes campagnes électorales et de mes activités politiques. Il s'est ensuite tourne vers le parquet en proposant de poursuivre ses investigations sur tous mes comptes d'associations, de permanence et de campagnes électorales qu'il a sai-

3) J'ai, au terme de trois notes qui sont à votre disposition, répondu à tontes les interroga-tions du parquet voici plus de trois mois. Pour mes activités politiques, j'ai fait comme tout le monde avant 1990, et je me suis plié à la nouvelle loi comme presque tout le monde après 1990 tout en épongeant notamment les vieilles factures de la campagne RPR de 1986.

Pour mes comptes vraiment personnels, il n'y a pes non plus de mystère. Les resaonrees de mon ménege sont connnes: indemnités de parlementaire et d'élu avec leurs exonérations fiscales, droits d'auteur, petit béritage de mon épouse.

Le parquet avait trois possibilités : classer sans suite, ce qui était le plus normal; ouvrir une mcs avocats déposent cette enquête préliminaire pour vérisemainc ekcz le juge une fier mes explications, ce qui était compréhensible hien qu'inutile car la vérification était plus d'ordre juridique que comptable s'agissant de l'execte application de la loi de 1990.

Au bout de quatre mois de réflexion et deux erticles du Canard enchaîné devenu le 5) Que l'on sache que je suis deuxième Journal officiel de la prêt pour l'éprenve et aussi République, le chancellerie a pris

quet de Lyon (de ce fait ohligé d'obéir) pour ouvrir une information contre X ... pour escroqueric, abus de confiance, recel, compli-

4) Mes avocats so sont demandé ce que pouvaient recouvrir cea qualificationa humiliantes et qui n'ont rien à voir avec la simple analyse factuelle de la situation.

Pourquoi diable escroquerie et abas de confiance?

Ma campagne et mes activités politiques avant 1990 avaient été financées au moyen d'associa-tions récoltant des fonds et les dispensant comme J'nime Lyon et le journal J'habite Lyon. J'aurais ainsi escroqué les Lyonnais en utilisant leurs dons pour des dépenses politiques alors qu'ils croyaient sans doute que c'était pour décorer les balcons et fleurir les jardins | Paurais commis des abus de confiance parce que j'snrais payé sur ces fonds des affiches, des transports, des locaux, des salles, des secrétaires pour mon activité politique an lieu de... au licu de quoi?

La décieion du garde des sceanx qui me concerne risque de mettre dans l'embarras nombre de ses collègues et lui-même. Si l'on vent criminaliser toute la période antérieure à la nouvelle loi définissant le financement des activités politiques, qu'on ne compte pas sur moi pour accep-ter paisiblement de jouer le bouc émissaire. Si vraiment la Répnhlique n'a pas d'autres chats à fouctter, proposona le mise en examen de toute la classe politique en se moquant de la pres-cription et de l'amnistie. Il y aura toujours de quoi faire un specta-cle médiatico-judiciaire. Ça manquait, il est vrai, pour la qualité de notre démocratie!

devant les manquements d'nn procureur proche du RPR aujourd'hui tout juste sanctionné par une mutation d'office.

Si être homme politique aujourd'hui consiste à se battre sur le terrain politique, médiati-que mais aussi judiciaire, il feut en prendre son parti. J'ai pris le mien. Que chacun le sache.»

| M. Noir fait référence à deux arti-cles des 17 et 18 octobre, il veut saus doute parier des articles des 15 et 16 octobre. An demeurant, l'essentiel de 16 octobre. An demeurant, l'essentiel de sa lettre est sans rapport avec le coutenu, parement informatif, de ces deux articles. Dans son point 1, M. Noir se présente comme la victime d'un l'erre Botton machiavélique, asant et abusant de sa situation de gendre. Celui-ci soutient une thèse à peu près opposée. La justice tranchera entre ent. Sant erreur d'interprétation des textes, il ne suffit pas de faire déposer par ses avocats une demande de non-lieu pour l'obtenir, et rien ne germet aujourd'hai au maire de Lyon d'affirmer que « cette affaire doit donc s'étaindre pour ce qui (le) concerne a.

Duns les noints 2, 3, 4 et 5 de sa

Dans les points 2, 3, 4 et 5 de sa lettre, M. Noir reprend, en l'affinant, l'argumentation qu'il a développée le 18 octobre dévant le conseil municipal de Lyon et qui s'apparente – bien qu'il ne se considère pas visé par l'informa-tion contre X... – à une plaidoirle anti-

DIFFAMATION : Paul Wnishuoh porte plainte contra Michel Noir. - Accompagné do son avocat, Me Gilbert Collard, Paul Weisbuch, ancien procureur edjoint de Lyon, a déposé plainte pour diffamation contre Michel Noir. vendredi 22 octobre, anprès du doyen des juges d'ins-truction de Lyon. Me Collard accuse Michel Noir d'avoir tenu des propos «inacceptables» en accusant Paul Weisbuch, qui avait suivi le dossier de Michel Noir à ses déhuts en tant que responsable du service financier da parquet de Lyon, de « forfaiture» (le Monde du 22 octobre).

Onze personnes mises en examen à la suite de l'accident de 1992 à Séville

L'« Otello » tragique de l'Opéra Bastille

l'Opéra de Peris, Georges-François Hirsch, ancien administrateur général, et Philippe Bélaval, ancien directeur général, ont été mis en examen pour l'sceident survenu à l'Exposition universelle de Séville lors d'une répétition d'Otello (le Monde du 18 juillet 1992). Des éléments du décor s'étaient écroulés, provoquant la mort d'une choriste et blessant une quarantaine d'autres membres du chœur. Sont également mis en examen Jean-Michel Dubois, alors directeur technique, et son edjoint Rémi Jullien, Loïc Durand, chef du bureau d'études de la Bastille. Petrika lonesko, concepteur du décor et metteur en scène du epectaele, ainsi que quetre responsables de Menudécor, l'entreprise constructrice des

dispositifs scénographiques. Le 16 juillet 1992, au Théâtre de la Maestranza de Séville, les chonstes de l'Opére de Paris faisaient leur entrée au sommet du décor du premier ecte de l'Otello de Verdi, production que la Bastille evait choisi de présenter à l'Exposition universelle. La plate-forme sur laquelle se tenaient massés lee quatre-vingts chanteurs s'écroule eu coure de cette répétition. Une ertiste des chœurs fut tuée dans l'eccident, près de vingt chenteurs grevement hlessés, d'autres sérieusement traumatisés. Une information judiciaire fut immédiatement ordonnée en Espegne, Puls, l'affaire ne concernent que des ressortissants français, le dossier atterrit sur le bureau du juge Maman, au tribunel de Paris. Celul-ci confia l'enquête aux officiers de police de la sous-direction des affaires économiques et finencières (chargée des accidents du travailement de s'en

Menée en étroite collabora-tion avec les inspecteurs espagnols, l'instruction est errivée à son terme. Elle a shouti à le mise en examen de onze personnes, dont le président de l'Opéra, Pierre Bergé, plusieurs de ses enciens collaborateurs directs (qui, entre-temps, ont démissionné), Petrika lonesko, metteur en scène et auteur du décor d'Otello, et quatre din-geants de Manudécor, l'entreprise chargée de le construction des éléments de le scénogre-

Le nombre des personnes mises en examen montre le perplexité de la justice devant une affeire fort embrouillée et dont chacun, faute de preuves matérielles décisives, se renvoie le responaebilité. Dès le le responsebilite. Les le 22 mars demier, le nouveau directeur générel de l'Opére, Jean-Pnul Cluzel, essieté de l'invocat de la Bastille, M- Sutra,

Pierre Bergé, président de avait convoqué la presse pour signaler le rôle joué, à ses yeux, dans l'accident, per les techni-ciens de Manudécor, emreprise chargée, eprès un appel d'of-fres, de la construction du décor d'Otello. Lorsqu'il e'était agi d'implanter ce décor sur la scène de la Maestranze, les ingénieure de cette entreprise s'étalent déplacés, en compa gnie de l'équipe techniqus de l'Opère. C'est elors que furent prises des déciaions dont le conséquences ellaient être tragi-

« Une accumulation de négligences »

Lors des représentatione de le Bastille, les choristes eccédaient nux superstructures du décor par un esceller. Sur la scàne de le Maestranza, plus étroite, ils durent prendre leur place en montent une simple échelle. L'arrivée des femmes et des hommes ne se falsait donc olus au même endroit. On coupa les colonnes qui gênaient leur entrée. Et il aemble que personne ne se soit demandé si la plate-forme sur laquelle quatre-vingts personnes allaient se retrouver massées pourrait supporter un tel poids (le norme pour un plancher de cette neture eet de supporter 300 kilos au mètre carré),

D'autres anomalies ont été relevées, comme le fait que les poutrelles métalliques entrecroisées sur lesquelles les choristes sont tombés étalent vissées avec des boulons de tailles différentes. Enfin, on ignore qui e pris la reeponsabilité d'ennuler le répétition d'Otello prévue à Pens avent celle de Séville et destinée à tester, entre autres, les modifications epportées au dispositif scénique.

L'evocate de trente des victimes et du comité d'entreprise de l'Opéra de Paris, Mª Trusseut, parle d'une «accumulation de negligences» et d'un « dysfonctionnement absolu de communication entre les rouages de l'Opéra et l'entreprise de construction ». L'expert nommé Dour évaluer les données t**echniques du dossier est l'**ui de ceux qui furent chargés d'étudier les causes de la catas trophe du stade de Furiani (à la suite de l'effondrement d'une trihune provisoire, 15 personnes avaient trouvé la mort, 1 650 avaient été hiessées, le 5 mai 1992), Y eut-il à Séville négligence, « cafouillage » administratif ou non-respect des règlements? Les peinss encou-rues pour homicide et blessures involontaires, selon l'article 319 du code pénal, vont de trois mois à deux ens de prison et de 1000 F à 30000 F d'emende.

ANNE REY Lire également page 5 «Loin des capitales» ; Séville, un an après l'Expo.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Trois morts dans un accident d'autocar l'abandon de l'accélérateur en Haute-Savoie

Trois personnes ont été tuées et trente-trois blessées, vendredi 22 octobre, dans l'accident d'un autocar affrété par le SNCF qui reliait les gares de Bellegarde (Ain) et d'Annemasse (Haute-Savoie). Le car, qui transportait cinquante-trois personnea, s'est couché aur le bas-côté à la suite d'une violente bourrasque de vent alors qu'il circulait au l'autoronte à 40. culait sur l'autoroute A 40.

Par ellieurs, Jacques Ven Eetvelde, l'ancien directeur général de l'entreprise Van Eetvelde de l'entreprise Van Eetvelde de l'annes (Loiret), dont l'un dea camions était impliqué dans l'eccident de l'eutoroute A 6, le 2B août, e été mis en examen, vendredi 22 octobre, pour homicides et blessures involontaires et écroué. Mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commarce

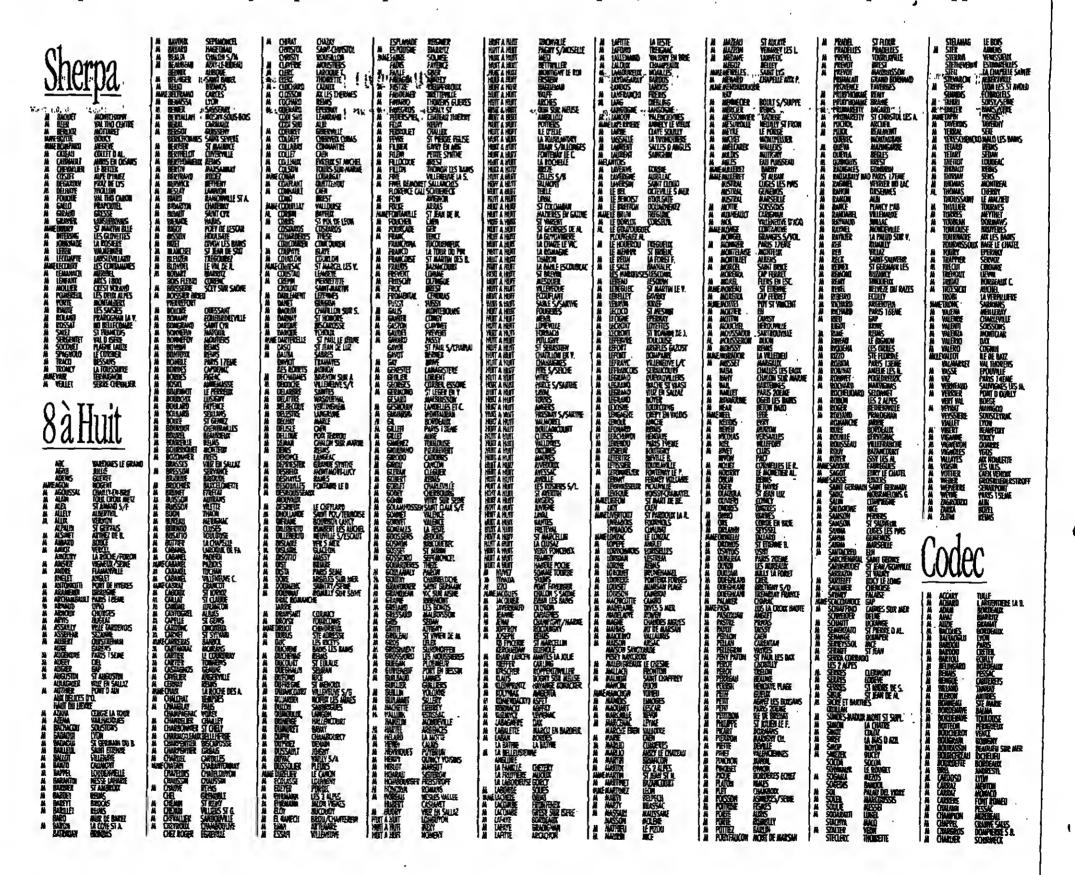
SCIENCES

Le CERN déplore de particules américain

En refusant pour la trolsième fois, mardi 19 octobre, de voter les crédits annuels nécessaires à la construction, dans le Texas, de l'accélérateur de particules géant SSC (le Monde du 21 octobre), la Chambre des représentants améri-caine pourrait bien, cette fois, avoir signé la mort de ce gigantesque projet, dont le coût total est estimé à 10 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs). Selon le Financial Times (daté du vendrodi 22 vendredi 22 octobre), les discussions au sein du Sénet - nvec lequel la Chambre, par 282 voix contre 143, e demandé de nouvelles négociations, - e'amorcent déjà pour «évaluer combien écroué. Mise en liquidation judi-ciaire par le tribunal de commerce de Montargis (Loiret) au début du mois d'octobre, l'entreprise avait été sanctionnés administrativement par la préfecture du Loiret le 10 septembre «en raison de man-quements graves liés à la régle-mentation des transports», cette entreprise ayant «contravenu pen-dant plusieurs années, de façon répétitive et persistante, au code du travail». coûtera l'abandon définitif du proénergies ».

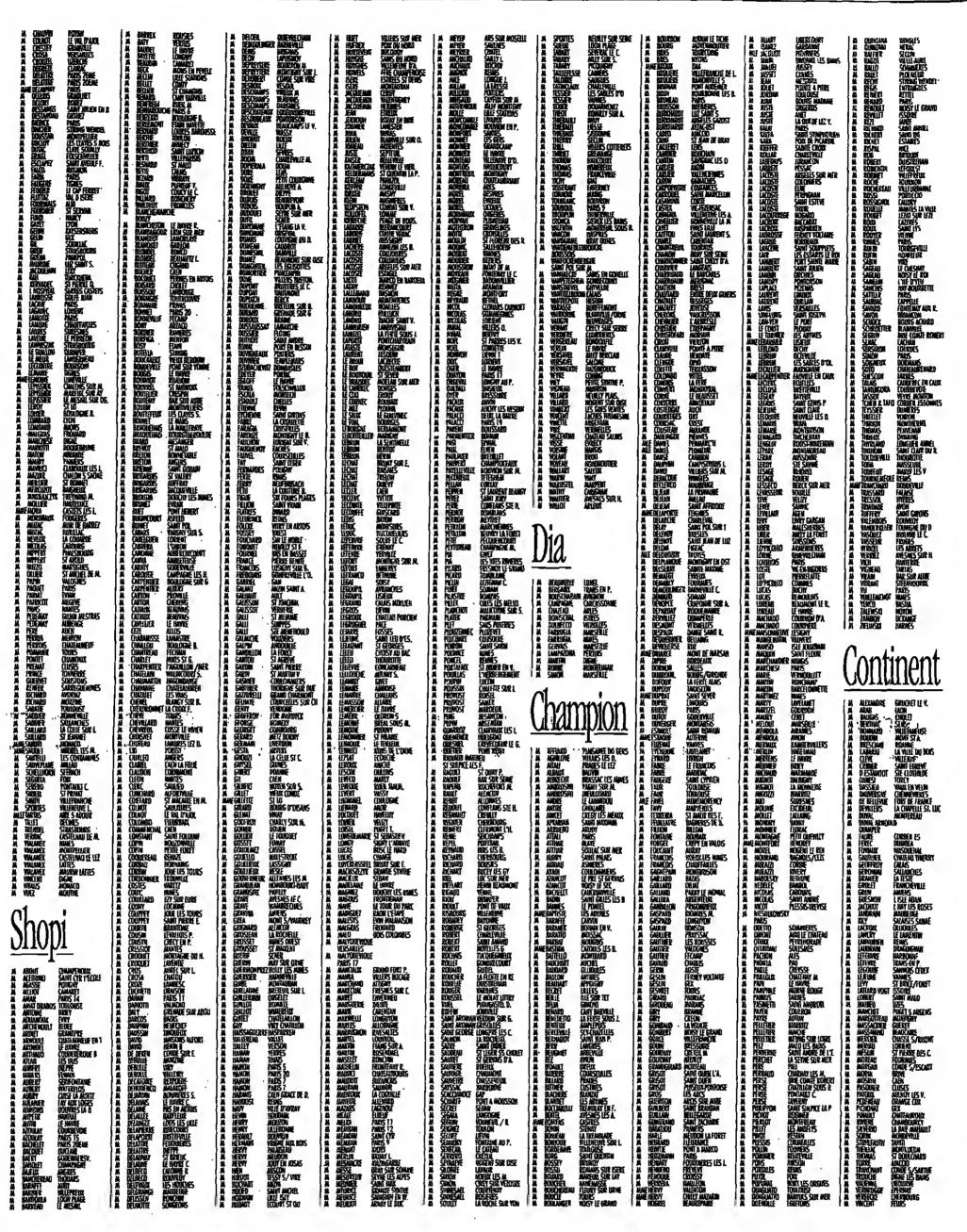
2492 raisons de croire qu'un commerce c'est d'abord une aventure humaine.

Voici dans toute la France les 2492 femmes et hommes qui exploitent les magasins aux enseignes du groupe Promodès. Chacun a sa fibre du commerce. Alors ne parlons plus de petit ou grand commerce, mais plutôt du "Commerce" dans lequel tous les commerçants peuvent exprimer leur sens de l'entreprise, avec toutes les différences que cela suppose.



Shopi

ه كذامن الأُصل



Le groupe Promodès lutte contre le risque de déshumanisation du commerce. En créant des enseignes variées, spécifiques, le groupe Promodès encourage les "commerçants", tous les "commerçants".

Sherpa, Ami, 8 à huit, Codec, Shopi, Dia, Champion, Continent sont les enseignes du groupe Promodès.

groupe Promodès

Des hommes, des différences, des commerces.

Baptisé IT15, ce gènc possède la particularité de renfermer une mutation génétique très spécifique qui rend aisée la pratique d'une PCR. Cette mutation, qui se retrouve chez tous les malades étudiés, permet de prédire, lorsqu'elle est retrouvée chez une persunne en apparence saine lieux de chorée, la survenue à plus ou moins long terme de la maladie. Chez les malades symptomatiques, l'identification de ce gène a moins d'utilité, permettant néanmoins d'affirmer le diagnoslic dans les cas difficiles.

L'existence d'un tel marqueur direct permettant de prédire à coup sur la survenue de la maladic a incité de nombreuses personnes à risques - on estime qu'il y e actuellement en France entre 3 000 et 4 000 personnes atteintes de chorée et plus de 10 000 personnes à risques - à vouloir subir ce test de manière à être informées de leur état généti-que. A cette fin, il existe depuis un an à l'bôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, un centre de consultation spécialisé dans la chorée de Huntington nú travaille une équipe pluridisciplinaire comprenant un généticien (le professeur Josué Fcingold, directeur de l'unité d'épidémiologie génétique de l'INSERM), un neurologue, une psychologue et une assistante sociale.

«Avont tout, explique le docteur Alexis Brice (qui fait partic de ce centre et qui appartient à l'unité de physiopathologie des maladies du système nerveux de l'INSERM), nous cherchons à éviter de révéler un diagnostic à quelqu'un qui n'est pas réellement convaincu de vouloir le connaître. Il est capitol de ne jamais forcer le candidat, de lui assurer lo plus grande autonomie par rapport à so volonté de connaître le diagnostic. Les gens qui ne veulent pas réellement savoir n'ont pas à savair. * Pour ce faire, plusieurs entretiens précèdent la pratique du test. « Au terme de ces dix a quinze heures de discussions, lo plupart des personnes qui, ou départ, souhaitaient avoir un diognostic, renoncent », poursuit le docteur Brice. En général, explique-t-il, ils sont avant tout motivés par la volonté de savoir, de « lever l'incertitude qui pèse sur leur ovenir ». Les plus jeunes cherchent aussi souvent à savoir s'ils sont ou non porteurs du gène avant de décider d'avoir un enfant (un enfant sur deux sera à son tour porteur du gène si l'un des parents est atteint).

L'expérience de l'équipe de la Pitié, ajoutée à celle des autres équipes comparables dens le monde, montre que, lorsque cet environnement médico-psychologique est correctement assuré, le retentissement psychologique provoqué par l'annonce du diagnostic est relativement bien supporté par la personne qui vient

de subir le test. Aucune augmentation du nombre de suicides n'a en particulier pu être observée.

Un des problèmes rencontrés par le centre de la Salpêtrière est que, parce qu'il est le seul de ce type existant en France, il est totalement débordé. Un groupe de travail créé récemment à la direction générale de la santé devrait prochainement mettre en place quelques autres centres analogues de manière à permettre à chaque personne qui le sou-haire d'aller consulter et, évenluellement, de subir le lest pré-

La mise au point, pour d'autres meladies, de tests prédictifs sem-blables à celui de la chorée de Huntington va très vite poser d'importants problèmes.

En pratique, il faut bien dis-

nic, psychose maniaco-dépressive, maledie d'Alzheimer), des cancers, des maladies cardio-vasculaires, des maladies euto-immunes. Pour certaines de ces affections, la positivité d'un test pourra permettre à celui ou celle qui est porteur du gène de susceptibilité (par exemple un oncogène prédisposant an cancer bronchique) de mettre en œuvre, dûment informé de l'existence d'un risque accru, une stratégie préventive (dans cet exemple, un arrêt de la consommetion de Concernant la pratique des

tests prédictifs, le Comité national d'éthique avait, en juin 1991, rendu un avis sur « l'application des tests génétiques aux études individuelles, études familiales et études de population ». Dans cet avis, le comité consultatif d'éthique insistait sur trois points essenticls, relatifs ou respect de l'autonomie, au droit de savoir et au respect de la confidentialité et



tinguer les tests prédictifs de certitude des tests prédictifs de sus-ceptibilité. En d'autres termes, la situation ne sera pas la même selon que le test permet de détecter la présence d'un gène qui provoquera à coup sûr l'apparition d'une maladie ou qu'il indique la présence d'un gène simplement associé à une maladie, incapable à loi seul d'en induire l'apparition mais, en revanche, indiquant une angmentation du risque de survenue de cette maladie.

On peut donc distinguer deux types d'affections : d'une part, les maladies dont le mode de transmission génétique est connu (myopathic de Duchenne, mucoviscidose, chorée de Huntington); d'autre part, les maladies multi-factorielles, non monogéniques, pour lesquelles ont été mis en évidence des gènes de susceptibilité permettant de déterminer un risone accru d'être atteint C'est le cas en particulier des maladies neuro-nsychiatriques (schizophréde la vie privée (lire l'encadré ci-contre).

_ w Même S'il. est. plus que jamais d'actualité, il ne s'ogit que d'un avis, émanant d'un comité consultatif, précise le professeur André Boué, membre du comité d'éthique et directeur de l'unité de génétique et de pathologie fœtale de l'INSERM. Le drame serait qu'un jour de tels tests se vendent au coin d'une rue ou soient utilisés à d'autres fins que person-nelles, par exemple lors de lo souscription d'une assurance ou à l'embauche. Les conséquences sociales seraient catastrophiques. Actuellement, notre société me semble insuffisamment armée pour prévenir un tel risque. »

Alexis Srice est du même avis : « C'est oujourd'hui au législaieur de faire en sarte que pareille dérive ne puisse se produire. Il serait catastraphique qu'un jaur les compagnies d'assurance ou les emplayeurs puissent avoir accès à ce type de données. Il n'y a qu'un texte de lai qui puisse garantir que ce type de tests ne sero jamais pratique sans le consentement éclairé des individus.»

De tels garde-fous concernant la médecine prédictive et la prati-que de ces tests figurent dans les projets de loi snr la hioéthique que le Parlement devrait discuter avant la fin de l'année.

FRANCK NOUCHI

grenoblois en est à son 53° jour de grève de la faim

Contraint de déposer son bilan

Un chef d'entreprise

GRENOBLE

de notre corresponden Depuis le 30 août, un chef d'entreprise grenoblois campe dans sa voiture devant l'église Saint-Victor, à Meylan (Isère), et refuse de s'ali-menter. Laury Cordaro, trente-trois ans, qui dirigeait l'entreprise Marketing Presse Conseil (MPC), spécialisée dans la communication politique, estime evoir été victimo d'une « manipulation » orchestrée par l'entourage du maire de Mey-lan, le sénateur Gny Cabanel (UDF), qui l'a contraint à déposer son bilan. Au mois de mai, M. Cordaro a déposé plainte con-tre X... pour escroquerie. Le par-quet de Grenoble confirme qu'une enquête est en cours pour connaître les conditions qui ont présidé à la passation d'un marché public portant sur la réalisation du

journal municipal Meylan Grési-

vaudan Actualités, d'un montant

de 700 000 francs par an. M. Cordaro, qui fot membre du Parti républicain jusqu'su début des années 90, affirme que des assurances lui furent données par le directeur du cabinet du maire de cette ville pour l'attribution du marché qu'il convoitait. En échange, le dirigeant de Marketing Presse Conseil acceptait, su mois de juillet 1991, de faire entrer dans sa société, en tant que VRP, une jeune femme que la fédération départementale du PR souhaitait lancer dans le combat politique local, «Elle avait besoin d'un curriculum vitae. Son diplôme d'hôtesse abtenu dans un établissement de Lausanne n'était pas convenable. J'ai accepté de créer cet emploi fic-tif», explique M. Cordaro,

«Ils ont abusé de ma confiance»

Candidate aux élections cantonales et régionales de 1992, puis aux législatives de mars 1993, Les-lic Challer put se prévaloir dans ses bulletins électoraux, notamment lors de ce dernier scrutin, du titre de «cadre commercial dans une agence de conseil en communication » alors qu'elle avait été licenciée quelques semaines plus tôt, son employeur n'ayant pas été aux amis de la jeune candidate pendant deux ans. En effet, eu mois de décembre 1992, le marché qu'il convoitait fut attribué à une autre entreprise. «Ils ont abusé de ma confiance et leur manipulation m'o fait couler», accuse le chef d'entreprise grenoblois.

« Chez moi, on n'abtient rien avec une carte politique», clame de son côté le maire de Meylan, qui refuse, plus de cinquante jours après le déhut de la grève de la faim de M. Cordaro, de le rencontrer pour s'expliquer. Dans son entourage, on dénonce le «chantage au scandale» et l'on affirme que le PDG de Marketing Presse Conscil « est tellement acculé qu'il essaie de transformer en affaire politique un conflit entre patron et

Au début du mois d'octobre Leslie Chalier a obtenu du tribunal des prud'hommes de Grenoble un premier jugement en sa faveur pour non-versement de ses mois de préavis à la suite de son licennent économique.

CLAUDE FRANCILLON

SPORTS

FOOTBALL: les qualifications pour la Coupe du monde

La ruine des espoirs iraniens L'irak s battu l'iran, 2-1, venavait suscité un engauement sane précédent dens tnut le

dredi 22 octobre à Doha (Ostar), dans le tournoi final des éliminatoires asiatiques pour la Coupe du monde 1994, qui rassemble, outre ces deux paye, l'Arabie saoudite, la Corée du Nord, la Corée du Sud et le Japon. Ce deuxième match depuis le fin de la guerre de huit ans entre les deux pays a été marqué par une expulsion dans chaque camp, du falt de la eévérité de l'arbitre plue que de tensions sur le ter-

Cette défaite sonne le glea des espérances du régime de Téhéran de voir le drapeau iranien flutter chez l'cennemia américain. La première participation de l'équipe ranlenne à ce niveau de compétition depuis la

Mecque en cas da victoire sur l'Irak, et un religieux aveit été dépêché au Catar afin d'« accroître le mural » de l'équipe. Selon la prasse, près de 1 milliard de riale jenviron 3,7 millions de francs) ont été dépensés pour la préparation dee jaueurs. L'Irak, dont le régime e également fait de la participation à la Coupa du monde un anjeu national, consarve an revenche ees chances de qualification, ei l'équipe ne perd pas, dimanche 24 octobre, dane un match à hauts risques contre l'Arabie révolution ielamique de 1979 saoudite. - (Reuter, AFP.)

pays. Les joueurs s'étaient vu

promettre un palarinaga à La

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6155 HORIZONTALEMENT

I. Capables de noue saisir et de noue retoumer. - II. Siège à la turque. Feire des « hi » et des « ho ». – III. Repaire d'une hydre. Qui e été rattrapée, N'est pas ravigable. – IV. Donne plus d'éclet à la rose. Comme dee

ment de projection. Qu'on trouvere à l'intérieur. Ne menquent pse de fermeté. - VI. Capitale dans une fla. Un métel caesant. Quand elle est grande, on eort. -VII. Cunvenu. En France. Lavande. -VIII. Branché. Condé y fut vsinqueur. Posseseif. Fond de bouteille. Temps d'attente. Mot qui peut faire venir le berger. Un

Etats. - V. Instru-

permi les appe- xv lée. - X. Eet parfoia familiale. Règle. - XI. Ne noue empêche pas de dormir. Il y e beaucoup d'os quand ella est noire. -XII. Des spécialistes qui peuvent faire des bricoles. Port, sur un plateau. - XIII. Saint. Mettait eu courant. Grosse moulure. -XIV. Pas dans l'ordre. En Normandie. Les Angleis y courent. -XV. A plus de pieds que l'alexandrin. Est parfois cendrée. N'est plus que poussière.

VERTICALEMENT

1. Un epécialiste qui connaît bien les patrons. Il faut rapasser quand il est faux. - 2. Fait sauter. Faire des entailles. Autrefois, Il était souvent hygiénique. -3. On y e donné beaucoup de eignatures. Fournit de l'hulle, Pronom. - 4. Comme le courrier parfois. Un séducteur cynique. -5. Est mie dens la potée. Un petit cercle. - 6. Convient. Comme des propos où il y e beaucoup de chaleur. - 7. Rou-main qui connaissait la musique. Pour relever. Sert pour couper. -8. Une bonne chose. Un patit perroquet. - 9. Quend on ne trouve plus de goût à rien. A le

XIII XIII XIV besu rôle quand elle est grande. - 10. Parties de bâtiment. Remplissaient des bourses. Participe. - 11. Petrlarche. Ceux qui descendent y passent, Démonstratif. - 12. Ne descend que pour toucher ses gegea. Muse. -13. Dieu. Peut être esaimilé eu bleu. Petits groupes de callules. - 14. Peut vivre de ses vers. -15. Risque gros quand il joue à

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

faire tourner. Solution du problème m 6154

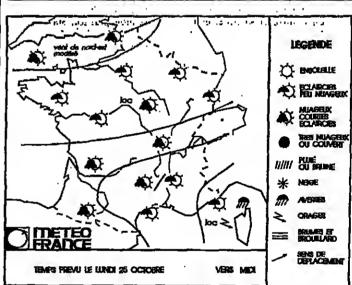
la roulette. Déchiffrée. Difficile à

Horizontalement I. Affronts, - II. Marieuses. III. Bue. Uni. - IV. Insoluble. -Desk. Neln. - VI, Is. -VII. Xárès. - VIII. Trésorier. -IX. Ré. Plissé. - X. Caen, Si. -XI. Solr, Gien.

Verticalement 1. Amhidextres. - 2. Feure. Ere. - 3. Fressure. Ci. - 4. Ri. OK. Esper. - 5. Œil. Isolé. -6. Nu. Uns. Ring. - 7, Tsuba. Vis. - 8. Senlis, Esse, - 9. Sien.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



Dimanche : Du soleji près des côtes de la Manche, muages et pluie ailleurs. – Le matin, sur la Bretagne, la Normandie, le Nord-Pas-de-Celais, la Picardie et les Pays de la Loire, le ciel sera nuegeux avec par moment de belles apparitions du soleil. Partout alibelles apparitions du soieu. Partout siteurs, le ciel sera très nuageux à couvert avec des pluies intermittentes. Il noigere sur les Pyrénées et le Masaif Central au-dessus de 600 mètres, les Vosges au-dessus de 1 000 mètres. Sur le Sud-Est, les précipitations au de course d'audées avec de seront sous forme d'ondées, avec de

la neige au-dessus de 1 200 mètres sur les Alpes et un risque d'orages, sur la Corse et la Côte d'Azur. En cours de journée, les précipita-tions s'atténuerons sur le Centre et le Nord-Est. Las éclaircles gagneront l'îte-de-France, les Ardennes, le Cham-pagne et la Beauce. Le soleil se mon-rera un peu sur le Sud-Est.

Lee températures mathales seront fraiches, sn générel entre 3 et 5 degrés, localement O degré dans le Massif Central et les Alpes, 6 à 10 degrés près des cotes.

TEMPÉRATURES maxima - minima et tempe observé le 23-10-1993 Valence extrêmes relevões entre lo 22-10-1993 à 18 houres TUC et le 23-10-1993 à 6 houres TUC



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la Franca : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie na

L'avis du Comité d'éthique sur les tests génétiques

« Un consentement éclairé »

Dans snn avis sur l'application des tests génétiques eux études individuelles, études familiales et études de population, le Comité d'éthique ineietait sur troie points:

1. Le respect de l'eutonomie. all y s lieu de respecter le droit à l'individu à prendre une décision «informée» sur la pratique d'un examen qui pourrait révélet la présence d'un gène muté ou de susceptibilité dens son capital génétique et, quel qu'en soit le résultat, pourrait avoir un effet profond sur sa vie. Pour ce feire, trois conditions sont assentia

» - une liberté de choix en dehors de toute coercition; > - une compréhension com-

plète des implications d'une telle » – le aujet demandaur doit avoir la capacité juridique de donner un consentement

éclairé.» 2. Le droit de savoir, «Il faut tenir chaque sujet au courant mer clairement de leur signification ». Ineiste le Comité d'éthique, ajoutant que, dans certains cas, en particulier dans les maladias monogéniquas graves, « le aujet peut refuser d'evoir conneisaance des réeultats».

Deux illustres chercheurs sont eités à appul de cet evis. Eric Lander : «Le hiatue entre les possibilités de prédire qui eugmentent rapidement et les possibilités d'ettitudes préventive et curatives e'élargit avec l'impa-tience de la société d'utilise prématurément les résultats des recherches, soulevant einsi d'im-portantes questions éthiques. Stefano Rodote: «On ne peut affirmer qu'è n'importe quel pro-grèe dans la recherche biologique doit correspondre un éler gissement du « droit de savoir» des particuliers et des institutiona publiques nu p*rivé*es. // faut trouver un point d'équilibre entre les bénéfices qui peuvent être apportés par l'enalyse de l'ADN et d'autres valeurs d'ordre juridique et social. »

3. La confidentialité et le respect de la vie privée. eLe secret médical doit être respecté non seulement vis-à-vis de tiers. membrea de la famille. Toute détermination de caractères de génotype d'un individu ne devrait être entreprise que e'il a spécifiquement donné son autorisation. (...) Aucune information sur le génotype d'un individu ne devrait être donnéa sens aon consentement formel. »

43.74

٤.

Entract to the first

275 1 1 1 19 19 19 19

Carry Same

Physics of European

Market States of Property

Contract to Addison Like

44.50

- - 1 - SAN

Color for

- 4

Charles to the sta

NEMA

Seattle of the Parison of Cheman i l'ane des Party of the Party Land was man armen de l farment course one pa Semere in deaphie eig. Albertografi ite iva viling Tille, en la presence b whom has because clined the most bulle for fact alone a dutter vingt te a hen prediction and farif

Le

Sept. 1 Sept. Sept. MANIA a square har me . d'Hell feels les livre mirres ets Selang Rann Watch et Jo Ne en Homerte, ein is fie ? in the property of the propert Constitution (454), longr fig. (n. d. caller) (Non-

in corners in a maper dun design to the state of the stat South the their states at of the state of th gige to make their thought to be better the property of the pr

A the flower of a direct game of the control of any other states of the control of the cont All the Market of the Assessment of the Market of the Mark Specific the first of the format September of the control of the cont

A STATE OF THE STA A garagana wangga della faritation de la company de la company

de la companya de la my my than the

Le diamant noir

De la nuit des temps du théâtre, de la nuit des temps de la conscience, surgit un homme qui a choisi de mourir. Port d'aristocrate, cheveux blonds, regard acier, épaules carrées à l'aplomb d'une taille fine, pas assuré, accent indéfi-nissable. Cet homme est dangereux. Il a gagné toutes les guerres, les seules qui vaillent, les guerres du cœur, et perdu jusqu'à la moindre illusion: lui sait quel diamant noir

Cet homme, Dom Juan (Andrzej Seweryn), n'a pas encore tout à fait renoncé à la compagnie de ses contemporains : il est flanqué de deux valets, l'un parie, Sganarelle (Roland Bertin), l'autre pas, La Violette (Eric Théobald). Cet homme a beaucoup séduit, bean-coup détruit et le dernier accomplissement de sa haute cruauté s'incarne dans le visage en pleurs d'une jeune femme de légende, Elvire (Jeanne Balibar), héritière des fureurs de sa lointaine sœur, Electre. Atteindre à l'honneur d'une femme est jouer avec sa vie et s'exposer aux représailles d'une famille bumiliee, en l'occurrence deux frères, Dom Carlos (Thierry Hancisse) et Dom Alonse (Olivier Dautrey); atteindre à l'honneur de toutes les femmes, c'est jouer avec le ciel. Lassé de son temps, Dom Juan défie le ciel. La pièce de Molière norte à la scène son ultime journée, son ultime duel.

10033

12.

1 1 1 2 2 2

of the profession

*** - * ***

• . .

5 - 1.

. .

Ç,

.

O. A. 4 P

Cela commence par une toilette d'un soin manisque. Dom Juan s'assied sur l'une de ses mattes de voyage, se renverse vers l'arrière et tend sur ses jambes parfaites deux bas noirs. Sganarelle s'approche, un nécessaire de maquillage à la main. Crème pour la peau, poudre pour le visage, crayon noir pour souligner le sourcii, pinceau rouge pour dessiner les levres. Puis viennent les vêtements, velours noir et lourd éclairé par des rubans sang et or. Entre ces deux-là, il y a apparem-ment quelque chose du rapport entre un peintre et sa toile, et la certitude, déjà, que le sujet échappera à son concepteur. Dom Juan se lève, se projette vers l'avant, saisit un rideau pourpre qu'il brandit comme un étendard : début de la dernière conquête.

L'élan est brisé par la survenne d'Elvire, à qui il a tout promis sans rien tenir. Elle est en habit de voyage et tient dans la main une cravache, décidée. C'est compter sans l'expertise d'un seigneur en bataille. Dom luan saisit le corps d'Elvire, sa femme, une femme, l'enlace, l'entraîne; elle veut résister à sa vigueur et arrache sa perruque d'un geste courageux. Rien n'y fait : le rouge des lévres de Dom Juan couvre bientôt le visage de la jeune femme défaite.

goût de nouvelles distractions. Il prend la mer avec Sganarelle, un orage éclate, naufrage. Pierrot (Gérard Girondon), un pêcheur, les secourt. Le village devient aussitôt of le prétexte d'une suave dégradation. Objectif: Mathurine (Isabelle Gardien) et Charlotte (Catherine Sauval), deux amies, deux sœurs, in l'inpocence. Il les séduit l'une et l'autre, les caresse comme jamais elles ne l'ont été, leur parle à 2 l'oreille, les unit dans une même embrassade qui les laisse hale-tantes, sur le rivage d'un continent effrayant, celui de la jouissance physique.

La nuit vient. Au cœur d'une forêt, un feu est allumé. Dans les flammes, Dom Juan uettoie son épée, son poignard. Sganarelle proteste, échnue à raisonner son maître. « Voilà tout raisonnement cassé», dit Dom Juan. Cassé comme le jonet d'un enfant. Il martyrise un mendiant qu'un louis d'or ne convaincra pas de jurer. Alerté par le bruit d'un combat, il sauve la vie d'un gentilhomme, Dom Carlos, frère d'Elvire, égaré. Débat - cornélien ; a t-on le droit d'affronter l'homme à qui on doit la vie? L'honneur répond : non. Dom Juan sourit.

A l'orée du bois, le tombeau du Commandeur; Dom Juan l'a assassiné six mois plus tôt. Splendeur de la statue de marbre jaune. L'invita-

Sa victoire donne à Dom Juan le

la rencontre. A peine si sa concentration est entravée par la venue de sou père (François Chaumette), dans un dernier sursant de protestation - «Qu'avez-vous foit dans le monde pour être gentilhomme?», puis celle d'un eréancier. M. Dimanche (Jean Dantremay). Beaucoup plus excitante est la seconde apparition d'Elvire. Dom Juan l'accueille, s'empare de son voile noir, éclate d'un rire immense, sante sur la table de la salle à manger et grogne, prêt. A tout. Elvire s'approche, son souffle paraît un instant faire vaciller son contempteur, mais elle disparaît à la vie. Dom Juan respire mieux.

Coup de gong. Le Commandeur vient souper. Dom Juan temporise, au-delà de toute peur. Le Com-mandeur l'invite à son tour. Coup de gong. Dom Carlos paraît tout à tion à diner. Pas de rémission. De son envie de réparation. Il y a plus retour chez lui, Dom Juan prépare urgent. Coup de gong. Une forme

Roland Bertin (Sganarelle) et Andrzej Seweryn (Dom Juan) indistincte surgit. Dom Juan s'ap- le souffle d'un coureur de foud. proche et soulève le voile sombre qui la recouvre. Un spectre, au squelette de velours rehaussé de pierreries. La statue du Commandeur apparaît sur son piédestal et tend la main à Dom Juan qui la saisit, vivement; son corps se recroqueville sur le soi. Tandis que le Commandeur disparaît, un haut mur se met en mouvement, roule le cadavre jusqu'à une fosse, où il se dérobe au regard. Sganarelle

> A Avignon, où la pièce a été créée cet été dans la Cour d'honneur, Jacques Lassalle avait installé son Dom Juan en plein XVIII siècle, et plus précisément du côté de Lacoste, résidence du marquis de Sade. Il y avait dans sa mise en scène quelque chose de sulfureux amfant que de cruel. La force du lieu l'avait conduit à multiplier les déplacements, à donner à son héros tout l'arsenal de brutalités qu'ils lui

C'était un Dom Juan à pleine voix, avec juste ce qu'il fallait de séduction pour le public du festival. A la Comédie-Française, il a voulu se rapprocher du plus pur classicisme du XVII siècle. Dans un lieu unique, désormais, Dom Juan marche, mais son trajet n'a rien perdu de sa vitesse ni de sa résolution. Aux vastes plans d'ensemble a succédé l'usage intensif du gros plan, sur les corps, les gestes, l'expression des

VISAPES. Condensé virtuose d'une mise en scène implacable. Attentive au moindre mot, au moindre mouvement et qui ne se départ pas de sa thèse : Dom Juan est l'œuvre au noir d'un poète effaré par le specta-cle des hommes. Quand Molière se saisit de la figure d'un étranger pour dire son mot à ceux qui l'entourent, convoquant sur la scène

inspirent, Jacques Lassalle relève le gant et y ajoute ses propres convic-tions sur son siècle, le nôtre. Et quand le corps de Dom Juan roule dans une fosse si peu commune, emporté par un mur qui s'avance vers le public, on se souvient du mur, presque semblable, mais qui, dans l'admirable mise en scène de Brunn Boëglin, balayait le plateau de Théodore Mundstock, (rère de douleur de Dom Juan, qui bientôt mourrait à Auschwitz.

Une proposition si ambitieuse se doit d'être soutenue à trus les postes du théâtre. Mille références surgiront à la vision du décor et des costumes de Rudy Sabonghi; la solendeur des matériaux et des étoffes laisse pantois. On ne manquera pas de saluer la perfection d'une mise en scène qui ne renonce ni aux effets ni aux machines héritées de l'ére classique, dans les lumières au scalpel de Franck Thèvenon. Sons, coiffures, maquillages combats: une équipe artistique en accord parfait.

La direction d'acteur est irréprochable. Roland Bertin donne une nouvelle fois les gages de sa générosité. La mise en scène n'en fait jamais le duuble de son maître, mais tour à tour le frère, l'ami, on dirait presque la mère quand, quelquefois, il prend Dom Juan dans ses bras et le couve de sa tendresse. C'est risqué, difficile, presque impossible; e'est parfaitement accompli. Andrzej Seweryn s'est glissé dans la peau à vif du plus grand criminel présenté de longtemps au Français sans rien céder au pathétique, ni à la psychologie. S'il a la beauté du diable, la séduction n'est pas son projet. Sa course à la mort est parfaitement orchestrée. Il réveille, avec l'élégance des plus grands, les plus intimes ter-

OLIVIER SCHMITT

➤ Comédie-Française, sale Riche lieu. Place Colette, Paris [1*]. Métro : Palais-Royal. En alter-nance. Tél. : 40-15-00-15, Mini-tel : 3615 code THEA. De 45 F à

Hommage à André De Toth

Le dernier des quatre

L'Institut Lumière de Lyon et la Cinémathèque française rendent bommage à l'une des personnalités les plus marquantes, sinon les plus célèbres, de l'âge d'or américain, tandis que paraît sa première biographie (1). La quasi-intégrale de ses films est projetée, eu sa présence : bien que deux fois déclaré cliniquement mort, André De Toth z toujnurs, à quatre-viugt-trois ans, bou pied-bon ceil (ceil au singulier: il est le scul survivant des « quatre borgnes d'Hollywood », les trois autres étant Fritz Lang, Raoul Walsh et John

Né en Hongrie, où il fit ses premières armes, il excella dans le western (la Rivière de nos amours, 1955, la Chevauchée des bannis, 1959) et le film uoir (Chasse au gang, 1954), tonrna des films inclassables (None Shall Escape, de 1943) poursui-vit sa carrière en Europe dans l'aventure et le péplum italien. Longtemps négligé, il avoue sa surprise d'être ainsi appelé à nonveau aur le devant de la

« A dire vrai, je me sens comme la momie dant le savant vient d'ouvrir le sarcophage, dit-il en riant. Il n'y a que les Français pour agir ainsi. » L'accent est resté fortement parfumé de hongrois, et les souvenirs abondent, en vrac. En Hongrie, il se destinait à une carrière d'auteur dramatique, bloquée par un échec dès la première pièce. Il découvre alors, par hasard, la vie des studios de cinéma, et fait la connaissance du grand chef opérateur Istvan Eiben. «J'aurais aimé le revnir quand je suis retourné pour la première fois à Budopest il y a quelques années... J'y avais été convié par le gouvernement qui, par extraordinaire, avait conserve les cinq films que j'y ai tournés en 1939. ».

Mais De Toth, passionné par par les romans d'aventures situés daus un Ouest de pacotille par l'écrivain allemand Karl May, rêvait d'Amérique : « Cette image (totalement fausse) de l'Amérique me séduisait, j'ai adore ensuite creuser cette imagerie pour découvrir une vérité, en réalisant, grace à John Ford, Ramrod, mon premier western. Ayant fui Budapest en 1940 pour Londres, où il collabore avec Korda, il arrive enfiu à Hnllywood. Et y découvre la communauté hougroise.

«A cette époque, il y avait pro-bablement à Hollywood plus de Hongrois que de ressortissants d'aucune autre nation. Adulphe Zukor (président de la Para-mount), Charles Vidor, Joe Pasternak... Le quartier général était un restaurant sur Sunset Strip, La petite Hongrie, tenu par Miki Dorà que je connaissais depuis l'école. Beaucoup de gens ont sur-vécu grace à fui. Sam Spiegel avait tous les jours son petit déjeuner de chou farci, gratis... Peter Lorre venait souvent jouer au ping-pong, complètement ivre. Bela Lugosi était là... Seul Michael Curtiz ne faisait pas partie de la bande : il détessait tout le monde. »

C'est Harry Cohn, patrou de la Columbia, qui confie à De Toth sa première réalisation, en 1943. Passport to Suez, un film à petit budget dans la série Lone Wnlf. Sept jours de tournage. Son deuxième film, None Shall Escape, sera plus personnel. S'inspirant de ce dunt il sut témoin en Palogne, De Tath parie, à propos d'un nazi bieu tranquille, de propagande, de justice, et d'un « tribunal des nations» qui préfigure les procès de Nuremberg. « Je voulais qu'y figurent quatre jurés noirs. Harry Cohn a hurlé: « Je ue vendrai jamais ce film dans le Sud! -

Désolé, alors je ue le fais pas.» Il a fini par accepter UN noir au

dans les années 50, sans donte pour De Toth la plus fructueuse. En 1953, il y réalise le premier long métrage en relief, l'Humme au masque de cire. Ce qui est assez ironique de la part d'un

Après l'effondrement du «système des studios», De Toth part pour l'Europe des années 60 : e C'était la grande époque de la dolce vita, je ne voulais pas rater ça! Je voulais aussi m'éluigner de ma femme, mais elle m'a suivi!» Quand il ne tourne des films, dout un bon récit de guerre, Enfants de salauds, 1968. sa dernière mise en scène), il s'intéresse aux jeunes cinéastes (e'est lui qui mettra le pied à l'étrier de Ken Russel, alors spécialiste des portraits de composi-teurs pour la télé), nu collabore

mémoires, après avoir terminé un manuel de mise en scène,

Sud. 116 pages. 69 F.

Puis ce sera période Warner cinéaste borgne.

aux films des autres.

li sera responsable de la deuxième équipe pour le Law-rence d'Arabie de David Lean, il réalisera plusieurs scèues do Lion du désert de Mustapha Akkad, et, tnujours pilote. les arrière-plans aériens de Superman. Aujnurd'hni, il écrit ses commandé par la Guilde de réalisateurs. Et il prépare un ouvrage sur Veronica Lake, qu'il dirigea dans Ramrod et qui fut un temos sa femme.

HENRI BÉHAR

▶ Jusqu'au 26 octobre à l'Institut Lumière, 25, rue du Premier-Film, Lyon. Tél.: 78-78-18-95. Et, jusqu'au 28, eu République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11è. Tél.: 47-04-24-24. ▶ Bon pied, bon œil, de Philippe Garnier. Institut Lumière/Acte LES ALLUMÉES, à Nantes

Naples, bords de Loire

NANTES

de notre envoyée spéciale

A peine arrivé à Nantes. Pene Barra apprenait qu'il venait de rem-porter le prix Tenco, prestigieuse récompense attribuée en Italie cha-que année depuis 1967, date du suicide de Luigi Tenco, candidat malheureux au Festival de San-Remo. Pepe Barra a gagné un prix, mais il a perdu sa mère, Concetta, décédée il y a quelques mois. Grande artiste formée à l'école de la sceneggiata, le théâtre de rue grincant et moqueur, de l'opéra-bouffe par les pivots de la culture locale (Roberto de Simone, Eduardo de Filipo), elle avait livre à Pepe les ficelles du grotesque et du non-sens napolitains. Lui, avec une voix de fausset et des cils retournés, tenait le rôle de la mère, elle celui du fils. Mais les Napolitains - «une grande tribu, qui, au lieu de vivre dans le désert ou la savane, comme les Touaress ou les Bolas, vit dans le rentre d'une grande ville», disait Pasolini – n'aiment ils pas mettre la normalité sens dessous dessus?

Pepe Barra en chapeau haut de forme et maquillé de blanc est un chanteur, un comique qui amplifie encore les rondeurs du dialecte napolitain. Un orchestre singulier (violon, percussions, batterie, accor-déon, guitare électrique, tambou-rin...) soutient la voix transformiste de Barra, et l'on regrette qu'auxun de ses albums (ni d'ailleurs l'extraor-dinaire Anthologie de la chanson nopolitaine de Roberto de Simone) ne soit disponible en France. Dix ans après sa première apparition en France, au Festival d'Automne, Barra continue de fustiger le siècle, en jouant des castagnettes, en mimant, en bondissant comme un beau diable. Chef-d'œuvre assurément, sa version sans pitié de qui cufante d'un bambin noir après le passage des GI's libécateurs.

Si Naples a gardé les empreintes

d'une histoire mouvementée (des Maures, des Normands, des Espa-gnols, des Français, des Italiens, s'achamèrent à la coloniser), elle porte aussi la marque vive de l'Amérique. La pochette de Il Topo, le dernier album du groupe de rock Bisca, représente un Mickey yankee et agonisant, pendu à une solide corde d'artisan. A Nantes, Bisca est chargé de prolonger les nuits «allu-mées» jusqu'à l'aube, dans nn immense hangar rebaptisé «Il Traf-fico». De même, le groupe Ope-raio E Zezi. Cette douzaine d'éncrgumènes tapageurs, ouvriers dans la semaine, chanteurs (néo-traditionuels? néo-rock?) le week-end, dénoncent l'exploitation capitaliste et la corruption à grand renfort de tambourins, de bombarde, de cistre, de cloches, de sifflets, de cymbalettes et de guitare électrique.

L'étonnant n'est pes qu'ils le fassent - Naples la rouge couve tou-jours sous les décombres du communisme, - mais que les Allumées de Nantes, festival à nul autre comparable, puisse rénnir cinq mille jeunes sous un ancien hangar à engrais et les faire danser comme si la Mano Negra était sur scène. On mange des pizzas, on boit du vin, on flâne dans la rue napolitaine reconstituée (linge qui seche, guir-landes d'ampoules, etc.), tandis que le groupe de jazz de Daniele Seppe s'amuse à perodier les films de l'acteur comique Toto.

Quelques kilomètres plus loin, au cinéma Olympia (le préféré de Jac-ques Demy), le très raffiné Mauro Gioia, ex-étudiant des beaux-arts de Napies reconverti à la chanson afin d'a entrer dans le débat sur l'art et la crise», avait tenn à réfléchir, en vidéo, sur les images de Nantes et de Naples. Il y a la Loire et le Vésuve. Les grues et les barques. Le musée Jules-Verne et les salons Tumuruana Nera, un classique de Margarita, construits en 1882 (un 1944. l'histoire d'une femme violée an après les Folies Bergère), premier Margarita, construits en 1882 (un salon chantant de Naples.

> Mauro Gioia, flanqué d'un accordéoniste aux allures de jeune soldat

paysan, a appelé un très vieux dan-seur de elaquettes, l'étonnant Alfredo Girard, compagnon de Toto et de de Filipo, danseur étoile des salons Margarita dans les années 30. «Ce n'est pas nostalgique, c'est un spectacle de renaissance», explique-

Né du phantasme de Jean Blaise, directeur dn Centre de recherch pour le développement culturel, scène nationale de Nantes, les Allumés sont aussi éphémères qu'un bonheur durable. Conçue pour s'éteindre au bout de la sixième édition (Naples est la quatrième, après Barcelone, Saint-Pétersbourg et Bue-nos-Aires), afin de «renforcer l'effet dramatique», la manifestation, qui se passe totalement de têtes d'affiche, avoue un budget de 10 millions de francs pour 1993 et une fréquentation élevée : l'an passé, environ soixante-dix mille personne ont sillonné la trentaine de lieux ouverts à l'occasion.

Des spaghettis à la librairie napolitaine et aux voitures transpercées à la fourchette (géante) par la compagnie Royal de Luxe, les Allumés n'onblient aucun détail. Mais Naples on Buenos-Aires ou Barcelone n'envahissent pas pour autant Nantes à coup d'images massives. Les invités servent aussi de miroir à une ville qui veut retrouver ses canaux, comblés an fur et à mesure de son expansion, et regarder en face une fin du siècle cosmopolite. Tandis que dans un ancien dépôt de chaussures fermé pour cause de faillite industrielle le chanteur nantais Dominique A se livrait à d'étranges bricolages minimalistes, les Nantais affluaient au réservoir de la Contrie, étrange palais de voîtes construit en 1902 pour stocker les 7 200 mètres cubes d'eau alors nécessaires à la ville, et qu'une vidange providentielle avait ouvert au public le temps des Allumées.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT SAMEDI

image de la vie : quand les âges se ren-contrent : le Voyage à Tokyo (1953, v.o. s.t.f.), de Yasujiro Ozu, 16 h 30 ; la www.s.c.j, us resupro vou, 10 n 30; is Mort d'Empédocle (1986, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillar, 19 h; Rio Lobo (1970, v.o.), de Howard Hawks, 21 h 15.

DIMANCHE Image de la vie : quand les êges se ren-contrent : la Vieitle Dame indigne (1965), de René Allio, 16 h 30 ; la Fin du jour (1939), de Julien Duvivier, 16 h ; la Ba-lade de Narayama (1983, v.o. e.t.f.), de Shohei Imamura, 21 h.

CINÉMATHÈQUE - SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) SAMEDI

André de Toth : Chasse su gang (1963, v.o.), d'André de Toth, 17 h ; les Conquérants de Carson City, v.f.), d'André de Toth, 19 h 30 ; Enfants de salaud (1968, v.o.), d'André de Toth, 21 h 30.

DIMANCHE André de Toth : la Chevauchée des bannis (1958, v.o.), d'André de Toth, 17 h; la Sabre et la Flàche, v.f.), d'André de Toth, 16 h 30; l'Horrime eu masque de cire (1953, v.o. s.t.f.), d'André de Toth, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Le Cinéma coréen : l'Arbre généalogique (1979, v.o. e.t.f.), d'ûn Kwont aek, 14 h 30 ; le Danse de la veuve (1983, v.o. e.t.f.), de Yi Changho, 17 h 30 ; les Eunuquee (1985, v.o. e.t.f.), de Yi Tuyong, 20 h 30.

DIMANCHE La Cinéma coréen : Ch'lisu et Mansu (1988, v.o. s.t.f.), de Pak Kwangsu, 14 h 30 ; le Rêve (1990, v.o. a.t.f.), de Pae Ch'angho, 17 h 30 ; la Chanteuse de paneori (1993, v.o. a.t.f.), d'(m Kwom'ask, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie. porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Montmartre - Pigalle : las Truends : Bande ennonca : Bob le fismbeur (1956) de Jesn-Pierre Melville, Marché noir (1991) de François Rossini, 14 h 30 ; (1991) de François Nossini, 14 n 30; Banda annonce : (a Doulos (1962) de Jean-Pierra Melville, Bob (a Flambeur (1955) de Jean-Pierra Melville, 18 h 30; Actualités Gaumont, Macadam (1846) de Marcel Blistène, 18 h 30; Vous avez de Pigalle? (1979) de J. Martinengo, Touchez pas au grisbi (1854) de Jac-ques Becker, 20 h 30.

DIMANCHE Montmartre - Pigalle : Music-hall : Bande ennonce : Divine (1975) de 0. Delouche, Un soir su music-hall (1956) d'Henri Decoin, 14 h 30 ; la Nuit des cabaréts (1651) de R. Alexandre, Cette secrée gamine (1665) de Michel Bols-rond, 16 h 30 ; Eclair journal, Zouzou (1934) da Marc Allégret, 16 h 30 ; Actualités Gaumont, Moulin Rouge (1953) de John Huston, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALPHA 9RAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19-ALPHA SHAVO (A., V.T.): CINEXE, 15-(42-08-34-00). ARIZONA GREAM (A.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26; 35-85-70-67); Cinoches, 6- (48-33-10-82); Denfert, 14- (43-21-41-01). L'AVOCAT DU DIAGLE (A., v.o.) : Gau-

mont Merignan-Concorde, 6-(36-66-76-55); George V, 6-(45-62-41-45; 36-66-70-74); v.f.; UGC Opérs, 6- (46-74-95-40;

38-65-72-05); Saint-Lambert, 15* LA BATAILLE DE SALAMMSO (Fr.) :

LA BATAILLE DE SALAMMSO (Fr.):
Le Géode, 19- (36-68-29-30).
BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN
(Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1(42-33-42-26; 36-65-70-67): Studio
des Ursufines, 5- (43-26-19-09); UGC
Triomphe. 6- (45-74-93-50;
36-85-70-75); Danfert, 14(43-32-91-68),
REIGNETS DE TOMATES VERTES

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinochea, 8 (48-33-10-82) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-63-50 ; 36-65-70-76). 9LADE RUNNER-VERSION INEDITE

(A., v.o.) : Ciné 9eaubourg, 3' (42-71-52-36) ; Grand Pevois, 15-(45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68), C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

(Bel.) : Utopia, 5- (43-26-84-65). CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-(36-68-29-30). CHRONOS (A.) : La Gáode, 19-

(36-68-29-30).
CHRONOS (A.): La Géode, 19(36-68-29-30).
CUFFHANGER (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 38-65-70-83);
14 Juillet Odéon, 6= (43-25-59-83);
Geumont Marignen-Concorde, 9=
(35-68-76-65); George V, 6=
(45-62-41-48; 36-66-70-74); UGC
Normendle, 9= (45-93-16-19; 36-65-70-82); 14 Juillet Beaugranolle, 15= (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2=
(42-36-63-63; 36-65-70-23); UGC
Montpernasse, 9= (45-74-64-94; 36-65-70-14); Parremount Opéra, 9=
(47-42-56-31; 36-65-70-19); Las
Netlon, 12= (43-43-04-67; 36-65-70-14); UGC
Gobelins, 13= (46-61-94-95; 36-65-70-39); Mistrel, 14=
(36-65-70-41); UGC Convention, 15=
(45-74-93-40; 36-65-70-47); Pathé
Clichy, 18= (36-68-20-22); La Gambetts, 20= (49-36-10-99; 36-65-71-44).

betts, 20 36-65-71-44). 30-85-71-94).

CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) :
Lucemaire, 6- (45-44-57-34). DANDY (All., v.o.) : Accatons, 5. (46-33-86-86). DANS LA LIGNE DE MIRE (A., v.o.) :

DANS LA LIGNE DE MIRE (A., v.o.):
Forum Orient Express, 1"
(42-33-42-26; 36-66-70-57): 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont
Merignan-Concords, 8" (38-68-76-55);
UGC 9larritz, 6" (45-62-20-40;
36-66-70-81); Gaumont Permasse, 14"
(36-66-75-65); Sept Pamasslens, 14"
(43-20-32-20); v.f.: UGC Montpernasse, 6" (45-74-94-94;
36-65-70-14): Peramount Opére, 6" nasas, 6* (45-74-94-94; 36-65-70-14); Paramount Opéra, 6* (47-42-56-31; 36-65-70-19); Gaumont Gobalins, 13* (36-68-76-55); Gaumont Pamasse, 14* (36-68-75-55). LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode,

19: (36-68-29-30).
DENTS LA MALICE (A., v.f.): Bienvente Montpamasss, 15: (36-65-70-38); Grand Pavols, 15: (45-64-46-85); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68).
DRACULA (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3: (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68).

EL MARIACHI (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Reflet Médicis (1 [ax-Logos II), 5- (43-54-42-34); George V. 6- (45-62-41-46; 38-85-70-74); Sept Pernassiens, 14-(43-29-32-20); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

(45-32-91-68).
L'ENFANT LION (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26; 36-65-70-67); Images d'ailleure, 5 (45-67-16-06); Geotge V, 8 (45-62-41-46; 36-65-70-74); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (46-54-46-65); Seint-Lambert, 15

(45-32-91-58). LES ÉPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34). ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin., v.o.) : Ciné 9seubourg, 3-(42-71-62-36) ; Lucarnaira, 6-

(45-44-57-34). FAUSTO (Fr.): Espace Saint-Michel, 5-

(36-66-76-55); George V, 6-(45-62-41-45; 36-66-70-74); v.f.; LA FIRME (A., v.o.): Forum Orient UGC Opére, 6- (46-74-95-40: 36-65-70-44). Exprese, 1-- (42-33-42-26; 36-66-70-67); UGC Odéon, 6-66-8-20-22); Le Gambandourg, 3- (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). EASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71; Reflet Rex, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); Montpamos, 14- (36-65-70-42); Mis-tral, 14- (36-65-70-42); Montpamos, 14- (36-65-70-42); Convention, 15- (36-68-70-42); Nis-tral, 14- (36-65-70-41); Convention, 15- (36-68-70-42); Le Gambandourg, 3- (42-71-52-36); Studio (42-25-10-30: 36-65-70-72); Publicis 36-68-76-55): UGC Normandie, 8-(45-63-16-16; 36-66-70-82); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93: 36-65-70-23); Montpamos, 14- (36-65-70-42); Montpamos, 14- (36-65-70-42); Nis-tral, 14- (36-65-70-42); Convention, 15- (36-68-70-42); Le Gam-batte, 20- (46-36-10-96; 36-65-70-82); Sept JAMBON JAMBON (Esp., v.o.): Lucer-naire, 6- (43-44-57-34). JE M'APPELLE VICTOR (Fr.): Reflet Médicis I (ex Logos I), 5-

Peramount Opéra, 9- (47-42-55-31 ; 39-65-70-16); Mistrel, 14- (48-05-51-33). (48-05-51-33). (38-68-75-55); UGC Convention, 15- (48-05-51-33). FROGGY ET CHARLIE AU PAYS DES POMMES DE PIN (Su., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11' (43-57-51-55) ; Saint-Lam-

LA FRONTERA (Chil., v.o.): Latina, 4-(42-78-47-86). LES FRUITS DU PARADIS (AIL, v.o.) :

bert, 15- (45-32-91-68).

LES FRUITS DU PARADIS (Al., v.o.):
Utopia. 5- (43-25-84-65).
LE FUGITIF (A., v.o.): Forum Horizon,
1* (45-08-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Dpére, 2* (36-68-75-56); UGC
Danton, 6* (42-26-10-60;
36-65-70-89); Gaumont Ambassade,
9* (43-69-19-08; 36-69-75-75);
Gaorge V, 9* (45-62-41-46;
36-65-70-74); UGC Normandie, 8*
(45-63-16-16; 38-65-70-82); Gaumont Gobelins bis, 13* (36-68-75-56);
v.f.: Rex, 2* (42-39-86-93;
36-65-70-23); UGC Montpermasse, 6*
(45-74-94-94; 36-65-70-14); Paramount Dpéra, 6* (47-42-66-31; (45-74-94-94; 36-65-70-14); Paramount Dpéra, 6: (47-42-66-31; 36-66-70-18); UGC Lyon Bastifle, 12- (43-43-01-59; 36-66-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95; 38-65-70-45); Gaumont Alésia, 14- (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15: (38-68-75-55); Pathé Wepter II, 18- (36-69-20-22); La Gambette, 20- (46-36-10-96; 36-65-71-44). GARCON D'HOMMEUR (A -briwarnia.

GARÇON D'HONNEUR (A.-tafwanala, v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57; 36-65-70-83); Rex, 2" (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Mompermasse, 6" (45-74-94-94; 36-65-70-14); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30; 36-65-70-72); UGC 6iarritz, 6" (45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC 0péra, 6" (45-74-85-40; 39-65-70-44); La Bastille, 11" (43-07-48-60); Gaurmont Grand Ecran Italia, 13" (36-68-75-55). GARÇON D'HONNEUR (A.-talwanali

(43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-68-75-55); GeRM)MAL (Fr.): Forum Horizon, 1° (45-06-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Opéra, 2° (36-68-76-55); Rex, 2° (42-36-63-93; 39-65-70-23); Gretagne, 8° (36-68-75-55); UGC Danton, 6° (42-26-10-30); 38-65-70-68); Gaumont Merignan-Concorde, 8° (36-68-75-55); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-67-35-43); Gaumont Merignan-Concorde, 8° (36-68-75-55); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-67-35-43); UGC Bartitz, 6° (45-52-20-40); 36-65-70-81); Las Netton, 12° (43-43-04-67); 38-65-71-33); UGC Lyon 9estille, 12° (43-43-01-69); 39-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13° (36-68-75-55); Gaumont Alésie, 14° (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55); Gaumont Kinopanorsma, 16° (43-08-50-50); 36-66-76-55); UGC Meillot, 17° (40-68-00-15); 36-65-70-61); Pathé Wepler, 18° (38-68-20-22); Le Gambetta, 20° (46-38-10-96.); 36-65-71-44). HÉLAS POUR MO) (Helvético-Fr.): Epée de Bols, 5° (43-37-57-47). HENRY V (Birt., v.o.): Ciné Beeubourg, 3° (42-71-52-36); Damfert. 14°

HENRY V (Brit., v.o.): Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-36); Danfert, 14-(43-21-41-01).

HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La Géode, 19 (36-68-29-30). L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr.-All. Can., v.o.) : Lucernaire, 6-

Can., v.o.) : Licernaire, 6(45-46-7-34).
HOT SHOTS) 2 (A., v.o.) : George V,
6- (45-62-41-46; 36-65-70-74); v.f.:
Cinoches, 5- (46-33-10-82); Gaumont
Opéra français, 9- (36-68-75-65).
L'INCROYABLE VOYAGE (A., v.f.) :
Forum Orient Express, 1(42-33-42-26; 36-65-70-67); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55); Rex, 2(42-36-83-93; 38-65-70-23); Publicis
Saint-Germain, 6- (42-22-72-60); UGC
Montperneses, 6- (45-74-64-64;
36-65-70-14); Gaumont MarignanConcorde, 9- (36-68-75-55); George V,
8- (45-62-41-46; 36-65-70-42); UGC
Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59;
36-65-70-64); UGC Gobellne, 13(45-61-94-96; 36-65-70-42); Mietral, 14- (36-65-70-41); Gaumont
Convention, 15- (36-68-75-55); Pathé
Clichy, 19- (36-68-20-22); Le Gambette, 20- (46-36-10-96; 36-65-71-44).

JUSTINIEN TROUVE OU LE BATARD
DE DIEU (Fr.): Gaumont Opéra, 2(36-68-75-55): Gaumont Ambassada,
8- (43-69-19-08; 36-68-75-75): Gaumont Gobelins, 13- (36-66-75-55):
Montparnasse, 14- (36-68-75-55):
KALIFORNIA (A., v.o.): krages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09): Club Gaumont
(Publicis Matignon), 8- (42-56-52-78:
38-68-75-55):
LE LECON DE PLANO (Austr., v.o.): La

LA LECON DE PIANO (Austr., v.o.) : La

Sci-70-50: 12 PIANO (Austr., v.o.): La Champo - Espaca Jacques Teti, 5: (43-54-51-60); UGC Triompine, 8: (45-74-93-50: 36-65-70-76); Grand Pavois, 15: (45-54-46-65); v.f.: Les Montparnos, 14: (36-65-70-42). LOUIS, ENFANT ROI (Fr.): Grand Pavois, 15: (45-54-48-85). MATHIEU L'ASTUCIEUX (hongrois): Reflet République, 11: (48-05-51-33). MAZEPPA (Fr.): Ciné Geaubourg, 3: (42-71-52-36); 14. Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); UGC 9isrritz, 8: (45-62-20-40: 36-65-70-81); 14. Juillet Bestille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14: (36-69-75-55); Les Montparnos, 14: (36-65-70-42); 14. Juillet Bestignenalis, 15: (45-75-79-79). MEDITERRANEO (It., v.o.); La Beizac, 3: (45-61-10-60). 8- (45-61-10-60). MEURTRE MYSTERIEUX A MAN-

8- (45-61-10-60).

MEURTRE MYSTERIEUX A MANHATTAN (A., v.o.): Forum Horizon, 1"
(45-08-67-57; 36-85-70-83); Ciné
Besubourg, 3" (42-71-52-36); Reflet
Médicis eelle Louis-Jouvat. 5"
(43-54-42-34); UGC Odéon, 6"
(42-25-10-30; 38-85-70-72); UGC
Rotonde, 6" (46-74-64-94; 38-85-70-73); LB
Regode, 7" (47-05-12-15; 36-85-70-73); LB
Regode, 7" (47-05-12-15; 36-89-75-55); UGC Champs-Elysées, 8"
(45-62-20-40; 38-85-70-88); UGC
Dpéra, 6" (45-74-95-40; 38-85-70-61); LB
SMATION, 12"
(43-43-04-67; 38-85-70-45); Mistral, 14"
(43-45-60-61); LBS Nation, 12"
(43-43-04-67; 38-85-70-45); Mistral, 14"
(39-85-70-41); 14 Juillet Besugrenelle, 15" (45-75-79-78); UGC Mistral, 14"
(39-85-70-41); 14 Juillet Besugrenelle, 15" (45-75-79-78); UGC Mistral, 15"
(45-61-94-85; 38-85-70-61); v.f.: Seint-Lazzre-Pesquier, 8" (43-87-35-43; 36-85-71-66); Gaumont Opéra Francels, 9" (36-68-75-55); Gaumont Parnesse, 14" (36-56-75-55); UGC
Convention, 15" (45-74-93-40; 35-65-70-47); Pathé Wepler (I. 18"
(36-88-20-22).
MOI IVAN, TO) ABRAHAM (Fr., v.o.): Imperes d'silleurs, 5" (45-67-18-09); MOI IVAN, TO) ABRAHAM (Fr., v.o.) :)mages d'ailleurs, 5- (45-67-18-09) ; Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

LA NAISSANCE DE L'AMOUR (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Selle G. de Beauregard, 6- (42-22-67-23). Described and the control of the con

-(vietnamien, v.o.) : '14 Juillet Parnasse, B' (43-26-58-00) L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg,

L'GEL DE VICHY (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- 142:71-62-36); Reflet, République, 11- (48-05-61-33).

ORLANDO (Brit., v.o.): Ciné Geaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.): 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00); Cinoches, 6- (46-33-10-62); Elysées Uncoln, 8- (43-59-36-14); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

bert, 15: (45-32-91-68). PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : Cinoches, 5: (46-33-10-82). OJU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.): Ciné 9eaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucarneire, 6- (45-44-57-34). RAB) (Fr.) : (mages d'silleurs, 5-(45-87-18-09).

(45-87-18-09).

RAINING STONES (Brit., v.o.): Gaumont Opéra Impérial, 2- (38-68-75-55); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18); Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-48-18); Saint-André-des-Arts II, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-14); La Pagoda, 7- (47-06-12-15); 36-66-75-55); La 6alzac, 6- (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11- (43-67-90-81); Gaumont Grand Ecran Italia, 13- (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15- (36-68-75-55); RESERVOIR DOGS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia, 5- (43-28-64-66); Grand Pavoia, 15- (45-54-46-85).

(45-54-46-85). RETOUR A HOWARDS END (Brit.,

v.o.) : Cinochee, 6' (46-33-10-62) ; Seint-Lambert, 15' (45-32-91-68). SI LOIN, SI PROCHE (All., v.o.) ;

SI LOIN, SI PROCHE (All., V.O.): images d'silleurs, 5° (45·87·16·09); fraftet Médicis I (ex Logos I). 5° (43-54-42·34). LE SILENCE DES AGNEAUX (A., V.O.): Grand Pavois. 15° (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15° (45-23-16.89) (45.32.91-68). SLIVER (A., v.o.) : George V, 9-(45-62-41-46; 36-65-70-74).

(45-62-41-46; 36-65-70-74).

SNAKE EYES (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1= (36-99-75-55); Gaumont Hautefellle, 6• (36-68-75-55); Racine Odéon, 6• (43-26-16-66); Gaumont Ambeaesds, 6• (43-59-19-06; 36-68-76-75); UGC 9isrritz, 6• (45-62-20-40; 36-65-70-81); Max Linder Panorama, 9• (48-24-99-88); UGC Lyon Battille, 12• (43-43-01-59; 36-65-70-84); Sept Pernessiens, 14-(43-20-32-20); v.f.: Gaumont Opéra, 2-(38-68-76-55); Montpamasse, 14-(36-69-76-65); Pethé Clichy, 16-(38-68-20-22).

(36-68-20-22). LA SOIF DE L'OR (Fr.) : Bretagne, 6-(36-65-70-37); Gaumont Ambassade, 6-(43-59-19-08; 36-68-76-75); Gaumont Opéra Français, 9-(36-68-75-55). LE SOUPER (Fr.): Lucernaire, 6-AS_A4_57.34)

(45-44-57-34).
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Studio Gelende, 5. (43-54-72-71; 36-66-72-05); Cenfert, 14. (43-21-41-01); Saint-Lembert, 16. (45-32-91-68).

LE TEMPS DE L'INNOCENCE (A.,

v.o.); Gaumont Lee Halles, 1" (36-68-75-55); Gaumont Opéra Impérial, 2" (36-68-75-55); UGC Odéon. 6" (42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Chemps-E(ysées, (43-59-04-67); Le 9ectile, (43-07-46-60); Escuriel, (43-07-46-60); Escuriet, 13-(47-07-28-04); Geurmont Parmassa, 14-(35-68-75-55); Geurmont Convention, 15- (36-66-75-56); UGC Medilot, 17-(40-88-00-16; 36-65-70-81); v.f.: Geurmont Gobelins, 19- (36-96-75-55); Montparnassa, 14- (36-68-75-55). THE CRYING GAME (Bric., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-36); Cinoches, 6- (46-33-10-82); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). THELMA ET LOUISE (A., v.o.):

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Cinoches, 5- (46-33-10-82). Cinoches, 5- (46-33-10-82).

TINA (A., v.o.); Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26; 36-65-70-87); Rax, 2- (42-36-63-63; 36-65-70-23); George V, 6- (45-62-41-45; 36-65-70-74); v.f.; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31; 36-65-70-18); UGC Gobeline, 13- (46-81-94-95; 36-65-70-45); Gaumont Alésia, 14- (36-66-75-55); Miramer, 14- (36-65-70-39); Pathé Wepter II, 18- (36-68-20-22).

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cirioches, 6- (46-33-10-82). TOUS LES:MATINS DU MONDE (Fr.): Cine 9eaubourg, 3º (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). TOUT CA POUR CA (Fr.) : Bysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Les Montparnos, 14 (36-65-70-42).
TROIS COULEURS-SLEU (Fr. helvét-

TROIS COULEURS-SLEU (Fr.-helvéti-co-Pol.): Gaumont Las Halles, 1= (36-66-75-55): 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83): Salm-André-des-Arta I, 6- (43-26-48-16): Gaumont Ambas-sade, 8- (43-69-13-08: 36-68-76-75): Gaumont Opéra François, 6-(36-68-76-55): 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81): Gaumont Gobeline bis, 13- (36-68-75-55): Gaumont Parmase, 14- (36-68-75-55): Gaumont Adésia, 14- (36-68-75-55): 14 Juillet Besugre-nelle, 15- (45-75-79-79): Pathé Wepter II, 18- (36-68-20-22). UN, OEUX, TROIS, SOLER, (Fr.): Gau-

II, 18- (30-88-20-22).
UN, OEUX, TROIS, SOLEIL (Fr.): Gaumont Les Helles, 1- (36-88-75-56); Gaumont Parnasse, 14- (36-68-75-55).
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.): UGC Triomphe, 9- (46-74-93-50; 36-65-70-78); Sept Parnassiens, 14-43-20-32-20.

(43-20-32-20), UNE GREVE HISTOIRE OU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-35) ; Danfert, 14-

(42-71-52-35); Denfert. 14-(43-21-41-01). UNE NOUVELLE VIE (Fr.): Geumont Les Halles, 1= (36-66-75-55); Elyaées Lincoln, 8- (43-59-36-14); Bienvenüe Montpemasse, 15- (36-65-70-38). VAL ABRAHAM (Por., v.o.): Les Trois Luxembourg, 9- (46-33-97-77; 36-65-70-43). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) :

Utopia, 5- (43-28-84-65). LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Exprese, 1- (42-33-42-29;

| 36-55-70-67| : Gaumont Opers, 2-| (36-68-75-55) ; Publicis Sent-German, (38-68-75-55); Publicis Sent-Germein, 6- (42-22-72-80); Geumont Ambes-sade, 8- (43-59-19-08; 36-68-75-75); Publicis Champa E(ysées. 8-(47-20-76-23; 38-68-75-55); Gau-mont Aldela. 14- (36-66-75-65); Les Montpamos. 14- (36-65-70-42); Le Gembetta, 20- (46-35-10-66).

36-65-71-44). LE VOYAGE (Arg., v.o.) : Espace Seint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; Le Balzec, 8-(45-61-10-60) ; Sapr Pernassiens, 14-(43-20-32-20).

An experience of the contra

The American Street

english of the second

1. 2.2 mg to me 12.

14.

11.27 3 2 1 2

ga marin a marin a sanga mengalangan ga marin angan mengalangan mengalangan mengalangan mengalangan mengalangan mengalangan mengalangan mengalangan

300 1 2 1 1 2 2 1 2 purchase and purchase

271 (A. 11)

75 B 1 0 0 0 0 0 grant a metallic metallic

Market I to a serious &

100

EST A Trans Construction of

THE MENT OF THE SE

Hospitalism (III 1) 127

anati in anati

70.73

property de le considé

Plier san

Andrew Committee of the Committee of

Proceedings and in

authorized to the decision

To the second second

the service of the second second

Berginson (1994) 32.7

Sample of the Committee of the Committee

Paragraph of the Art of the State

to explain the problems

From the second of the second

Parameter transmission Margaretine 1 1 1 1 mg

The in a contractor

Sere to a contract of the

Les dispos

Marin and a things

And the last of the last

State of the same tracks of

and all designs of the street t Mosures of an gresoreten

merales des stattemen

Augment of tracents

Spill d'Tylen in intal affe.

Man garate den der 5 99 4

Mean (Sout of d.) - out 1923

mary 1999 1.2 %

parent to regard the beath to

Miller Jan Marie M

printed the state of the state

Spandomini (Spandomini) Spandomini (Spandomini (Spandomini) Spandomini (Spandomini (Spando

all and all the state of the state of

Section 1 2017

Specialization (ellisticate &

Million day appropriate the sales

good to 191949

Comment of the spiritual states of Box () to the first of the first of the

specification and the same to

Charles of the first process

See Property and a second seed that the second seed that the second seco

to be specificated the second

The Property of the property of the second s

Cides in the tentile

Judie sult the sault

gie um one und in inches per en als de nome unit prise in mirem fem das mindeller historia

my hits it sharps d

the state of the s See as 1 Head of Africa and the se

Allehir . . . i i 3-1 munist & September 1997

11/1/10/20

Costs of the

The second second the deposited the Nati

LES SÉANCES SPÉCIALES ATTACHE-MQI I (Esp., v.o.) : Studio

Gelende, 5 (43.64.72.71; 38-65.72-06) 20 h. LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-67-51-55) 16 h 30. LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h.

BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) O h 05. BRAINDEAD (Néo-zélandais, v.o.) : Ciné 6eaubourg, 3' (42-71-52-36) 0 h 25.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARO (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 21 h 10. CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h.

CHARULATA (Ind., v.o.): L'Arlequin, 8-(45-44-26-60) 16 h 30, 19 h 20, 21 h 40. CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

DROWNING BY NUMBERS (Brit. v.o.) : Oenfert. 14- (43-21-41-01) 21 h 40. EXCALISUR (A., v.o.) : Saint-Lambert.

15- (45-32-61-68) 21 h. INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lembert, 15-(45-32-91-88) 21 h. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-LAND (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 16 h. LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp.,

v.o.) : Le Gerry Zèbre, 11° (43-57-51-55) 16 h. LAST ACTION HERO (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 16 h 30. MÉTISSE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 16 h. MONTY PYTHON, LE SENS DE LA

VIE (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 22 h 20, MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Grand Pavols, 15' (45-54-46-85) 19 h, 20 h 45, 22 h 30. LA NUIT DE L'IGUANE (X., V.O.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 20 h 15:

LA PART DES TÈNÈBRES (AQ v.o.) : Int-Lambert, 15 (45-32-61-68) 16 h 45, PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES

DU QUARTIER (Esp., v.o.): Studio Gelende, 5. (43-54-72-71; 36-65-72-05) 16 h 20. PINK FLOYD THE WALL (Bot.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

20 h 45. PRINCESS SRICE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 16 h 45. LA RÉGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert,

15- (45-32-91-68) 18 h. LE SALON OE MUSIOUE (Ind., v.o.) : Images d'ailleurs, 5º (45-67-18-06) 16 h 45.

SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-67-47) 21 h 40. SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) 17 h 30.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 21 h 30. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Gelande, 5 (43-54-72-71; 36-65-72-05) 22 h 30. TINTIN ET LE MYSTÈRE DE LA TOI-SON D'OR (Fr.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 17 h. UN CADAVRE AU DESSERT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 19 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h.

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

LA DOCUMENTATION DU TITONITE

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

> 3617 **LMDOC**

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56 lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commande par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au scrvice. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

EDITIONS EDITIONS

PENSER L'ARGENT?

Sous la direction de Roger-Pol Droft

EN VENTE EN LIBRAIRIE



AU NORD DE L'HIVER, Film français COMMENT de Nicolas Vanier : Gournont Gobelins, 13º (36-68-75-55).

13" (36-83-75-95).

JURASSIC PARK. Film américain de Steven Spielberg, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Les Helles, 1" (36-88-75-55); Grand Action, 5" (43-29-44-40; 38-65-70-83); Gaumont Heutefeufile, 6" (36-88-75-55); UGC Danton, 6" (42-25-10-30; 36-65-70-83); UGC Danton, 6" (42-25-10-30; 36-65-70-83); UGC Danton, 6" (42-25-10-30; 36-85-70-83); UGC Danton, 6" (42-25-10-30; 36-85-70-83); mandia, 8 (45-63-16-16; 36-65-70-82); Gaumont Opéra Français, 9-(36-68-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-55) ; Geumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-55) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15; (45-75-79-79); UGC Maillot, 17; (40-66-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2; (42-36-83-93; 36-86-70-23) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Saint-Lazare-

Pasquier, 8. (43-87-35-43; 38-65-71-88); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-65-70-18); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-65-

70-18); Les Nation, 12- (43-43-04-67;

36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-56 ; 36-65-70-84) ; UGC (43-43-01-56; 36-65-70-84); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-81-94-95; 36-65-70-45); Gaurmom Alfais, 14: (36-68-76-55); Miramar, 14: (36-68-70-39); Mistral, 14: (36-68-70-41); Montparnasse, 14: (36-68-76-56); Gaurmom Convention, 15: (45-74-93-40; 36-65-70-47); Pathé Wepler, 18: (36-68-20-22); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96; 36-65-71-44).

L'OMBRE DU DOUTE. Film français d'Aline issermann : Ché Beaubourg. 3-(42-71-52-36) : 14 Juillet Odéon. 6-(43-25-59-83) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9-(45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Lyon Bestile, 12: (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-96; 36-65-70-45); Mistrel, 14: (36-65-70-41); Sept Parnassiens, 14: 43-20; 2-20; (43-20-32-20).

PAS DE PITTÉ POUR LES PAUVRES. Film espegnol de Santiego San Miguel, v.o. : Latina, 4- (42-78-47-86). THE MUSIC OF CHANCE, Film amé-

ricain de Philip Hass, v.o. : Gaumont Opéra Impérial, 2- (36-68-75-55) ; Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Gau-Mortt Hautefeuille, 6- (38-68-75-55) ; La Bestille, 11- (43-07-48-60) ; Bienvende Montpamasse, 15 (38-65-70-38).

ÉCONOMIE

Au terme de cinq séances de négociations

Quatre syndicats signent un compromis salarial jusqu'en 1995 dans la fonction publique

Au tenne de cinq séances de négociations, André Rossinot. ministre de la fonction publique. et quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, FEN et FGAF) sont parvenus, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 octobre, à un compromis salarial dans la fonction publique. En vertu du relevé de conclusions qui doit être officiellement ratifié per les syndicats, le gouvernement s'engage non seulement à accorder 4,99 % d'augmentation générale sur les années 1993-1995, mais à permettre aussi le recrutement « de 7000 à 10 000 agents » au sein de l'administration de l'Etat. Tandis que la CGT et FO ont rejeté ce protocole, qualifié de « marché de dupes», la CFTC attend, pour se prononcer, de consulter ses ins-

145 SEANCES SPECIA

.

* - a .

FOR THE

A Maria Andreas

NESS:

1.00

1.12 N. 2.

Y \$35 '

1.5

A 357.7

1.30

1. 1. A. 1. A. 2. A. 2.

 $\mathcal{M} = \{\{1, \dots, n\}\}$

« Sens des responsobilités et solidarité»: tels sont les maîtres mots du compromis passé, dans la nnit du 22 au 23 octobre, entre André Rossinot, ministre de la fonction publique, et quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, FEN et FGAF), à l'issue d'unc cinquième et laborisuss séance de négociations salariales. « Sens des responsabilités », dans la mesure où ces syndicats ont

officiellement accepté que le revalorisation générale des trai-tements (4,99 % sur le période 1993-1995) soit, en niveau, inférieure à l'évolution prévisionnelle des prix (estimée à 6 %) et se traduise done, pour les fonc-tionnaires, per «une petite bolsse de pouvnir d'achot». «Solidarité», puisque ce sacrifice consenti en matière salariale devra, en vertu de cet accord, être enmpensé par le recrutement « de 7 000 à 10 000 agents » dans la fonction publique d'Etat. De son côté, le gonvernement s'est finalement refusé à jouer avec le fsn en provoquant une unnveils crise salariale dans la fonction publique. Maia tout en prenant le risque de suscitor des jalousies aux conséquences imprévisibles dans le contexte actuel - parmi les salariés d'Air France, de la SNCF et plus généralement des entreprises publiques obligées de remettre en cause un certain nombre d'acquis sociaux sous l'effet de la crise...

Rataille d'affichage

Mais, si « la raison l'a finalement emporté ce soir », comme s'est félicité André Rossinot au terme de ces quatorze deruières heures de discussions, les

ecteurs de cette négociation ne s'en sont pas moins livrés à une éprnuvante betaille d'affiebage. Dès l'issue de la traisième séance, le 14 octobre, gouverne-ment et syndicata réformistes étaient en effet tambés d'accord tant sur le principe d'une contrepartic salariale en emplois que sur le coût budgétaire global de l'eccord (plafnané à 6,40 % en masse salariale). Restait done à rapprocher les positions quant au nivean d'engmentation généraic affiché, les syndicats réclamant 5,25 % quand le gouvernement se déclerait prêt à accorder 4,79 %...

En fait, les deux parties répu-

gnaient à franchir la barre symbolique des 5 % de revalurisation. D'un côté, le gnuvernement n'entendait pas donner l'impressinn de favnriser des fonctinnnaires déjà passablement épargnés par le rigneur, alors qu'une partie de le majorité parlementaire et certains ministres commeneent à être irrités par cette bienveillance à l'égard de cenx-ci que d'aucuns jugent déjà électoralement contre nature. En outre, les experts du ministère du budget commençaient à s'inquiéter du coût de cet accord (nne quarantaine de milliards de francs ponr la seule fonction publique de l'Etat) alors que l'hypothèse

forte est apperue lors de le journée d'action du 12 octobre, l'accord dens la fonction publique peut encourager les syndicats à exiger une meilleure écoute sociale et, ils eussi, un meilleur partage des efforts demandés. A Air France, les syndicats qui ont participé aux négociations se sont bien gardés de donner, comme lors des négociations du début de 1987, à le SNCF ou encore - toutes proportions gardées - comme lors de la conclusion du protocola da Grenelle lors des événements de mai-juin 1968, jamais signé, le moindre eccord aux concessions obtenues auprès du ministère de l'équipement. Là comme ailleurs, c'est la bases, celle qui a fait démarrer mouvement en dehors des syndicats, qui tranchera. Or sa détermination earnble très forte, at déjà, samedi 23 octobre au metin, avant les mêma les assemblées générales, plusieurs syndicats de Roissy ont appalé les personnele à campairer l'action». Une manière de se prémunir contre tout débordement si la «base» décide de faire comme ei rien ne s'était pessé durant le nuit du vendredi 22 au samedi 23 octo-

Edouard Balladur n'est donc pas encore sorti de la zone des turbulences et, même s'îl n'y a pes de durcissemant immédiat à Air France, le climat social risque de rester durablement tendu dens le secteur public su cours des prochaines semaines. Il reste que ces événements ont confirmé l'idéa que les pouvoire publics étaient décidés à être de plus en plus Interventionnistes dans la gestion des crises que connaissent les entreprises publiques. En attendant leur privatisation, certaines d'entre elles voient leur autonomie de ges-tion sérieusement mise à mai. En début de semaine, la gouvernement changeait ebruptement le POG de Sui tout en recapitalisant l'entreprise. En fin de semaine c'est le directeur de cabinet du ministre de l'équipement et des transports qui a conduit directament les négociations avec les syndicats, alors même que la réunion prévue devait « définir le cadre et les modalités d'une négociation» entre les syndicats et le direction de l'entreprise, selon l'ex-pressinn de Barnerd Bosson. Certes, le directeur général de la compagnie, Jean-Oldier Blanchet, e participé eux discussions, et son président, Bernard Attali, a été en contact permanent avac les repré-sentants syndicaux. Le même jour, la compagnie avait conclu discrètement un accord avec les personnels navigants. Mais pour l'essen-tiel la «tutelle» s'est substitués à l'entreprise, en contoument dans une large mesure une direction qui ne semble plus avoir beaucoup de crédit auprès des grévistes et des syndicats. On peut se réclamer du Rharalisme et trouver des vertus à un certain dirigisme quand l'Incendie menace les écuries de la mai-

d'une ernissance de 1,4 % en 1994 paraît exagérément optimiste à nombre d'observatsurs. Mêmes réticences du côté des syndicats les plus réformistes, nu l'idée innavante d'une contrepartie salariale mounayée en emplois constitue « un saut culturel » tsl que nambre de

leurs militants ne l'ont pas enenre franchi. Ceux-ci persis-tent à penser, svec FO et la CGT, non signetaires, que la mcilieure facon d'agir ponr l'emploi passe par une relance de la consommation, encouragée par une hausse de leur ponvnir d'achat. Et les indications distillées par M. Rossinnt quant à l'attitude de genuvernement en cas d'échec de ces négociations dnnaient à penser à certains syndicats réformistes qu'une «situation de non-accord pacifique» pouvait s'installer tout en leur permettant de tirer leur épingle du jou.

a Mois lo roison l'a finalement

emporté ec soir... » Pour le gouvernement, cet accord présente en effet l'evantage de le prémunir en théoric contre toute irruption de mécontentement catégoriel dans le fonction poblique insque après l'élection présidentielle du printemps 1995. Pour les syndicats signataires, cet accord ouvre non seulement de nonveaux champs de négociation (temps partisi, cessation progressive d'activité), mais dégage la voie à ceux déjà explorés (bygiène et sécurité). De plus, il permet à la FEN de se présenter le têts baute aux élections professionnelles, début décembre, au sein de l'éduca-tion nationala et de ressouder le «gronpe des einq» syndicats réformistes (1). VALÉRIE DÉVILLECHABROLLE

(1) Même si la CFTC réserve pour le

REPERES

Surprise et mauvaise information

La CSG payable sur les revenus des capitaux

ont reçu cee derniere jaurs ou vant recavair - una demande de pelement de le contribution sociala généralisée (CSG) émenent du Trésor public. Surprise presque générale : des milliers d'appels téléphin niques aux cantres des impôts, souvent eussi auprès des journaux, pour obtenir des explications : qu'est donc cette CSG prélevée au taux de 2,4 % sur les revenue de 1992?

L'edministration frençaise, qui s pourtant feit besucoup d'efforts depuie dix ens prur sa rapprocher du public, peche une fois de plus par manque de discernement. Le demende de paiement de le CSG qua reçoi-vent actuellement da nombreux contribuebles concerna las seuls reversus du capital : reve-nus dea capitaux mabiliars (actions et abligations...), revenus fonciers, rantes viagères à titre onéreux, plus-values, reve-nus de location d'immeublas non professionnels... Cela n'est pas incloué clairement : il faut regarder au dos de l'evis dea explications que presque per-sonne ne lit. Il aurait été beaucoup plus simple at compré-hansibla d'intituler l'avis : ◆ Contribution sociale générali-sée sur les revenus du petrimoine ».

Calcul simplifié

Les contribuebles inattantifs ne sont pourtant pas les seuls à être surpris. Permi caux qui se sont aparçus qua, contrairemant aux ealairas sur lasquels la prélàvement ae fait chaqua mois à la source, las revanus du capital sont imposés à la CSG una fois par an, beaucoup s'étonnent du taux d'imposition annoncé sur les feuilles envoyées par la fisc : 2,4 % sur les revenus de 1992 alors que l'augmantation da

dernier (qui s'aet ejoutée au taux de 1,1 % en viguaur depuis le 1" février 1991) ne s'est appliquée qu'en juillet eux tarmae de la loi da financae rectificative. L'impreesinn est qua le fiec e'est trompé en eppliquant un taux da 2,4 % alors que les revenus de 1992 eureiant d0 etre impnséa eux teux de 1,1 %, l'ejout da juin demier [1,3 %] ne devant jouer que sur six mois.

Après explications recueillies aupràs du ministère des finances, c'est blen la voie qui e été suivie. Mais, au lieu d'affi-cher deux taux (1,1 % aur le totalité et 1,3 % sur le moitiéi, le fisc e choiai de simplifier ses calculs en eppliquent un taux uniforme de 2,4 % à une « assiatte » (les revenus impo-sebles) réduite an consé-quence. Le résultat est qua le xue euplique eux revenus du patrimaine anceis-sés en 1992 n'est qua de 1,75 % et nnn de 2,4 % comma annoncé sur les avis du fisc. Cela, il était vraimant très difficile aux contribuables da le comprendre... La rétrnectivité (revanua de

1992 imposés fin 1993 n'aurait pas dû en revanche posar de problàmes de enmpréhanalon puiaqua la systèma de paiement da la CSG aur las revanus du pstrimoine finnc-tionna einsi depuis son nrigine, c'est-à-dire depuis 1991, Cette année-là, las contribueblas s'étaiant acquittés de la CSG sur les ravanua du patrimoina enceiasés an 1990, elors qua les salariés - « prélevés » à la source - avalant payé sur leurs revenus de 1991. La rétroactivité das maeures fiscalas a toujours quelque chose de surprenant, alors qu'elle est habitualle et que le Conseil constitutionnel l'a clairemant validée

Plier sans renoncer

Le premier ministre a ainsi joué le jeu das concessions minimales, agissant à la marge pour améliorer l'économie de l'accord proposé dans la fonction publique et pour revenir sur les mesures les plus impopulaires chez les personnels au sol dans la plan d'Air France, l'éconnmie de 130 millions de francs ainsi réalisée - sur un plan de 5.1 milliards de francs - devant être recherchée par d'autres voiss que le domaine salarial. Question gouvernement e augmenté l'enveloppe salariale pour les fonctionnaires - portée in fine à une revalorisatino de 4.99 % en niveau pour la périoda 1993-1995, alors que le glissement des prix attendu est de 6 % - sans renoncer à son objectif de les faire participer à la ques, où une mobilisation assez

solidarité nationale contra le chômege à travers diverses mesures relatives à la gestion des emplois, notamment à temps partiel. Pour Air France, alors que le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Bosson, avait couvré, tout, l'été, pour que la plan de redressement prévu per la compagnia solt extramement rigouraux sur les économies recherchées, l'essentiel a consisté en une répartition plus équitable des efforts entre les personnels au sol et les personnels navigants.

Un certain dirigisme

M. Balladur e donc repris l'initiative, mais il n'est pas sor que son pari sa révèle couronné de succès. Dans les entreprises publi-

Les dispositions de l'accord

Le relevé de conclusions sur le dispositif salarial 1993-1995 dans la fonction publique qui a été soumis aux syndicats comporte les quatre volets suivents :

m Mesures d'augmentations générales des traitements : gouvernement et syndicats sont tombés d'accord sur une revelorisation générale de 4,99 % en niveau (soit 6,40 % en masse) répartie entre 0,7 % au 1= janvie 1994, 0,5 % au 1" août, 1,1 % eu 1" décembre, 1,2 % eu 1" msrs 1995, 1,4 % au 1" novembre. Sur la duréa de l'accord, la valeur du point d'indice est einsi portée de 307,11 F à 322,44 F, les différentes augmentations se rappor tant à la valeur du point indexée.

Peraliàlamant, les quelque 150 000 agants, dotés d'un indice majoré inférieur ou égal à 275, bénéficieront d'una augmentation supplémantaire de 3 % entre le 1° jenvier et le 1° décembre 1994.

Dispositions relatives à la gestion des emplois : l'objectif est de permettre sur la durée de l'eccard le recru-tement da 7 000 à 1D 000 agents, notamment par l'accélération des procédures d'embauche et l'amélioration du dispositif du temps partiel dans les trois fonctions publiques. Sur la question du temps partiel, un groupe de travail sera constitué avec les syndicats afin d'étudier d'ici au 28 février 1994 les modalitée d'amélioration de ce dispositif. Le gouvernement e'engage à déposer un projet de loi visant à créer un mi-temps parental au profit des agenta ayant des enfanta à charge de moins de trois ans. Il propose en outre des mesures visant à

Marine Comparison and the Control

regrouper les fractions de temps disponibles en vue de les affecter dans les services où auront été données les autorisations de travail à temps partiel.

Mesures d'accompagne-

 Un groupe de travail pari-taire sera constitué afin d'étudier d'ici au 28 février 1994 com ment améliorer la système de cessation progressive d'activité at notamment d'étudier les conditions de sa transposition aux contractuels de droit public. D'ici cette même date, le gouver-nement arrêtera les modalités visant à l'harmonisation de la duréa hebdomadaire du travail des agents de service avec celle des autres agents.

· Au 1" juillet 1994, l'indice efférent eu 1º échelon de l'échele E2 sera porté à l'indice brut 224. Cette mesure vise à éviter que le niveau du SMIC ne sa celui du traitement minimum de la fonction publique.

· Una enveloppa de 100 millions de francs sera dégagée sur la durée de l'accord en faveur du logement des fonctionnaires, tandis que les modelités d'utilisation de ces crédits seront simplifiées

m Clause de sauvegarde : les hypothèses de croissance et de hausse des prix concernant l'annéa 1995 seront présentées lors d'un bilan d'étape, en septembre 1994, evec les signataires. Le constat d'application de l'accord sera dressé dans le courent de juin 1995 afin de déterminer. au vu de la situation économique générale, les modelités d'un éventuel ejustement de le masure initialement prévus au 1* novembre 1995.

BANQUE Le taux de base

est ramené de 8,40 % à 8,15 % Le taux de base des banques

(TBB) e été remené, vendredi 22 netnbre, de 8,40 % à B,15 %, snit una baissa da 0,25 paint, un peu inférieure à cella da 0,30 point consentie par la Banque de France sur les taux de ees eppels d'affre (et d'un demi-point sur sas pansione à 5-10 jours). La dernière diminution du TBB remontait eu 1º juillat (de 8,60 % à B,40 %) et n'aveit que partiellement répercuté deux diminutions successives des taux directeurs de le Banque centrale, d'un demi-point su total. Le TBB ne a'spplique qu'à 15-20 % des crédits accordés par les banques, essentiellemant aux patites et movannes entraprises, ca taux de base étant majoré de plueiaure commissions, et, surtout, eanelbiement relevé paur les cliante jugés «à risque» par les benques. Il peut sinsi e'étager, en finel, de 12 % à 18 %. A B,15 %, le TBB est au plus bae depuis plus de quinze ans.

CHÔMAGE Convention financière entre l'Etat et l'UNEDIC

Définie à grenda traita le 23 iuillet, à l'Issua de le négociation entre les partenaires socieux sur le sort du régime d'essurance-chômega, la convention financière entre l'Etat et l'UNEDIC s finalement été signée 13 octobre. Au titre de 1993, l'Etat versara 4,17 milliarda da francs, enit les cinq dauzièmes de la aubvention annualis qu'il accorde à l'UNEDIC. Ensuite, de 1994 à 1996, il fournira 10 milllards de francs payés par quarts, chaque trimestre, et indexés sur les prix.

De son côté, l'UNEOIC devra, à pertir de 1994, présentar des comptes certifiés. Ella s'engaga en outre, avec l'aide du Trésor, à consolidar l'ensembla da as dette auprès des bacques afin da MICHEL NOGLECOURT | rambourser intégralament las euprès de l'ASF (Association pour la structure financière), rap pella un communiqué du ministère du travail, publié la 19 octo-

CONJONCTURE Alan Greenspan attend

une accélération de la croissance américaine

Alan Greenspan, président de le Réserve fédérala, a déclaré, vendradi 22 octabre, que les e vents contraires » à la repnae eux Etats-Unis (endettement des ménegas et déprécletinn des velaurs immobiliaree) continusient de décliner», permettant una eccélération da la craissance. L'endettement des ménages et la dépréciation immabilière resteront des problemes pendant encore un en ou deux, e ejouté M. Greansnen. mais les Etats-Unis sont maintenant plus evancés que la Japon ou l'Europe. Selnn lui, les reatructurations et les licenciements dans las antreprises vant sa pourauivra, meis ca processus devrait se ralentir.

EMPLOI Adidas va de nouveau réduire ses effectifs

en Alsace

Les effectifa d'Adidae an isace, qui étaient de 3 000 an 1987, devraient être inférieurs à 500 fin 1994-début 1995. Vendredi 22 octobre, la comité d'entraprise d'Adidas-Serregan France e été informé qu'un nouvesu plan social - le troisième en dix-huit mois - lui serait présenté le 2 novembre. Au total, l'ensambla des mesuree prévuas abnutirait à la suppression da 500 emplais, et le direction espère pouvoir limiter le nombre des licenciemente à 250 pereonnaa au maximum. Le plan prévoirait un désengagament de la production de chaussurea at étant un groupe très important, elle de bellons dans les ateliers de La serait critiquée en cas d'unc ulté-Walck-Pfaffenhoffen (Bas-Rhin), l'errêt de l'activité du bureau lien», a-t-il expliqué.

amprunts qu'alla a contrectés d'approvisionnament pour l'Europe de Lenderahaim, ainal que des sarvices tachniques et du magaain « metières » de Dettwiller. Des solutions de reprise sont étudiées pour deux eutres sitee et des reclassements de personnel pourraient Intervenir.

Seat ferme son usine de Barcelone

L'usine Seat de la Zona Franca,

au nord-eat de Barcelone, qui amploie plus da 10 000 personnes, cessera la production d'eutomobiles en 1994, e confirmé, vendredi 22 octobre à Barcelone, Peter Welzer, président en fonctions de cette entreorise qui appartient à Volkswagen. Cette décision était attendue depuie la Imogeage du précédent président de Seat, Juan Antonio Diaz Alvarez, le 29 septembre. Son plan de redressement avait été jugé trop mou par le président du groupe allemand Ferdinand Piech pour faire face aux difficultés de sa filiale espagnale, dom les pertas pourraient atteindre 100 milliards de setas (4,3 milliards de francs) à la fin de cette année (le Monde du 1º octobre). Le plan prévoit la suppreesinn de 9 000 emplnis. 1 300 personnes resteront à le Zona Franca, à l'administration et dans des ateliers da production de composants. Le production eutomabile de la Zona Franca sara transférée à le nouvelle usine de Martorell, à 25 kilomètres de Bar-

AUTOMOBILE: Fiat souhaite participer eu noyau dur de Rhône-Poulenc. - L'administrateur délégué de Fiat, Cesare Romiti, a annucé vendredi 22 octobre à Rome, l'intention du groupe sutomobile italien d'entrer dans le « noyau dur » de Rhône-Poulenc à l'occasion de la privatisation du groupe chimique français. M. Romiti e également justifié la décision du groupe turinois de ne pas participer à la privatisation des sociétés italiennes que le gouvernement italien a mise en route. «Fiat rieure expansion sur le marché ita-

Divine surprise

Plue de 2,8 mil-INDICE CAC 40

naires pour la BNP, una autre privatleetion foulés, cells de Rhône-Poulenc, et

pour finir la divina surprise, en fin de semsina, d'une baisse généralisée des taux en Europe, la Bourse de Paris n'en demandait pes tant. Elle en a profité pour battre, vendredi 22 octo-bre, da nouveaux records, à l'image des places de Londres et de Francfort.

En tout, l'indice CAC 40 aure gegné, sprès cinq séancss consécutives de hausae, 4,28 %. A 2 231,86 points en fin de journée vendredi, il ter-mine bien au-dessus de son précédent record du 31 août, à 2 216,49 points. Plus spectaculeire encore, le mois boureier d'octobre, qui s'achevait vendredi, s'est conclu par une hausse de 8,47 %. Il faut remonter au terme de décembre 1992 pour trouver une performance supérieure. Depuis le début de l'ennée, les valeurs du CAC 40

auront gagné plus de 20 %. La Banque de France y a contribué cette aemaine nour une bonne part, en décidant, vendredi, d'abeisser son taux directeur « plafond », celui des prises en pension à 5-10 jours, d'un demi-point (de 7,75 % à 7,25 %) et son taux «plancher»,

22-10-93

3000

22-10-03

718 1628

555

599 677

22-10-93

22-10-93

Consommation non alimentaire

22-10-93

22-10-93

Crédit et banques

Comp. band BNP C1 (1)_ Catelern____

CPR.

Bâtiment et matériaux

Diff.

+ 5 + 48 + 34 - 35 + 153 + 9.10 + 11,80 + 92

Diff.

+ 28 + 38 + 8

- 8 + 42

Ditt,

35 - 0,35 - 10 - 11 - 18 - 6,30

45 13 2,50

Diff.

12 11 294 12,70 26 17,60 7,10 35 1,80

Diff.

3 28 0,5 4,5 3,2 15 19 8 55 0,9

Diff.

30 1,30 8 12 Inch. 8,20

EMP CI.

Comptant R. et obl.

Agroalimentaire

Assurances

Chimie

celui dea eppele d'affre, de 6,75 % à 8,45 %. Cs mouvement de détente en France intervient au lendemain de la baisse surprise des taux allemands, suivie per de nombreux paya euro-péena (Suisse, Belgique, Autriche, Italis, Danemark et pagne). Sur les seules séances de jaudi et vendredi, le Bourse de Paria a d'ailleurs gagné

Le contracts est à nauveeu aaiaissant entre le aentiment général - toujours aussi sombre sur l'état de l'économie française et la profondeur de la récession --, ls montés de ls tenaion eociale, que traduit le conflit d'Air France, et l'optimisme perceptible à travere les records des marchéa. La principale relson à de ce paradoxe est sans doute technique et tient tout simplement à l'absence d'elternative de placement aux actions. Au fur et à mesure de la baisse dee taux d'intérêt, aujourd'hui inférieurs en France à B % aur le long tarme et à 7 % sur le court terme, les capitaux n'ont d'eutre issue que de venir s'investir sur les Bourses. D'eutant que l'im-mobilier entre à peine en conva-

Bulle financière

L'effet d'entonnoir sur les marchés d'actions, qui existe à l'échelle de le planète, explique pour une bonne part les perfor-

22-10-93

Electricité et électronique

22-10-93

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM

328230

893050

590.9

COURS

Premier

Diff.

105

17

10,8 10,1 71 20 8,3

Valeur en cap. (MF)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (so milliers de francs)

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

base 100, 31 décembre 1987

Sica CAC 40 . | 2 144,99 | 2 147,32 | 2 149,68 | 2 199,72 | 2 231,86

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation on pourcentage du 22 oct. 1993 Nombre de contrats : 154 346 environ

DÉCEMBRE 93

124,64

124,92

591,5 591,5

15-10-93 | 18-10-93 | 19-10-93 | 20-10-93 | 21-10-93

32 477 508 23 923 314 26 827 564 24 697 095 40 519 863 288 548 163 152 257 722 250 987 459 490

37 042 404 | 28 909 612 | 41 695 323 | 29 082 968 | 47 482 959

18-10-93 | 19-10-93 | 20-10-93 | 21-10-93 | 22-10-93

ÉCHÉANCES

MARS 94

128,90

129,14

4 823 146 14 610 037 4 134 886 6 503 606

<u>Distribution</u>

Alsacionne Sup Bon Marché Carrefour

mances de Wall Street, Londres, Frencfort et Paria et l'afflux en Europe, depuis plusieurs mois, de capitaux américains. Une évolution d'eutant plus forte que les liquiditée s'accumulent alors que les entreprises n'investissent pas et que les ménages ne consomment pas. Certaine observateurs disgnostiquent d'ailleurs une reconstitution progresaive de la fameuse buile financière, à nouveau totalement déconnectée de

l'économie réelle. lifustration, les industriela français estiment que l'hypothèse de croissance de 1,4 % en 1994 présentée par le gouvernement est «trop optimiste» et s'atten-dent plutôt à un taux maximum de 1 %, selon les résultats de l'enquête effectuée par le CNPF suprèe de 150 fédérations professionnelles. Dana is même registre, Aaaociés en finance, qui effectue une synthèse des prévisione de résultets de 16 bureaux d'étude de la place, e'inquiète de le forte diminution des anticipations de croissance des bénéfice des eociétés françaises. En un an, les analystes ont réduit de 55 % leurs prévisione. Les bénéfices par action devraient baisser cette année en moyenne de 7,3 %. En tout, les profits des 40 entreprises de l'indice CAC 40 euront ainsi chuté de moitlé depuis 1989,

Mais les experts pronostiquent toutefois un rebond de 30 % des bénéfices en 1994, comme

22-10-93

22-10-93

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 10,8 Oliper + 9,5 Cles .

Investissement

et portefeuille

Gaz et Eau

470,10

145 33,40

Diff,

inch. 12,10

Diff.

4,40

11,90 13,30 6,70

+ 14,50 such.

2,60

Immobilier et foncier

ils le faisaient, il y a un an, pour ceux ds 19931

Si l'afflux de liquidités est le vrai moteur de la hausse et ne devrait pas cesser de produire ses effets avant de longs mois, la présence en force des investisseurs étrangers à Paris porte en germe des riaques. Les observateure creignent à nou-veau un éventuel retrait masaif de capitaux, notamment de la part des investisseura anglosaxons. Ils jugant aujourd'hui sévèrement l'ettitude française dans lea négociations du GATT (Accord général sur les terifs doueniers et le commerce) et a inquiètent de le montée, apparemment inexorable, du chômsge et des tensione sociales, dont le reflet spectaculaire à leurs yeux est le conflit à Air France. Ces gérents sont susceptibles, un jour, de prendre des décisions d'investissements plus politiques que financières et de sanctionner la France.

Dans un tout autre registre, la Bourse de Peria poursuit sa modernisation. Après evoir snnoncé le modification de la composition de l'indice CAC 40, qui doit entrer en vigueur le 17 novembre, la Bourse de Paris va isncer au début du mois de indicee à composition plue large : le SBF 120 et le SBF 250. décembre deux bouveaux

ERIC LESER

	22-10-93	Diff,
CampudMetalbox.	205	+ 2
Dassault Aviation	489.9	+ 99
De Dietzich	1950	+ 19
Fives Lite	376.5	+ 1.5
Lagris Indiatrie	183,7	+ '87'
Métalecrop :	69	+ 1
PECHINEY CI.	338.1	- 1,9
Pechiney Int	212	+29 070
Peugeot SA	639	+20
Straket, Facore	560	+33
Valeo	1044	+ 17
Vallourec	208.5	+ 9

Mines d'or, diamant

	22-10-93	Diff
Anglo-American	192	+ 4,90
deffetsfontale	78	+ 18
De Bears	118,70	- 2,90
historiak:	67	0
encor	12,80	- 0,10
ветропу	26,65	- 0,45
andfontain	51,75	- 0.25
ainte-Helena	50	+ 1,30
Vestern Deep	200	+ 4

22-10-93

Diff.

Pétroie

BP-France EM-Aquit. Etap-EM Eseo Géophysique Total	107 483 408 933 628 330,50	+ 5 + 25,20 + 26 + 44 + 23 + 8			
Sicomi ou ex-Sicomi					
	22-10-93	Diff.			
Bell Investis	1 078 335 456 543 690	+ 44 + 10 + 5,80 + 4 + 18			

Transports, loisirs, services

	22-10-93	L	Diff.
Accor	601	[10
815	131,40	۱	3,60
Carrel Plus	1 331	+	89
Cap Gentini	188,90	!-	7
CEP Comm.	392	i –	5,80
Club Méditerranée	356	i -	24
Douphin Ota Génér, des seux	245 2875	-	_3
Seeo CP 10 F	540	+	255
From Disease	52.55	-	10
Euro Dianey	790		6,60 10
Haves	488	Ŧ	12
	541	ļ.	20
Conquise Dunez.	640	Ŧ	20
Publicie	856	:	89
Dalmas Vielleux	NC	٠.	0
SITA	718	+	28
5 1 gos	610	-	31
Sodestho,	1020	+	30
TF1	623	-	3
		_	

Valeurs à revenu fixe

ou indexé			
	22-10-93	Diff.	
9 % 1979 10,80 % 1979 EDF-GDF 3 % CNB 6 000 F CNB Par. 5 000 F CNB Susz 8 000 F CNB 5 000 F	101 163,30 8 550 101,30 100,20 100	0 - 9,20 + \$0 + 1 + 9,20 0	

NEW-YORK

Petite progression La grande Bourge lération de la reprise de l'économie

finalement gagné

une vingtaine de

points d'un ven-dredi à l'autre,

mais, contrairement

américaioe aura américaine Selon Ed La Varnway.

NOICE DOW JONES

à ses bomologues européennes, clle n'a pas réussi à battre un nouveau record, en raison notamment d'uoe nette remontée des taux d'intérêt à long terme américaios et de prises de bénéfices. L'iodice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clöture vendredi à 3 649,30 points, en hausse de 19,57 points (+ 0,54 %) par rapport à la semaine dernière. Wall Street a célébré mardi le 6 anniversaire du krach du 19 octobre 1987 sur une baisse modeste. La publication des résultats trimestriels des sociétés américaines, qui continuera la semainc prochaine, a dominé l'actualité de la semaioe, tout comme la baisse des taux d'intérêt curopéens, dans le sillage de l'Allemagne, Cette baisse du loyer de l'argent en Europe s soutenu les valeurs américaines en fin de semaine et servi en quelque sorte de contrepoids à la nette remontée des taux d'iotérêt à

niveau de 3 680-3 700 points su conrs des deux prochaines semaines reste possible. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moven sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est remonté à 5,97 % contre 5,85 % en fio de semaine précé-

analyste chez First Albany, Wall

Street pourrait observer une pause

la semaine prochsine mais unc

remontée de l'indice Dow Jones su

Indice Dow Jones du 22 octo-

(+ 0,54 %) par rapport à la semaine	bre: 3 649,30 (c.	3 629,7	3).
dernière. Wall Street a célébré mardi le 6 anniversaire du krach		Cours 15 pet.	Cours 22 oct.
du 19 octobre 1987 sur une baisse modeste. La publication des résul- tats trimestriels des sociétés améri-	AIT	66 3/4 80 3/8 37 3/4	69 57 3/4 38 1/4
caines, qui continuera la semaine prochaine, a dominé l'actualité de la semaioe, tout comme la baisse	Chase Man. Sank	35 7/8 45 7/8 59 1/4 85 1/4	34.5/8 45.3/8 57.5/8 84.1/2
des taux d'intérêt curopéens, dans le sillage de l'Allemagne. Cette	General Electric	57 3/8 98 1/2 44 7/8 46 7/8	53 1/4 96 46
baisse du loyer de l'argent en Europe s soutenu les valeurs améri- caines en fin de semaine et servi en	Goodyear	44 5/8 92 7/8 82 5/8	44 1/2 44 1/2 93 1/8 80 7/8
quelque sorte de contrepoids à la nette remontée des taux d'iotérêt à	Schlumberger	61 1/2 63 3/8 68 1/2	63 1/8 62 67 3/4
loog terme américains. Cette remontée tient à la fois à des prises de bénéfices sur le marché obliga-	UAL Corp. (ar-Allegis). Union Carbide United Tech Westinghouse	143 3/6 20 1/2 57 3/4 13 3/8	142 3/4 19 7/8 61 7/8 13 3/8
taire et à des indications sur l'accé-	Xerox Corp	73 3/8	73 1/8

TOKYO

Sans relief

Les valeurs oot terminé la semaine en légère hausse à Tokyo, bien que le marché soit sans 0,45 % marché soit sans relief, en raison des spéculations sur une possible privatisa-

gnie ferroviaire. L'indice Nikkei 225 a terminé à 20 264,83 points, en hausse de 90,41 points, soit une progression de 0,45 % par rapport à la clôture de vendredi dernier. Le volume moyen des transactions quotidiennes a cootinué de dimiéchangées cette semaine contre pourrait mettre 3 600 milliards de 263,9 millions au cours de la

période précédente. Pendant la première moitié de la semaine, le marché a été principalement soutenu par les fonds publics dont le remboursement continue à l'alimenter en argent frais. La hausse du dollar, qui s'est accélérée vendredi, après la baisse des taux d'intérêt allemands (taux d'escompte et iombard), a été sou-tenuE ensuite par les schats des exportateurs, indiquent les opérateurs. Le dollar a terminé à son plus haut niveau depuis trois mois

à 108,45 yens vendredi.

Nouveaux records + 2.5 %Les semsines se suivent et se

LONDRES

ressemblent ou Stock Exchange. qui a encore bettu des records d'un vendredi à l'autre. L'indice Footsie des cent plus

grandes valeurs a enregistré un gain hebdomadaire de 78,2 points (2,51 %) pour terminer à 3 199 points, son nouveau record de elôture. Il a fixé son nouveau record absolu à 3 199,2 points peu svant la fin de la séance vendredi. Le Footsie a connu jeudi sa

meilleure séance evec une hausse de 32 points provoquée par ls réduction surprise des tsux d'intérêt de la Bundesbank, immédiatement suivie par la plupart des pays européens. Indices «FT» des 100 valeurs :

3 199 (e. 3 120,8); 30 valcurs 2 409,4 (e. 2 354,2); Fonds d'Etat 103,6 (c. 108,72); Mines

d'or 221 (c. 203,7).			
	Cours 15 oct.	Cours 22 oct.	
Affied Lyons BP BP Cadbury De Beers Gland GIS CC Routers HTZ Shall	6,85 3,68 4,73 14,06 6,86 38,50 7,27 16,45 6,58 6,90	5,96 3,43 3,78 4,90 13,44 7,16 38,50 7,28 16,38 6,79 7,10	

Faute de biscuits, l'attention du marché s'est focalisée sur l'iotroduction, mardi à la Bourse de Tokyo, de l'East Japan Railway Co. (JR East). «L'introduction de JR East peut déclencher un sursaut à la hausse sur le marché», a îndiqué un analyste. JR. East est une des six compagnies de transport ferroviaire nées de l'éclatement de la compaghie publique Japanese Mational Railway Corp. en 1987. D'autres analystes estiment que le marché pourrait se redresser après le remboursement massif de bons d'Etat à la fin du mois de novembre, ce qui yens sur le marché boursier daos une période où les taux d'intérêt

sont au plus bas de leur histoire. Iodices du 22 octobre : Nikkei, 20 264,83 (c. 20 174,42); Topix, 1 663,09 (c. 1 654,01).

gestane on Berk de Motors sushita Electric aubithi Heavy r Corp.	1 390 1 320 1 450 2 230 1 690 1 490 683 4 610 1 780	1 420 1 370 1 500 2 390 1 590 1 490 885 4 900 1 850
ANCEO	T	

Euphorie + 2,53 %

Portée par l'amélioration progressive de la situation économique générale, les résultats des sociétés cotées et, jeudi 21 octobre, la baisse aurprise des taux directeurs allemands, la Bourse de Francfort a de nouveau battu record sur record cette semsine. Hormis un repli mardi, l'indice DAX des trente principales valeurs n's cessé de progresser pour s'inscrire vendredi, fin de semaine, à 2 066,17 points, contre 2 015,23 points en fin de semaine précédente.

Les blue chips ont été particulièrement recherchées par les investisseurs, notamment les ban-caires et chimiques, mais des valeurs secondaires jusqu'iei négligées ont sussi joui d'un regain d'intérêt.

Indice DAX 2 066,17 (c. 2 0	du 22 r 15,23).	actobre
	Cours 15 oct.	Cours 22 oct
AEG	184 286,40 311,40 331 825 281,50	161,50 275,90 318,80 341,30 845 284,70

JUIN 94

128,28

128,34

10.00 2.0 WERES PREMIER

". _7.54 " 3 m

a trans 11 1104 100 The CAU's the free strike ie şein i bulani da 16. 10. 15. Jee 16

The second of the later

Street Commen 2.00 mg (14th , 199 Carte Parga the state of the s To Calabage Service of the servic The Later of the Asia the despite au da creatie Remove the consenses du De la mari

The same than Built of the way The forester a bee 1 (1) to (1) 22 (8) Andrew Sage

1.175 cm \$84 1541 - 146 1 7: 10

 $^{1,q} \leftrightarrow \{ 1 \}$

FIE The 4

tis

183 co. 41

Retour de la CEE sur le marché de l'écu

Atteodue dans le compartiment de l'euromark, la Communauté économique europécoce a fait faux bood. Il lui restait quelque 900 millioos de deutchemarks à empruoter pour compléter uoe importante opération fioancière que les Douze ont mise sur pied eo faveur de l'Isalie. Tont était prêt. Les quelques baoques eo lice qui coocouraient pour diriger la transaction allaieot soumettre leurs propositions à l'émetteur quand, jeudi, les services de la CEE ont tout errêté, donnant la préférence au marché de l'écu.

Ce revirement a suivi de peu l'anconce d'une baisse des taux directeurs de la Banque ceotrale allemande. La décisioo de la Bundesbank devait iociter d'autres pays de notre continent à prendre des mesures semblables et la baisse des taux d'intérêt allait ioner en faveur du marché des titres libellés dans la monnaie composite européenne dont la Communauté est un des promoteurs les plus ardents. Le Trésor italien, le béoéficiaire des fonds, souhaitait d'ailleurs obtenir des ressources en écus.

C'est ainsi que, vendredi, une émission de 475 millions d'écus a vu le jour sous la cooduite d'un établissement bancaire britanoique, BZW qui fait partie du groupe Barclays, et de la Société de banque suisse. Les souscripteurs qui ont acquis les titres alors qu'ils étaieot fraîchemeot émis, soot assurés d'uo rendemeot de 5,72 %. Tout compris, compte tenu des frais et des commissions que retienoent les banques pour leur travail, l'affaire revieot à 5,78 %. C'est uo peu plus coûteux que l'émission d'uo autre emprunt, de même durée, que le même débiteur a lancé uoe semaloe auparavant en deotschemarks et qui revieot à 5,67 % l'an.

Notes Tellet

CHANCFORT

Il est important pour le mar-ebé de l'écu de bénéficier d'uo tel appui. Sans le soutien des grandes organisations euro-pécones et des quelques pays qui veillent à son développement, il n'aurait guère eu l'occa-sion d'accueillir de grands empruots dans la conjocture actnelle. Du point de vue écono-mique il n'est pas très intéressant de s'eodetter aujourd'bui en écus. La valeur de l'écu est basse et il est peo d'empruo-teurs qui aiment lever des fonds dans une monnaie faible. Le risque est trop grand qu'elle se reprenne durant la vie de l'emprunt, ce qui augmenterait en conséquence le coût du paiemeot des intérêts et le remboursement du capital à l'échéance. En outre il est plus onéreux de rémuoérer un empruot eo écus qu'en marks par exemple. Le oiveau de l'iotérêt est plus

La Banque mondiale en vedette

Pour sa part le compartiment du deutschemark o'a guère été affecté par le retrait de cette transaction de la CEE et son remplacement par one opération en écus. Il bénéficiait la semaine passée d'uoe extraordioaire publicité que lui a conférée un aotre débiteur parmi les meil-leors du monde, la Banque moodiale, qui y a émis soo pre-mier emprunt de type planétaire libellé daos une moonaie eoronécope.

Le but de cette transaction de la Banque moodiale était de parveoir à un très large placemeot des titres sur tootes les principales places financières du globe. Uoe partie importante devait être distribuée en Amérique do Nord et le soccès de l'opération ne devait pas se limiter à l'Europe et à l'Asie. Cela o'est commalement pas possible car les aotorités des Etats-Unis oe permettent pas aux investisseurs de leur pays d'aceuciliir des obligations classiques durant les premières semaioes qui suiveot leur lancement. Tout un mioutieux système de compensation a été mis au point, qui satisfait à toutes

les exigences en respectaot les règles contradictoires auxquelles est soumis le négoce des valeurs mobilières de part et d'autre de l'Atlantique. Le résultat du traveil de la Banque mondiale et de ses intermédiaires financiers est coovaiocant. L'emprunt de 3 milliards de marks que cette organisation supranationale de développement a contracté pour une durée de dix ans est la grande réussite de la semaioe. Sa direction était confiée à le Deutsche Bank et à Salomoo Brothers AG, la filiale allemande de la grande maison de titres américaine.

En francs français l'événement des derniers jours a été le lancement par le Crédit local de France du plus grand emprunt international jamais émis dans cette moonaie par un débiteur autre qu'un Etat. Son mootant est de 7 milliards, ce qui équivaut an record établi récemment par le Danemark. L'affaire était dirigée coojoiotement par le Crédit lyonnais et J. P. Morgan et C.

Sur le marché du dollar, oo se prépare à une gigantesque émis-sico pour le compte de la Suède, Cette transaction atteindra an moios i milliard de dol lars. Elle preod d'autant plus d'importance aux yeux des spécialistes depuis qu'oo sait que la CEE a recocce à soc projet d'emprunt en marks. La transac tion de la Commuoauté aurait été à taux variable. Soo taox d'intérêt aorait changé à intervalles réguliers, en fooction de l'évolution du marché monétaire international. Les emprunteurs de tout premier plan, Trésors publics ou organisations sopranationales de développement, soot très peu combreux à avoir eu recoors à cette formule d'emprunt ces. derniers mois. Or e'est de cette façon que la Suède eotend rémunérer soo prochaio

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Vif rebond du dollar et du franc

abaissement des taux directeurs allemands, réduisant l'écart cotre les rémunérations offertes à Franc-fort et à New-York, ne pouvait que stimuler le dollar aux dépens du mark, et c'est ce qui s'est produit. En vingt-quatre heures, le cours de la devise américaine a bondi de plus de 4 % par rapport au mark, retrouvant, à près de 1,68 DM, soo oivean de la troisième semaioe d'août. A New-York, le billet vert valait, vendredi soir, plus de 5,85 francs, cootre 5,71 francs la semaine dernière (+2,5 %), la revalorisatioo du billet vert contre le franc étant freinée par la propre revalorisation de notre mocoaie (+1,5 % par rapport au mark).

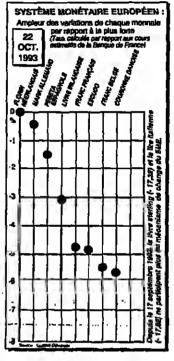
Ce rebond du dollar a frappé par son ampleur. Le 9 septembre, après un abaissement d'un demi-point des taux directeurs de la Bundesbank, le dollar o'avait que très faiblement réagi, retombant même à 1,60 DM. Cette fois-ci, la réaction a été forte, d'autant plus que les positions «acheteur» à terme, dites klongues», avaient fortement dimioué du fait de la lassitude des opérateurs, et quelques positions «ven-

Cétait courul Uo vif et nouvel eo anglo-saxon, s'étant même constituées, d'où des rachats précipités, acceotuant la remooiée. Outre la réduction de l'écart des taux de part et d'autre de l'Atlanti-que (3 % à New-York contre 6,50 % à Francfort à court terme, et 5,40 % contre 5,80 % à dix ans), les signes patents de retour à la croissance de l'économie des Etats-Unis ont joué en faveur du dollar. Le franc français s'est brillam-

meet comporte vis-à-vis d'un mark affaibli par rapport à toules les devises par la baisse des taux allo-mands. Certes, le fléchissement de la monnaie de la RFA a joué en sa faveur, mais la baisse en question, autorisant celle des taux français, a allégé les pressions sur ootre monoaie, puisque à l'étranger on estimait que le loyer de l'argent à court terme à Paris était bien trop élevé pour un pays affecté par un chômage grandissant et de plus en plus traumatisant. Cet allegement a permis au franc de retrouver soo cours d'il y a quinze jours par rap-port au mark. Mais, loujours à l'étranger, oo persiste à juger encore trop élevés les taux français à court terme (la semaine dernière deurs», dites «courtes», «short» le célèbre spéculateur américano-

boogrois, Georges Soros, coque-luche du gouvernement français eo septembre 1992 parce qu'il n'avait pas voulu spéculer contre le franc, ne réclamait-il pas une dimioutioo de trois poiots des taux courts à Paris, ce qui les amenait à 4 %?). La semaine à venir dira si le raffermissement du franc est durable. En tout cas, ootre monnaie pourra s'appuyer sur l'espoir d'un nouvel abaissement des taux directeurs de la Bundesbank d'ici à la fin de l'année, En noendant, les rentrées de devises dans les coffres de la Banque de France continuent à s'effectuer leotemeot : 9,2 milliards de francs pour la semaine se termioant le 14 octobre, contre 2,5 milliards de francs la semaine précédente, la dette brute de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur revenant à 170 milliards de francs environ, son endettement net tournant autour de 54 milliards

FRANÇOIS RENARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 OCTOBRE AU 22 OCTOBRE 1993

PLACE	Livre	S E.U.	Franc français	Franc	D. merk	Franc belge	Floric	List tallectne
Londres		LATE	8,6127	2,1727	2,4678	53,3158	2,7710	237L39
		1,5136	7,956	2,1503	2,4420	53,7141	2,7470	2460,41
How-York	1,4720	-	17,6911	61,7501	59,6481	2,7609	53,1208	0,00621
Mant-Im Ken	1,5135		17,9099	70,1262	61,9771	2,8177	55.0964	0,00631
Paris	8,6127	5,2510	-	396,4092	349,0529	16,1541	310,2101	3,6319
	8,6612	5,7160	-	408,8415	151,260	16,1059	314,9311	3,6840
Zorich	2,1727	LATER	25,2365		88,6406	4,0751	78,4964	0,9162
ALI RULINOUS	2,1583	1,4260	27,3932	,	88,3793	4,8180	78,5675	0.8991
Fanciert	2,4678	1,6765	28,6532	113,5840	-	4,6287	89,05/1	1,8407
-	2,4420	1,6136	29,5334	113,1467		4.5464	88,8981	1,017.
Brownfee	53,3158	36,22	6,1904	24,5393	21,6045	-	19,2404	2,748
P(10.	53,7141	35.49	6,8547	24,6872	21,9957	-	19.5537	22377
Ameterian.	2,7710	1,8825	321,7397	1,2754	112,2875	5,1974	-	1,168
THE REAL PROPERTY.	2,7470	1,8150	332,4079	1,2727	112,4983	5,714)	•	LIHE
	2371.38	1611	275,3375	1091,4634	960,9305	444781	855,7769	-
	346L41 -	1506	275,9918	- 1112,2620	982,9563	44.6886	873,8292	-
Tois a	159,56	185,48	18,5267	73,4417	64,6585	2,9928	57,5E30	0,0672
- maria	162,82	187,85	21,5724	75,3701	66,3464	3,0163	58,38070	6749

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 22 octobre, 5,3976 F contre 5,3395 F le vendredi 15 octobre 1993.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les promesses du talc

LUZENAC

de notre envoyée spéciale Les routes qui menent à Trimouns (ce qui signifie «trois monts» en occitan) soot poudreuses. Comme si le tale, cette roche tendre, lamellaire, sensuelle, manifestait déjà sa présence. Qui se douterait pourtant qu'au cœur de ce paradis pour skieurs siège le gisement de talc le plus important du monde, avec une production de 340 000 tonoes par an? Long de 1,8 kilomètre, large de 80 mètres, le filon se déroule à ciel ouvert comme un fleuve de nacre. La carrière ressemble à uo rêve blanc, un cirque de oeige. Pour accéder au tale, il a fallu découper le sommet de la mootagne - les spécialistes appellent cette opération «découverture» - par paliers semblables à des gradins; à l'aide d'explosifs, au besoin, afio de venir à bout des roches très dures qui enserrent le minerai et constituent l'essentiel du «toit» et des «murs» de la montagne. Dans ce village niché au creux du massif Saint-Barthélemy, il y a de vastes entrepôts. « Nas

PRODUITS	COURS DU 22-1
Cuivre h. g. (Loudres)	1 636 (- 68)
Trois mois	Dollars/tonne
Aluminium (Louis)	t t15 (~ 28)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickei (Lenius)	4 640 (- 130)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	277,80 (- 3,70)
Décembre	Dollars/tonne
Café (Loades)	1 I85 (+ It)
Novembre	Dollars/tonne
Cacae (New York)	1 134 (+ 1)
Décembre	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	335 (+ 1t)
Décembre	Cents/boisseau
Mals (Chicap)	253 j+ 5)
Décembre	Cents/boissesu
Soja (Cacap)	193,1 (+ 8,5)
Décembre	Dollars/t. courte
Pétrole (Londres)	16.88 - 8,18)
Décembre	Dollars/baril

stocks sont énormes, de l'ordre de la recherche. Occuper le premier 250 000 tonnes, assure Yannick Le rang sur la scène mondiale (1) Mailloux, directeur général. Mais en avril, il ne reste presque plus rien.» Eo effet, la carrière vit au surer son développement; elle est rythme des saisons; elle est mise en persuadée que «diversifier les usages rythme des saisons; elle est mise en sommeil d'octobre à mai, jusqu'à la fonte des neiges.

Dans cet uoivers oeigeux, les hommes font ce dont les machines sont incapables: le tri manuel qui porte sur 6 % de la production. opération est délicate, le filoo bétérogèce, mélange subtil de tale de diverses qualités, plus ou moins pur, plus ou moins doux. Les hommes les différencient, les amassent en tas à même le sol. Parfois même, ils séparent le talc de la chlorite - une roche décommée ainsi à cause de sa couleur verte. Ensuite, le talc sera séché dans des fours (il contient 6 % d'eao), puis broyé dans des moulins plus ou moins rapides, selon la finesse dési-

> IIn minéral surprenant

Le tale se présente comme un cristal, un cahier microscopique aux pages de magnésium enrobées de silice. C'est à cause de cette structure particulière que les chercheurs de Luzenac croient fort en son ave-nir. Car ce minéral, si discret, si peu connu, intervient dans beaucoup de connu, intervient dans beaucoup de domaines, les plus inattendus: la cosmétique ne représente que 3 % de ses débouchés, alors que la papeterie constitue soo poste le plus important. Il faut du tale pour lisser la cellulose, et faire glisser le stylo. Il faut du tale pour rendre plus résisent plus réside le neluminatique. tant, plus rigide, le polypropylène, cette matière plastique très présente dans les automobiles, il fant du telc sur le saucisson pour empêcher les moisissures, il faut du tale pour décoller tout ce qui, a priori, s'agglu-tine : confiseries, engrais. Il faut encore du tale pour le polissage du riz, et il sert dans ce cas d'abrasif doux. Mais Richard Baeza, responsable de la recherche, considère que ce n'est pas suffisant. Et il explore toujours de nouvelles voies. La société de Luzenac, rachetée en 1988 par le conglomérat minier anglo-saxon Rio Tinto Zinc, consa-cre 3 % de soo chiffre d'affaires (320 millions de francs en 1992) à

comme producteur et comme exportateur ne l'empêche pas d'asdu tale donne de la solidité à l'entreprise dans un contexte où, de plus, les industries utilisatrices se portent mal». «Nous, nous misons sur l'ave-nir. affirme André Talmon, président-directeur général, nous croyons fermement en la recherche. » Uoe recherche qui se double d'une préoccupation écocomique : comment enrichir une formule (savoo ou peioture) sans la rendre plus onéreuse? Une quarantaine de chercheurs, géologues, minéralogistes, chimistes, physiciens, s'emploient à relever le défi.

L'enjeu est d'antant phis important que le marché du talc repose sur des transactions de gré à gré (donc le pouvoir de persuasion des vendeurs) et oon sur des cotations mondiales. Selon la blancheur, la finesse, le talc connaît des ampli-tudes de prix : de 300 à 3 000 francs la tonne.

MARIE DE VARNEY

(t) Devent la Chine, l'Inde, l'Australie, la Finiande et la Norvège. Les Tales de Lazenae, outre la mine de l'Ariège, exploitent d'autres mines en Europe et aux Esta-Unis, produisant en tout 1.2 million de tounes de tale, sur une production mondiale de 5,5 millions de tounes.

MARCHÉ LIBE	E DE L'	OR
	Cours 15-10-83	Cours 22-10-93
Or Sia Side on Serrel - Side on Bryord - Side on Bryord - Side on Bryord - Side on Bryord - Pilor Street Side (20 F) - Pilor Street Side (20 F) - Pilor Street Side (20 F) - Souverain Elesbeth 11 - Souverain Elesbeth 11 - O Den'-locretain - Filor de 20 follers - 10 follers - 5 dobres - 50 paces - 20 marks - 10 fories - 5 rochies	55 500 55 750 371 350 378 378 473 458 287 1 197,50 2 455 468 2 455 468 2 57 2 57 3 58 3 58 3 58 3 58 3 58 3 58 3 58 3 58	89 000 69 850 388 388 400 389 295 501 500 285 2 450 1 222 50 2 610 489 410 286

e Cas pièces d'or as sont cotées qu'à la séance

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La bonne mesure de la Bundesbank

cette année! La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), prenant tout le moode à cootrepied, a, jeudi 21 octobre, abaisse d'un demi-poiot ses taux directeurs, ramenaot de 6,25 % à 5,75 % l'escompte et de 7,25 % à 6,75 % le Lombard. Pour faire boone mesure, elle faisait passer son troisième taux directeur, celui de ses pensions à court terme (repo) de 6,67 % à 6,40 %. Tendant un écrao de fumée, elle avait, la veille, mercredi 20 octobre, procédé à une iosime diminution (6,67 % cootre 6,70 %) de son repo, au «compie-goutte», se moquaient les opérateurs. En outre, la conféreoce de presse à l'issue du cooseil de la Buba, supprimée la veille, était rétablie le tendemaio par annonce eo fin de matinée. Volte-face, hésitation, goût de suspens, ou mystification? Au choix.

Mais les motivations ont été elaires : laogueur de l'économie allemande (pas de reprise en vue, a estimé l'économiste de la Buba, M. Issing), ralentissement de l'ioflation co Allemagne de l'ouest (2,7 % sur six mois et 2,5 % sur les trois derniers mois, en rythme annuel) et décélération de la croissance de la masse monétaire

A Paris, très logiquement, la Banque de France, qui n'atten-dait que cela, s'est hâtée de sui-vre la Bundesbank, ramenant de 6,75 % à 6,45 % soo taux d'appel d'offres, resté inchangé depuis le 2 juillet, soit une diminution de 0,30 point aoalogue à celle du repo de la Bundesbank, ni plus, ni moins, observant les règles d'un parfait parallélisme. La diminution a toutefois, été plus forte à Paris pour le taux des pensions à 5-10 jours, qui constitue la balise haute du ebenal de fluctuations des taux courts défioi par la Banque de France. Ce taux a été ramené de 7,75 % à 7,25 %, soit 0,50 poiot, ce qui ramèoe l'amplitude de l'écart entre balises du poiot habituel (1 %) à 0,90 point. Sur le

Le Pére Noël est en avance MATIF, qui avait largement anticipé cette baisse, et qui, maintenant, escompte une autre baisse d'icl à la fin de l'année - ou même avant, - les cours oot flambé, celui du contrat «notioonel» (emprunt d'Etat à dix ans) battant tous ses records à 124,98 sur l'échéance décembre, les opérateurs le voyant déjà à 125,30. Outre l'effet « baisse des 1aux directeurs », les racbats de veodeurs à découvert ont précipité la hausse. Résultat des courses : le rendement de l'OAT dix ans est tombé à 5,84 % contre 5,91 % buit jours auparavant. L'argeot à trois mois vaut 6,50 % à 6,60 % (toujours l'inversion), le loyer de l'argent au jour le jour glissaot au-dessous de 6 % à 5 7/8 %.

> Baisse du taux de base bancaire

En ce qui concerne les ban-

ques, cela n'a pas tardé : dès le milieu de l'après-midi du vendredi 22 octobre, quelques heures après l'annooce de la dimioutioo des taux directeurs de la Banque centrale, le taux de base bancaire (TB) était ramené de 8,40 % à 8,15 %, en diminutioo d'un quart de point. La dernière baisse du TBB remontait au Ist juillet 1993, après deux diminutios successives (uo demi-poiot au total) des taux directeurs de la Banque de France. Manifestement, les banques, soucieuses de rétablir une rentabilité affectée au premier trimestre par uoe forte baosse du loyer de l'argent sur la place de Paris en raison de la crise monétaire, traînaient les pieds. Cette fois-ci, elles se sont exécutées illico, à la satisfaction du gouvernement. Ces jours deroiers, à Matignon, on se montrait mécontent de leur « obstination ».

Sur le marché obligataire, l'euphorie qui regne sur le MATIF a été tempérée par un net début de saturation ltrop de papier), y compris sur le marché de l'eurofranc. Les programmes de placement sont, pour le mnment, un peu saturés, ce qui explique que la seule émission de la semaine.

accueillie sans grand enthousiasme, avec peu de placement final eo fin de semaioe. La signature est, pourtant, excellente (un triple A) mais la rémunération offerte. O,6 point au-dessus de l'OAT correspondante, a été jugée insuffisante, « trop tirée ». De même, le placement des deux grands emprunts de la scmaine dernière, SNCF et Crédit oatiooal, n'a pas été excellent, loio de là, les réseaux, tous comptes faits, iugeant trop étroites les marges de distributioo lvieux débat). La semaine prochaice, on attend une émission du CEPME, I à 2 milliards de francs, à 5,75 % cominal, avec garantie de l'Etat, uoe des trois deroières garanties qui subsistent.

A signaler, enfio, une offre publique d'échaoge « mammnuth », lancée par le Crédit foncier de France (CFF) sur 35 % de sa dette domestique à long terme (160 milliards de francs). Cette offre, la plus importante laocée par un émetteur français autre que l'Etat, porte sur nuze emprunts, totalisant 56 milliards de francs d'eneours, qui seront échangés pour trois emprunts, dont deux à créer (5,5 % novembre 1999 et 6 % novembre 2004) et un existant (7,5 % mars 1993-2005), qui compte, déjà, 5 milliards de francs d'encoors. L'opération d'échange, dirigée par la Société générale avec le Crédit Lyonnais comme présentateur associé et confié à un syndicai d'établissements associés en valeur du service public (SVSP) a pour objet d'améliorer la liquidité des onze «lignes» d'emprunts visés. Les détenteurs de ces emprunts, notamment les investisseurs institutionnels, o aiment pas les émissions cotées audessus du pair. L'échange proposé a pour objet précisément de ennstituer trnis « gisements » assez larges pour qu'ils béoéficient d'uoe tenue de marché par

22.45

0.25 Série : Trois étailes.

D'Antoni Janes (rediff.).

M 6

Les incorruptibles, le retour

Présenté par Eléonore de Galard.

Six minutes première heure.

meurtre et mensonges.

De Robert Markowitz.

brigade des stups. Faux et usage de faux.

FRANCE-CULTURE

Alain Rey, lexicographe.

que. Une petite mort privée, de Jean-Philippe Mestre.

Philippe Hersant, portrait réflé chi d'un compositeur,

20.45 Nouveau repertoire dramati-

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert lan direct de Munich): Mena Dzirntene, Idylle symphonique, de Kalnine; Les eoldats qui ne raviennent jamais, de Skuite; Concerto pour violon et orchestre, de Kelsons; Symphonie nº 3, de Kalnins; Lauda, de Vaska, per l'Orchestre philharmonique national de Lettonie, dir. Peul Maegi.

23.00 Maestro, Erick Kleiber, per

0.05 Carrefour de la guitare. Par Robert Vidal, Ceuvres de Sor, Albeniz, Llobet, Lamarque-

Un carnet de bal, # Film français de Julien Duvivier (1937).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25

19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Cha-

19.54 Six minutes d'informations,

20.00 Série : Classe mannequin.

Stars et couronnes

15.00 Série : Département S.

16.00 Série : Covington Cross.

17.00 Série : L'Aventurier.

17.30 Série : Le Saint.

Météo.

20.50 Téléfilm : Amour,

0.20 Série : Soko,

1.10 Informations:

3.00 Rediffusions.

20.30 Photo-portrait.

22.35 Musique : Opus.

0.05 Clair de nuit.

Maegi.

23.40 Cinéma :

20.35 Magazine:

18.25 Série :

Le Crépuscule

des vampires. De John McBride.

22.00 Flash d'informations.

22.15 Magazine : Jour de foot.

Buts et extraits des matches

de le 14 journée du cham-

Film américain de Camilo Vila

Film japonais d'Akira Kuro-

D'Alam Jaubert et Philippe

La Galice, l'Aragon, la Saxe, la

MANCHE 24 OCTOBRE

pionnat de France de D1.

L'Ange des ténèbres. O

Rhapsodie en soût. #

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 -

19.00 Magazina : Vie Regio. Histoires de patries perdues.

Le Dessous des cartes

Citizen Barnes.

Pliard (rediff.).

18.00 Magazine : Mégamix

22.05 Surprises.

23.00 Cinéma:

0.40 Cînéma :

[1988].

17.00 Documentaire:

(rediff.).

Rasso-Save.

Turquie 1983,

Histoire parallèle.

19.30 Chronique:

19.35 Documentairs:

20.30 81/2 Journal.

20.40 ➤ Documentaire :

sawa (1991).

SAMEDI 23 OCTOBRE

FRANCE 3

14.50 Samedi chez vous
(et à 18.45).

17.40 Magazine : Montagne.
Invité : Antoine. Reportage :
Le Montagne en ruine, de Geuthier Flauder.

18.50 Un livre, un jour.

Le Temps de l'Imnocence, d'Edith Werton.

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Divertissement : Yacapa.
Présenté par Pascal Brunner.
Invitée : Michel Cardoza,
Corinne Le Poulain, Catherine
Allégret.
20.30 Le Journal des sports.

20.50 Série : Des héros ordinaires. La Frère trahi, de Philippa Monnier. 22.20 Journal et Météo.

Jamais sans mon livre.

Magazina prásentá par Ger-nard Rapp. Arrâta sur Image. Invitás : Régis Debray (*Etat séducteur); Georgee Belandier (le Pouvoir sur scènea); Jac-ques Darriulat (Métaphores du

14.00 Série : Les Mystères

18.25 Jeu : Questions

de l'Ouest.

TF_1
14.15 Divertissement : Ciné gags let à 17.25l. 14.20 La Une est à vous. Avec la série : Agence tous
risques. 17.30 Magazine :
Trente millions d'amis. 18.00 Divertissement : Les Roucasseries.
Invité : Plerre Perret. 18.30 Divertissement : Vidéo gag. 19.00 Séris : Beverly Hills.
20,00 Journal, Essais de formule 1, Tiercé et Météo.
20.45 Verlétés : Super nana. Emission présentés par Patrick Sébestien.
23.00 Téléfilm : La Cavals infernals.
De John Stewart. 0.40 Magazins : Formuls foot. Championnat de France.
1.15 F1 Magazine. Spécial Grand Prix de formule 1 du Jepon à Suzuka.
FRANCE 2
13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Irlande du Nord : une salle
petite guerre, d'Hervé Ghesquière et Michel Anglade. 14.15 Magazine : Animalie.
15.15 Magazine : Samedi sport. A 15.20, Tiercé, en direct d'Auteuil; A 15.40. Terre de
IOOL: ADACIAL DIBGO MARA-
2- division) : Niort-Nancy. 18.50 INC,
18.55 Magazine ; Frou-frou. Présenté per Christine Sravo. Invité : Martin Lamotte.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45). 20.00 Journal, Journal des courses
et Météo. 20.50 Divertissement : Ca n'arrive qu'une fois.
Avec Smain, Patrick Timeit, Courtemenche, 22.40 Variétés : Taratata,
Emission présentée par Negul, Invité : Alzin Souchon, Avec les Innocents, Laurent Voulzy,
Crowded House, James Tay- lor, Four non Blondes.
0.05 Journal et Météo. 0.30 Magazine : La 25 Heure. Présenté par Jacques Parrin.
1.00 Magazine : Bouillon de culture
(rediff.).
TF 1
6.30 Club miril Zig-Zag.
7.10 Club Derothée vacances.
Les Popples; Les Misérables; Le Jerdin des chansons. 8.00 Le Disney Club.
10.25 Magazine : Auto Moto. Formule 1 : spécial Grand Prix du Japon à Suzuka.
11.03 Météo (et à 12.18). 11.05 Magazins : Téléfoot.
Championnet de France; le out-non; Top buts.
12.20 Jeu : Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vral dire.
12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Rick Hunter,
inspecteur choc. 14.15 Séris : Hooker. 15.10 Séris : Le loi est la loi.
15.55 Série : Starsky et Hutch. 18.55 Disney Parade.
18.00 Des millions de copains. 19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne Sinctair. Invité : Michel Rocard. 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéme : Quarente-huit haures, = Film américain de Welter Hill
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
Les Mariés de l'an II. su Fikm franco-italo-roumain de
Jean-Paul Rappeneau (1970). 0.30 Journal et Météo. 0.35 Megazine : Le Vidéo Club.
0.55 Documentaire : Histoires naturalles.
1.25 TF1 nuit (et à 3.05, 4.05, 4.40). 1.30 Documentaire :
Constant Permecke. 3.10 Documentaire :
Histoire de la vie. 4.10 Documentaire : L'Aventure des plantes.
4.45 Musique.
FRANCE 2

,	ques Demidet (Métaphores du
-	regard).
	23.40 Magazine : Musiques sans frontière.
	Special Cuba, Avec Van Ven.
	Anecosnas, trakera et Chucho Veldas, Rubelcabs, NG le
	Banda, Pablo Mhanee, Loe
!	Poninge lette Delegate Cartes
	berto Alvarez y su son, Sinte-
	Vareta, Ameury Perez, Adal- berto Alvarez y su son, Sinte- ele, Fidel Moreles, Martha
	Jean Claude; Rubrique Paris- métiese avec Cesaria Evora.
	0.30 Continentales Club.
	CANAL PLUS
	15.45 Sport : Football américain,
	Match de championnet de la NFL : Daflas Cowboy - San-
	Francisco 49 ers.
	18.40 Sport : Baskett américain. Finale pour la troisième place
	de l'Open McDonaid, en direct de Munich ; Finsle de l'Open
	MacDonald, en direct.
	En clair jusqu'à 20.30
	19.30 Flash d'informations.
	19.35 Magazine ;
	Le Plein de super.
	Présenté par Yvan Le Solloc'h at Bruno Solo, Invitée : Jjork.
ļ	20.30 Téléfilm :
	7.00 Debout les petits bouts. 8.45 Conneître l'islam.
	9.15 Emission israélite.
i	9.30 Source de vie.
1	10.00 Présence protestante.
	10.30 Le Jour du Seigneur.
	Parcours avec Robert Hos- sein; A 11.50, Midi moins
	sein; A 11.50, Midi moins sept, présenté par Noël Copin.
1	11.00 Messe Célébrée en l'église
ı	Notre-Dame de l'Assomption
Į	à Saint-Loup (Deux-Sèvres).
1	
1	DIMANCHE . MIDI
1	France
I	
	Valéry
1	GISCARD D'ESTAING

à l'Heure de Vérité.

12.55 Loto, Journal et Météo.

14.55 Série : ENG.

19.30 Séris : Maguy.

6.00 Magazine : Animatie (rediff.).

Les interventions à la radio

Francs-Inter, 8 55 : Por traits », de Christine

RFI, 12 h 15 : « Echos

d'Afri que », Alphe Oumer Konari, président du Mali ;

18 h 05 : « Penoreme ».

RMC, 13 heures : « Forum RMC-

RTL, 18 h 30 : « Grand Jury

RTL-le Mondes, Nicolas Sarkozy.

l'Express », Jean-Pierrs

8.50 Dessin animé.

Okrent : Fellini.

Jac ques Toubon.

Chavene ment.

12.00 L'Heure de vérité (et à 1.45). Megazine présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Valéry Giscard d'Es-

13.25 Dimenche Mertin. Le monde est à voire, avec Eddy Mitchell.

15.45 Dimanche Mertin (suite). L'Ecole des fans, avec Gérard Lenormen : Ainsi font, font,

à la redécouverte du monds.

Clioperton. le de la solitude.

17.25 Documentaire : Coustaau.

18.25 Magazine: Stade 2. Auto-mobile; Footbell; Rugby; Cyclisme: Basket-ball; Judo; Tennis.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéme : Mélodie pour un meurtre.

Becker | 1999).

22.45 Télétim :
Le Diable au corps.
De Gérard Vergez, d'après le roman de Raymond Radiguet.

0.35 Megazine : Le Cercle de minuit. Les meilleurs momente de

0.15 Journal et Météo.

2.35 Magazine : Frou-frou

L'Ecume des nuits.

Un avion sous is mer.

4.15 Magazine : Stade 2 (rediff.).

3.05 Documentaira :

3.30 Documentaire :

3.50 Dessin animé.

5.10 Clip.

4.00 24 heures d'info.

5.30 Magazine : D'un soleil é l'autre (rediff.).

arma Paris	20.40 > Documentaire : Révolte à Sobibor.
ora.	De Lify van den Bergh et Paval
	Kogan.
	22.10 Téléfilm :
	Les Bienhaureux.
in.	D'ingmar Bergman,
de la San-	23.35 Cinéma d'animation ; Snark.
m.	Pertes et prophètes, de Jona-
olace	then Bairetow; Crofton Road
Arect Open	SE.5, de Gerd Gockell; Pôles,
- Dien	d'Olivier Boulenger et Martin
	Koscielnisk; Joyeux geitlard,
_	d'Anri Koulev; Crossing and
	Meeting, d'Ed. Emschwiller.
	0.05 Documentaire :
loc'h	Jazz in the Night.
ork.	Jazz à Burghausen-Anthony
	Cox, de Thomas Hesener.
	DIMANCHE
	7 17 m 14 50 50.
	5.15 Documentaire :
	L'écume des nuits.
	FRANCE
	7.15 Bonjour les petits loups.
los-	Muppet Babies; Bonjour les bébes: Kimboo.
oins pin.	8.00 Les Minikeums.
disa	Rupert; Denver; Jeu: las
PISE TOOT	Mondes fantastiques (rediff.);

21.45 Planète chaude.

De 18.09 à 18.31, le journal de la région.

Cour d'essises, de Jean-Char-les Tacchella.

20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Srunner. Invités : André Pousse, Paul-Loup Sulitzer, Lagel, Souad

20.50 Série : L'Haure Simenon.

unbair, Dausal: 740 : 16	is i
Mondes fantastiques (rediff.) Les Inventures des Min keums; Microkids; Les Bes tioles (rediff.); C'est pes en cier: le drogue.	7.00 CBS Evening News, Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Cheng.
10.30 Magazins :	7.25 Décode pas Burnny.
D'un soleil à l'eutre. Présenté per Jacques Malihor	8.20 Séris animée : Chipie & Clyde.
La Nouveau-Mexique : la fi	8.25 Surprises.
du Far-West, de Jeen-Mar Cholet.	S.40 Cinéma : Sexes faibles, o Film français de Sarge Mey-
11.00 Magazine : Mascarines.	nard (1992).
12.00 Flash d'Informations.	10.10 Cinéma : Robin des bois,
12.05 Télévision régionale.	prince des voleurs.
12.45 Journal.	Film eméricain de Kevin Rey- nolds (1880).
13.00 Expression directe. FO; UDF	- En clair jusqu'à 14.00
13.25 Megazine : Musicales.	12.30 Flash d'informations.
Présenté par Alain Duaufs L'ost écoute Istanbul. 2. Li	12.35 Magazine : Télés dimanche.
musique traditionnelle turnue	Ligacitie has Maria Decision
Ceuvres de Yaiçin Turz, Ismet	13.30 Divertissement:
Hakki Bey; Musique et chan- sons turques traditionnelles.	La Sernaine des Guignols.
14.25 Sária :	14.00 Téléfilm : Clovis,
	la vengeance du clown.
Les Mystères de l'Ouest.	De François Laterrier. 15.25 Magazine :
15.15 Magazine :	24 heures (rediff.).
Sports 3 dimanche.	16.20 Documentairs :
A 15.20, Tiercé, en direct de Longchamp; A 15.40, Tennis	
(Grand Prix de Lyon) : finale en	Le Tour du Faso, de Motendi
direct : Cyclisms : Open des	Cucha
nations (sous réserve de la durée du termis).	1 10.40 Dessin engrie :
	Les Simpson.
18.00 Magazine : Repères.	47 OF Description By
Présenté par Jean-Pierre Elkabbach, invitée : Daniel	ou le cirque à l'italienne.
Auteut, interprets avec Domi-	De Leurent Chevaser.
nique Bianc de Woyzeck, de	18.00 Téléfilm :
Georg Süchner, mis en scène par Jean-Pierre Vincent;	La Voyageuse du soir.
Helène Azcué, qui scrigne et	O'igesi Niddam.
aide la pauple afer en lutte	En clair iusqu'à 20 35 1
Officeri; Plens Larrouturou.	19.30 Flash d'informations.
ingénieur conseil chez Arthur	19.40 Ca cartoon.
Andersen, out e proposé la	Présenté per Philippa Dana.
comaine de trente-deux	20.30 Le Journal du cinéma.
heures.	20.35 Cinema : Hot Spot. ##
19.00 Le 19-20 de l'information.	Film emiricale de Deople Hon-
De 18.09 à 18.31, le journal de la récion.	
ue la reción.	22.25 Dank #5-6

0'igesi Niddam. — En clair jusqu'à 20.35 —— 19.30 Flash d'informations. 19.40 Ça cartoon. Présenté per Philippa Dana.	8.45 Téléfilm : La Clé de l'énigme. De Bons Segal.
20.30 Le Journal du cinéma.	CANAPÉS FUTONS
20.35 Cinème : Hot Spot, se Film américain de Dennis Hop- per (1990).	2 450 F
22.35 Flesh d'informations.	PROMO
22.45 Magazine : L'Equipe du dimanche. Footbell ; Actualité.	jusqu'au 31 OCT.
1.15 Cinéma : Loin du Brésil, a Film franco-suisse de Tilly (1991).	couchage 140
2.53 Surprises.	ESPACE
ARTE	LOGGIA
— Sur le câble jusqu'à 19.00 — 17.00 Téléfilm : Goodbye Pori.	Le spécialiste du gain de place 30, bd Saint-Germain (51, 46-34-69-74 4, rue Saint-Honoré (1-1, 40-26-13-55

IMAGES

ES brancarde sont partout. Ils abondent, en particulier, dans les contrées où les hommes qui se croient moins fous que les autres s'in-

Celui que noue montraient, jeudi soir, les Imeges venues de Geze éteit spécialement sanguinolent. En le voyant passer, sur France 2, Yasser Arefet eveit eu, en direct, des larmes eux yeux. Il trensportait un de sea compagnons qu'on vensit d'assassiner. Vingt-qua-tre heures plus tard, sur toutes les chaînes, le chef de l'OLP eveit retrouvé eon sourire

diplomatique. Ce doit être cela,

la force de l'habitude. En Somelie, l'eugmentation du nombre des brancards écœura les médecins eux-mémes. Le responsable de l'entenne de MSF e préféré quitter le pays. Cet idéeliste ne eupporteit plus de se sentir moralement complice de ce qui s'y passe désormeis sous le drapeau des Nations unles. Ce qu'il e fait voir de Mogadiscio, event de partir, à une équipe d'« Envoyé epéciel» (dont le reporteur d'images e d'ailleurs fini sur un brancard) défie l'entendement. C'est le première fois que l'ection humaniteire internetionale felt autent de morts par balles. Mais le aecrétaire général de l'ONU doit voir les choses différemment. En visite sur place, le lendemein, il trouveit, lui eussi, des ralsone da sourire.

Au train où vont les choses (si l'on ose employer une telle expression à propos d'un transport sérien national qui ne

transporte plus personne et surtout pes de joie) on verra bientôt des brencards rouler sur les pistes d'Orly. Il y avait du désespoir sur le visage de cette gréviete révoltée qui criait à la caméra : « Nous sommes des êtres humains la Loin des hengers où le « petit person-nel » d'Air Frence crieit à l'injustice, le ministre des trensporta erborait, au même moment, une mine épenouie. Sans doute savait-il déjà que tout va bientôt s'erranger.

Un aurdoué de le recherche scientifique, Daniel Cohen, l'a en effet promis, vendredi soir, 8emard Pivot : cheque individu disposere bientôt d'une certe d'identité génétique. Cette clé lui permettre de connaître tous les pointe felbles de son organisme et de mettre sa santé à l'abri de toutes les menaces potentiellee. Il eat einsi permis de penser que ce qui veudre alors pour les individus veudrs ensuite pour les communautés et qu'il exietere des cartes génétiques collectives dont la lecture enseignere aux gouvernents comment ee prémunir contre des erreurs trop souvent répétés, sous toutes les Istitudes, pour ne pes être héréditaires.

Ce savant généticien e néammoins prévenu : cette révolution sanitaire prendra quelques dizainee d'ennées. Peut-étre aereit-il donc opportun, dans l'immédiat, d'inventer un droit d'aslle contre la bêtise.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câbls sont publiés chaqus semains dens notre aupplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans α le Monde radio-télévision » ; ο Film à éviter ; π On peut voir ; π π Ne pas manquer ; www.Chef-d'œuvre ou classique.

Pons. Présenté par Henry Chapier. Invitée : Nicole Avril.

20.30 8 1/2 Journal.

20.45 Documentzire

21.35 Document : Mai 68.

21.50 Documentaire :

23.15 Cinéma :

Chère Elena

20.40 Soirée thématique :

Le Métier d'élève. Soirée concue par Alain de Sédouy. Pramière de deux soi-rées consacrées à l'éducation.

De Guy Demoy.
Reportage dans deux lycées de le banilleue perisienne, l'une pauvre, l'autre riche. Quatre félives préparent le bac, preferent de leurs inquiétudes et espoirs. Un pau superficiel.

Images d'archives et interviev de Dany Cohn-Bendit.

O'Irène Richard.
Portreits instantenés de jounes Américains, Allemende et Japoneis, qui permettent de comparer les systèmes éducatifs de trois grands payindustrialisés. Une intéressente enquête, déjà diffusée le 13 janvier dernier sur France 2.

Sergueïavna. w Film soviétique d'Eldar Risza-nov (1888) (v.o.).

M 6

7.00 Musique : Boulevard des

kips (et à 0.55, 8.00).

8.20 Les Enquêtes de Capital.

L'Ecois des autres.

O'Irène Richard.

Les Enfants du bac.

Without the worse 19.00 Série : Absolutely. 10.25 Magazine : Ciné 5. 10.50 Magazine : E = M 6. 19.30 Documentaire: Pygmalion. Présenté par Mec Lesggy.
Concours de robots volens;
L'accéléreteur Intelligent;
Déchets d'aujourd'hui, trésors De Jerzy Jaruga. 19.45 Documentaire : La Jungle.
De Christian Beuer.
En 1904, la journellate Upton
Sinclair découvre l'enter des
abstroirs de Chicago. Des
documents impressionnents. radio de demain.

12.00 Sárie : Les Années coup de ce 12.20 Série : " · Ma sorcière bien-aimée. 12.50 Série : Equalizer. 13.50 Série : Rock and Love. 14.45 Musique : Flashback.

15.15 Magazine : Fréquenstar. Michel Boujenah. 18.20 Magazine : Culture rock. La saga de 1987. 16.55 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.

17.50 Série : Booker. 18.50 Série : Flash. 19.54 Six minutes d'Informations. Météo. 20.00 Série : Classe mannequin.

20.35 Sport 8 (et à 0.50). 20.45 Téléfilm : Miss Kangourou.
De John L Moxey.

 22.30 Magazine : Culture pub.
Spécial produits trenspareme

23.00 Téléfilm : Manhattan Gigolo. D'Asron Humberstone. 0.15 Six minutes première heure. 0.25 Magazine : Métal express. 2.00 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiopho Atelier de creation rautopho-nique. De la Cormagnole à l'Internetionale : quelques fragments d'archives aonores du Parti communiste français.

22.25 Poésie sur parole. 22.25 Poésie sur parole.

22.35 Musique: Concert Idonné le 16 avril à Hérouville - Saint-Clair): Le Nom sur le bout de le langue, théêtre musical de Michèle Reverdy et Pascal Quignard. Par l'Ensemble instrumental de Basse-Normendle, dir.: Dominique Debart; comédienne: Evelyne Guimmars.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Munich): Concerto pour piano et orchestre nº 2 en ut mineur op. 18, de Rachmeninov; Symphonie nº 2 en soi mineur de Sterhemmar, per l'Orches tre symphonique de Goteborg dir. : Neame Jarvi.

23.00 Autoportrait, Michael Obst, par Martin Kaltenecker. 0.05 Atelier de création musi-

30, bd Saint-Germain (51), 48-34-69-74 4, rue Saint-Honoré (11), 40-26-13-55 11, rue Chabanais (21), 42-60-26-45 Cergy-Pontoise (95), 30-37-06-20

Note histoire, documentaire de Georgette Eigey, Jsan-Louis Leconte et Chantal Desanges. 1. La République des litusions (1945-1947). Sur le câble 17.00 Téléfilm : De Kari Paljakka (rediff.) 22.45 Journal et Météo. 18.25 Cinéme d'animation ; 23.10 Magazine : Le Divan. Snark. (rediff.).

1 1 1112 1.00 toe en italie and the terminate r. o. o. o. o. o. 11.25 Magazine : Turbo (rediff.).

mayer 51. wars in Burandi から とうごう 大利東 歌 The state of the Little Notetal Notetal The second of the second

THE JOUR LE

LESSENTIEL

gir is mirak

100 - 100 - 100

100

production of the second

gilt in election

10.00

1.0

made of a

100 150

Section 1

....

Til electoral sur l Die beibe bei bines & Servace changes Salvan Lyon 200 and a dot. Hand Hands

ha han a la Com Mar der ferens de thái merce many on homm Stephen in blands. tade tito, pas

<u><u>ÉCON</u></u> bonne mesure de la The transfer of Attendage Section of the state of the section of

 $s_{ervices}$ Topic No. 12 12 14 14

Specialists of Rivers, les Cortin piscop à la Street Street Street

the state of the s State Process don valeurs " pages 16 et 17]

Constitution Atomses 3515 Walter

2, 350, Called

a 36 A 54 ch

And the second state of the second A set the milester a

Amères douceurs

Ahl quel bonheur de présider une entreprise nationale | Avez-vous des difficultés ? Le ministre se charge avec courtoisie des négociations avec les syndicats, pendant la nuit pour ne pas trou-bler votre sommell, et, au réveil, son directeur de cabinet vous apporte aimablement le résultat avec le petit déjeuner, comme dans les meilleurs hôtels, où le journal accompagne le café eu

Que vous soyez surpris de voir accordées les concessions que l'on vous evait formellement interdit d'octroyer n'est qu'une bagatelle. Rien ne doit troubler k

L'ESSENTIEL

saveur du croissant, Naturellement, le note viendra plus tard, et elle sera salée puisque c'est dans les colonnes des quotidiens que vous apprandrez la liste nombreuse des prassentis è votre succession, sans que rien ne vous ait été dit avec fran-

La classe politique e des dou-caurs de spadassins italiens. Si vous vous en plaignez, vous evez tort. Vous n'êtes pas un Pdg, mais un général de corps d'armée ou un préfet. Il est grand temps d'adapter le voca-bulaire à la pratique.

PROCYON

DATES

La fin du pétrole à bon marché

Il y a vingt ana, alors que la « guerre d'octobre » fait rage depuia plusieurs jours entre Israel et ses volsins, les mem-bres de l'OPEP, réunis à Kowelt, décident que « la production de pétrole brut erabe sera réduite de 5 % chaque mois, jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien aient été restaurés ». La veille de ce 17 octobre, une autre décision prise par ces mêmes hommes avait quasi-ment doublé le prix du pétrole. L'« erme du pétrole » était dégainée. Livres politiques, par André Laurens : « De naguère au présent » (page 2).

INTERNATIONAL

Canada: les élections du 25 octobre

D'après tous les sondages, le Parti libéral de Jean Chrétien devait remporter les élections générales du lundi 25 octobre. La seule inconnue est de savoir si M. Chrétien pourra former un gouvernement majoritaire ou minoritaire. Tout dépendra de le force qu'affirmeront deux partis régionalistes, nouveaux venus sur la scène fédérale : le Bloc québécois (indépendantiste), en lice dens la seule province francophone, et le Reform Party de Preston Menning (ultraconservateur), présent dans l'Ouest. Les conservateurs, au pouvoir depuis neuf années, seralent relégués eu quatrième rang (page 3).

Malaise en Italie

1111

on the green was

5 15 11F

A 12 4 1 40 5

11 2

· 1

1-

 $\ldots = n'$

41.7

10 22 77

Le malaise qui affecte depuis plusieurs jours l'institution militaire italienne s'est encore accru, vendredi 22 octobre, evec la démission du chef d'état-major des ermées, le général Goffredo Canino (page 5).

Massacres au Burundi

Des milliers de Burundais se sont réfugiés au Rwanda depuis le coup d'Etat de militaires tutsis contre le régime du président hut Melchior Ndadaye jeudi 21 octobre. Des témoins font état de massacres (page 6).

SOCIÉTÉ

Journal électoral sur la sellette

Huit ens après les faits qui leur sont reprochés, quatre hommes d'affaires chargés de la régle publicitaire du périodique lyonnais J'habite Lyon ont comparu les 29 septembre et 22 octobre devant la quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon, sur plainta de Michel Noir, qui était, an 1984-1985, directeur de ce journel électoral (page 9).

CULTURE

«Dom Juan» à la Comédie-Française

De la nuit des temps du théâtre, de la nuit des temps de la conacience, surgit un homme qui a choisi de mourir. Port d'aristocrate, cheveux blonds, regard acier, épaules carrées à l'aplomb d'une taille fine, pas assuré, accent indéfinissable. Il a gagné toutes les guerres, les aeules qui vaillent, les guerres du cœur, et perdu jusqu'à la moindra illusion : lui sait quel diamant noir est l'âme humaina (page 13).

ÉCONOMIE

La bonne mesure de la Bundesbank

La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), prenant tout le monde à contrepied, a, jeudi 21 octobra, abeissé d'un demi-point aea taux directeurs, ramenant de 6,25 % à 5,75 % l'escompte et de 7,25 % à 6,75 % le Lombard. Voir les rubriques Revue des valeurs et Créatits, changes et grands marchés (pages 16 et 17).

Services

Abonnements...... 24 Carnet..... Mots croisés . 18 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3617 LMDOC et 36-29-04-56

Ce numéro comporte deux cahiera « Heures locales» et « Radio-télévision »

Dans notre prochain numéro L'Économie

C'est finalement Francfort qui devrait être choisi pour abriter l'Inatitut monéteire européen, embryon de le future Banque centrale dea Douze. Un choix qui sanctionne la prééminence du mark dens le SME.

Le numéro du « Monde » daté

samedi 23 octobre a été tiré à 466 779 exemplaires

Au cinquième jour du conflit

Le gouvernement propose le retrait des deux mesures les plus contestées par les grévistes d'Air France

l'issue de sept heures de négociations avec les syndicats du parsonnel au soi d'Air France dans la nuit du vendredi 22 eu samedi 23 octobre, le retrait de deux propositions particulièrement contestées par les grévistes : la réduction des rémunérations pour horaires décalés (horaires de nuit, dimanche et jours fériés) et la diminution des indemnités kilométriques voiturs (IKV). Ces propositions ont été chiffrées à 130 millions de francs.

au personnel au sol d'Air France que, s'il n'était pas parmi les mieux payés, il avait au moins la sécurité de l'emploi et représentait le pavillon français. Depuis quel-ques années, on lui explique – et on o raison de le faire – que les choses ont changé, que nous vivons dans un monde de concurrence totale et qu'il faut s'adapter ou disparattre.

Pour Bernard Attali, c'est le base du conflit qui paralyse la compagnie aérienne, contrainte de passer à vitesse accélérée d'une culture de service public à une culture d'entreprise compétitive. « Le sentiment d'immortalité peut conduire à la mort», médi-tait-il vendredi 22 octobre, ejou-tant que « la grère est un échec collectif, pour la direction comme pour ses partenaires syndicaux.»

En effet, personne ne s'ettendait à voir un conflit éclater parmi les agents de Roissy et d'Orly. Ces catégories de salariés n'ont certes pas la réputation de faire preuve de passivité, mais le dernier conflit d'envergure dans lequel elles s'étaient illustrées remonte à 1988. La direction, toute occupée à scruter les réactions du personnel navigant qu'il soit technique (les pilotes et mécaniciens navigants) ou commercial (les hôtesses et stewards) - dont la capacité à cesser le travail et immobiliser les avions n'est plus à démontrer, - a mal apprécié les réactions du person-. nel eu sol (mécaniciens, begagistes) face à son plan d'économies. En outre, elle e sans doute commis une errenr psychologi-

Depuis la grève dn 12 octobre,

4 000 suppressions d'emplois supplémentaires, le directeur de cabinet du ministre des transports, Jean-Pierre Beysson, a indiqué que « les économies correspondantes seraient recherchées dens d'autres domaines que le salariel ». Les syndicats devaient présenter ces propositions à leur base ce week-end avant toute décision et aucune nouvelle rencontre n'a été fixée.

Vendredi après-midl, le ministre des transports, Bernard Bosson, avait annoncé Réaffirmant la nécessité d'appliquer le l'ouvertura de négociatione en souhaitant plen de retour à l'équilibre, qui prévoit que « l'effort soit proportionné au revenu »

e Pendant des années, on a dit les agents du fret à Roissy font de la résistance et occupent les loceux dans l'attente de négociations prévues le 16 octobre. La direction doit présenter ce jour-là des e mesures d'occompagnement» que les grévistes espèrent favorables. Si le versement d'une prime exceptionnelle est bien ennoncé pour les plus faibles salaires, la réunion sera surtout l'occasion de prendre connaissance... du détail des baisses de revenus pour les personnels tra-vaillant la nuit, le dimanche ou jeudi M. Bosson à Europe 1. // faut savoir que c'est inexact. Tout les jours fériés et de la baisse des indemnités kilométriques voiture.

> La présentation de ces dispositions met le feu aux poudres. «La montagne o accouché d'une souris», dénoncent les syndicats. FO déclare qu'eu moment où des egents ne gagnant pas 7 000 francs par mois subissent une nouvelle ampotation de leur pouvoir d'achat, certains comman-dants de bord se voient ettribuer une augmentation mensuelle allant de 3 000 francs à 5 000 francs au titre de l'accord sur le pilotage à deux. Le sentiment d'injustice, déja latent au sein de la compagnie, éclate. Il va devenir l'élément moteur du conflit. «Le foit qu'on présente aux yeux du public les agents d'Air France, qu'ils s'agissent de magasiniers ou de mécaniciens. comme des privilégiés les a poussés au désespoir», analyse a posteriori un responsable syndical.

Très vite, le mouvement gagne la direction de la maintenance et les agents commerciaux de Roissy, Mardi, l'aéroport Charles-de-Gaulle est paralysé, les menifestants envahissant les pistes. Mercredi, les forces de

police se déploient à Charles de Gaulle, Orly entre en résistance et le mouvement gagne la province. Jendi, les premiers affrontements ont lieu. Les syndicats sont débordés. Des déclarations aux médias du ministre des transports, Bernard Bosson - qui conteste les estimations de pertes salariales evancées par les syndi-cats - renforcent l'incompréhension. « Tout le problème est qu'il y a à l'intérieur de la compagnie une impression d'injustice, estime

le monde doit payer son tribut au redressement d'Air France.» Des négociations menées bon train

Ce n'est pas tout à fait l'analyse que présente, quelques heures plus tard, le premier ministre, en déplacement à Poitiers. Il fait « bien entendu, totalement confionce à la direction» mais ajoute aussitôt qu'il lui parait nécessaire de « vérifier que les sacrifices [sont] équitablement répartis au sein de l'entreprise à tous les niveaux ». Une manière à pelne voilée de conseiller un réexamen de la répartition des sacrifices. Alors que, sur les pistes d'Orly et de Roissy, les grévistes jouent toujours à cachecache avec les CRS, les dirigeants d'Air France rencontrent discrètement les syndicats du personnel navigant technique au siège de la compagnie, à Montparnasse, transformé en véritable bnnker. On y pénètre par une petite porte munie d'un œilletoo et que l'on ne franchit qu'après avoir montré patte blanche.

Prise en porte-à-faux, la direc-

une politique de violence. Celle des manifestants est plus inof-

Les manifestants, à Orly, sont

beaucoup plus « chauffés ». Le

discours est plus fort, mais plus

traditionnel et convenu qu'à

Et, si les syndicats jouent le

jeu de «la base», reprennent son

discours, parient de consultation

et de mandat obligatoire, pro-mettent qu'«il n'y eura jamais d'accord signé sans vous; c'est voue qui décidez, vous qui menez le mouvement, vous qui

avez le demier mot /», ils canali-

sent habilement le mécomante-ment. « Vous leur faites donc

confiance?», demandeit-on ven-

dredi à quelques manifestants à le suite d'une assemblée géné-

rale menée elertement par des

responsables syndicaux chaleu-reux et enjoués. La réponse plu-aieurs fols a jailli : «Non. Pas totalement. Meis comment faire aujourd'hui pour ne pas aller

La ministère des transports a proposé, à 5,1 milliards de france d'économie et et précisé que les licenclements « secs » à Air France ne concerneraient pas plus « de 40 personnes è 80 personnes». Dès samedi matin, lea sectione syndicales SNMSAC (mécaniciens eu sol), CGT, FO et CFDT de Roissy eppelaient à amplifier leur ection. Dès samedi, les sections syndicales SNMAC (mécaniciens au sol), CGT, FO et CFDT de Roissy appeleient è amplifier leur action. Las syndicats du personnel au aoi d'Air Inter, rejoints par le personnel nevigent technique et trois syndicats d'Aéroporta de Paris, ont dépose un préavis de grève pour le mardi 26 octobre.

tion joue un jeu subtil. Il s'agit d'utiliser la pression des grévistes et leur sentiment d'inéquité pour amenor les autres catégories à concrétiser l'objectif de 750 millions d'économies qui leur est réclamé, quitte à donner des arguments à ceux qui considèrent que, jusqu'à présent, le personnel navigant a été singulièrement ménagé. Les discussions, entamées jeudi, se poursuivent dans la nuit et eboutissent vendredi après midi à un « aménogement

Les pilotes acceptent, sous réserve de l'organisation d'nn référendum, de restituer progressivement 33 000 francs en moyenne par agent. Cette somme correspond à la rémunération, traditionnellement versée par anticipation, au titre des futures heures de vol. En clair, les pilotes acceptent désormais de ne plus être payés d'evance. Economie: 18 millions de francs. En revanche, les dirigeants de la compagnie ne sont toujours pas parvenus à faire s'asseoir autour d'une table les représentants du personnel navigant commercial, arc-bouté, sur un refus total de discuter.

Vendredi, les négociations avec le persoonel au sol ont été menées bon train par le ministère des transports. Un protocole les grèves et manifestations prévues mardi 26 octobre permettrait d'apporter un début de solu-

MARTINE LARONCHE et JEAN-MICHEL NORMAND

M. Chirac précise ce qu'il entend aussi les axcès. On est dans un État de violence. La politique de provocation menée par la direc-tion d'Air France est elle-même

par « période de transition »

Jacques Chirec, président du RPR, estime, dans l'éditorial de la nouvelle formule de la Lettre de la Nation, l'organe du mouvement néogaulliste, que la crise actuelle cennonce la fin d'un aystème et l'émergence d'un temps nouveaux. «C'est cette période de transition, ce point de basculement que nous vivons actuellement, ajoute M. Chirac. La remise à flot de notre pays est en cours. Elle demandera du temps, mais elle est le socle indispensable sur lequel s'appuieront nos réformes, »

Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, e réaffirmé, vendredi 22 octobre, à Bastia (Haute-Corse), la nécessité de aoutenir le gouvernement en « période de turbulences ».

En Turquie un général de gendarmerie a été tué par le PKK

La général Bahtiyer Aydin, commandant en chef de la gendermerie régionale turque à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde, e été tué, vendredi 22 octobre, alora qu'il dirigeait une opération contre des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdlaten (PKK), a annoncé la première chaîne de la télévision d'État turque. De son côté, l'agenca de presse Kurd-Ha, proche de la rébellion kurde, a déclaré que des « centaines de civils ont été tués» par les forces de sécurité turques à Lice lorsque celles-ci cont ouvert le feu depuis des chars d'essaut » vendradi matin sur dae emaisons, cafés, magasins et mosquées». - (AFP,

«C'est la base seule qui jugera de la reprise du travail»

. La Base. Ils forment «la base». Ils disent «la base». Et c'est fou ce dont ce petit mot de quatre lettres, cité à tout propos est porteur dans leur esprit. «La bese», c'est la masse des travailleurs, et donc une certaine force; c'est la négation de toute hiérarchie, l'égalité entre les élec-trons, et donc leur liberté, leur légitimité, et de là un pouvoir

avec leguel II faut compter. Qui pourrait faire fi officiellement des humeure de «la base»? Qui oserait lui nier le droit d'exprimer un avis ou contester le fondement de son intérêt? Oui commettrait la maladresse de mettre en cause sa faculté à apprécier le situation? «La base» est «incontournable».

Et «la base» éprouve une cartaine griserie à se sentir plus acteur que sujet, davantege maîtresse qu'otage. Alors les assemblées générales à Roissy ou Othe se comarisent du mot ou Orly ae gargarisent du mot. «La base pense que», «la base n'est pas d'accord», «la base va réagir», «la base ne se laissera

pas faire C'est «la base» en colère qui a décidé de la révolte et découvert qu'elle aussi pouvait bloquer à terre les avions. C'est donc « sa » grève, «son» mouvement. Les ouvriers n'ont de cesse de vous le rappeler. Et il est vral qu'au fret, où s'est déclenché la mouvement le 12 octobre, « la base », dens un désordra troublant et bon-enfant, garde tant bien que mal aon cap et une certaine maîtrise daa événaments. «On se moque dee étiquettes, des engagements, et de l'appartenance de tel ou tel à un syndicat. On est tous ensemble dans la même galère. On rame dans la même sens. Ce que vous voyez ici, c'est une unité de tra- manifestations, on an assume

vailleurs. Voilà I. Alors les syndicats? Discrets jusqu'ici à Roissy, un peu moins à Orly où l'histoire syndicale est plus longue.

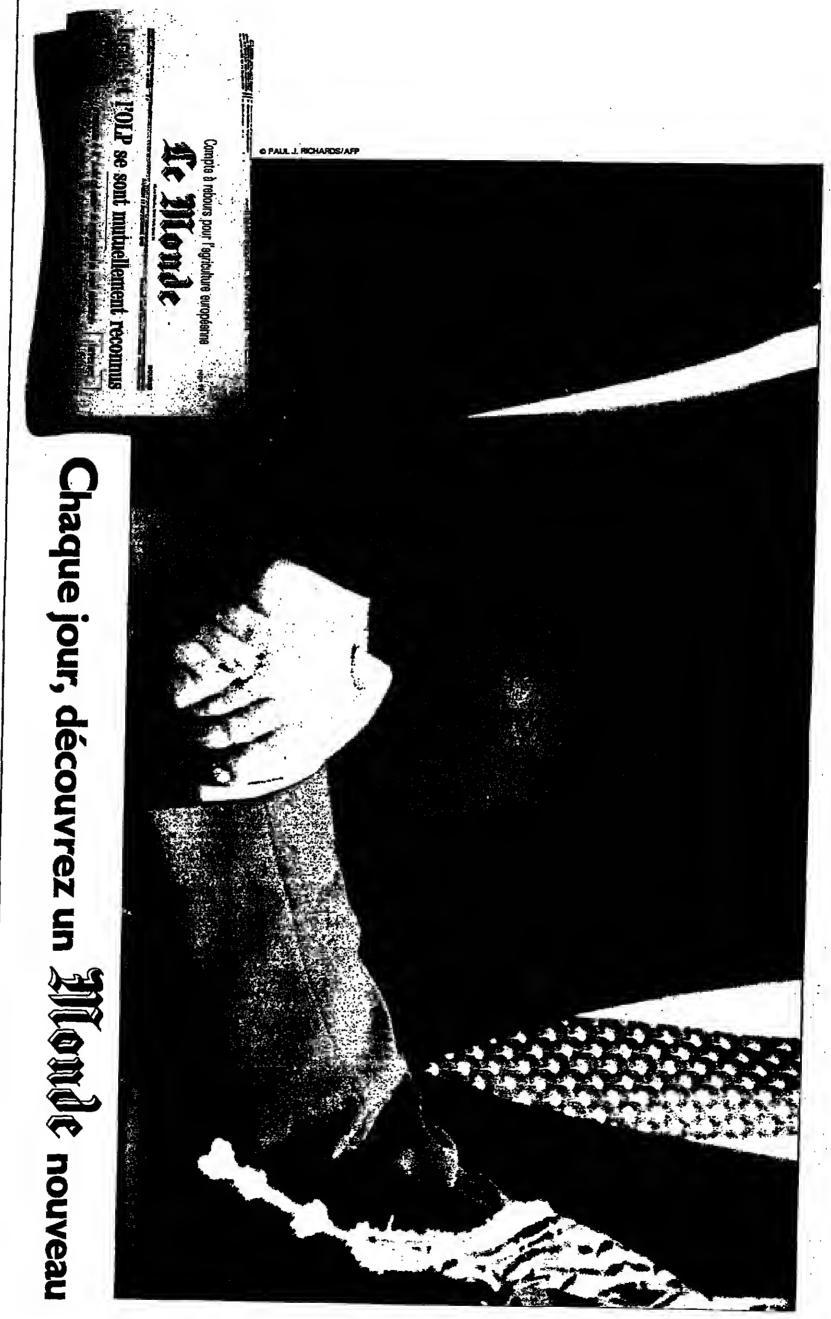
«On veut rester unis, et parier sans écran. On ne veut pas être récupérés par les politiques. Alors c'est nous qui evons récupéré les syndicats. » Les délégués syndicaux sourient. «On accompagne, on soutient, on euggère une démerche, on donne quelques informations en notre possession, meis en eucune façon on ne mène», confirme un élu CFDT. «De toutes façons, ils sont dépassés par la base, beaucoup plus intrai-table », lancent quelquea grévistes du frêt. «Ils négocieraient plus volontiers, j'aurais trop peur qu'ils nous trahissent l », avoue même un magasinier de Roissy tandis qu'un mécanicien d'Orty-Nord explique ses réticences en faisant remerquer que, curieusement, e sous la gauche », les syndicats étaient prompts à « celmer les ardeurs». L'époque est révo-

« Vous leur faites donc confiance?»

Les syndicats eujourd'hui ne calment que la soif d'en décou-dre avec les forces de l'ordre... sans être très écoutés du côté d'Orly-Nord. Les affrontementa violents da jeudi et vendredi, où la police a chargé des manifestants armés d'extincteurs, de fusées de détresse, de pierres et de boulons, ont contrasté avec les manifestations pacifiques du côté da Roiasy. Débordés?
«Non, dit Philippa Côte, la délégué du personnel CGT à la direction du maténel (DM) d'Orly. Si on a la prétention d'être avec les

dans le mur?» Certaina ont fait remarquer qu'il ett été souhaitable que les non-grévistes se faseent repré-semer dans les négociations. Les syndicalistes n'y sont pas opposés, mais c'est un peu compti-qué. Et sere-ce bien légal? «De toutes façons, is base les tient / », affirme un gréviste devant ses copains qui acquiescent. «Si on n'est pas d'accord, on ne se gênera pas pour le dire. Les syndicats, faute de mieux, peuvent sarvir de relais. Mais C'est la base et elle seule qui jugera de la reprise du travail. »

ANNICK COJEAN



CINTORY DONNE DU SEI

EMPLO LES MAIF

1000

A CONTRACT OF THE CONTRACT OF

 $\lim_{n\to\infty} \mu_{2n}(x) = \lim_{n\to\infty} \mu_{2n}(x) = 0$ transfer of the state of the st

Authorities to the first factor of the first f

A region specification and spe The state of the state of Record or this qu

A Comment

SE MOBIL
De plus en plus, les des initiatives pour

Repaired of the form of the first of the fir

١.,

tes élus de l'Essonne contre les projets de la SNCF Les technopoles s'expliquent

«Laboratoires de l'économie à venir», elles semblent arriver à maturité

Annemasse : la recherche d'une identité

La cité veut changer son image de ville-dortoir

LES MILITANTS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

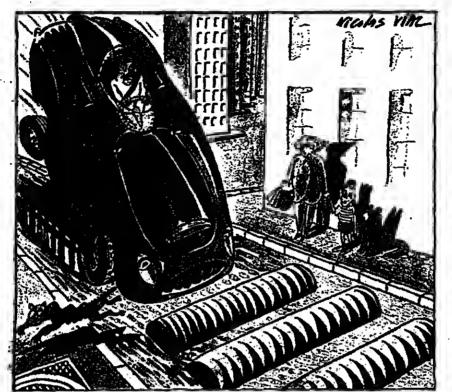
Villes et départements cherchent à mettre en place une politique efficace de prévention

L est une ville où les mesures «impopulaires » en faveur de la sécurité rou-tière, qui devraient être annoncées par le gouvernement avant la fin du mois, ne provoqueront pas trop d'émotion. C'est Gif-sur-Yvette, dans l'Essonne, où tout est fait depuis plusieurs années pour dissuader. toute velléité de prendre des libertés avec les règles de «bonne conduite».

«Automobiliste, lci commence... le domaine du pléton. » Les deux panneaux à l'entrée de cette commune située à une trentaine de kilomètres de Paris, plantent le décor. Quelques mètres plus loin, une chicane, un mur en trompe-l'œil, des haies de laurier sur un terre-plein au milieu de la chaussée, un révêtement imitant un chemin d'autrefois suffisent à déstabiliser le conducteur trop sûr de hii qui espérait traverser la ville à allure soutenne. Sur les rond-points, la priorité est modifiée par rapport eu «cédez le passage» habituel, la signalisation traditionnelle est remplacée par des panneaux élégants mais difficiles à lire. « Tous ces aménagements ont effectivement été réalisés pour agir sur le comportement des automobilistes. C'est le seul moyen de l'empêcher de se sentir chez lui sur notre voirie, en menaçant sa sécurité et celle des habitants de la commune ». confirme Robert Trimbach, maire (RPR) d'une commune qui lui renouvelle depuis trente-sept ans sa confiance.

En accompagnant le développement d'une ville qu'il à vu passer de 2 500 à 20 000 babitants, M. Trimbach a voulu mettre en place une politique de modéra-tion de la circulation : « Il est terrible pour un élu de prévenir les familles après un accident. La sécurité est de notre responsabilité. » A Gif-sur-Yvette, le bitume « où l'automobiliste se sent chez hui » cède souvent la place au «béton lavé» qui résonne dans les habitacles. Les chicanes plantées d'arbres cassent la vitesse sur la rocade du nouveau quartier de Chevry. On oe distingue plus la chaussée des trottoirs dans le vieux centre. Depuis 1980, la vitesse est limitée à 30 km/h dans les zones habitées. Les résultats sont spectaculaires et la gendarmerie n'a toujours pas compris commeot un automobiliste particulièrement pressé avait pu se tuer il y a quelques

Rares sont les élus qui ont été aussi



loin que Robert Trimbach dans une poli- cialisée de sécurité routière », créée en et de techniciens, organisée par la délégation interministérielle à la sécurité et à la circulation routières (DSCR), à Paris les 11 et 12 octobre, a cependant permis de faire le point sur « dix ans d'action locale ».

Les départements

Ainsi Marseille a montré comment soo «club sécurité entreprises» avait obtenu de bons résultats, en particulier dans la régie des transports de la ville. Depuis vingt ans, la ville de Metz consacre des efforts importants à l'organisation de la circulation. Une « cellule technique spé-

tique de « modération de la circulation ». 1980, dispose d'un budget anouel de La rencontre nationale d'un millier d'élus 500 000 francs pour des aménagements en faveur de la sécurité. Et les accidents de la circulation sont passés, dans cette ville de 124 000 habitants, de 900 en 1980 à 350

A une autre échelle, la commune de Saint-Avé (Morbihan) consacre 10 % de ses investissements à des travaux d'amélioration de la sécurité. La largeur de la chaussée a été réduite dans les zones sensibles, l'éclairage a été amélioré, et de nombreuses réunions ont sensibilisé les 7500 habitants de cette commune qui a reçu l'Echarpe d'or de la sécurité routière en 1992. Les départements investissent également dans la sécurité. Le conseil général du Territoire de Belfort prête I 000 sièges-autos chaque année en distri-

buant des documents d'information. Celui de Loire-Atlantique monte depuis le mois de mai une opération sur le modèle scandinave « Passe le volant » à la sortie de vingt et une discothèques.

Tous ces relais locaux permettent d'adapter à des situations géographiques, climatiques, ainsi qu'à des particularismes régionaux, les grandes orientations nationales fixées par le gouvernement en faveur de la sécurité routière. Deux programmes ont été mis en place depuis dix ans par la DSCR pour améliorer les connaissances et pour mobiliser les responsables locaux. Avec REAGIR (Réagir par des enquêtes sur les accidents graves et trouver les initiatives pour y remédier), les préfets ont pu mettre en place des commissions d'inspecteurs départementaux de la sécurité routière composées de représentants de la direction de l'équipement, de la police et de la gendarmerie et d'associations, de médecins, tons volontaires. Ces commissions ont constitué une base de données sur 30 000 accidents, et ont fait plus de 100 000 propositions d'actions locales.

Celles-ci ont d'abord pu être réalisées par les « contrats moins 10 % » qui offraient des subventions aux départemeots et aux villes pour des actions de prévention. En 1989, la DSCR les a remplacés par les plans départementaux d'action et de sécurité routière (PDASR) confiés à la responsabilité des préfets. Ceux-ci nomment nn sous-préfet pour planifier et financer toutes les actions locales en faveur de la sécurité. Le gouvernement a décidé qu'en 1994 l'ensemble des ressources pour la politique locale de sécurité routière, environ 40 millions de francs, scraient regroupées sur une seule ligne budgétaire. Chaque préfet disposera d'une eoveloppe de 150 à 750 000 francs, qu'il répartirs sux collectivités locales.

En faisant « appel à la responsabilité de chacun » au niveau local, le 12 octobre, Bernard Bosson, ministre de l'équipement et des transports, a d'ailleurs laissé entendre que certaines des mesures fixées au cours du prochain comité interministériel sur la sécurité routière, pourront s'inspirer des propositions de groupement d'élus, comme l'Association des maires de France.

Christophe de Chenay

Alerte

OUR alerter l'opinion publi-que, les maires des grandes villes, toutes tendances politiques confondues, ont décidé, le 21 octobre, de faire edopter, par leurs coneells municipaux, une motion expriment leure craintes en matière de finances locales. Ce texte inclique que les «ponctions finan-cières» décidéee par le gouvernement condulraient les élus à des choix «insupportables a, consistant soit à augmenter les impôts, soit à remettre en question des investissements, soit à fermer certains services publics.

En l'état actuel de la discussion pariementaire, les ékie locaux n'ont obtenu eucune concession, ou presque : seuf le caractère rétroactif de la réduction du Fonds de compensation de le TVA e été supprimé (le Monde daté 17-18 octobre).

Les maires des grandes villes espèrent que des résultats seront obtenus en fin de lecture du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale. Ils attendent surtout la discussion qui suivra au Sénat, grand conseil des communes de France», où certains des leurs tenteront de faire valoir leur point de vue.

des mesures sur la TVA et sur la taxe professionnelle, einsi qu'un relèvement de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui constitue leur principale ressource.

Si les mesures budgétaires décidées par le gouver-nement n'étaient pes « profondément modifiées », les maires dee grandes villes essurent qu'ils se chargeront d'en faire connaître les conséquences. Notamment auprès de leurs contribuables et... électeurs.

Rafaéle Rivais

EMPLOI

LES MAIRES SE MOBILISENT

De plus en plus, les communes prennent CELLE année, le ton a monté. J'al mairie et en electric sociaux de la mairie et en electric sociaux des initiatives pour lutter contre le chômage

entendu des vociférations. » Jean Royer, député (divers droite) d'Indre-et-Loire et maire de Tours, est inquiet. Ce mardi 29 septembre, il a organisé pour la neuvième année consécutive une journée d'information consacrée à l'emploi avec des jeunes de moins de vingt-six aus à la recherche d'uo emploi, des chômeurs de loogue durée, des

chefs d'entreprise enfin. Dans la salle, le ton, à la limite du poignant, était à la mesure du chômage qui frappe la capitale de l'Indre-et-Loire. Le taux des 15 % vient d'être franchi pour cette ville de 136 000 habitants et 11 % pour l'ensemble du département. « Pourquoi vos services m'ont-ils refusé ce poste d'hôtesse d'accueil? Est-ce parce que j'ai quarante ans?», interroge cette chômeuse de longue durée. « Prenez un rendez-vous et venez me voir», répond Jean Royer en

« Pour les intéresses, le dépar-

tement est loin, la région l'est encore plus. L'Etat est une abstraction. Ce sont nous. les maires, qui sommes en première ligne, confie Jean Royer. Face au pro-blème du chômage et de l'emploi, les villes doivent monter au crèneau. » Déjà, avec 2 700 postes de titulaires, 600 auxiliaires, Tours est l'un des plus gros pourvoyeurs d'emplois de la région. L'effort concernant les contrats emploi-solidarité (CES) o'a pas été parcimonieux : 263 contrats en cours (1 425 depuis leur mise en place) cootre 12 pour la ville de Nantes, comme on se plaît à le souligner à titre comparatif. Alors, le maire de Tours se prend à rêver. Voici qu'il amendait, lors de sa discussion ou Parlement, le projet de loi quinquennale présecté par André Giraud, ministre du travail. Son idée? Que les allocations de chômage

dépenses passives - soient versées à un fonds de réemploi dépenses actives - permettant de placer les chômeurs en entreprise ou en formation alternée. Ce « basculement des dévenses des organismes indemnisateurs sur les entreprises » pourrait être opéré dans un premier temps à titre expérimental. Et ce, à partir d'un échantillon de 500 chômeurs tou-

«L'Etat doit promouvoir la multiplication des expériences originales menèes dans les villes et les départements », assure Jean Royer. A ce titre, Tours estime être une ville expérimentale qui se propose d'instaurer un service civil du travail en faveur des jeunes sans qualification et de leur donner aussi la possibilité d'entrer en apprentissage dès l'âge de quinze ans. Elle souhaite soutenir des projets de développement en mettant à la disposition des entreprises des cadres demandeurs d'emploi. Elle estime encore que les ANPE devraient être gérées au niveau local. Quelques propositions, entre autres, dont le caractère dérogatoire est évident, voire, en l'état des textes,

> Jean Menanteau Lire la suite page 23

(1) ANVIE, siège social : mairie de Rueil-Malmaison, 13, boulevard du Marechal-Foch, 92500 Rueil-Malmai-. SOIL TEL: 47-32-65-65.



DÉVELOPPEMENT

LA CRISE DE CROISSANCE **DES RÉGIONS MARITIMES**

Après s'être mobilisés pendant vingt ans contre la marginalité les élus s'interrogent sur l'avenir de leur association

ES vingtièmes anniversaires ont souvent uo goût douxmamer. Celui que la Conférence des régions péripbériques maritimes (CRPM) vicot de fêter les 14 et 15 octobre à Saint-Malo, la ville où elle a vu le jour, n'a pas échappé à cette

Pour une nrganisation européenoe, deux déecooies soot déjà respectables. Presque l'âge d'être grand-mère, en tout cas celui des crises de croissance. La CRPM a donné naissance à des rejetons peut-être plus médiatiques qu'elle, comme l'Assemblée des régions d'Europe, uo jeune mastodonte fort de plus de deux cents adbérents. Ou comme l'Arc atlaotique, une des quatre commissions de la Conférence (1). Son président, Olivier Guichard (RPR), maoifeste uo vif penchant pour l'autonomie.

La CRPM e été foodée presque au temps de la préhistoire européenne, lorsque le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ont rejoint le Marché commun. Une époque où, à Bruxelles, il o'était guère question de foods de développement régional ni de coopération interrégionale, et encore moins du futur comité des régions institué par le traité de Maastricht. L'avècement d'une politique de développement régional eo Europe (qui représente actuellement un tiers du budget de la Communauté) lui doit beau-

L'ère du doute est arrivée

Les participants du lobby maritime out su aussi obtenir des réussites Importantes dans leur mission première, c'est-àdire dans la lutte cootre la margioalité, la « périphéricité » comme ils disent. Problèmes de la pêche, du tourisme, de l'eovironnement, des îles, des transports: les vingt-trois membres fondateurs touchent à tout. Leur obstinetion, efficacement relayée au Parlemeot de Strasbourg, ne laisse pas insensibles les décideurs de la Commissioo euro-

Sculement, l'ère du doute est arrivée. Le elub eccueille désormais 65 adhérents. Des représentants de 101 régions assistaient à leur dernière assemblée. La a conférence des régions pauvres », comme la qualifie avec un brin d'hésitation son président, le Portugais de Madère Alberto Jardim, mérite de moins en moios ce titre.

Changement

Certains territoires oot grignoté leur retard économique, beaucoup ne peuveot plus se plaindre de leur isolemeot, la proportion des très désavantagés a diminue. Il a d'ailleurs fallu

inventer uo nom pour ces derniers, devenus les « ultra-périphériques ».

Georges Pierret est l'homme fort de la CRPM, il en est le secrétaire depuis... 1973. Pour lui, il est temps d'inviter toutes les régions intéressées à rejoindre l'organisation poor amorcer « une véritoble communauté de lo mer », qui s'affirmerait ootamment sur les travaux des ehercheurs et scientifiques des Douze, qui éprouvent le besnin de mieux coordonoer leurs actions. Plus ou'uo slogan, ce serait uo chaogement de cap. Actuellement, les Flandres, par exemple, oe soot pas jugées

assez périphériques pour faire partie de la conférence. Serait-il imaginable de voir ces dernières plaider côte à côte avec le sud du Portugal contre le désenclavement? Pas sérieux! L'nuverture à d'autres signifierait donc naturellement une nouvelle orientation des travaux des membres de la CRPM.

La majorité d'eotre eux o'en nnt pas voulu à Saint-Maio. Ce qui a donné une résonance particuliére à la remontrance d'Eneko Landaburu, directeur général de la politique régionale à la Commission européence. « Ne renvoyez pas toujours lo bolle à Bruxelles », a-t-il déclaré, comme il doit le faire devant combre d'assemblées. Mais, surtout, « sovez auteurs du changement, pas quémondeurs de change-

de notre envoyée spéciale à Saint-Malo Martine Valo

(1) Les trois autres sont : la commission interméditerranéenne, celle de la mer du Nord et celle des îles.

AGRICULTURE

PREPARER L'EUROPE **DES MONTAGNES**

Le débat sur l'aménagement du territoire concerne aussi les massifs

ES régions de montagne oe chercheot pas à se siogulariser mais elles veulent affirmer leur spécificité. « Au niveou européen, on parle souvent de zones défovorisées au sein desquelles sont incluses les montognes. Mois les mesures prises ne tlennent pas

toujours compte des caroctéristiques de ces massifs », souligne Charles Galvio, président de le Fédératioo française d'écooomie montagoarde. Difficultés physiques, vicillissemeot de la populatioo, surcoût des productioos forestières et agricoles, eoviroonement pour les communes qui oot à gérer un vaste territoire, autant de 10cteurs de la problématique mootagoarde dont l'édificatioo est prise eo compte deos la plupart des pays européens.

Pour tenter de répoodre à ces questioos, les membres d'Euromonteoa, breoebe « montagne » de la Coofédératioo europécone de l'egriculture, se sont réuois, du mer-eredi 29 septembre au vendredi 1 octobre à Aurillae.

Seloo Jörge Wyder, presideot suisse de l'associatioo, « une politique centrolisotrice en faveur de lo montagne pourroit éventuellement combottre à court terme certoins symptômes. Cependont, elle n'opportero pas des réponses acceptables et durables ».

« Un rôle moteur »

Les participants, deux ceots persoones doot une ceo-taine de délégués ellemends, autrichieos, italiens, suisses, basques espagnols et uo roumaio, ont insiste sur l'importance des organisations locales qui oot «un tôle moteur à jouer en motière de développement ». Ils estimeot que les iosteoces europécones doiveot mener uoe politique de type « mosoïque ». Ce qui oe saurait l'empêcber d'avoir uo objectif : la garantie des conditioos d'existence des populations.

« Nous ovons besoin d'un tourisme plus orienté vers les

désirs de la chentèle mais qui tienne compte des besoins de la population locale en respectant l'environnement. Mois nous avons également besoin d'une industrie, d'un commerce et d'un ortisanat créateur de plusvolues et d'emplois », e iosisté M. Wyder.

Des propos écoutes avec attection par Jean-Louis Giraudy et Claude Poly, repré-sentant la direction générale à l'egriculture de la Commu-nauté européenne et le ministre français de l'agriculture. Lis oot souligné que les élus de la mootagne develent agir eu momeot où s'engage un débat sur l'améoagement du terri-

« Un domaine dans lequel lo montagne dolt avoir droit au chapitre et bénéficier de dispo-sitions particulières », insiste Charles Galvio. Le présentatioo d'expérieoces de dévelop-pemeot, réalisées daos plusieurs pays, et la découverte d'actions meodes dans le Cantal oot eocouragé les participaots à exercer uoe pressioo aupres des autorites, qu'elles soieot oationales ou eommuoauteires. Des mootagoards qui soulignent, avec fierté, que leur milieu compreod des espaces, des ressources eo eau, un patrimoine, des productions axées sur le quelité et, bico enteodu, des habitants.

de notre correspondant à Aurillac **Bernard Catus**

CONGRÈS

LA VOIX EUROPÉENNE DES MÉTROPOLES

Les grandes villes cherchent des modes de coopération

ANS les institutions communautaires, la mode est aux régioos, pour lesquelles le traité de Maastricht prévoit uo comité spécial siégeant à Bruxelles. Les villes, eo taot que telles, eotendeot aussi avoir droit au chapitre, comme l'a montré le congrès des eurométropoles, qui, les 14 et 15 octobre, a réuni à Anvers quelque cent einquante acteurs politiques, économiques et uoi-versitaires de vingt-deux cités de

la Communauté. C'est à Bordeaux qu'a germé l'idée, il y a quelques années, de rassembler autour d'une strueture souple les grandes villes qui, sans être des capitales nationales, oot une vocatioo ioternationale. eo raison de leur situatioo géographique, de leur potentiel éco-comique, de leur tradition universitaire et artistique. Eo France, cioq d'entre elles ont adhéré à ce Club des eurométropoles lance par Jacques Chaban-Delmas et la chambre de commerce et d'iodustrie de Bordeaux : la métropole du Sud-Quest, Lille, Lyon, Marseille et, avec moins d'eothousiasme,

complexe

Toulouse.

Le but de l'association est notamment de faciliter les échanges universitaires, de coordonner la politique des traosports, d'encourager les cootaets eotre iovestisseurs poteotiels. Trois coogrès ont déjà eu lieu dans les villes dui ont assumé la présidence (tournante) d'un club qui veut être le porte-parole d'uoe populatioo urbaine de 73 millions d'habitaots, soit 23 % des hebitants de la Communauté. Fernando Gomes, maire de Porto, au Portugal, a passé le u de la presidence a Bod Cools, bourgmestre d'Anvers. Polygiotte et plein d'entregent, le socialiste flamand e exprime comme premier desir que les élus municipaux européens puisseot commuoiquer eotre cox

dans un grand nambre de langues nationales sans recourir systématiquement au tout anglais. ce qui, à terme, devrait résulter d'un effort conséquent dans les lycées et universités des euromé-

En atteodont, c'est souvent avec un écouteur de traduction simultanée sur l'oreille que les représentants de Milan, Manchester, Hambourg, Leipzig, Glssgow, Vigo, Barcelone, Naples, Francfort et quelques eutres ont écouté leurs collègues dans la maison proviociale d'Anvers. Côté français, par-delà les elivages politiques, Robert Vigouroux, maire de Marseille, siégeait à côté de Dmitri G. Lavroff, adjoint ao maire de Bordeaux, et de Paul Glotio, président de la chambre de commerce et d'industrie de cette ville, M. Vigouroux a fait valoir que, de même qu'elles ne sont pas représeotées au prorata de leur population à l'Assemblée nationale française, les villes ne participent pas assez au jeu complexe qui a lieu à Bruxelles autour de le Commission. ootammeet pour l'octroi des aides communautaires.

MONE-ALPI

4 - 1 - 44

化二溴二甲烷

15.431

1.0

1 Switze

ES MAIRI

EMOBILI

The same of the sa

Anda vice : contre de fa

de trop de la constant de la constan

Strong our de compe

Signature of the Part I

harmen des demai

Transfer p in lineage.

James and the principe d

the second of south

kedure Reminis enter

The Charles of the Arms Line

Care County College

1 Panation

www.prode da

BARR HINE

1. July ens

the second

Ç. ijer

The Section

t marge 👙

The thirty of the Property Land

Section Maintenance of the Rabi-

the distance of the state of th

Spirate Committee Building

The state of the s

the un departe the state of the s

 $(A_{i}, A_{i}, A_{i},$

« Le Club des eurométropoles a été fondé à une époque d'enthousiasme européen, a constaté M. Lavroff. Nous sommes dons une époque de moindre adhésion. Il faudra en tenir compte et continuer à montrer notre utilité. » La beisse d'enthousiesme se constete ootamment au reletif repli du lobbyiog régiocal à Bruxelles. Par exemple, la très active délégation générale de la régioo Rhône-Alpes voit son chef pesser dens un cabioct de coosultants privés. Malgré cette tendance, sans doute révélatrice du trouble fraoçais devant le comportement de la Commissioo dans l'affeire du GATT, le Club des eurométropoles a ecide de trans riet permaneot de Bordeaux à

> de notre envoyé spécial Jean de la Guérivière

DÉCHETS

Les 37 sites d'Eco-Emballages

Lea Françeis ont jeté, en 1992, 80 milliards d'emballages (boîtes, bouteillee, pots, barquettes...), soit le moitié en volume et le tiers en poids des 18 millions de tonnes de déchets ménagers, qu'ils « poubellisent » ennuellement. Les trois quarts de ces «récipients» doivent être valorisés (1) d'ici à

Eco-Embailages, orgenisms privé né en octobre 1992 et egréé par les pouvoirs publics, s'est en effet donné dix ens pour atteindre cet objectif embi-

«Un effet d'entraînement »

Une rétape-clé », selon son directeur général, Eric Guillan, vient d'être franchie evec le désignation de trente sept sitea pilotes, ellant de petits districts ruraux à de grandes eggloméra-tions urbaines et regroupant quelque einq millions d'hebitants : ces collectivités locales recevront, sur trois ans, une aide à l'investissement de 400 000 à 10 millione de francs, selon l'étendue de laur projet, pour mettre en place une collecte sélective des embal-

lages et créer des unités de tri. Outre ce soutien à l'investissement (180 millions de france au total), les trente-sept e élus » - sur 1 262 candidatures et 394 dossiers retenus -Emballeges, d'une assistance soit par compostage.

orgenisme (acier, aluminium,

papier-carton, plestiquee et verre) chargées du recyclage.
L'installation de sitee pilotes doit provoquer, espère M. Guillon, «un effet d'entraînement décisif à l'échelon national ». Au 30 septembre dernier, 2 710 entreprises adhéreient à Eco-Emballages (fort de 250 action-naires – conditionneurs et distributeurs) et le montant de leura cotisations e'élevait à 315 millione de francs. «L'objectif de 400 millions de francs pour 1993 sera attaint », affirme son

directeur général. Selnn ses prévisions et compte tenu des expériences existantes, quinze millions de Français devraient pouvoir, en 1995, jeter leurs bouteilles, boftes ou cartons vides dans des conteneure différenciés. Pour accélérer ce mouvement auprès des collectivités locales, Eco-Embelleges vient de s'implenter à Angers, Straabourg, Toulouse et Lyon, Pane assurant la « couverture » du nord de a France.

(1) Par « valoriser », on entend : transformer les déchets en de nouvelles matières premières, soit par recyclage des matériaux d'embaliage, soit par incinération avec récupérabénéficieront, de la part d'Eco- tion d'énergie (électricité ou vapeur),

dictionnaire juridique **POUVOIRS** LOCAUX DALLOZ **TOUS LES MÉCANISMES DE** LA DÉCENTRALISATION **EXPLIQUÉS À SES ACTEURS.** 300 articles et 600 définitions de notions clés pour mieux connaître l'environnement politique et administratif au quotidien. DALLOZ

BLOC-NOTES

AGENDA

Les saisons dans la ville. - Un colloque européen organisé par la laboratoire de théorie des mutations urbaines du CNRS et la Cité des sciences et de l'industrie se déroulera sur ce thème les 3, 4 et 5 novembre à La Villette. La première journée sera acrée à l'enalyse des relations entre technologie et rythme des saisons ainsi qu'au retour de certaines mala-dies ; la deuxième journée traitera notamment de l'impact des saisons dans la dégradation des matériaux et des structures erchitecturales; la dernière journée examinera la manière dont les selsons peuvent redonner du sens à

Accès libre, Inscription obligatoire: 40-05-72-99.

 Coopération intercommunale. – La SARL Edition-Formation-Entreprise organise un séminaire intitulé « Comment gérer au mieux la coopération intercommunale», mardi 2 et mercredi 3 novembre, à Peris. Une demi-douzaine d'experts présenteront les problèmes liés à l'intercommunalité : gastion des transferts financiers, situation des communes mindritaires, systèmes de taxes professionnelles.

► Renseignements au (16-1) 44-09-24-24.

Politique de la Ville. - L'Association des maires Ville et banlieue, que préside Pierre Bourguignon (PS), maire de Sotteville-lès-Rouen, organise un colloque intitulé «Politique de la ville et développement économique», à Brignais (Rhône), jeudi 4 novembre. Les loppement économique des banlieues est pris en compte dans les contrats de du conscil régional et maire (UDF-PR) de Rodez élus se demanderont comment le déve-

ville et les contrats de plan. Ils compareront les stratégies des communes pour attirer ou conserver des entreprises, insérer des jeunes et des sans-

► Renseignements au (16-1) 42-61-44-47.

Le retour du tramway. Joumée

d'études organisée le mardi 26 octo-bre, à l'Hôtel de Ville de Paris, par Jean-François Ségard, conseiller Vert avec la perticipation d'élus parisiens, de techniciens de la RATP, de représentants des villes de Grenoble et de Nantes, et d'animateurs d'associations.

Mardi 26 octobre de 10 heures à 16 heures, Hôtel de ville, 3, ruc Lobau, Paris 4, saile du sous-soi.

TH: 42-76-49-92. encontres nationales du mouve ment La Flamboyance. – La Flam-boyance organise jeudi 4 et vendredi 5 novembre à Lyon deux journées de travail pour tous les responsables d'associations, élus, directeurs ou animateurs de centres communaux d'action sociale, intéressés par le mouvement, afin de réfléchir sur l'avenir ainsi que sur les moyens de mieux impliquer les

Renseignements au 116) 85-20-21-87.

retraités dans la vie de la cité.

Rectificatif. - Parmi les intervenants ou colloque « Désenclavement et développement économi-que » (le Monde daté 17-18 octobre) qui s'est déroulé à Saint-Etienne, il fallait lire que le représentant de la région Midi-Pyrénées était Marc Censi, président

ECIPALIZMES,

RÉGIONS

ALSACE

UN NOUVEL ESPACE CULTUREL A MULHOUSE

Avec une tarification populaire, la Filature présentera cette année 75 spectacles pour 100 000 entrées attendues

l ne faut pas dire à Christopher Crimes, directeur du Nouvel Espace eulturel (NEC) de Mulhouse (Haut-Rhin), que «sa» Filature, installée sur le site d'une ancienne usine textile du temps où cette industrie régnait en maître dans la région, est une maison de la culture améliorée. Il vous répondrait : « C'est une maison de la culture parfaite. » Et M. Crimes d'expliquer qu'il n'est pas senl pour faire fonetionner la maison. Lui se charge du théâtre, mais il a avec lui des conseillers artistiques pour la danse et les musiques contemporaine et populaire.

Snrtout, il dispnse d'un « lieu fobuleux », créé par Claude Vasconi. L'architecte dn Forum des Halles a réalisé « une perle dans un ècrin v faite d'aluminium et de verre, dont la décoration intérieure est dominée par le granit et le velours. Ce oe soot pas tant les 21 000 mètres carrès disponibles qui soulèvent l'enthousiasme de cet Anglais de quarante-deux ans qui de Bristol est parti à Ronen, puis au Havre et à Mâcon avant de s'installer à Mulhouse - mais la salle de 1 200 places dispo-sant d'un plateau de 850 mètres carrés qui permet de travailler avec des « artistes sotisfaits et

heureux ». Annie Bozzini, la directrice de la danse, surenché rit: « Nous pouvons même accuellir les quatre-vingts danseurs du ballet de Froncsort.» Jacques Erwan, le programma-teur musical, souligne pour sa part « l'acoustique exceptionnelle ».

Avant d'ouvrir la saison 1993-1994 qui a débuté en sep-tembre, la Filature avait déjà fonetionné pendant trois mois. An cours de cette période 35 manifestations avaient accueilli 21 000 spectateurs. Pour les res-ponsables du NEC, le bilan est très satisfaisant. Le programme proposé d'ici à juin 94 comporte

75 spectecles et 165 représentatinns pour 100 000 entrées attendues. Pour expliquer cet objectif ambitieux, le directent et ses collaborateurs se fundent sur la qualité de la programmatinn assortie d'une tarification «populaire». Outre les tarifs privilégiés pour les jeunes et les étudiants, il est aussi prévu des tarifs spéciaux pour les chömeurs. Christopher Crimes se félicite d'avoir enregistré déjà 900 abonnements.

Le thème de l'exclusion

Consciente qu'elle est installée dans une ville dont la population compte 20 % d'immigrés représentant une dizaine de peys - ce qui fait dire à Erwan : «Quand je suis ici, je fois le tour du monde» -, la saison en cours s'organise principalement autour du thême de l' «exclusion». C'est pourquoi les contrats avec les artistes qui se produisent à la Filature comportent une clause les obligeant à

haltes-garderies, son epprécia-

o'a pas fait appel), la ville de

Grenoble a suivi l'exemple de

Tarbes et pris, le 17 septembre.

de nouvelles délibérations qui

instituent un système de bourses

dont le montant reste fixé en

fonction du revenu des familles.

Le résultat est identique mais le

système légal, les communes

étant libres d'accorder des sub-

ventions, d'en définir les attribu-

taires et d'en fixer le montant.

An passage, l'augmentation des

de notre bureau régional

tarifs a été revue à la baisse.

Après ce jugement (dont elle

tion aurait pu être différente.

des représentations. Ainsi, pour deux spectacles, la chanteuse Sapho restera une semaine dans la cité alsacienne et participera à des réunions avec les immigrés et les personnes défavorisées. Son programme prévoit en outre une visite de la prisnn de la ville. Même s'il est question de

rencontrer le publie en debors

faire émerger de nnnveaux talents, la programmation s'appuie sur quelques locomotives comme le chorégraphe Jean-Claude Gallotta. Sacbant pertinemment que le NEC est trop grand pour le seul public mulhousien, sa direction va essayer de se faire une nntoriété régionale transfrontalière en mordant sur les publics bâlois et allemand. C'est du moins l'objectif pour la danse et la musique. En ce qui concerne le théstre. compte tenu de la barrière de la langue, peu de piéces seront jouées dans la salle principale, l'essentiel devant se dérouler dans un espace modulable d'une capacité allant de 250 à 380

Les responsables de la Filature ne sont pas dupes ; le pari sera difficile à tenir. Il ne sera pas aisé pour eux de prouver la « rentabilité culturelle et sociale » d'uo équipement qui e demandé un investissement de 230 millions de francs doot 161 millions de francs ont été financés par les deniers municipaux de Mulhouse, les autres communes de l'agglomération ne s'étant pas associées au projet. Mais la réa-lisation du NEC était prévue depuis vingt ans, bien avant que la ville oe soit dirigée par le socieliste Jean-Marie Bockel. Christopher Crimes a un contrat de trois ans. C'est-à-dire trois saisons pour réussir ou échouer,

> de notre correspondant régional à Strasbourg Marcel Scotto

RENCONTRES

Des maires polonais chez leurs collègues français

Quatre cent vingt maires polonais sont attendus dimanche 24 octobre à Paris pour un séjour d'une semaine auprès de 150 de leurs collègues français répertis dans 47 départements. Ces rencontres ont été organisées par la Fondation France-Pologne. Présidée par Jacques de Chalendar, pilote depuis quatre ans des actions de partenariat entre les deux pays, l'association aide des initiatives tendant à favoriser dans le République poloneise le développement de la démocratie locale et l'apprentissage de la gestion moderne. Les maires qui vont séjourner en França sont des responsables de villes moyennes qui souhaitent a'informer sur les règles et les pra-

tiques de la gestion. Un voyage du même genre avait déjà été organisé en mai 1992 et a donné des résultats très tangibles. Des accords de coopération ont été signés entre une dizaine de départements français et des volvodies polonaises; des échenges se sont développés entre villes françoises et polonaises. A noter per exemple le cas de Rennes qui, en association avec le département d'Illo-et-Vilaine, la chambre de commerce et l'université, e monté de multiples opérations : 3 000 jeunes ont circulé entre Rennes et Poznan, où un mastère de gestion économique et une Ecole de télécommunication ont été créés.

► Fondation France-Pologne, 9-11, avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris, Tél. : 42-89-84-47.

RHÔNE-ALPES

GRENOBLE DOIT REVOIR SES TARIFS

Les droits d'inscription dans les écoles de musique ont été jugés discriminatoires

E tribunal administratif de Grenoble a, dans une décision rendue evant l'été, annulé les délibérations par lesquelles le conseil municipal de la ville, dirigée par Alain Carignon (RPR), avait, en juillet 1992, fixe le montant des droits d'ioscription eu conservatoite oational de régioo ainsi que dans les différentes écoles de

Le problème de la légalité de ces délibérations evait été posé par des parents d'élèves qui contestaient le bien-fondé de l'augmentation des tarifs pour l'année scolaite 1992-1993.

selon plusieurs critéres, dont l'importance des ressources familiales. En epplication de ce derniet critère, était calculé un quotleot familial, obtenu en divisant le montant de l'ensemble des ressources de la famille par le combre de personnes vivant au foyer.

Les « effets de seuil » dénoncés

S'appuyant sur uo errêt rendu en 1985 par le Conseil d'Etat, saisi à l'époque du cas de le ville de Tatbes dens les ées, le tribuoal en place un système de barèmes, administratif de Grenoble e rap-

différents, applicables à diverses catégories d'usagers, implique, à moins qu'elle ne soit la conséquence d'une loi, qu'il existe entre les usagers des différences de situation appréciables ou que cette mesure soit justifiée par une nécessité d'intérêt général en rap-port avec les conditions d'exploitation du service ». Or, estime-t-il, « les disserences de revenus entre les familles [ne sont] pas constitutives de différences de situation » et ne justificot dooc pas « des exceptions au principe d'égalité qui régit [l'accès au service publie] ».

Ont été déconcés à cette occasion les «effets de seuil» qui, dans le système de barèmes par tranches, introduisent d'imde ressources ». S'agis comportant des tarifs variables pelé que «la fixation de tarifs comme les cantines, crèches ou

Nicole Cabret

portantes différences de traitement cotre des foyers dont le quotient familial est proche. Concernant le second critère, le jugement précise que, «compte tenu de l'objet du service et de son mode de financement (...), aucune nécessité d'intérêt général [ne justifiait] une discrimination fondée sur les seules différences service public à caractère social,

EMPLOI

10 15 664

LES MAIRES SE MOBILISENT

Suite de la page 21

Tours peut en tout cas s'enorgueillir d'une expérience concrète et réussie : evoit eréé contre vents et marées, dès 1982, son propre centre de formation professioonelle polytechnique (CFPP). Installé sur les 5 000 métres carrés de locaux d'une ancienne usine de composants électroniques acquis par la ville, il s'est centré depuis 1986 sur le placement des demandeurs d'emploi. Pour l'heure, il en accueille, selon le principe de la formation en alternance, entre 600 et 700, dont 70 % sont en longue durée. Résultat : entre 1989 et 1990, le taux des réinsertions réussies s'est situé entre 48 et 55 %. « Notre force réside dans notre parfaite adéquation entre l'offre et lo demande des entreprises, et aussi dans notre connaissance intime du tissu économique du département, souligne Jacques Lasserre, le responsable technique du centre. A titre d'exemple, si une société spéciali-sée dons les vélos tout-terroin souhaite former des mécaniciens, nous lui montons une formation spécifique sur mesure. Comme il y o une forte demonde en matière de tourisme vert, cela s'est dėja produit.»

A proximité de Paris, la ville de Rueif-Melmeison (Hauts-de-Seine), 67 540 habitants, est un eutre exemple des initiatives que prennent aujourd'hui spontanément des municipalités lorsque « existe une vraie menace d'explosion de lo cohésion locale » comme le dit uo élu. Située dans l'un des départements les plus aises de France, Rueil compte, cependant, quel-

que 900 ebômeurs de longue durée recensés, plus de 300 RMIstes, une cité abritant 1 000 familles, dont la moitié d'origioe étreogère. Et un chômage des cadres qui a augmenté de 40 % en une année. Si Rueil e défrayé la chroni-

que l'été dernier en rémunérant pour des missions d'intérêt général (entretien de parcs et forêts, arrosage, désherbage, peinture...) des jeunes de quatorze à dixsept ans, la création récente de l'Alliance nationale des villes d'iocovetico pour l'emploi (ANVIE), opération dont elle est à l'origine, mérite d'être retenue.

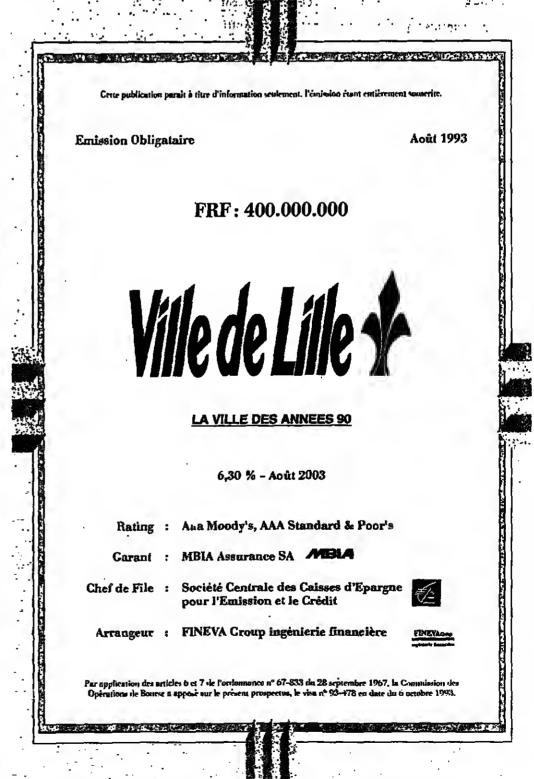
Une journée « cecuménique »

Le 7 juin dernier, une centaine de villes, petites et grandes, de Lille en passant par Chante-loup-les-Vignes (Yvelines) et Toulon, étaient représentées aux ebords du château de la Malmaison. Objet? Faire que les villes et les communes réfléchissent ensemble à des actions possibles en feveur de l'emploi et de la formation, partagent leurs expériences, créent des réseaux d'échanges, contribuent à la professionnalisation des acteurs locaux, s'affirment comme partenaires eoteodus des pouvoirs publics. Surprise : la journée du 7 juio - très « accuménique », comme on le souligne à Rueil a révélé que plus de 200 villes nu communes ont déjà développé des actinns dans le cadre de leurs spécificités locales. Un phénomène qui émerge depuis trois à quatre ans. Et le besoin de regroupement, d'échanges,

d'affirmation transcende les elivages, y compris politiques.

«Les villes n'ont aucune compétence légale en matière d'emploi. A la limite, c'est tout juste si on ne dit pas oux maires : ce n'est pas votre boulot!», s'indigne Marie-Pierre Establie, directrice de la maison de l'information sur la formetion et l'emploi (MIF), implantée à Rueil depuis trois ans. « Qui est mieux place que lo commune pour la connaissance intime de son bassin d'emploi, pour mieux conseiller et orienter les demandeurs, mobiliser les acteurs locaux?», plaide de son côté Thierry Saussez, maire edjoint, dont la carte de visite s'nrne modestement du titre «délégué à

De fait, Rueil, a qui n'est pas une ville composée seulement de cadres dirigeants et de sièzes sociaux», a mis sur pied ou expérimente de combreux outils en faveur de l'emploi. Bourse de l'emploi, permanences d'accueil, maison de l'insertion, observatoire de la qualification qui se veut un outil d'étude et de promotion de la formation en alteroance; observatoire de l'emploi enfin, créé ce début d'année. « Cet observatoire dolt nous permettre de radiographier en permanence la structure de l'offre et de la demande locales, de prendre l'exacte mesure de notre tissu économique, de faire un diagnos-tic afin de cibler nos actions », explique Marie-Pierre Establie. A cet effet, cinquante entreprises rueilloises ont déjà été mises en fiches. C'est ainsi qu'il est apparu - utilité de l'observatoire - que les secteurs d'activité employant le plus de Rueillois sont les services marchands et les services rendus aux particu-liers. «Quel fonctionnaire de l'Etat pourrait faire ca aussi bien que nous?», ne manquent pas d'interroger les responsables rueillois, persuadés que leut expérience est transférable.



PARIS

Une messagerie télématique pour les auto-écoles

Les moniteurs d'euto-école parisiens ont maintenant le possibilité de consulter leur planning et d'effectuer les résjustements de demière minute sans se déplacer jusqu'à la pré-fecture de police. Pour faire face au nombre important de demandea déposées chaque ennée (40 000 sn 1992) dans les quelque 320 auto-écoles de Peris, il était primordial d'evoir un outil de gestion rapide. La préfecture de police e donc décidé de mettre en piece, depuis le fin du mois de sep-tembre, un système télématique de communication avec les auto-écoles et les inspecteurs. Un logiciei calcule autometique ment les droits de plece par auto-école, gàre les pla*m*nings des inspecteurs et les convocetiona pour ettribuer les places en fonction de l'offre et de la demande.

En composant le 3615 PRIN-TEL et leur code d'abonné, les moniteure disposent d'une série d'informations sur la profession et d'une messagene qui permet eux établissements de dialoguer entre eux. L'installation de ce système résulte teur public et une société prestataire de ce service.

Foule des grend-messes

L'esprit de clocher de Saint-Marcel

dimanche 24 octobre sur le trottoir du boulevard de l'Hôpitel, dens le 13º errondissement. Mitre en tête, chasuble brodée sur lea épeules, crosse en main, le cardinal Lustiger consacre le demier clocher de la capitale. On n'en avait pas construit depuis des décennies. Celui-ci, triangulaire et ajourá d'un vitrail monumental en dailes de verre, servira désormais de façade à l'église Saint-Marcel, restée Inachevée depuis sa construction dans les ennées 60. Elle est pourtant remarquable par ses décorations intérieures : vitraux d nés par Isabelle Rouault, la fille du peintre, statues, Vierge en cuivre repoussé, chemin de croix en émail, tapisserie des Gobelins. Meis les fonds avaient manqué pour lui donner le campanile auquel elle pouvait prétendre. C'est chose faite grâce eux 7 millions de francs débloqués par la municipalité. Troie cloches ont été hissées à son sommet. Honorine evait sonné jedis au sommet de l'église paroissiale qui s'élevait ici. Rosalie, en souvenir de la sœur Rosalie Rendu, fondatrice de la paroisse, et Geneviève l'encedrent. Les troia sœurs ont salué de leur voix de bronze l'echèvement de Saint-Marcel.

AVENTURES

Des bourses pour les jeunes Parisiens

Jecques Chiree a reçu, mer-credi 20 octobre 1993, les lauréats des bourses de l'aventure de la Maine de Pens. Des chèques de 10 000 à 100 000 francs ont été remis à 24 équipes de jeunes Parisiens qui ont le goût des terres loin-taines. Créées il y e quatre ans en collaboration avec la Guilde européenne du raid, cee bourses s'adressent eux jeunes de 18 à 26 ans. Chaque année, une vingtaine de projets spor-tifs, culturels ou humanitaires sont sélectionnés, parmi les quelque 400 dossiers remis, selon des critères de faisabilité. Au terme d'expéditions qui les ont conduits sn Laponie, en Australie ou dans les steppae de Mongolie, les jeunes eventuriers se sont retrouvés à l'Hôtel de Ville. Le Grand Prix 1993 a été décerné à quatre étudiants parisiene partis pour l'Alaska escaleder le face le plus difficile du mont McKinley, point culminant de l'Amérique du Nord. Le deuxième prix est revenu à une expédition francochinoise de spéléologie eu Hunan, le troisième à une descente en radeau du Yukon, au

ESSONNE

MOBILISATION DES ÉLUS FACE AUX PROJETS DE LA SNCF

Les adversaires d'une liaison ferroviaire entre les lignes TGV Ouest et Sud-Est ont obtenu gain de cause

ne figurera pas dans le schéma directeur d'aménagement de la régian llede-France. » Jeen-Cleude Aurousseau, préfet de la région. vient de rassurer les présideots des Syndicats iotercommuneux d'études et de programmatioo (SIEP) de l'Essonne eo leur eonfirmant officiellement l'abandoo du projet de construction d'une ligne nouvelle de TGV reliant les tracés ouest et sud-est. Cette réalisation, prévue à travers la partie centrale de l'Essonne, était contestée par les responsables politiques locaux. Soo retrait figureit en bonne place dans l'avis du conseil géoéral sur l'avant-projet de schéma directeur.

Un gain de treize à vingt minutes

C'est en 1990, à la lecture du schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse, que les élus découvreot l'intectico de la SNCF de réaliser, dans le centre de l'Essooc, uoe interconnexioo entre les deux réseaux à grande vitesse de l'Ouest et du Sud-Est.

une trentaine de kilomètres eu sud de la capitale pour piquer vers l'est. Après avoir franchi la Seine à Corbeil-Essonnes, elle devait joindre ses voies à celles du TGV Sud-Est à hauteur de la ville oouvelle de Sénart, où une gare d'interconnexion est prévue. Un equipement qui constituait l'uo des points forts du dossier de candidature de Sénart pour l'attribution du Grand

L'idée avait surpris les élus et la population. Dans de nombreux esprits, uoe telle interconnexioo devait se réaliser au nord du département, grâce à la ligne C du RER qui relie Valentoo (Val-de-Marne) à Messy (Essonne), où les chemins de fer français echèvent de construire la première gare d'interconoexion des TGV.

A l'initietive du député Yves Tevernier (PS), les vingtdeux maires des cantons de Dourdan et de Seiot-Chéroo adoptent, dès octobre 1990, une motion dans inquelle ils refusent « le principe d'une seule aption préparée par la SNCF en fanctian de ses critères ». Le ton est donné, «Les investissements qui devront être réolisés sur cette

La liaison projetée devait branche de la ligne C ne suppri-quitter la ligne du TGV Ouest à meront pas les contraintes d'inmeront pas les contraintes d'in-sertian des TGV interconnectés dans une grille de banlieue et n'opporteront aucun gain de temps significatif », ergumente alors la SNCF.

A l'ioverse, le «borreau sud», comme elle nomme sa liaison offre un énorme avantage. Sur ses 43 kilomètres de longueur, les trains pourront rouler à graode vitesse et le ligne nouvelle fera gagner de treize à vingt et une minutes eux voyageurs empruntant une rame interconnectée.

Ces justifications ne réussissent pas à convaincre les edversaires du projet. La SNCF présente elors trois variantes du tracé. Loin de faire éclater le front anti - berreau sud, cette présentation la renforce,

Menaces sur le cadre de vie

Uoe commission constituée par l'Unioo des maires de l'Essoone et présidée par Christian Schoettl, le premier magistrat (sans étiquette) de Jeovry, rassemble bieotôt uoc centaine de communes opposées à la réalisation. Les motions hostiles au

réclamais en vain depuis trois

ans ». Mois Jean-Louis Berthet

regrette d'evoir été le seul repré-

sentant de l'oppositioo à avoir

participé à cette journée «dos-siers ouverts». Tenaot d'une

Gare de Lyon ESSONNE

projet se multiplieot, d'eutant que ce dernier risque de paralyser les actions des municipalités qui, à l'époque, travaillent à définir l'avenir de leur territoire à travers les SIEP.

INTERCONNECTION SUD (à l'étude

Aujourd'bui, les élus ont le sentiment d'avoir gagné uoe betaille contre le SNCF, mais aussi d'evoir remporté une victoire sur eux-mêmes. Après quelques feusses notes au départ, ils oot su feire preuve d'uoe grande solidarité face à une menece coocrète pour le cadre de vie, « Outre san impact néfaste sur un environnement encore préservé dans ce secteur,

cette réalisation aurait conpé l'Essonne en deux, ce qui, en termes d'oménagement, n'était pas supportoble », témoigne Christien Schoettl.

5 km

Le dossier est-il pour autant enterré? « Au moment au il est de plus en plus questian de rééquilibrage au profit de lo pro-vince, aoalyse Christian Schoettl, an peut penser qu'une rocade, reliant les principaux pôles du Grand Bassin parisien, se justifie désormois plus qu'une intercannexian au sud de

Patrick Désavie

YVELINES

LE CHESNAY **JOUE LA CLARTE**

Le maire a ouvert aux habitants les dossiers sensibles de la ville

Nan eprès la crise politimis eo elerte par le dernière gestion du Chesnay au point que le préfet des Yvelines eo poste à l'époque, Jean-Pierre Delpont, avait demandé la dissolution du conseil municipal, Phi-lippe Brillault, maire (RPR) réélu en janvier 1993, e pris l'initiative d'ouvrir les dossiers sensibles aux habitants. Toute la journée du 16 octobre, les adjojots et les ehefs de service de la mairie ont reçu les Chesnaysiens désireux de s'informer à la source sur les projets les plus sujets à polémique dans eette ville importante (près de 30 000 habitants, limitrophe de Versailles et très prisée par les promoteurs immobiliers).

Foire d'empoigne

La révision du plan d'occupation des sols, au cœur de le polémique entre Philippe Brillault et une partie de ses anciens colistiers il y a un an, feit toujours l'objet d'une vive discussion : la revente d'uo terrain communal de 17 000 m² autrefois propriété de Metra, l'affectation de terraios libérés par l'encienne fourrière et elassification (constructible ou non coostructible?) d'une petite zone enclavée où se situe la propriété du maire lui-même font épisodiquement l'objet de tracts et de rumeurs. Philippe Brillault, regrettant « la suspicion entretenue » par certaines associations, a choisi « d'ouvrir les dossiers aux habitants pour couper court à un éventuel redéploiement d'ottaques ». Et aussi pour mettre sur la place publique des projets cotemment en direction des jeunes) insuffisamment traités lors de la campagoe électorale de janvier.

Depuis sa réclection, Philippe Brillault affirme evoir profité d'une sérénité retrouvée pour remettre au traveil des services communaux paralysés pendant plusieurs mois. Un secrétaire général a pris ses fooctions en juillet, le poste étant resté vacaot pendant plus d'un an. « J'oi tiré les conséquences d'une informatian par le passe inadaptée en direction des élus d'apposition», reconnaît le jeune maire

* opposition constructive », il craint que le prochain conseil muoicipal, consacré à l'urba-oisme, le 15 décembre, ne tourne à la foire d'empoigne. A l'epproche de l'ouverture l'enquête publique sur la révision du plan d'occupation des consacrée justement au plan sols, qui doit se dérouler du d'occupation des sols : l'opposi-21 octobre eu 20 novembre, la tion a proposé un amendement auquel se soot ralliés quatre colistension monte et les rumeurs cirtiers du maire. Jean-Louis Berculcot. Seulement 200 Chesnaythet, ex-premier adjoint devenu. siens, qui ont pris le peine de se depuis sa défeite muoicipale, forger en direct leur propre opichef de file de l'opposition. oion, échapperont peut-être au

epprouve la démarche d'informe-

tion du maire. « Cette initiative

m'o permis d'ovair accès à un

document (NDLR: l'évaluation

du terraio Matra par l'adminis-

tration des Domaines) que je

Le Monde

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Pascale Sauvage

climat passionnel sous-jacent qui

menace d'enflammer à nouveau

la ville dans la perspective des

municipales de 1995.

LE TRANSFERT DE THOMSON-CSF

Mille huit cents salariés arrivent sur le nouveau site d'Elancourt

N moios de trois mois, surgi de terre en un temps record Thomson-CSF ont investi à Elancourt le oouveau siège ultramoderne de la divisioo radars et contre-mesures (RCM).

Le 31 décembre, ils seront mille huit cents à avoir quitté les sites éclatés et désuets de Malakoff, Montrouge et Issy-les-Moulineaux pour doooer vie eu bâtiment futuriste de 66 000 mètres carrés né de l'imagination. de l'erchitecte Roger Taillibert (celui du Parc des Princes et de la Cité olympique de Montréal) et

Yvelioes. « Cette opération de transfert était urgente et vitale pour naus.

Dès l'onnée prochaine, nos frais de fonctionnement seront considérablement réduits et notre activité aptimisée », affirmait Bernard Rocquemont, directeur de la division RCM, qui consacre un tiers de son activité à la recherche et eu développement de nouveaux radars civils et militaires.

L'ouverture de ce luxueux mais indispensable sanctuaire des technologies françaises de la guerre électronique, où mille cent techniciens et ingénieurs sont arrivés dès le mois d'eoût, e malheureusement coïncidé avec l'annonce d'un plan de licenciements toucheot mille six cents salariés de Thomson-CSF, y compris à Elancourt.

Bernard Rocquemont, a l'occasion d'une visite du site par la presse et les élus locaux, s'est employé à dissiper l'inquiétude de ces derniers en confirmant les objectifs annoncés initialement : le 31 décembre, mille huit cents personnes auront bien été transférées à Élancourt. « Thamson a décidé d'étudier avec le gouverne ment des mesures autres que le licenciement, conformément aux dispositions de la nouvelle loi quinquennale sur l'emploi. Il y aura quelques départs à la retraite et le recours au chômage partiel», a-t-il précisé.

Mais le directeur de Thomson-RCM s'est montré réservé sur le calendrier de réalisation de la seconde tranche du centre d'Elancourt, qui devrait compter trois mille emplois en 1995. L'option sur l'achat du terrain e bien été levée, mais il o'est pas question d'annoncer l'extension du centre tant que les carnets de commandes restent à moitié

La divisioo RCM (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1992), qui emploie aussi mille cent personnes à Brest et six cent soixante à Pessac (Gironde), est tributaire des programmes d'équipement de l'aéronautique militaire et civile touchés de plein fouet par la crise.

ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.

2

M. Jacques Lesourne, gérant. Le Monde PUBLICITE Président directeur général Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros lembres du comité de direction

Jacques Guiu. Isabelle Tsaidi. 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Télélax : 40-61-98-73 - Société filiale de la SARL le Monde et de Médias et Répes Europe SA

> Le Monde **TÉLÉMATIQUE** posez 36-15 - Tapez LEMONOE Le Monde - Documentation

36-17 LMOQC ou 36-29-04-66 94852 IVRY Code

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F Reproduction interdite de sout article, sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

l, glace Huhert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heares à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBPAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie sociale y compris CEE avies
3 mais	536 F	. 572 €	790 F
б тоіз	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 40	1 890 F	2 086 F	2 960 F
ÉTI	ANGER : par	voie aérienne tarif sur d	emande.

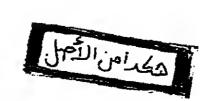
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletia accompagné de votre règlement l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO a LE MONDE » (LSPS » pending) is published daily for \$ 872 per year by « LE MONDE » 1, place Hebert-Reuve-Mére — 94852 l'ovy-spe-Seine — France. Sectod class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional masing offices POSTPASTER: Send address champes to DAS of NY Box 1518. Champlain N.Y. 12319 — 1518. Prote is abspattements someries and USA. CNTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pacific Assum Suite 404 Vagunia Boach. VA 23451 — 2963 USA.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLET	IN D'ABONNE	MENT
301 MON 01	Durée choisie :	PP Paris PP
	Duree choiste :	
3 mois □	6 mois □	l an 🗆
Noin:	i 	

Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Localité : . _Pays: __ _



TRANSPOR UNPLAN

POUR LE

. •

ATT A STATE OF THE STATE OF THE

Branch and an owner

41.5

 $2_{\{2\},\gamma_{\alpha}}$

3/17

4,000

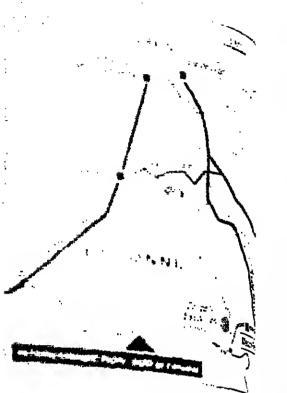
1 2 22

Liber - House app A tree les Code Same of the State THE PARTY OF THE P Milen. distantiano State our

Le Mond Jacquae Cannarana (Jacquae Canna

Spilar of the congress Designation of the control of the co

Service Many Add - Service Many



VAL-DE-MARNE

CHAMPIGNY CONTRE LA DROGUE

Une structure spéciale a été mise en place pour informer et aider les toxicomanes

bordure de la piace du marché central, le poiot d'écoute de Champigny (Val-de-Marne), centre d'information sur la drogue, a été inauguré le 9 octobre. En réalité, ce service est entré en fonctionnement en septembre. Mais son personoel

(une directrice, un psychologue, un travailleur social, une secrétaire médico-sociale, et bientôt un sociologue) y travaille depuis le début de l'année, precact contact avec tous les médecins, pharmaciens, policiers, coseignants, gendarmes, associations caritatives, de préventioo... Cet « espace psycho-social », seloo la formule de Jean-Claude Emorine, adjoint au maire de la ville en charge des problèmes de santé et de toxicomanie, a pour ambitioo de « prévenir des consommations nocives et des conduites à risques auxquelles les jeunes peuvent être tentés de recourir; d'accueillir, d'écouter et d'informer toute personne confrontée ou problème; de décoder la demande généralisée et d'orienter dans un but de prévention; de permettre l'occompagnement social des toxicomanes et de leur fomille; de permettre encore l'articulation et le soutien des interventions locales; de ser-

vir de point d'appui oux habi-

NSTALLÉ daos one d'oide ». Cette structure s'appa demeure autrefois cossue, en rente donc à uo centre d'aiguil rente donc à uo centre d'aiguillage. Les toxicomanes, leurs proches - ou même de simples citoyens - peuvent trouver des reoseignements saos aucooe obligation. L'anooymat est préservé, et il n'est même pas obligatoire d'habiter la ville.

D'ailleurs, Champlgny, où oot été recensés neuf morts par overdose en 1992 et quatre en 1993, o'est pas la plus touchée des commones du Val-de-Marne. Créteil et Vitry semblent connaître des situations plns inquiétantes. Ce qoi distio-gue Champigny des autres com-muoes du département (toutes sont coocernées), c'est qu'elle est aussi un point très important du trafic de drogue, en raisoo de sa situation géographique eo bordore de la Seine-Saint-Deois et de la Seine-et-Marne et de la présence de grands axes routiers (autoroute A4 et RN4).

Cinquante points d'écoute

Le poiot d'écoute o'est pas un centre de soins. Il o'y a pas et « il n'v oura jamais » - de lits destioés à recevoir des malades usagers de drogue, « Ce n'est pas un espace médicol de plus dans un dispositif local déjà bien tants pour constituer un réseou

pourvu. Ce n'est pas non plus un centre de postcure. Cet équipement existe déjà dans la ville ». rappelle Jean-Claude Emorine.

L'idée de créer un tel ser-vice est née en 1985. La municipalité et le conseil communal de préventico de la délioquance décidaient cette aonée-là de mettre en place un groupe de travail sur la toxicomanie. Les habitants des Mordacs, un des quartiers seosibles de la ville, demandaient la création d'un lieu d'information et d'animation consacré à ce problème. Le 13 juin 1990, plusieurs personnes se réunissaient pour jeter les bases de ce qu'à l'époque elles appelaient un «lieu d'accueil et de guidance », et qui est deveou entre-temps « le point d'écoute Champigny».

An mois de juillet suivant, la ville et le département du Val-de-Marne soot prêts à s'engager, mais bien que ce projet s'inscrive parfaitement dans le cadre des cioquante pnints d'écoute annoncés par le gouvernement de l'époque, les finances ne seront débloquées que deux ans et demi plus tard, on novembre 1992. Le point d'écoute de Champigny est le seul créé à ce jour, et encore oe l'a-t-il été que grâce à l'interveotioo massive des collectivités locales.

Si le gouvernement a octroyé 248 000 frances pour les iovestissements 200 000 francs pour le fonctionnement cette année, le département a acheté la demeure où est installé ce service (4 millions de francs) et met gratuitement des locaux à sa disposition. De plus, assume toutes les charges et il attribué une subvectico de fooetioooemeot ďе 365 000 francs.

Francis Gouge

LES PEINTRES DE LA BASTILLE

Depuis 1982, les artistes ouvrent leurs ateliers aux visiteurs

géoérale, les artistes du quartier de la Bastille aux confins des 11º et 12º arrondissements de Paris - affichent un tonus d'enfer. La dixième édition de leur opération « portes ouvertes», qui s'est déroulée du 8 au 11 octobre, a encore obtenu un étonnant succès. Ils estiment que plus de 15 000 personnes ont pénétré dans leurs ateliers. « Ce contact personnel, direct et souvent chaleureux, avec un public qui n'ose pas toujours pousser la porte des galeries nous redonne chaque onnée un nouvel élan », explique le président de l'association, le peintre Henri Yeru. « Pour les plus jeunes d'entre nous, qui ont du mal à se faire connaitre et à montrer leurs créations, ce regard des amateurs est déjà une recompense. » L'idée d'ouvrir son lieu de

travail au publie est née en 1982 dans une cour iotérieure de la rue de Charonne. Désespérant de percer le mur de l'anonymat, cioq artistes voisins déciderent de poser leurs pioceaux durant quelques jours et de recevoir leurs connaissances et les amis de leurs amis. N'importe qui pourrait péoétrer dans l'atelier, regarder et repartir sans même dire un mot. Telle était la règle, toujours eo vigueur. La formule fnt reprise l'année suivante, puis élargie et organisée par une «associatioo pour la diffusion et la défense de l'art contemporain dans le quartier de la Bastille», plus connue sous le nom de «Le génie de la

Bastille » A l'époque, le quartier vivait sur la réputation canaille des bals

U milieu de la déprime de la rue de Lappe. Mais, occupant de vétustes échoppes d'artisans, les artistes y étaient déjà nombreux. Quelques-uns se risquèrent à entrouvrir leurs locaux. Puis le succès venant, la plupart acceptèrent de jnuer le jeu. Les plus notoires o'ont plus besoin de cette publicité, mais chaque année on compte t5 à 20 % de nouveaux venus. Cette année, soixante-sept ateliers, cioq galeries et deux autres lieux d'exposi-

tion étaient accessibles au public. Dans son aventure, l'associatioo a évidemmeot profité du coup de projecteur qu'a valu à ces rues étroites et à leurs habitants l'édification du nouvel opéra. Mais en retour, elle a permis aux curieux et aux amateurs de s'immiscer dans les ruelles, de péoétrer dans les fonds de cour et de grimper dans les escaliers. Bref, ce terroir parisieo redécouvert est devenu à la mode,

Une sorte de consécration

Galeries, commerces, restaurants - et agents immobiliers - y trouvent leur compte. Le café de la Bastille, par exemple, l'a bieo compris. Chaque aonée, il offre gratuitement l'un de ses locaux pour que les organisateurs de la manifestatioo y ouvrent leur P. C. d'information. Les bénévoles qui y tiennent permanence doiveot baragouiner toutes les langues. Car désormais les amateurs accourent de divers pays d'Europe pour s'informer des teodances de la peinture actuelle. Uo tour-opérateur a même proposé à

l'association d'inclure les journées «portes ouvertes» dans l'un de es vnyages culturels à travers

Les institutions officielles ont été comme entraînées par le succès. La mairie du 11º arrondissement, dont l'image s'en trouve ennablie, soutient l'association avec une subvention de 60 000 francs cette année, mais aussi par l'expéditinn de 10 000 programmes et l'ouverture de la salle des fêtes aux œuvres de jeuoes sculpteurs. L'Opéra-Bastille, qui jusqu'alnes avait superbement ignoré l'association, a lui-même demandé cette fois-ci à participer à la fête. Durant une jnurnée mais pas davantage - des toiles sélectionoées oot été exposées dans l'uoe des salles du monumental établissement. Une sorte de coosécration pour ceux qui y ont été admis.

La technique des ateliers « portes ouvertes » a été abondamment reprise un peu partout. pour ne pas dire plagiée. Mais les «génies de la Bastille» veulent garder une loogueur d'avance en continuant à innover. Obsessinn surtout ne pas s'enfermer dans uce sorte de folklore de quartier ou de ghetto culturel. C'est pourquoi, lors de l'opération annuelle, ebaque artiste « local » est tenu d'inviter un collègue, résidant ailleurs dans Paris, à accrocher ses œuvres à côté des siennes. L'ao dernier, les gens de la Bastille avaient fait venir des peintres d'Amsterdam. L'an prochaio, ils espèrent recevoir des Japonais et, l'année suivante, des Polonais. Ils cherchent aussi à établir un système d'échange avec les régions. Certains Parisiens iraieot exposer chez leurs camarades de provioce et les accueilleraient ensuite en retour. Sans cesse agité de oouveaux projets, le quartier de la Bastille est en train de devenir une sorte de vaste galerie éclatée où toutes les facettes de l'art plastique cootemporain viconent sciotiller tour à tour. Il entretieot ainsi, d'origioale maoière, la grande traditioo de la capitale.

M. A.-R.

LE TRANSFERT DE THOMSON-CSI

UN PLAN POUR LES HANDICAPES Quatre-vingts stations SNCF et RATP

TRANSPORTS EN COMMUN

trois cent mille Fraociliens qui, en raisoo de quelque haodicap, éprouvent de la diffi-culté à se déplacer. Le Syndicat des transports parisiens a élaboré enfin un plan pour améliorer l'accessibilité des divers modes de transports en commun - train, métro, bus, cars - qu'il coordonne. Car les personnes dites à mobilité réduite et particulièrement celles que leur iofirmité cloue sur uo fauteuil roulant (7 000 en Ile-de-France) sont pratiquement interdites de séjour dans les transports eo commun

La triste démonstration en a été apportée, une fois de plus, lors du forum que l'Association des paralysés de Fraoce(1) a organisé à la Cité des sciences de La Villette, samedi 16 octobre. Les séqueoces détaillées d'uo reportage photographique illus-

Le Monde

Edité per le SARL Le Monde

Comité de direction :

Rédacteurs en chaf :

rt Betrue-Méry (1944-1969) 2008 Fauret (1969-1982) dré Leurene (1982-1985) dré Fontaine (1986-1991)

ADMINISTRATION : CE HUBERT BEUVE-MERY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 16, RUE FALIQUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 74.: (1) 40-85-25-25 Télécopieur: 40-85-25-99

res Lescurne, gérint sur de la publication Bruno Frappet seur de la rédaction

UEUR d'espoir pour les traient la galère du handicapé essayant de gagner un point quel-cooque de l'agglomération parisienne en utilisant la SNCF ou la RATP. Et comme si cela oe suffisait pas, deux équipes de fauteuils roulants, parties de banlieues dif- à la Cité des sciences, de huer les férentes, avaient entrepris de rejoiodre le lieu du forum. Le récit des béros de cette aventure, fioalement parveous à boo port après des parcours homériques, était édifiant.

Le formidable réseau irri-

guant la région capitale a été cooçu pour des bieo-portaots, alertes et ingambes. Pas pour les persooces âgées ou les femmes enceintes, eocore moins pour les handicapés. Le métro ne s'atteint, le plus souvent, que par des escaliers et des portillons dissuasifs. Pour accéder à un wagon ou un bus il faut toujours s'astreindre à l'escalade de quelques marches. Physiquement empêchés de se déplacer par les moyeos ordinaires, les iofirmes sont obligés de se rabattre sur les taxis, fort coûteux, ou sur des mini-bus spéciaux, d'ailleurs trop peu com-breux, dont le tarif est dix fois celui d'un ticket de métro. Cette ségrégation est ressentie comme une exclusion. Comment avoir une vie professionnelle normale, comment profiter des loisirs de tout le monde dans ces coodi-

Cing à dix ans de travaux

ans, les associations réclamentelles à cor et à cri l'accès aux transports en commun. Une loi datant de 1975 leur a firmellement reconnu ce droit. Reste à la mettre en application. Patrick Segal, adjoiot au maire de Paris chargé des handicapés et qui ne se déplace qu'en fauteuil roulant, s'échioe depuis quinze ans à obtenir de la RATP qu'elle commande des bus à plancher sur-baissé. Il y a belle lurette que oombre de villes allemandes en sont équipées. A chaque arrêt ces véhicules s'abaissent au niveau du trottoir pour que l'on y pénè-

Aussi, depuis bientôt vingt

tre de plain-pied. A Paris, on en est à tester, ces jours-ci, des bus Mercedes de ce type sur la ligne 91. Certaioes municipalités auvergnates eo oot acheté outre-Rhin depuis des années. Les constructeurs français, eux, n'utilisent uoe telle technique que nour les bliodés sur poeus, pas pour les véhicules civils.

Pour faire avancer les choses, Foodation de France anon qu'en 1994, à l'occasion de soo vingt-cinquième anniversaire, elle accordera une aide financière aux municipalités qui s'équiperont de bus surbaissés. Cette bonne oouvelle o'a pas empêché les centaines de handicapés, rassemblés représentants de la SNCF et de la RATP.

Notamment lorsqu'une respoosable de l'Association des paralysés de France a raconté que sur les neuf emplacements d'ascenseurs aménagés dans la oouvelle gare de Montparnasse-Pasteur uo seul est équipé. Huit quais restent doue ioaccessibles aux fauteuils roulants.

Maurice Pierron, au nom du Syndicat des transports parisiens, a tout de même apporté une ioformatioo eocourageante. Comme il semble définitivement impossible de transformer les accès de toutes les stations de métro et des quatre cents gares francilienoes de la SNCF, les ingénieurs ont imaginé de «traiter» au moins ce qu'ils appellent le ooyau du réseau. Quatre-vingts stations du RER et de la SNCF banlieue situées sur quelques axes majeurs seraient rendus accessibles aux handicapés. Commen-taire de Jean-Charles de Vincenti, conseiller CDS de Paris, qui, de même que l'ex-ministre des transports Georges Sarre, assistait au forum : « Il y o quinze ans que cette étude aurait du être faite. On aurait gagné du temps au lieu de pratiquer un saupoudrage d'équipements qui n'o abouti à rien de sérieux »

Le chantier demanderait de cioq à dix ans de travaux et 600 millioos de francs de dépenses. Le dossier est entre les mains des décideurs. Les participants du forum de La Villette sont rentrés chez eux avec leurs véhicules spéciaux mais, cette fois, ils avaient de quni nourrir

Marc Ambroise-Rendu

(1) Association des paralysés de France. Délégation régionale lle-de-France: 17 bis, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tel: 40-78-64-58.







ALSACE

Les acteurs de l'environnement se présentent

Le conseil général du Bas-Rhin a édité à mile deux cents exemplaires un gros classeur sous le titre Environnement: qui fait quoi dans le Bas-Rhin? Il présente, per des fiches, deux cent cinquente acteurs départementaux dans ce domaine : administretions, collectivités locales, associations, entreprises ou organismes de formation. Chacune des fiches comporte les coordonnées de l'organisme, ses principeux dirigeants et une note de synthèse.

imprimé sur papier recyclé, ce classeur e été envoyé gratuite-ment aux étue, aux décideure, à tous les organismes recensés et à cinq cent trente mairies du Bas-Rhin. «Il servira de signelisation pour mieux circuler dans la politique de l'environnement » explique Jean-Marie Lorentz (UDF-CDS), président de le commission de l'environnement du conseil. Ce document revient environ à 300 francs pièce et constitue l'un des outils prévus per la charte de l'environnement adoptée il y a deux ans per l'as-semblée départementale.

CENTRE

Désaccord sur la dotation de l'Etat

«Nous ne sommes pas des béni-oui-oui (» Maurice Dousset (UDF-PR), président du conseil régional du Centre, est en déseccord avec le gouvernement sur le montant de la dotation de l'Etat à la région pour le prochain contrat de plan et manifeste depuis plusieurs semaines sa mauvaise humeur, M. Dousset e indiqué qu'il ne participerait pas à la négociation d'un contrat einjustes, ni au débat sur l'aménagement du territoire qui, «faute de moyens», lui epparaît

einutile». Le président evait rencontré M. Balladur le 30 août pour lui demander une «indispensable dont les modelités ont été fixées au début de l'été. Classé parmi lea régions les plus « favori-sées », le Centre devrait toucher la même dotation - 2 milliards de francs - que pour le précédent contrat de plen. «Si l'on considère que l'on est une région riche, que l'on soit traité. comme telle avec une dotation moyenne par habitant identique. Or il nous manque 630 millions de francs», indiquent les élus, qui estiment que la réforme de la PAC et la crise de l'armement fracilisent la région.

HAUTE-NORMANDIE Apprendre à gérer une déchetterie

Au moment ou ae créent da

plus en plus de déchetteries, le cantre de formation des métiers de l'environnement de Heute-Normandie vient de mettre en place une formation baptis Apprendre à gérer une déchetterie. Mise au point par le Centre ressource pour la formation (CRIF) de Val-de-Reuil dans le département de l'Eure, cette formation a débuté le 1º septembre et s'adresse à un public de jeunes ou d'adultes demandeurs d'emploi qui, en 700 heures (350 heures théoriques, 350 heures en entreprise) doivent apprendre à accueillir, conseiller, informer les usagers de la déchetterie, identifier entretenir le site.

natura dee déchets, gérer et La etructure de formation à Grand-Couronne e été créée en partenariat avec le municipalité que conduit Bernard Frau (div. Ecol). Le CRIF et la mairie de Grand-Couronne souheitent ainsi « soutenir la mise en place de déchetteries et sensibiliser le public au dépôt par les usagers de déchets recyclables ». Le CRIF est déjà à l'origine d'une formation de techniciens de recyclage des déchets dans le bassin d'emploi de Louviers-Vel-de-Reuil, opération menée avec l'ANPE et la société ECO-SITA du groupe Lyonnaise des

LES TECHNOPOLES S'EXPLIQUENT

Leurs résultats sont difficiles à mesurer. Mais leur avenir semble passer par l'interdépendance et la spécialisation

ES technopoles réapperaissent. On les croyait un peu passées de mode. Il faut dire qu'à se multiplier, elles s'étaient un peu banalisées. Chaque ville moyenne, même dépourvue du moindre embryon d'université ou de laboratoire de recherche, se serait déclarée technopole. Or une technopole est le résultat d'un mélange d'ingrédients doot chacun, comme dans toute bonne recette, est iodispensable. L'université, la recherche et les entreprises y travaillent ensemble à de nouveaux développements; de leur rassemblement dans uo même lieu doit naître l'invention.

Leur développement rapide a créé eutour des technopoles un climat de scepticisme. Aujourd'hui, elles cherchent à répliquer avec des arguments solides et tenteot d'évaluer leurs résultats. C'est l'un des thèmes du colloque organisé à Nice les 20 et 21 octobre par leur association, France Technopoles. Ce sera aussi un des sujets du «Symposium européen de recherche sur les technopoles», organisé les 6 et 7 avril 1994 à Rennes, pour les dix ans de Rennes-Atalante, sous l'égide de la CEE et de la DATAR.

Jeao-Picrre Sueur, maire d'Orléans et président d'Orléans-Technopole, a longtemps été dis-cret. «Je préfère faire et communiquer après, assure-t-il, Maintenant, nous avons atteint la maturité, » Comment en faire la preuve? Par l'inventaire des fonctions assumées et le présence active des collectivités locales, des entreprises, de la recherche et de l'université. « Mais, juge Jean-Pierre Sueur, une manière simpliste d'aborder la question serait de chercher tout de suite des connexions directes.»

Sans le maire de Metz, Jean-Marie Rausch, la technopole Metz 2000 (spécialisée dans les technologies de la communica-tion) o'existerait pas. Pour lui, un critère indiscutable de la réussite est le combre d'emplois créés : 000 en comptant ou plus juste. Et pour un prix intéressant : « Pour ces 2 000 emplois, la ville de Metz a investi au total 100 millions de francs : c'est un rendement excellent si on rapporte ces chiffres à ce qui est généralement investi » (jusqo'à i millioo de francs par emploi pour le reconversioo des dockers). Le directeur de la technopole de Brest-Iroise, Jean Vicariot, indique pour sa part que, een cinq ans, 40 PME se sont implantées à côté des grandes entreprises et de l'université et ont créé plus de 500 emplois ».

Cependant, chacun s'accorde à reconnaître que l'emploi est un critère insuffisant pour mesurer la réussite des technopoles. Guy Fehhnann, directeur de Synergia, la technopole de Caen, se réfère notamment à l'essaimage et au nombre de brevets déposés tous les ans. Uoc dizaine d'entreprises, en effet, sortent des laboratoires locana de recherche. «Les

anciens critères de développement ne rendent pas compte de notre réalité, estime pour sa part Jean Quesseda, directeur d'Angers Technopole. Ce qui serait le plus probant serait de quantifier les flux d'échanges entre les différents partenaires des technopoles.»

Bien qu'elles aient le plus souvent moins de dix ans d'existence, les technopoles contribuent à dessiner une nouvelle géographie de l'économie française

Illusion? «La valeur ajoutée. juge Thierry Bruhat dans un rapport commandé par la DATAR et France-Technopoles et présenté à Nice, est surtout de nature qualitative. » Il a choisi, pour sa part, d'analyser un certain combre d'expériences où il s'attache à cerner de nouveaux rapports de production (lire ci-dessous).

Et c'est bien ce qui intéresse à la fois les collectivités locales et la DATAR. Les collectivités locales qui oot choisi d'iovestir dans une technopole ont pris pour principe que le développement allait intégrer de plus en plus de matière grise, et elles ont cherché à être au cœur d'un

mécanisme où clles pressentaient qu'elles devaient jouer le rôle de catalyseur. Elles o'oot pas toujours eu les bons réflexes au départ, se comportant, souvent, plus en simples aménageurs de zones d'activités qu'en partenaires actifs du processus d'ani-

Mais elles oot fioi par se dégager de cette logique immobilière. On le constate à la séparation de plus en plus fréquente entre les structures d'aménagemeot (généralement des sociétés d'écocomie mixte) et les structures d'animation. Ces dernières oot appris à sopblistiquer leurs intervections. «La notion d'échange et de réseau est plus assure Jean Quesseda à Angers. Il sait de quoi il parle : evant même d'être officiellement technopole. Angers en evait adopté l'esprit en créant, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie, le PRIA (Pôle de recherche et d'innovation d'Angers). Le PRIA s'était préoccupé dés l'origioe d'établir des relations quand d'autres pensaient d'abord aménagement et locaux. C'est du travail de mise eo relations par le PRIA des entreprises et des chercheurs dans le domaine de la physiologie végétale et dans celui de le productique que sont oés deux des trois pôles de compétence d'Angers. La fabrication de réseaux iotègre la dimensioo internationale: «Il n'y a pas de niches high tech locales », constate Georges Cappuro, directeur de Bordeaux Technopolis, qui a noué des liens privilégiés avec cinq sites technologiques euro-

péens et créé un Prix européen de

at les acteurs publics. Constater

que cette emorce d'organisation

nouvelle est porteuse d'avenir

c'est eppeler à la banaliser.

« Que cele concerne de nou-

veaux rapports entre développe-

ment économique et aménage-ment de l'espace urbein, de

nouvelles coopérations entre

fonctions concourant au déve-

loppement, des partenariats sur objectifs entre pouvoirs locaux at centraux, les enjeux de ces

politiques technologiques ne

la meilleure coopération techno-

Le réseau peut être régional : de Rennes-Atalante à Brest-Iroise un réseau bretoo se crée sous l'égide de la région evec Lannion, Quimper et Vaooes, Provence-Alpes-Côte d'Azur relie, par la route des Hautes Technologies, Sophie-Antipolis, Touloo, Marseille, Aix, Avignon et Manosque. Pour matérialiser cette route, un réseau télématique à hant débit, permettant de partager de gros moyens de calcul Un equipement qo'on retrouve en Pays de la Loire, à partir de Nantes, Angers et Le Mans, et qui a servi de modèle au réseau national du ministère de la recherche.

bien, de cette manière, servi de laboratoires. A la DATAR, on admet avec Pierre-Yves Tesse, le président lyonoais de France-Technopoles, qu'il est encore tôt pour bien mesurer l'efficacité de structures qui ont presque toutes moins de dix ans. Mais on sent que des pistes iotéressantes sont explorées. « Il est clair, explique Michèle Vignes, qui suit le dos-

sier des technopoles à la DATAR, que les formes de production ont évolue et que l'Etat doit accompagner ces évolutions profondes du système de production & Son constat : les structures verticales de l'Etat sont « un peu en porte-à-faux» par rapport à l'action d'acteurs locaux qui ont réagi plus vite et ont mieux su

jouer la transversalité. Pour la DATAR, il y a unc autre bonne raison de suivre le dossier avec intérêt : les technopoles contribuent à dessiner une oouvelle géographic de l'économie française, en créant et en permettant d'identifier de nouveaux pôles de compétence. Ce souci d'identification des territoires considéré en particulier comme iodispeosable dons la concurrence internationale - est partage par le nouveau délégué à l'améoagement du territoire, Pierre-Henri Paillet, et les collectivités locales. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, relève que le plus positif dans Atlanpole, la technopole nantaise que préside le présideot du cooseil régional, Olivier Guichard, c'est bien la définition d'« axes d'excellence»: « On a dégagé des lignes de force autour desquelles une certaine dynamique peut se développer. »

Clermont-Ferraod met sa démarche technopolitaine au service de sa diversification, seion une charte d'objectifs établie à la suite d'un diagnostie de l'agglomération : « La politique de diversification est plus nécessaire que jamais et on ne peut pas la mener sur tous les fronts », explique Jean-Yves Gouttebel, adjoint ou maire chargé de l'économie. Clermoot-Ferrand se concentre sur trois fronts : l'agroalimentaire, la pharmacie-santé et la mécanique. Si elle ne le fait pas toujours à partir d'unc étude aussi poussée, chaque technopole tend aujourd'hui à resserrer le liste de ses spécialités. Même Sophia-Antipolis se croit obligée de suivre la tendance, en affichant des compétences particulières dans les domaines de la santé et des télécommunications

La DATAR voit enfin dans le phécomène technopolitain un bon moyen de tester ses idées sur les oouvelles solidarités du territoire et les fonctions des agglomérations. L'iotnition de ses experts est que les territaires o devenir plus interdépendaots. Reste la crise, qui e deux effets. Elle reod les cotreprises de technologie plus fragiles que les autres. En privilégiant les valeurs du passé, elle fait douter des vertus de la recherche et de l'innovation. C'est un double défi pour les technopoles.

Philippe Pujas

Cont

Reims et Compiègne

Le président de France-Technopolee, Pierre-Yves Teese, souligne volontiers le diversité des technopolee françaises. Si les principee eont communs, chacune e son histoire, ses structures, sa manière d'epprochar les problèmas. Deux exemples illustrent cette

diversité. A Reims, même si le cham-pegne et les céréales lui donnaient une sensible connotation egroalimentaire, l'économie éteit plutôt diversifiée. Lorsque la ville des sacres eut des ambitions technopoliteinee, on construisit un parc techno-logique dont la principale qualité était d'être situé entre une zone industrielle et l'Université. Pourtant, ce n'est pas l'opération d'eménegement qui marqua le vrai point de départ de Reims-Technopole, mais l'affaire de l'Institut des sciences et techniquee du vivent (ISTV). Alors qu'Henri Nallet était ministre de l'egriculture, l'ISTV deveit regrouper plusieurs grendes écoles parisiennes... et e'installer en province. Reims présenta sa candidature, soutenue par la conseil général, la ville, la chambre de commerce et d'industrie, l'université et les entreprises.

L'ISTV ne vit jamais le jour. Maie à Reims l'impulsion était donnée. Et, à partir de 1991, les énergies regroupées traveil-lèrent à la création d'un cegropôle». Depuis, les choses sont allées vite : création d'un centre de recherches où s'installe l'INRA; création d'un centre de physico-chimie et bio-

technologies agro-industrielles à l'Université, qui elle-même ouvre des bourses de recherche «egropôle» et envisege des poetes d'enseignants-cher-cheurs liés à l'«egropôle»; eccord avec l'Institut nadonel agronomique de Paris-Grignon: mies en réseau de tout ce qui existait déjà dans la région...

Un atout considérable

Compiàgne était une chnopole avant la lettre, grâce à l'Université de technologie de Compiègne (UTC), créée il y e vingt ans. La ville innova en fai-eant figurer le trenefart da technologies parmi les composantes de son projet. Vingt ans plus tard, pour le maire de Com-piègne, Philippe Merini, aucun doute : l'UTC a transformé sa ville. Sa présence e provoqué la venue d'entreprises. Celles-ci le sollicitent beaucoup; il y e même, note Philippe Merini, « plue de demandes que de pos-eibilités de les satisfaire ». La présence de l'UTC est ausei importante en termes d'image pour la ville : « Besucoup d'implantations d'entreprises se sont faites à partir de la valorisation de cette image. » Par son rayonnement, l'UTC eet un etout considérable, d'eutant que l'intégration à la vie locale est totale : 80 % dee professeurs de l'UTC, se réjouit Phi-Ilppe Marini, habitent Compiègne ou à proximité.

La dimension territoriale

Meeurer l'efficecité dea technopoles : c'est l'exercice difficile auquel a'est attaqué, à la demande de la DATAR et da l'Association France Technopolas, Thierry Bruhat, déjà auteur, en 1990, d'une première

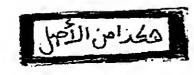
étude sur vingt technopoles (1). Cetta fois, Thierry Bruhat a obeervé un peu plus d'une dizaine de sites, mais evec le but d'y repérer des expériences assez significatives pour obtenir ce qui lui était demandé, c'est-àdire cune évaluation de la valeur ejoutée endogane des technopoles ». De sa plongée dans le monde technopolitain, Il tire cette conclusion : la valeur ejoutée est surtout qualitative ; elle n'en est pas moins réelle. Au point que, par les méthodes au elles mettent en œuvre, par les nouvelles relations qu'elles introduisent entre ecteurs du développement local, les technopoles « sont des laboratoires de l'économie à venir ».

L'inventeire que dresse Thierry Bruhet dessine lee contours d'una nouvelle manière de produire et d'intégrer la production dans un environnement totalement solidaire, où les élus ont eussi leur rôle à jouer. Selon Thiarry Bruhat, las technopolas rendent lisibles des pôles de compétencae, effectuent le mailiege de réseaux, articulent divere médars autrefois séparéa, innovent dans l'epproche de la création d'entreprises, ini-tient des solidarités inattendues entre élus et administration; elles euscitent de nouvellas structures interfaces rechercheentreprise. La technopole, juget-il, a apparaît comme une innovetion politique susceptible de contribuer à renforcer la capacité de nos territoires locaux è devenir des sources de compétitivité pour nos entreprises et donc pour nos économies ».

En validant ainsi la réintroduction de la dimension territoriale dans les facteurs de compétitivité, Thierry Bruhat sait perfaitament qu'il met eu pied du mur à la fois les entreprises

sont pae minces. » Pas minces ? Lisons donc la demière phrase du repport : « A y regarder de plus près, les technopoles françaises dans leur jeunesse, dane leurs expérimentations, nous invitent à imaginer les nouvelles règles d'un développement technologique de nos territoires. >

(1) Vingt technopoles, un premier bilan Documentation française.



par Michel Klopfer ES callactivités lacales restent aujourd'hui les seules entités publiques qui disposent encore d'un sys-tème comptable archaïque, depuis que successivement les hôpitaux, les arganismes de logement social, les services d'aeu et d'asseinissement, etc. ont vu

leurs nomencletures modernisées et adap-tées au plan comptable général, lui-même en vigueur depuis 1984. Pourtant une réforme, appelée M14, été élaborée depuis 1990 puis soumise à différents organes consultatifs composée d'élus de toutes tendances qui l'ont en fin de compte validée. Mais le projet de loi qui en est issu attend toujours d'être examiné par le Parlement. Ce n'est bien entendu pas la plan de compte qui est en question, car il est de nature purement réglamen taire, mais bel et bien les aspects budgé-taires de la réforme, à propos desquels on sous-estime perfois l'urgence d'une remise

Les critères d'équilibre budgétaire du secteur public local tels qu'île evalent été définis, dans le cadre de la loi de décentralisation de 1982, ont littéralement volé en éclats. Contrairement au budget de l'Etat, qui est en déficit eu premier franc d'emrecette d'équilibre... Ce mode de présenta-tion n'a pas peu contribué à la banelisation du phénomène de l'endettement local ; il existe de multiples cas de communee qui sont entrées dans la zone rouge du suren-dettement sans evoir à sucun moment enfreint les règles du contrôle budgétaire.

Autre lacune du système actuel : le petrimoine n'est pas pris en compte dans le résultat budgétaire, or un équilibre financier qui n'intègre pas l'amortissement des actifs soumis à usure est purement artifi-

Introduire de nouveaux concepts

Troisième défaut grave, il n'y a aucune réalle obligation de rattacher comptablement à un exercice les charges qui y sont juridiquement nées : il est possible de pratiquer la fuite en avent en différant les dépenses sur les exercices suivents, à commencer par l'annuité de la dette (capitel et même intérêts), pour laquelle aucun actuelle.

Enfin, elors qu'une part eauvent conséquente de l'action des collectivités locales n's pas pour support le budget proprunt, en finances locales la dette est une l pre mais dee eppendices plus ou moins l

eutonames (budgets, annexes, essocia-tions, sociétés d'écanomie mixta, offices HLM...), les risquee provenant des pertenaires extérieurs ne sant pas consolidés sur le budget principal. Il convient de rap-peler ici que de nombreux cas de dérive financière de collectivités ont trouvé leur origine dens la défaillance d'un satellite dont les opérations avaient été garanties par la commune.

Or, si alle ne répond pes à l'intégralité

des griefs que l'on peut objectivement por-ter à l'encontre du système actuel, la M14 e tautefois le mérite d'introduire des concepts aujourd'hui inconnue dans la secteur public local: amortissements, provisions, rattachement des charges à l'exercice... Meie, en dépit des (trop) nombreuses atténuatione qui ont été apportées, pendant l'élaboration du projet, à ces concepts de bon sens, certains élus croient possible de s'opposer purement et simplement à la réforme, eu nam de le défense du contribuable, à qui on ne manquerait pas, bien entendu, de répercuter sur les taux d'imposition l'effet des emartissements ou des provisione qu'il sera

dorénavant nécessaire de constituer. Un tel reisonnement méconnaît totalement le fait que l'usure des biens renouvelables est une loi physique qui ne peut pas se négocier. Il est cleir qu'une commune

seul fait de la réforme compteble, vivait antérieurement en équilibre purement fictif.

Il est donc de l'intérêt supérieur de toutes les collectivités lacales que l'instrument de mesure comptable soit moder-nisé, afin que cheque conseil municipal puisse apprécier les réels enjeux financiers de ses décisions de politique publique, et ce de préférence le plus en amont possi-ble. Il est égelement petent qu'en cas de risque de déséquilibre budgétaire le fiscaîté est loin d'être le seule variable d'ajuste ment et qu'il est toujours préférable de mettre en place, suffisamment à temps, un contrôle de gestion pour mieux maîtriser

les coûts dans sa collectivité. Il faut donc protéger cette loi physique qu'est la M14 d'un débat politique qui n'a pas fieu d'être. Ou alors nous commettrions la même erreur que les Anglais du ecizième siècle, qui ont rejeté la réforme du calendrier que Grégoire XIII evait proposé, pour corriger les inexactitudes commises entérieurement sur la mesure du mouvement de le Terre. Justifiant leur choix, les détracteurs du calendrier grégorien expliquaient superbement qu'ils préféraient être en désaccord avec le Soleil que d'sccord evec le pape...

Michel Klopfer est consultant et maître de conférences à l'ENA et à qui se retrouverait en déficit budgétaire, du l'Institut d'études politiques.

COURRIER

Région et ethnie (suite)

Une polémique a lieu daas ces colonnes à propos d'un département basque (le Mande daté 25-26 juillet et 12-13 septembre). Il semble bien que certains lecteurs ignorent le sens des mots en langue française. L'ethnie est définie dans le dictionneire Robert comme « un ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre notomment la communauté de langue et de culture ». On est loin d'une quelconque définition « raciste ».

C'est d'ailleurs en ce sens que le général de Gaulle, fin connaisseur de la langue française, employait le terme « ethnique » pour lancer la réforme régionale «La région apparaît oujourd'hui comme l'élément local essentiel. En effet, son caractère ethnique et géagraphique, sa dimension, ses ressources, lui permetteut d'avoir une rie propre et cette vie propre, il faut qu'elle l'ait pour que notre pays mette en valeur tout ce qu'il vaut dans chacune de ses parties et cesse, en se vidant lui-même, d'amasser sa substance à Paris et

En entendant parler d'ethnie il eut mieux valu que M. Hourcade sortit son dictionnaire. JOAN DORANDEU

Paris.

REPRODUCTION INTERACTE

LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC



étampes

Directeurs de

un cadre de vie de qualité, un festival de musique un projet d'intercommunalité

Membre de la

Direction Générale, vous êtes l'interlocuteur privilégié des

Vous optimisez le suivi de la ilette et les nègociations avec les

portenoires externes et votis comrôlez l'odministration des Goraut des circuits d'infor-

mation de la mairie, vous proposez des oménagements en vue d'optimiser l'organisation des

Vous possédez une première expérience de gestion dans une collectivité locale.

■ 21 500 habitants ■ 50 km de Paris

ontrôleur Les finonces

sont pas inconnues. Vous appartez une réelle mativotion et une

Departements en motière de disponibilité pour travailler sur des prajets d'envergure. Outre vas talettis d'arganisateur et vatre rigueur, vos capacités d'odoptotian et votre sens des contocts vaus permettrant de réussir dans ce poste.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous la référence 1878/M à natre canseil Myriam GUILLEMOIS .. LIGHT - 5/7 rue

Jeonne Braconnier -92366 MEUDON LA FORET cedex.

La mission locale départementale et rurale recherche Directeur général

En relation avec le Président, les étus et les edinidistrations, les emreprises et le réseau associatif, il aura le responsabilité des atratégles et programmes d'action, du plan de financement et de l'organisation administrative interne.

Profil recherché : - Formation initiale en sciences sociales, économiques, grande école ou autodidacte. - Meturité professionnelle, sens de l'organisation, de la négociation et de la

- Meturre prossection et de la regarisation, de la negociation et de la via d'équipe.

- Expérience vérifiable dens la conduire d'entreprises ou de programmes de développament social et économique.

- Savoir-faire en gestion, administration, montage de dossiers, communication orale et écrite.

tion orale et écrite.

— Capectré à prospecter et à mettre en place des actions innovantes.

— Expérience davantage axée vers le domaine économique.

Statut catire, rémunération à débattre.

Envoyer lettre menuscrite, CV et photo avent le 28 octobre 1993 à Monsieur le président de le MLDR — offre d'emploi directeur — 61, rue Pierre-Cazeneuve, 31200 Toulouse.

Le Conseil Général de Vaucluse recrute pour la Direction de l'Education et de la Culture UN CHEF DE SERVICE DES TRANSPORTS

par voie de détachement ou de mutation (Cat. A : Attaché)

Gestion des transports scolaires : lignes régulières, services spéciaux, handi-capés, cas sociaux. Informatisation de la gestion des lignes (administrative et financière) : définition du cahier des charges. Définition du schéma départe-mental : élaboration du cahier des charges, bilan, objectifs.

Niveau de connaissances professionnelles:
- Comaissance des logicles de gestion (Pegase, Educalog ou autres). Fonctionnement des transports scolaires: organisateurs secondaires, lignes régulières. - Connaissances juridiques: élaboration de conventions. - Connaissance du fonctionnement des collectivités locales.

Expérience exigée : Gestion récente d'un service des transports départemental. Condidaturés accompagnées d'un C.V. détaillé à l'aire parvenir jusqu'ou 20 OCTOBRE 1993 demier déla (cocher de la poste laisant foi) à : N. le Président du Conseil Général de Vauctuse OIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 84909 AVIGNON CEDEX 9

20-40 500 agents dans l'Essonne recrute par vole

Véritable Adjoint du Secrétaire Général, vous interviendrez avec lui sur une majorité de services et d'équipements municipaux. Garant du respect des règles administratives et de gestion, vous assurerez un rôle de management et d'organisation. Vous seraz également chargé du pilatage de projets

Généralista des collectivités, vos expériences précédentes à un niveau de Direction, vous ont amené à coordonner des projets

Directeur territorial ou Attaché expérimente, vos qualités de manager, votre dynamisme, votre adaptabilité at votre riqueur seront vos atouts pour ce poste assorti d'avantages intéressants.

Merci d'adresser sous réf. 1916M lettre manuscrite. CV et photo en Indiquant vos conditions actuelles à notre Conseil LIGHT - Myriam GUILLEMOIS - 5/7 rua

Jeanne Braconnier - 92366 MEUDON LA FORET cedex qui traitera votre dossier en



Le Maire de VILLEFONTAINE (Isère), Ville Nouvelle, 18 000 habitants,

recrute

UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Profil de poste : • Relations publiques, organisation de l'événementiel (inaugurations, manifestations, débats), protocole. • Réception des administrés. • Suivi de la vie associative. Participation à la politique de communication de la ville.

Formation : Diplôme de l'Université ou d'un LE.P. - Statut : Contractuel, catégorie A. POSTE A POURVOIR AU 1" NOVEMBRE 1993 Transmettre lettre de candidature manuscrite et C.V. à : M. le Maire de Villefontaine, Hôtel de Ville, place Mendès-France, 38090 VILLEFONTAINE Pour passer vos annonces :



FAX: 46-62-98-74

ANNEMASSE

La recherche d'une identité

patrimnine y est insignifiant, Annemasse a chnisi un martyr pour embléme : Michel Servet, « apôtre de la tolérance ». Brîlé en effigie à Vienne par l'Inquisition catholique, il périt sur un bûcher à Genève, à l'instigatinn de Calvin, en 1553. Figée dans le hronze, la figure torturée de ce médecin humaniste, qui « a consacré sa vie aux pauvres » indique la stèle, sert de modèle à Robert Borrel, le maire (divers gauche) de cette commune de 27 000 habitants, au cœur d'une agginmératinn-champignon de 70 000 habitants trop vite mnntée en graine à l'ombre de la toute proche métropole internationale. Peu après son élection en 1977, il

a réinstallé cette statue nubliée au milieu de la place de l'hôtel de ville, le dos tourné à la cité protestante. « Cet homme n'appartenait à aucun parti. Il avait surement raison s, assure-t-il.

Le symbole sied plutôt bien à cet aneien prnfesseur agrégé de langues de cinquante-neuf ans, à l'allure longiligne de Don Quichotte qui ne cesse de remuer les mnulius à vent pour

mois, il lançait un appel au réveil du sens civique des habitants, prêchant dans un désert d'indifférence après deux meurtres commis dans sa commune (le Monde du 19 avril). Plus récemment, il reprenait son bâton de pèlerin, lors d'un colloque du Comité franco-genevois, revendiquant haut et fort un droit « d'ingérence asjaires aes autres ». Li formule - provocatrice - sonnait comme un cri d'alarme pour rappeler tant aux responsables genevnis qu'à ceux de la réginn Rhoue-Alpes leurs ohligatinns respectives à l'égard de sa ville qui, à une époque encore récente, battait trus les records de progression démographique, de taux d'emploi et de richesse vive. « Ici, e'est le Far West ou l'Eldorado. Aucun endroit en France ne permet de passer aussi facilement et aussi rapidement du chômage à des revenus mensuels de 50 000 francs pour un couple», signalait M. Borrel en juillet 1991, dans un entretien au « Munde Rhône-Alpes », au plus fort de la « sur-

chauffe » économique. a Les gens arrivent encore parce qu'ici nn a l'impression d'être moins pauvre qu'ailleurs », corrige-t-il auinurd'hui en mnntrant du duigt le paysage verduyant des mnutagnes tuutes proches. Le virus de la crise s gangrené l'opulente prospérité genevuise et a freiné le flut des «émigrants» de France nu de l'étranger. Mais M. Borrel contique de penser qu'il est contraint de gérer « le désordre » d'un terri-tnire « sans foi ni loi », duminé par l'individualisme des comportements, celui des babitants sans racine comme celui des communes. « Ici, assure-t-il encore sont concentrés tous les excès tous les écarts de richesse et de pauvretė, jusqu'à l'extrême limite de la rupture sociale. » Une menace unn dénuée de funde-

Il serait facile de faire porter le fardeau de tous les déséquilibres aux quelque 7 000 frontaliers (1) du cantun, ces « privilégies » qui, matin et soir, s'en vont au travail par la zone franche de l'avenue de Genève, via le poste douanier de Moillesullaz, le point de contrôle le plus important avec 30 000 passages quotidiens. En référence sans doute à l'ancienne tradition horlogère locale, ce va-et-vient quatidien est appelé « mouvement pendulaire ». L'image sert aussi de baromètre de l'activité éenunmique. « Quand la Suisse est prospère, elle vient puiser dans notre vivier

PARCE qu'ici le passé u'a les salariés dont elle a besnin.
pas d'histnire et que le Mais e'est aussitôt pour nous les renvoyer aux premiers signes de récessinn. » Cette prévisinn, énoncée voilà deux ans, s'est une unuvelle fais vérifiée. M. Borrel se faisait alors l'échn des récriminatinus des patrous locaux, désespérés de voir partir en masse leurs salariés attirés par la perspective de confortables revenus assortis d'un taux de change avantageux. A l'époque, des radins locales diffusaient des annonces d'emplui tandis que des agents recruteurs sillonnaient les parkings des supermarchés en quête de main-d'œuvre dans tous les domaines : l'industrie, les bureaux, le bâtiment, les commerces et l'hôtellerie... Le directeur du centre hospitalier n'en

se faire entendre. Vnilà quelques

finissait pas de colmater l'hémorragic permanente des jeunes infirmières, une cinquantaine au total, qui avaient déplacé leur blouse blanche pour un compte bancaire bien mieux annovisionné à l'hôpital cantonal. Ces alléchantes perspectives provoquèrent l'afflux d'un nombre considérable de sinistrés des régions désœuvrées, entraînant e crise du lo ment sans précédent, alimentée par une flambée des prix de l'immobilier. Cette époque est en partie

révolue. L'assurance de trouver la sécurité en Suisse n'effleure même plus les jeunes du lycée des Glières, confrontés comme tous les autres à la difficile quête d'un premier emploi. Comme de ce côté-ci, où il a augmenté de 48 % en un an - le plus fart taux en Rhône-Alpes -, le chômage a crû de façun considérable dans le cantnu vuisin, passant de 2 % à 7 % de la population active. Et, sans trop de scrupules, les patrons genevnis unt commencé de renvaver certains de leurs employés frontaliers pointer aux ASSEDIC. « Ils se retrouvent avec un solaire ramené au tiers de ce

Le tempete du GATIL n'e

temps de la Réforme, Roussi

de Calvin a est l'image même de

qu'ils percevaient précèdemment. Les frontaliers étaient peut-être des cigales. Ils ont appris à devenir fourmis», indique Xavier Fuuillet, président du groupement des frontaliers, en cherchant à « dédouaner » cette communauté qui, selun lui, injecte encore l'équivalent de 7,5 milliards de francs dans l'économie locale.

La balancier a changé de côté. Mais les déséquilibres subsistent. Pour preuve, les grues de chantiers abandonnées par des investisseurs, des promoteurs et des aventuriers de tout acabit hien en peine de raffer leur mise initiale. Annemasse aussi cache son etrous derrière la façade d'une hanque de la place de l'Hôtel-de-Ville récemment refaite. Non loin de là, des capitaux mystérieusement libanais ou centrafricains out échoué sur les bords de l'Arve dans le naufrage d'un hypothétique casino. Plus luin encore, sur la zone d'Archamps, un «technipôle» du troisième type lancé par le département de la Haute-Savnie pour renforcer son ancrage à la Suisse. l'immense carcasse d'un Warld Trade Ceuter attend un nouvel

C'est enfin le groupe Bernard Tapie Finance qui s'en remet à un intermédiaire suisse de piètre réputation pour la reconversion immobilière des 20 hectares de l'usine d'instruments de pesage Terraillon à Juvigny, délestée an passage de ses 600 salariés. Face an elimat d'« affairlsme » ambiant entretenu par les fluctuations des taux de change, seule la coopérative suisse Migros, qui implante un hypermarché à Etrambières, est parée de toutes les garanties.

« Cette ville fait un complexe. A force de clamer qu'elle n'est pas une ville-dortoir, elle a fini par le devenir. »

Cette chaîne de distribution est précédée, il est vrai, d'une solide réputation tant en matière sociale qu'à propos de qualité de ses produits «écologiquement purs». Au grand hanheur des élus locaux, elle devrait renforcer encore un peu plus l'attraction



des consommateurs genevois. Depuis longtemps déjà, ces derniers franchissent la frontière comme s'ils étaient chez cux dans ce bout de territoire délimité, de facon parfois fantaisiste, par un traité datant de 1815. Plus que la présence des uniformes, l'urbanisation sauvage de l'agglomération, le mitage des habitations, formes datant des années 50 servent de ligne de démarcatinn. Sans parier de la ZUP du Perrier, construite dans les années 70. A l'écart du centre, elle accueille les familles modestes et une partie de la communauté étrangère, qui, selon les accords bilatéraux en vigueur, ne peut obtenir le sésame du permis frontalier. Ici, pas de barre démesurée, ni de grandes tours. Seulement de petites constructions HLM dans la verdure au milieu d'une faule d'équipements publics, sociaux, culturels et sportifs avec un superbe gymnase paré de quatre mâts et un lycée technique à l'architecture audacieuse. Qu'importe la réalité d'une vie sociale et associative active, qu'importent les corrections apportées par

une procédure de développement social urbain. La ZUP est un ghetto pour bien des Annemassiens. Annemasse est une ban-

lieue pour bien des Genevois. « Cette ville fait un complexe. A force de clamer qu'elle n'est pas une ville-dortoir, elle finit par le devenir. On n'a pas assez affirmé qu'elle est une ville à part (UDF-CDS), député et conseiller général, rival malheureux du maire en place. «La ville souffre d'un complexe identitaire », note un responsable économique. « En fait, sjoute-t-il, elle manque d'être reconnue comme interlocutrice à part entière autant des Genevois que de l'ensemble de Rhône-Aipes. » A priori pourtant, l'agglo-mération se suffirait à elle-même, avec son tissu d'entreprises de micromécanique et de décoiletage, équipementiers de l'automobile ou fabricants de machines à ultrasons. Récemment, le groupe de pharmacie Hoffman-Laroche a choisi l'unité d'Aspro, à Gaillard, plutôt qu'une autre en Europe pour investir dans la créatinu d'une centaine d'em-

« La coopération intercommunale est inversement proportionnelle à la richesse des communes », souligne M. Biraux pour expliquer la faiblesse d'une structure de collaboratinn réduite au minimum. Selon lui, le principal obstacle réside dans la «volonté de puissance » du maire d'Annemasse. S'il se défend de cette ambition, ce dernier revendique pourtant haut et fort le rôle prépondérant de la ville chef-lieu tirant une agglomération vers de grands projets.

Ces grands projets, il rêve de les mener avec les responsables genevois, plutôt réticents à se lancer dans une politique d'ensemble pour une agglomération qui compterait alors 600 000 habitants. Cela vaut tout autant pour les transports en commun. avec le projet d'un « mêtro leger » transfrontalier reliant la Haute-Savoie jusqu'au pays de Gex, le traitement des déchets, la préservation de l'environnement, la santé nu la formation : autent de sujets maintes fnis évoqués comme des nécessités qui ne franchissent pas le stade des déclarations d'intention dans des colloques à répétition.

Ecouté, mais peu entendu de ses voisins, M. Borel a investi, de l'autre côté, le terrain réginnal dont il est un des élus. « Nous sommes la huitième agglomération du réseau des cités de Rhône.. Alpes. A ce titre, nous avons toute notre place dans l'aménagement du territoire régional », proclame-

Qu'il s'agisse de la formation technologique et professionnelle jusqu'à l'enseignement supérieur, des équipements routiers nu de l'aménagement de nouvelles zones d'activité, là aussi il tente d'imposer la visina d'un pôle urbain élargi qui se moquerait des frontières – la vraie – comme des territoires jalousement gardés des communes. Récemment. Annemasse a

reioint le réseau des villes du sil-

inn alpin aux côtés d'Annecy,

Aix-les-Bains et Chambery, A

court terme, il s'agit de lancer des

actions dans les domaines univer-

partir du centre du Château Rouge. A plus longue échéance, il faudra préparer l'implantation de la future gare ferroviaire qui devrait permettre à Genève d'être raccordée à la liaison à grande vitesse vers le TGV Lyon-Turin en Savoie. Mais à l'inverse de M. Birraux, plutôt adepte de la politique des « petits pas », M. Borrel s'impatiente face aux atermniements des multiples structures incapables, selnu lui. de sauter par-dessus une «barrière artificielle». Cet obstacle il est de taille - risque pourtant de freiner une évolution inéluctable. En refusant d'adhérer à l'Espace économique européen, la Suisse - malgré toutefnis une forte majorité de Romands - a choisi de maintenir une coupure que le respect des accords de Schengen risque de rendre plus profunde encore. Le sujet fait actuellement frémir les esprits. «La frontière actuelle est une pas-soire. On ne peut imaginer une application stricte pour les mil-liers de frontaliers. Il faudra bien trouver un régime particulier». indique-t-on de tous côtés. Même le ministre de l'équipement, Bernard Bosson, maire d'Annecy, semble faire aveu d'impuissance concernant cette seule partie du territoire national où la France devra exercer un regard scrupuleux sur les entrées et les sorties. Ce contrôle qu'on souhaiterait plus souple pour la circulation des personnes est toutefois revendiqué pour la chasse aux trafiquants de drogue qui inondent actuellement la zone frontalière. Etrange paradoxe pour une zone franche qui cherche à s'affranchir des règlements hérités du passé.

pour lo .. Balceren

sauche », du nom du p

herapis de choc pe

Cest le signal - enco

dune certaine conth

domes et des prival

lagré les pressions pr

stes et interventionn

A. qui a du sa conte mistères de sacond n

On peut se demendi en de temps ces « per tine disposent pas de disposent pas de

couleuvres Le proche

des d'invostiture de N si devant la Diète d

ens doute ce rapport d' et donnera la tonalité de

Aue à venir. Pour l'ins

Dineau gouvernement

neore, mais l'unieu de

ime aillours en Eur the b gauche ost on t

te passe il Varsovie di agement lo cadre polorie

factir de son isulement

berte maintonant & fair

acceptoront d'av

de notre envoyé spécial Michel Delberghe

(1) Le nombre de frontaliers travaillant dans le canton de Genève est passé de 33 100 en octobre 1991 à 29 041 en août 1993. Pour le seul canton d'Annemasse, il était de 7 320 en 1991 et de 6 782 l'été dernier.

> Prochaln article: PONTABLIER

Genève l'internationale en procéan dou pas encore provoque de tentous sur les teux delles de férmin, se un les teux delles de férmin, se un les teux delles de férmin, se un les teux delles de férmin se un les teux de les delles de et Voltaire au allege des Limières, a se profitee de son environnement préservé à l'ebit, des montagnes du Jure et des Alpes, pour se protéger des tandites apitant la monde Ces colormes discrets his sont per pour les dans le place de paur ancigye hélyétique de 160 000 âmes, dans un carron de la la des rhogues de la des rhogue siège d'un grand numbre d'orga-nisations strondaiss, et de mati-testionnes princes. Dorg popular vers la France, avec qu'elle gar-tage 180 liquide fromèté com-mune. - elle n'est relée au reste rille d'Henri Tanana, londre de l'acquerre d'acquerre d de la Confédération que par un étroit couloir de 4 km - la cotte la « neutrafité », un mot qui, tc., rime svec gáculté et prospérité, En 1923, la touta jeune Société des nations décide de phone and the same

